

Photo : Roy Ooms



LES CONSOMMATEURS RALENTISSENT LA CADENCE

SERVICES ECONOMIQUES D'EDC

Stephen S. Poloz, premier vice-président, Affaires générales, et économiste en chef

Maureen Corrigan, adjointe de direction

Peter Hall, Vice-président et économiste en chef adjoint

Tina Drew, Administratrice

SERVICE D'ANALYSE ET DE PREVISION ECONOMIQUES

Todd Evans
Stuart Bergman
Jérôme Bourque
Nadia Frazzoni
Ala Kassay
Veronica Lares
Jocelyne Lussier
David Madani
Chris Roth
Rémi Roy
Richard Schuster
Geoff Stone
Claudia Verno



SERVICE D'ÉVALUATION DES RISQUES POLITIQUES

Todd Winterhalt
Derek Baas
Andrew Bennett
Gérald Cadet
Susanna Campagna
Nick Mercer
Signi Schneider
Peter Whelan
Tricia Wilhelm

Visitez notre site Web à www.edc.ca/economie

This document is also available in English

Prévisions et analyses établies d'après les données disponibles au 5 octobre 2007

VISITEZ-NOUS SUR LE WEB @ EDC.CA/ECONOMIE

- Aperçus économiques et politiques mensuels sur les pays industrialisés et les pays en développement.
- Analyses périodiques des tendances des exportations canadiennes, des cours des produits de base et des marchés des devises.
- *Propos de la semaine* de l'économiste en chef d'EDC, qui donnent un éclairage sur des questions économiques et politiques d'actualité.

PRÉVISIONS À L'EXPORTATION

1.0 Sommaire	3
2.0 Résumé des prévisions	6
2.1 <i>Le consommateur – épice centre d'une croissance mondiale plus faible</i>	11
2.2 <i>Perspectives pour les taux d'intérêts et le dollar canadien</i>	14
2.3 <i>Scénarios de rechange</i>	15
3.0 Perspectives d'exportation du Canada	17
3.1 <i>Perspectives d'exportation des provinces</i>	20
4.0 Conclusion	22
5.0 Aperçu des marchés en développement.....	23
5.1 <i>Résumé des perspectives des marchés en développement – Perception des risques à la hausse</i>	23
5.2 <i>Perspectives des marchés en développement en détail</i>	26
5.2.1 <i>Amérique latine</i>	26
5.2.2 <i>Afrique subsaharienne.....</i>	30
5.2.3 <i>Moyen-Orient et Afrique du Nord</i>	33
5.2.4 <i>Europe centrale et Orientale</i>	36
5.2.5 <i>Asie.....</i>	40
6.0 Aperçu Politique : Un regard sur la politique et les investissements à l'échelle régionale.....	46
7.0 Aperçu sectoriel	57
7.1 <i>Secteur de l'énergie.....</i>	57
7.2 <i>Métaux et minerais</i>	59
7.3 <i>Produits forestiers.....</i>	61
7.4 <i>Technologies de pointe.....</i>	64
7.5 <i>Matériel de communication</i>	65
7.6 <i>Machinerie et équipement industriels</i>	67
7.7 <i>Produits automobiles</i>	68
7.8 <i>Aéronautique</i>	70
7.9 <i>Matériel ferroviaire et autre matériel de transport</i>	71
7.10 <i>Biens de consommation.....</i>	73
7.11 <i>Agroalimentaire</i>	74
7.12 <i>Engrais</i>	76
7.13 <i>Produits chimiques et plastiques</i>	77
7.14 <i>Exportations canadiennes de services</i>	79
8.0 Aperçu provincial	82
<i>Exportations interprovinciales contre exportations internationales.....</i>	82

PRÉVISIONS À L'EXPORTATION

8.1 Terre-Neuve-et-Labrador.....	83
8.2 Île-du-Prince-Édouard.....	84
8.3 Nouvelle-Écosse.....	85
8.4 Nouveau-Brunswick.....	86
8.5 Québec.....	88
8.6 Ontario	89
8.7 Manitoba	90
8.8 Saskatchewan	92
8.9 Alberta.....	93
8.10 Colombie-Britannique	94
9.0 ANNEXES.....	96
9.1 Antécédents et position d'EDC.....	97
9.2 Cartes des risques de non-paiement à court, à moyen et à long terme.....	131

PRÉVISIONS À L'EXPORTATION

Résumé des prévisions à l'exportation – Les consommateurs ralentissent la cadence

1.0 Sommaire

Dans les situations de ralentissement mondial, les événements se déroulent rarement dans l'harmonie. Au milieu de l'été, l'économie mondiale était encore vigoureuse et les prévisionnistes semblaient sous-estimer de nouveau cette croissance. Les banques centrales (BC) surveillaient l'inflation et on aurait dit qu'il s'agissait d'une répétition du début des années 1970 – croissance mondiale rapide, problèmes de capacité et inflation. En août, la crise hypothécaire style 2007, appelée crise du subprime, a éclaté. Et faisant volte-face, les BC se sont mises à pomper quotidiennement des liquidités dans le système.

Événement inattendu?

Les manchettes mondiales ont donné l'impression que cette turbulence était venue de nulle part. Mais cette calamité centrée sur les É.-U. couvait depuis quelque temps et, ce qui est surprenant, c'est qu'elle n'ait pas éclaté plus tôt. C'est le secteur du logement des É.-U. qui, le premier, a réagi. La hausse des taux d'intérêts officiels amorcée en juin 2004 a pris fin deux ans plus tard, après une escalade de 425 pb, mettant au jour les excès du marché immobilier des É.-U. qui s'étaient accumulés pendant 5 ans. Résultat? Une dégringolade de type récessif de nombre d'indicateurs du secteur du logement qui a engendré une vague de non-paiement de prêts hypothécaires. Des entreprises de services financiers partout dans le monde rapportent déjà des pertes importantes et les défauts de paiement ne sont pas résorbés.

Contagion ou endiguement?

Lorsqu'un ralentissement économique « se déverse » sur les marchés financiers, la peur de la contagion n'est jamais loin. Pour le moment, les mesures prises par les BC ont apaisé ces peurs. En fait, de nombreux observateurs voient la fin de cet interlude turbulent dans quelques semaines. À ce point-ci du cycle économique, les optimistes affirment presque toujours que les choses sont différentes et diffusent un message d'espoir qui, presque invariablement, déçoit.

Certes, depuis son dernier grand ralentissement, l'économie mondiale a subi des changements importants. Malgré tout, il est difficile d'imaginer que le ralentissement de l'immobilier ne se propagera pas au reste de l'économie. La valeur nette du logement n'étant plus la planque de prédilection des économies des ménages qu'elle a été au cours des cinq dernières années, les consommateurs étatsuniens ont déjà réfréné leurs dépenses. En outre, la croissance de l'emploi s'est fortement affaiblie et la confiance diminue. Longtemps le moteur de l'économie, les consommateurs sont devenus un fardeau – au cours des 12 prochains mois, les dépenses de consommation devraient être un boulet pour le reste de l'économie des É.-U.

Un phénomène qui n'est pas confiné aux É.-U.

Il est difficile de croire que le ralentissement des É.-U. ne se propagera pas au reste du monde. Avec 20 % du PIB mondial, l'économie des É.-U. a été un moteur de croissance pendant au moins les dix dernières années. Et les consommateurs représentent 70 % de l'économie des É.-U., le plus important lien d'échanges commerciaux avec le reste du monde. En même temps, la technologie et l'accroissement des échanges commerciaux ont fait que les mailles de la toile avec laquelle sont tissées les économies des diverses régions du globe sont plus serrées que jamais. Comme des cyclistes dans le sprint final, les économies mondiales sont au coude à coude et, lorsque l'une d'elles ralentit, le peloton tout entier en ressent les effets.

Au début, le ralentissement semblait être un accident confiné au marché des É.-U. Ce qui a amené certains à parler d'une économie mondiale non en phase avec le malaise étatsunien et capable de produire une forte croissance. Mais l'onde de choc a traversé les océans. Les marchés en Europe sont plus vulnérables aux ralentissements qu'on ne l'avait d'abord pensé. Choqués par les développements survenus sur les marchés financiers mondiaux au cours de

PRÉVISIONS À L'EXPORTATION

l'été, les consommateurs européens ont maintenant ralenti le rythme de leurs dépenses. En même temps, la reprise du Japon a été court-circuitée par le resserrement de la consommation.

Marchés émergents non à l'abri

Les marchés émergents seront touchés eux aussi. Certes, l'organisation économique semble encore passablement performante, mais des lézardes ne manqueront pas d'apparaître. Malgré un important approfondissement de l'intégration économique depuis le dernier ralentissement majeur de l'économie mondiale, la base économique intérieure des marchés émergents n'a pas encore atteint une maturité suffisante pour lui permettre de jouer un rôle de moteur de croissance indépendant. Même les marchés de la Chine et de l'Inde n'ont pas encore cette capacité. Des études mettent en lumière le maintien de liens très forts entre les marchés émergents et la demande des pays développés. Mais ce ralentissement de la demande mondiale ne se fera pas sentir instantanément. Il faudra probablement attendre 2008 avant que les chiffres en accusent les effets et, même alors, des accroissements d'inventaires pourraient en masquer la perception.

La turbulence sur les marchés de capitaux a eu des répercussions dans les marchés émergents et, comme les créanciers ont réévalué leurs positions, les marges des taux d'intérêt se sont élargies. Bien que les mouvements dans certains cas aient été vastes, les plus amples ont été confinés à un petit groupe de marchés parmi les plus risqués. Pour l'essentiel, les augmentations de taux ont été plus modestes que par le passé, puisque le ralentissement n'en est encore qu'à son début. Mais, ce qui est plus important encore, c'est que les marchés émergents ont, en général, adopté des politiques financières et monétaires plus fortes et accumulé des réserves pour augmenter leur résilience dans les périodes de ressac. Ainsi, bien que des vents contraires affectent la croissance globale, les marchés émergents devraient tirer leur épingle du jeu au cours de la convulsion qui s'annonce.

Récession? Vraisemblablement pas

Normalement, le ralentissement du marché immobilier étatsunien devrait mener à une récession. Et, ces dernières années, la possibilité d'une récession aux É.-U. s'est établie à environ une chance sur deux. En ce moment, il est difficile de dire si les É.-U. sont sur le point de basculer dans la récession ou s'ils l'éviteront de justesse, comme en 2001. Cela dépendra beaucoup de la confiance qui, dans le meilleur des cas, est chancelante et peut changer rapidement. Mais il y a de bonnes raisons de croire que l'économie ne fera que ralentir pour reprendre vie en 2009. L'économie des É.-U. a si bien harnaché les forces de la mondialisation que la croissance de la productivité est demeurée exceptionnellement forte jusqu'à un point tardif du cycle. Cela a préservé les liquidités qui ont maintenu la force des investissements et permis une accélération non inflationniste des salaires au fur et à mesure que les ressources s'amenuisaient. Et l'affaiblissement du billet vert est une bénédiction pour les exportateurs étatsuniens. Même si la progression de l'emploi a ralenti, la croissance économique donne à penser que la croissance de l'emploi pourra se maintenir à un niveau modeste pendant le repli – et non connaître un net déclin comme il est normal pendant une récession.

Les É.-U. sont actuellement l'économie de la planète la plus encline à la récession. À défaut de récession aux É.-U., il est peu vraisemblable que l'économie mondiale en connaisse une. En fait, avec le ralentissement de la croissance et l'intensification de la concurrence, le processus de mondialisation s'intensifiera vraisemblablement, entraînant un approfondissement des liens à travers les échanges commerciaux et un élargissement de l'accès aux chaînes d'approvisionnement mondiales.

Effets chez nous

Jusqu'à présent, les résultats de l'économie canadienne sont demeurés étonnamment forts, le marché immobilier maintenant sa phase expansionniste et les consommateurs continuant de dépenser avec confiance. Malgré la force de notre dollar, nos exportateurs ont tenu bon en se débrouillant pour grappiller quelques points de croissance même dans certains secteurs plus exposés. Par un étrange revirement de situation, le ralentissement de la croissance mondiale apportera en fait un soulagement nécessaire aux exportateurs.

PRÉVISIONS À L'EXPORTATION

La vigueur de l'économie mondiale a donné le coup d'envoi à une forte augmentation de la demande de pétrole, de métaux de base et, maintenant, de produits agricoles – des produits de base qui sont des spécialités du Canada. Les prix ont atteint des sommets entraînant notre dollar avec eux. Les spéculateurs sont entrés dans le jeu, portant encore plus haut ce sommet. Le huard est actuellement une menace à court terme pour les exportations. Heureusement, le ralentissement de la croissance mondiale devrait faire pression à la baisse sur la demande de produits de base. Combinée à une offre accrue, cette demande plus restreinte devrait faire baisser les prix, en les maintenant toutefois à des niveaux moyens supérieurs à ce qu'ils ont été dans le passé. Cela devrait faire baisser la demande de notre monnaie, qui se situera probablement à moins de 0,90 USD d'ici la fin de 2008.

Malgré cela, le total des exportations parviendra à croître en 2008. L'augmentation des prix de certains produits clés a mis les exportations en situation de pouvoir enregistrer une croissance de 3,7 % cette année, mais cette croissance sera coupée de plus de la moitié (1,5 %) en 2008. Sous l'effet du ralentissement de l'économie des É.-U. et de la demande mondiale, les biens de consommation, les produits automobiles et les métaux de base devraient entraîner une baisse de la croissance globale des exportations l'an prochain. Le secteur de la foresterie et celui des industries de service connaîtront eux aussi un ralentissement. En revanche, les secteurs de l'agroalimentaire, des engrais et des industries énergétiques devraient tous afficher une forte croissance en 2008.

Reflétant les perspectives annoncées, la diversification des exportations canadiennes devrait se poursuivre au cours de cette période. En 2008, les exportations dans les pays développés devraient augmenter de moins de 1 %. Par contre, la croissance des exportations dans l'ensemble des marchés émergents devrait atteindre 11 %.

La turbulence est-elle terminée?

Le ralentissement mondial ne fait que débiter. La faiblesse commence à peine à se propager dans d'autres marchés développés et prendra du temps avant d'infecter les marchés émergents. À en juger par les périodes de tumulte du passé, nous verrons probablement encore plus de turbulence au cours des prochains mois. Mais nous ne prévoyons pas des remous aussi importants que ceux du milieu et de la fin des années 1990, ni des fluctuations sauvages comme celles des années 1980 dans certains marchés émergents.

Conclusion

Se préparer à un ralentissement n'est jamais agréable. Cette situation se produit rarement de la même façon et pendant la même durée que dans le passé. Nous pouvons nous consoler en nous disant que le monde a une plateforme plus solide que dans le passé et devrait vivre cette période de vulnérabilité sans heurts importants. Et plus vite qu'on ne le pense, nous serons de nouveau en train de nous préoccuper des aspects difficiles d'une reprise : pénuries, contraintes de capacité et menace de pressions inflationnistes.

Peter Hall

Vice-président et économiste en chef adjoint

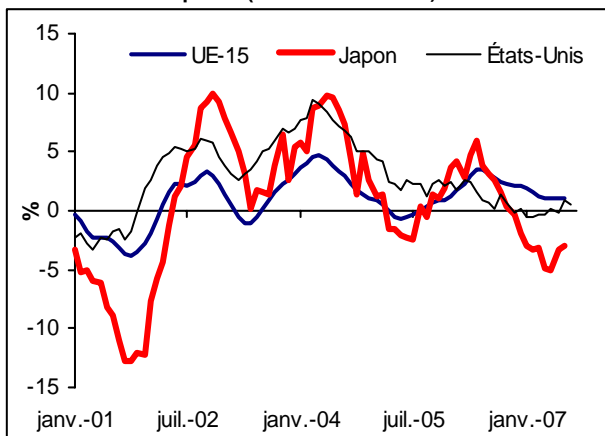
PRÉVISIONS À L'EXPORTATION

2.0 Résumé des prévisions

Des développements économiques et financiers récents ont provoqué une grande incertitude dans les perspectives de l'économie mondiale pour les 12 à 18 prochains mois. De tels doutes ont une incidence négative sur la confiance des consommateurs et des entreprises dans plusieurs parties du monde, ce qui laisse supposer que les entreprises et les ménages deviendront de plus en plus prudents relativement à leurs finances et à leurs nouvelles dépenses.

L'aversion croissante pour le risque freinera la croissance économique en 2008, à l'instar d'un cycliste qui est devenu incertain de la route qui l'attend. La croissance mondiale avait déjà ralenti depuis la fin de 2006 et les indicateurs économiques avancés pour les É.-U., le R.-U., la zone euro et le Japon semblent indiquer une modération supplémentaire. Pour 2007, nous prévoyons que l'économie mondiale progressera de 4,9 %, par rapport au rythme de 5,4 % établi en 2006. La croissance ralentira encore en 2008, pour se chiffrer à 4,5 %.

Graphique 1 : Indicateurs avancés composites de l'OCDE – Fléchissement prévu (variation a/a en %)

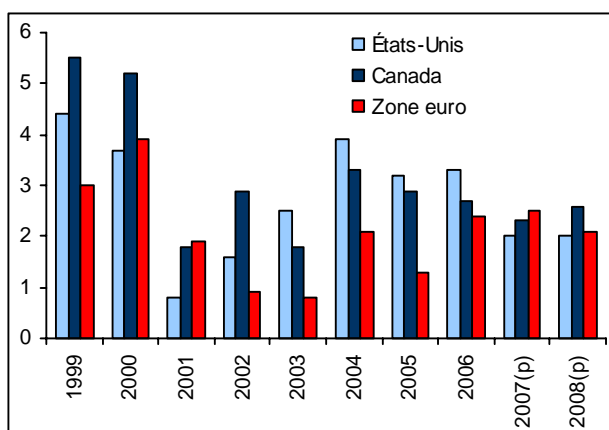


Sources : OCDE et Services économiques d'EDC.

Une grande part de la faiblesse dans nos perspectives provient de la baisse continue sur le marché immobilier américain et des retombées connexes de l'effondrement du marché des prêts hypothécaires à haut risque. Les répercussions négatives sur la confiance et les dépenses des consommateurs américains, dont l'envergure est plus importante qu'on l'avait d'abord prévu, sont un élément encore plus important de nos prévisions.

Les perspectives moins optimistes pour les dépenses de consommation ne se limitent pas aux É.-U. Les mêmes tensions qui ont entraîné la situation actuelle aux É.-U., à savoir les niveaux élevés d'endettement des particuliers et une augmentation rapide insoutenable des prix des habitations et des activités de construction, apparaissent dans d'autres pays. En particulier, les niveaux d'endettement des ménages ont atteint des sommets au R.-U., en Australie, au Canada, en Espagne et en Corée du Sud. Parallèlement, des données récentes révèlent que la confiance des consommateurs a commencé à se détériorer dans un grand nombre de ces marchés, une tendance qui fait également son apparition au Japon et dans la zone euro. On peut parier à juste titre que les consommateurs deviendront plus prudents pendant une grande partie de 2008.

Graphique 2 : Prévisions de croissance économique (croissance annuelle en %)



Sources : FMI (*Perspectives de l'économie mondiale*) et Services économiques d'EDC.

Il importe de se rappeler que nous ne prévoyons pas une récession (bien que les probabilités qu'elle se produise aient augmenté). Ce que nous prévoyons pour plusieurs trimestres à venir est un ralentissement conjoncturel d'abord centré sur le consommateur américain, puis s'étendant aux marchés d'outremer. La conjoncture devrait commencer à s'améliorer au cours

PRÉVISIONS À L'EXPORTATION

du deuxième semestre de 2008, au moment où l'incidence stimulante des taux d'intérêt moins élevés se fera sentir dans tout le système. Les consommateurs auront également travaillé dur pour s'acquitter de certains de leurs excès passés d'ici à la fin de 2008, ce qui leur donnera le temps de souffler et la confiance nécessaire afin de recommencer à dépenser. Pour le marché clé américain, nous prévoyons que l'emploi et le revenu continueront à enregistrer des gains modestes, bien qu'à un rythme beaucoup plus lent que celui des deux à trois dernières années.

Les autres données fondamentales sous-jacentes à l'économie mondiale devraient demeurer assez positives. Les profits et les recettes des entreprises connaîtront un taux de croissance moins rapide, mais celles-ci peuvent encore compter sur des réserves importantes de trésorerie. Elles pourront ainsi traverser la période de croissance plus lente et surtout continuer à investir dans des machines et du matériel nouveaux. Dans la même veine, les marchés émergents sont mieux préparés à survivre à un ralentissement économique mondial. Bien que la mondialisation rende les pays en développement plus exposés à la contagion des effets du commerce mondial et du mouvement de capitaux, de nombreux pays ont travaillé dur afin de mieux se protéger de la turbulence financière. Grâce à une capacité de payer accrue et à des réserves de change à un niveau record, les gouvernements ont profité des dernières années de forte demande mondiale, d'augmentation subite des prix des produits de base et de liquidité élevée pour diminuer leur endettement externe, améliorer leurs profils de maturité ainsi que la dynamique de la monnaie et des taux d'intérêt.

La croissance économique étant susceptible d'être inférieure à son potentiel aux É.-U., et la prépondérance des risques étant à la baisse, nous prévoyons que la Réserve fédérale américaine procédera à de nouvelles réductions des taux d'intérêt au cours des prochains mois. En plus de la réduction des 50 points de base du 18 septembre, nous prévoyons une autre réduction de 50 à 75 points de base d'ici au printemps 2008. Des données économiques moins bonnes provenant de la zone euro laissent supposer que la Banque centrale européenne maintiendra les taux d'intérêt actuels à court terme. Une économie mondiale plus faible et une incertitude accrue exerceront une pression à la baisse sur les taux d'emprunt à court terme sur la plupart des principaux marchés. Nous croyons que le ralentissement de la croissance aux É.-U. et à l'échelle mondiale aura des répercussions au Canada, exposant les

Tableau 1 : Croissance du PIB mondial par marché (en %)

Principaux marchés	Part de l'économie mondiale (2006)	Perspectives mondiales (croissance en %)		
		2006	2007(p)	2008(p)
ALENA	23,2	3,0	2,1	2,1
É.-U.	19,7	2,9	2,0	2,0
Canada	1,7	2,7	2,3	2,6
Mexique	1,8	4,8	2,7	3,1
Europe occidentale	19,4	2,5	2,5	2,1
R.-U.	3,2	2,8	2,6	2,0
UEM	14,6	2,4	2,5	2,1
Autres pays d'Europe occidentale	1,6	3,4	2,7	2,3
Japon	6,3	2,2	1,9	1,7
Australie et Nouvelle-Zélande	1,2	2,5	2,4	3,0
Total Asie-Pacifique	30,2	9,0	8,7	8,1
Chine, R.P. : continentale	15,1	11,1	11,0	10,0
Inde	6,3	9,2	8,2	7,9
NEI asiatiques	3,4	5,0	4,4	4,1
ANASE-4	3,5	5,0	5,5	5,5
Autres pays d'Asie orientale et du Pacifique	0,6	7,7	7,0	6,6
Autres pays d'Asie du Sud	1,3	6,6	6,2	6,0
Europe orientale et Asie centrale	7,0	6,9	6,6	5,6
Russie	2,6	6,7	6,8	5,9
Amérique du Sud	5,2	5,6	5,5	4,6
Argentine	0,9	8,5	7,4	5,1
Brésil	2,6	3,7	4,3	4,1
Amérique centrale	0,6	6,8	5,4	4,3
Moyen-Orient et Afrique du Nord	3,9	5,4	5,5	5,5
Afrique subsaharienne	2,0	5,2	7,0	6,4
Pays industrialisés	51,7	3,1	2,4	2,2
Pays en développement	48,3	7,3	7,7	7,0
Total mondial	100,0	5,4	4,9	4,5

Source : Services économiques d'EDC. Les données de 2006 sont réelles, celles de 2007 et de 2008 sont des prévisions. Les nouvelles économies industrielles (NEI) asiatiques sont Hong Kong, Singapour, la Corée du Sud et Taïwan. L'ANASE-4 regroupe la Malaisie, la Thaïlande, l'Indonésie et les Philippines.

PRÉVISIONS À L'EXPORTATION

marchés canadiens à ces mêmes forces, bien qu'un plus petit écart de production et des pressions inflationnistes plus grandes devraient amoindrir l'impact.

À mesure que les prix de l'énergie et d'autres produits de base diminueront au cours des 12 à 18 prochains mois, le dollar canadien devrait se déprécier pour atteindre 0,85 USD d'ici à la fin de 2008. Nous prévoyons que le dollar américain s'appréciera modestement par rapport à la plupart des autres monnaies au cours de l'an prochain. Pour s'en assurer, un nouveau calibrage à la hausse des perceptions des risques mondiaux est en cours et cette tendance devrait se poursuivre pendant une grande partie de 2008. En général, le dollar américain se comporte mieux en période de croissance mondiale plus lente et de risque plus élevé, étant donné que les investisseurs ont tendance à transférer une plus grande partie de leur capital dans la sécurité relative du marché américain durant de telles périodes. Cependant, la popularité et la stabilité croissantes de l'euro s'accaparent d'une partie de ce rôle du billet vert, ce qui pourrait empêcher le dollar américain de s'apprécier dans la même mesure qu'au cours des épisodes antérieurs de risque mondial élevé.

Perspectives de croissance régionale

On prévoit que la croissance économique dans toutes les régions du monde ralentira en 2008. Aux É.-U., la croissance demeurera faible à 2 %, ce qui est conforme au rythme de cette année. Le rythme de l'activité dans la zone euro devrait ralentir à 2,1 %, comparativement à 2,5 % en 2007. Nous prévoyons que le R.-U. suivra la même voie que les É.-U. avec une croissance diminuant à 2 % l'an prochain. L'économie du Japon devrait également ralentir en 2008, n'enregistrant qu'une augmentation de 1,7 %. On prévoit que l'économie canadienne progressera de 2,6 % en 2008. Bien que cela représente une petite augmentation par rapport à 2007, la plus grande partie de cette amélioration ne sera pas manifeste avant le deuxième semestre de l'année, au moment où nous prévoyons le début d'une reprise de l'économie américaine.

En raison des perspectives de croissance plus faibles de la plus grande partie du monde industrialisé, les perspectives des

pays en développement sont également moins optimistes. On prévoit une croissance moyenne de 7 % dans les marchés émergents en 2008, soit une diminution par rapport à l'estimation de 7,7 % en 2007. Nous constatons déjà l'incidence d'une demande américaine plus faible sur les économies en développement, étant donné que les exportations pour un grand nombre de ces pays ont perdu de la vigueur au cours des derniers mois. Dans l'Asie en développement, le commerce intrarégional représente une part importante de l'ensemble des flux des échanges commerciaux de la région. Cependant, la plus grande partie du commerce de la région comprend des pièces et des éléments à incorporer dans des produits finis qui sont ensuite

Tableau 2 : Croissance du PIB mondial par secteur (en %)

Principaux secteurs	Part (%) de l'économie mondiale (2006)	Perspectives mondiales (croissance en %)		
		2006	2007(p)	2008(p)
Agroalimentaire	5,3	6,0	5,3	4,8
Énergie	3,7	2,2	4,0	4,2
Foresterie	2,9	3,3	3,5	3,5
Produits chimiques, plastiques et engrais	2,8	6,4	6,1	5,6
Minerais et métaux	3,2	7,4	5,5	5,2
Autres biens industriels	0,7	6,2	4,7	4,9
Aéronefs et pièces	0,3	16,3	8,8	6,0
Véhicules et pièces automobiles	1,5	6,2	4,2	4,2
Autres transports terrestres	0,2	10,6	8,3	6,2
Télécommunications et matériel	2,5	9,5	8,8	5,3
Ordinateurs et pièces	1,4	10,9	9,6	6,0
Autres machinerie et équipement	1,7	8,4	5,8	4,6
Biens de consommation	1,9	3,6	5,1	4,5
Total – Secteur des biens	28,0	7,9	6,2	5,3
Services de transport	3,9	5,0	4,7	4,6
Services de voyages	1,4	2,2	3,4	2,8
Services financiers	6,6	6,1	5,2	4,4
Services commerciaux	60,2	4,3	4,2	4,0
Total – Secteur des services	72,0	4,5	4,4	4,2
Total mondial	100,0	5,4	4,9	4,5

Sources : Services économiques d'EDC et *Global Insight*. Les données de 2006 sont réelles, celles de 2007 et de 2008 sont des prévisions.

PRÉVISIONS À L'EXPORTATION

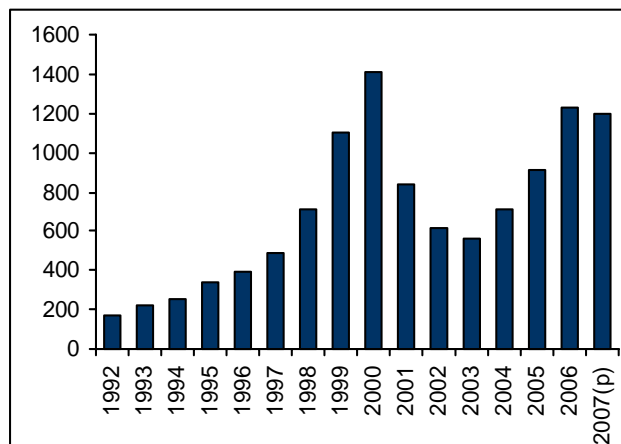
expédiés à l'extérieur de la région. Une étude récente de la Banque mondiale révèle qu'une fois qu'on tient compte de ces éléments intermédiaires, 86 % des exportations de l'Asie sont destinées, en fin de compte, à des marchés extérieurs.¹ Les exportations vers les É.-U. représentent 29 % de ce pourcentage, vers l'Europe 25 % et le Japon environ 16 % – trois marchés clés susceptibles d'afficher une croissance anémique en 2008, et cela se transformera en une perte de dynamisme dans les économies de l'Extrême-Orient axées sur l'exportation.

Perspectives sur les exportations et les investissements du Canada

Les exportations canadiennes de biens et services devraient augmenter de 3,7 % cette année, une amélioration marquée par rapport à l'augmentation de 0,7 % affichée en 2006. Les expéditions ralentiront en 2008, avec une croissance de 1,5 %. Ces données masquent des tensions importantes dans plusieurs industries d'exportation canadiennes. Il est certain que l'effondrement du marché de l'habitation aux É.-U. a eu une incidence sur les exportations canadiennes de bois d'œuvre et de produits de construction. Les exportations de meubles et d'autres articles ménagers ont également été touchées par la baisse des mises en chantier aux É.-U. De plus, d'autres domaines du secteur forestier canadien connaissent des difficultés. Les sociétés de papier journal font face à une demande étrangère stagnante, une capacité excédentaire et une concurrence croissante de l'étranger – tout cela ajouté à la force du huard. Les exportations d'automobiles et de pièces ont chuté encore en 2007, en raison des difficultés persistantes que connaît le marché de l'automobile aux É.-U. Les ventes de biens de consommation resteront également fragiles durant les prochaines années.

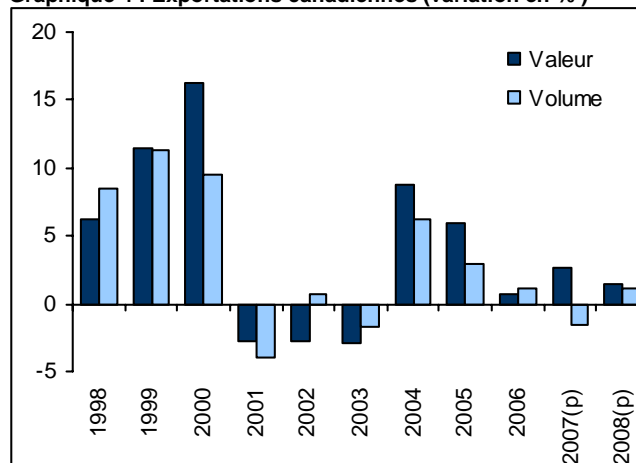
Pour l'année qui vient, nous prévoyons une diminution de la croissance des exportations dans la plupart des principales industries du Canada. Une grande part de la faiblesse de nos perspectives d'exportation découle d'un contexte de prix à la baisse, étant donné que les prix du pétrole et des produits de base chuteront pendant toute l'année en 2008. On prévoit également une diminution des ventes de biens de consommation et de matériel ferroviaire en 2008. La déduction de l'incidence des changements de prix démontre que le volume physique des exportations demeurera assez stable en 2007, et sera suivi d'une augmentation de 1,3 % en 2008. L'amélioration de l'an prochain peut être attribuable au secteur

Graphique 3 : Les flux mondiaux d'IDE resteront élevés (entrées mondiales d'IDE, G USD)



Sources : CNUCED et Services économiques d'EDC.

Graphique 4 : Exportations canadiennes (variation en %)



Sources : Statistique Canada et Services économiques d'EDC. Les données sur le volume visent les exportations dont le prix a été ajusté.

¹ La Banque mondiale. *East Asia Update: Managing Through a Global Downturn*. Novembre 2006.

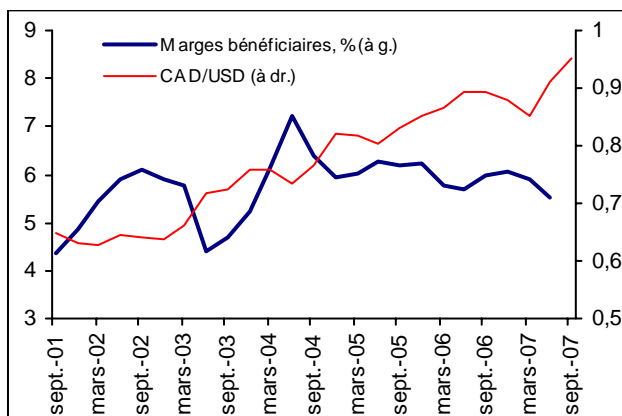
PRÉVISIONS À L'EXPORTATION

de l'automobile et on ne prévoit pas que l'importante réduction des volumes en 2007 se répètera en 2008.

Les exportateurs canadiens qui vendent à des marchés émergents ont connu une autre année record en 2007. Les exportations au monde en développement ont enregistré une hausse de plus de 20 % en 2007, comparativement à une augmentation moyenne de 2,7 % pour les pays industrialisés. La stagnation du marché américain est responsable de la plus grande part de la faiblesse des expéditions aux pays industrialisés cette année, étant donné que les exportations vers l'Europe occidentale ont progressé de façon marquée. La dichotomie géographique se poursuivra en 2008, étant donné qu'on prévoit une augmentation de 11 % des ventes au monde en développement, par rapport à moins de 1 % pour les marchés établis.

Les mouvements des investissements directs canadiens sont demeurés à des niveaux élevés au cours du premier semestre de 2007. Les rentrées se sont chiffrées à 39,2 G\$ au cours de la période de janvier à juin, tandis que l'investissement direct canadien à l'étranger (IDCE) totalisait 26,4 G\$ – conformément aux gains importants réalisés en 2006. Les niveaux élevés des activités de fusion et d'acquisition dans les domaines de l'énergie, des mines et des services financiers représentent la plus grande part de l'augmentation des mouvements des investissements directs canadiens au cours des deux à trois dernières années. Les problèmes récents sur les marchés financiers et les difficultés subséquentes à réunir de nouveaux fonds laissent supposer que les mouvements des investissements transfrontières diminueront d'ici à la fin de 2007 et en 2008.

Graphique 5 : L'appréciation du CAD et la hausse du prix des intrants nuisent aux marges bénéficiaires des fabricants canadiens

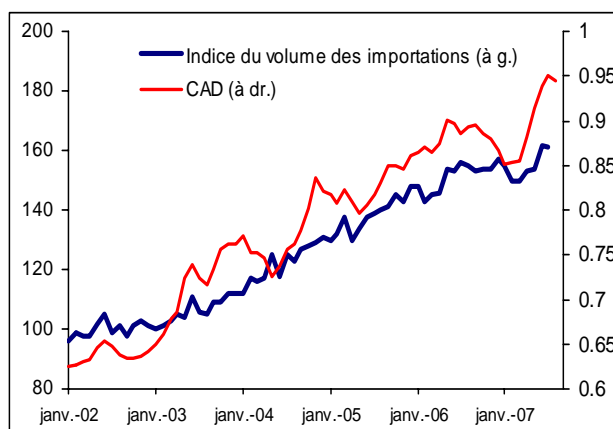


Sources : Statistique Canada et Bloomberg.

La réaction des exportateurs à la vigueur du dollar canadien

La vigueur du huard a été hautement périlleuse pour de nombreuses entreprises et industries canadiennes, dont certaines industries manufacturières, forestières et touristiques. Dans le cas de la foresterie et du tourisme, le contenu canadien est très élevé, ce qui rend difficile pour les producteurs de tirer parti de la vigueur du huard en utilisant plus d'intrants importés. Pour ces industries et d'autres industries exportatrices, les ventes ont ralenti et les marges bénéficiaires ont été comprimées. De nombreux exportateurs continueront à devoir faire face à une monnaie plus forte au cours des prochaines années.

Graphique 6 : Importations de machinerie et d'équipement (1997=100) par rapport au CAD



Sources : Statistique Canada et Bloomberg.

En réaction, des entreprises canadiennes entreprennent un certain nombre de stratégies pour s'adapter à une monnaie plus forte et à une concurrence mondiale accrue. Ces stratégies

PRÉVISIONS À L'EXPORTATION

comprennent l'investissement dans de nouveaux biens d'équipement, des dépenses accrues en R-D, l'investissement dans leurs propres exploitations étrangères et une diversification géographique accrue des ventes à l'exportation. Nous continuons de constater des progrès soutenus à tous ces chapitres, bien que l'investissement dans les machines et le matériel ait diminué quelque peu cette année. Après avoir connu une augmentation de 7,4 % en 2006, les dépenses réelles consacrées aux machines et au matériel ont ralenti pour n'enregistrer qu'une croissance de 2,2 % au cours du premier semestre de 2007.

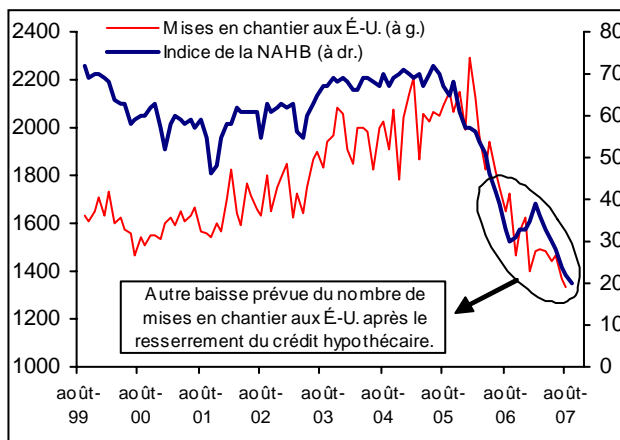
2.1 Le consommateur – épicentre d'une croissance mondiale plus faible

Les obstacles à une croissance continue des dépenses de consommation aux É.-U. se multiplient, incluant la crise immobilière, les niveaux sans précédent de dette des particuliers, les paiements hypothécaires plus élevés et l'affaiblissement des marchés du travail. La baisse de la construction résidentielle et la chute des prix des maisons qui s'ensuit ont réduit les dépenses consacrées à l'ameublement et à d'autres objets ménagers. Parallèlement, la diminution de la valeur des maisons a réduit les activités de refinancement, une importante source de fonds pour les ménages au cours des dernières années. Les niveaux élevés de dette des particuliers rendent l'obtention de nouveau crédit plus difficile, une situation qui est exacerbée par la crise des prêts hypothécaires à haut risque qui a forcé de nombreuses banques à resserrer leurs normes de prêts en général.

Les excès se sont accumulés au cours des dernières années, à la suite du relâchement dans les normes en matière de crédit qui a permis à un nombre croissant de ménages américains de financer l'achat de nouvelles maisons à des conditions exceptionnelles. De plus en plus de ménages sont maintenant incapables d'effectuer leurs paiements mensuels, entraînant une hausse des forclusions et davantage de maisons invendues sur le marché et, par ricochet, un ralentissement encore plus marqué dans la construction résidentielle. Nous prévoyons que la situation se dégradera en raison du nombre de prêts hypothécaires à taux ajustable signés au cours des deux dernières années qui seront renouvelés à des taux d'intérêt plus élevés dans les mois à venir, exerçant encore plus de pression sur la capacité des ménages d'effectuer leurs paiements.

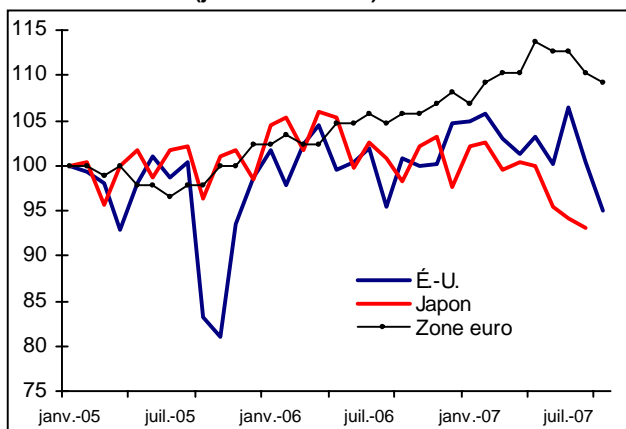
L'indice de consommation américaine du 3T2007 a causé des surprises, mais la reprise trimestrielle dans la consommation est liée en grande partie à une baisse des prix de l'essence, renforçant ainsi le véritable pouvoir d'achat des consommateurs. Cette situation n'est probablement que temporaire du fait que les prix de l'essence se sont stabilisés et qu'ils

Graphique 7 : Mises en chantier de logements aux É.-U. et indice d'activité du marché immobilier de la National Assoc. of Home Builders



Source : Bloomberg

Graphique 8 : Baisse de l'indice de confiance des consommateurs (janvier 2005=100)



Sources : Bloomberg, Services économiques d'EDC.

PRÉVISIONS À L'EXPORTATION

pourraient augmenter durant les mois d'hiver. Ce qui importe encore davantage avec les risques de ralentissement qui continueront de s'accumuler, c'est que la croissance des dépenses des consommateurs ralentira probablement dans les derniers mois de 2007 et durant la première moitié de 2008. Quoi qu'il en soit, il est certain que le relevé du Conference Board sur la confiance des consommateurs a atteint un niveau qui n'avait jamais été aussi bas depuis novembre 2005.

Les pressions qui menacent les dépenses à la consommation aux É.-U. se manifestent également dans tous les pays du monde. La dette des ménages par rapport au revenu disponible a atteint des niveaux record au Canada, au R.-U., en Australie, en Espagne et en Corée du Sud. Ces pays ont également connu d'importantes hausses dans le secteur de la construction résidentielle et dans le prix des maisons et, parallèlement à la hausse du crédit, ces facteurs ont tous été des moteurs clés de la croissance des dépenses à la consommation. Mais les perspectives d'avenir incertaines minent la confiance des consommateurs dans bon nombre de ces pays, y compris le Japon, le R.-U., la France, l'Allemagne et les Pays-Bas, et les premiers signes d'effritement des dépenses à la consommation commencent à se faire sentir. La croissance des ventes au détail en Allemagne a connu une baisse au cours des derniers mois (de l'ordre de 2,2% a/a en août), ce qui est quelque peu inquiétant, d'autant plus que l'Allemagne a été le principal moteur de la croissance globale dans la zone euro. D'après nos prévisions, le rythme des dépenses à la consommation ralentira dans la plupart des pays industrialisés en 2008.

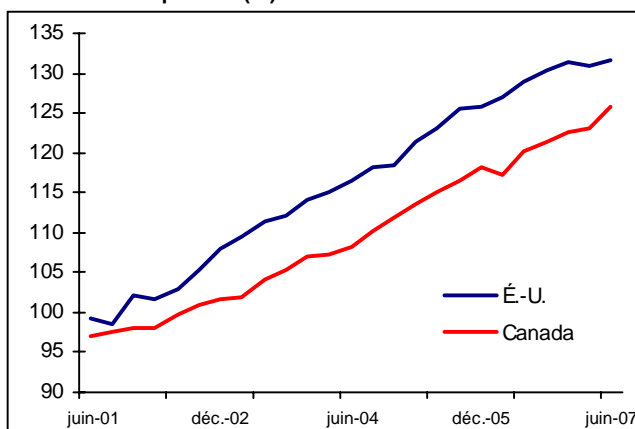
À l'instar des pays industrialisés, la croissance rapide du crédit à la consommation soutient la consommation personnelle dans la plupart des pays en développement. Cependant, l'augmentation du crédit dépasse le rythme de croissance des revenus dans une large mesure, ce qui risque d'avoir un effet très négatif sur les dépenses à la consommation dans les marchés en émergence, dans l'éventualité d'un ralentissement mondial plus profond et sur une plus longue période. En 2006, le crédit interne a connu une hausse de 28 % en Russie, de 22 % au Brésil, de 20 % en Inde et de 15 % au Mexique. En Chine, on estime que les prêts moyens accordés aux ménages ont grimpé dans une proportion de 22 % en 2006 pour atteindre 11 280 USD (ce qui représente plus du double du montant accordé il y a cinq ans).

Bien que la consommation personnelle dans bien des marchés en développement contribue actuellement à la croissance du bénéfice net, dans une perspective mondiale, elle ne suffit pas encore à compenser pour la faible croissance de la consommation dans les grands marchés industrialisés internationaux. De plus, les ventes au détail de la Chine sont en perte de vitesse depuis quelques mois, en partie à cause de la hausse de l'inflation qui a réduit son pouvoir d'achat réel. D'après des données économiques de haute fréquence, les ventes au détail après ajustement des prix ont connu une baisse en Chine, passant d'une croissance de 12 % à 13 % au début de l'année à une croissance de 8,6 % a/a en septembre.

Les consommateurs américains et les marchés en développement

Le consommateur est ce qui lie le plus étroitement l'économie américaine au reste du monde, d'où le risque très élevé qu'il représente pour la performance de l'économie à l'échelle mondiale. Les importations américaines de marchandises ont baissé à un taux annuel de 2,9 % au cours du deuxième trimestre de 2007 et nous croyons que cette baisse commence à se matérialiser dans

Graphique 9 : Dette des ménages exprimée en pourcentage du revenu disponible (%)



Sources : Bloomberg, Services économiques d'EDC.

PRÉVISIONS À L'EXPORTATION

les pays qui expédient une importante part de leurs exportations aux É.-U. Plus particulièrement, la croissance des exportations au Mexique, en Amérique du Sud et dans certains pays d'Extrême-Orient a ralenti au cours des derniers mois. De nombreux exportateurs de produits électroniques et de consommation d'Asie signalent un ralentissement de la croissance dans les ventes vers le marché américain. Ces exportateurs sont notamment le Singapour, la Malaisie, les Philippines, la Corée du Sud et Taiwan. Les mesures prises mois après mois en Chine dans le but d'atténuer l'instabilité dans les échanges commerciaux montrent un plafonnement dans les ventes destinées à l'exportation.

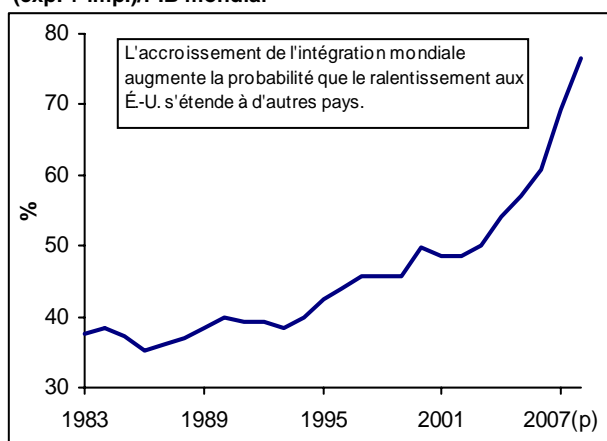
D'après nos prévisions, les dépenses à la consommation aux É.-U. diminueront au cours du dernier trimestre de 2007 et durant la première moitié de 2008. Nous prévoyons en outre que les dépenses au Japon et aux É.-U. demeureront assez timides durant toute cette période. L'impact devrait commencer à se faire sentir substantiellement en Chine et dans d'autres pays exportateurs importants de biens manufacturés d'ici le début de 2008. Cela se traduira par un ralentissement de la croissance dans la production industrielle et, par un climat plus incertain pour les produits de base (et des prix moins élevés notamment pour les métaux, les produits chimiques et le pétrole brut).

Une surveillance étroite des échanges commerciaux en Chine seront un élément clé de cette dynamique. En tant que fournisseur majeur de biens manufacturés dans le monde, ce pays importe de grandes quantités de matières premières, de pièces et de composants intermédiaires. C'est ainsi que les premiers signes de ralentissement de la croissance aux É.-U., en Union européenne et au Japon devraient se faire sentir dans les pays qui exportent des produits de base et des biens semi-transformés en Chine.

Les entreprises seront également touchées

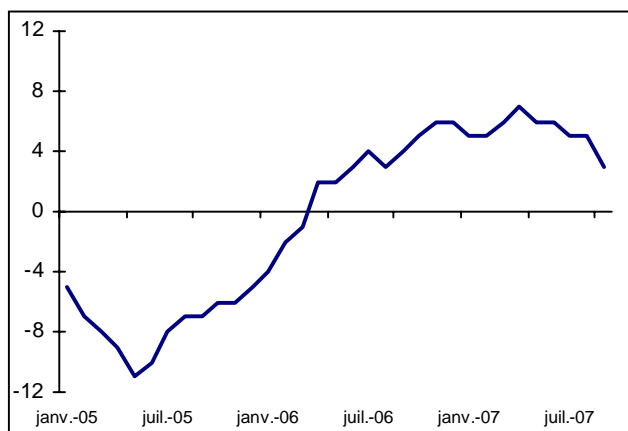
Les dépenses des entreprises dans le monde ont connu un rythme de croissance rapide, mais le ralentissement de la croissance économique dans les prochains trimestres persuadera de nombreuses sociétés à reporter quelques-uns de leurs plans d'investissements et de dépenses – à tout le moins jusqu'à ce que les activités économiques reprennent à nouveau le dessus. Le consommateur est le dernier utilisateur des biens et services et s'il se replie, les sociétés emboîteront le pas à mesure que les ventes et les profits subiront des pressions. Selon nos prévisions, les investissements des entreprises des É.-U. et de d'autres marchés importants augmenteront à un rythme moindre que durant la première moitié de 2008.

Graphique 10 : Ratio (%) du commerce mondial (exp. + imp.)/PIB mondial



Sources : EIU et Services économiques d'EDC.

Graphique 11 : Repli de l'indice de confiance industrielle dans la zone euro



Source : Bloomberg

PRÉVISIONS À L'EXPORTATION

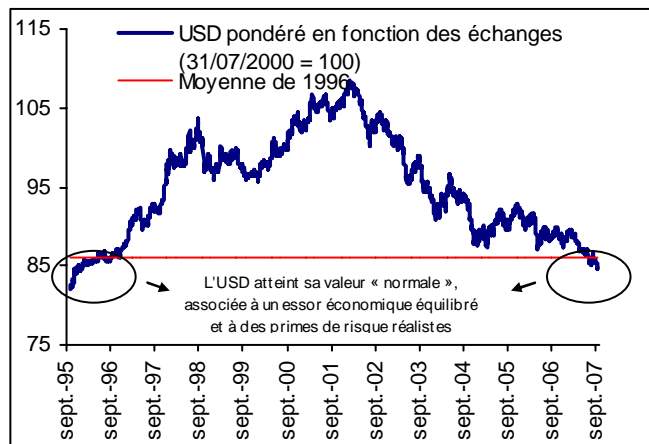
Des signes de ralentissement dans les activités des entreprises ont commencé à se manifester en Amérique du Nord et en Europe occidentale. Aux É.-U., les indices de production manufacturière et de services ISM perdent du terrain depuis le printemps et les entreprises subissent des pressions. Dans la zone euro, l'indice manufacturier PMI a atteint son plus bas niveau en deux ans. L'indice PMI de la zone euro pour les services a également redescendu en septembre, mais il demeure à un niveau relativement élevé. Le climat des affaires dans la majorité des pays de la zone euro s'est manifestement détérioré dans les derniers mois. Les indices du R.-U. ont également indiqué un ralentissement des activités dans le secteur manufacturier. Bien que le secteur des services au R.-U. ait connu un certain ralentissement en septembre, il maintient tout de même assez bien le cap. Les derniers indices de confiance des entreprises japonaises (l'enquête Tankan) montrent que la confiance des sociétés importantes demeure stable, mais présentent un certain déclin dans les petites et moyennes entreprises.

2.2 Perspectives pour les taux d'intérêts et le dollar canadien

La turbulence des marchés financiers a rapidement changé les prévisions au plan des taux d'intérêt. Avant la débâcle du papier commercial garanti par des actifs à la mi-août, les marchés s'attendaient à ce que le Canada, la zone euro et le R.-U. optent pour une hausse des taux d'intérêt à court terme. De nombreux investisseurs ont cru que la Réserve fédérale américaine maintiendrait ses taux d'intérêt, mais d'autres étaient convaincus qu'elle commencerait à hausser ses taux avant la fin de l'année en réaction aux pressions inflationnistes. Une crise financière (ou la crainte d'une crise) peut faire toute la différence. La Réserve fédérale a par la suite réduit ses taux d'intérêt de 50 points de base le 18 septembre et nous nous prévoyons une autre réduction de 50 à 75 points de base d'ici le début de 2008.

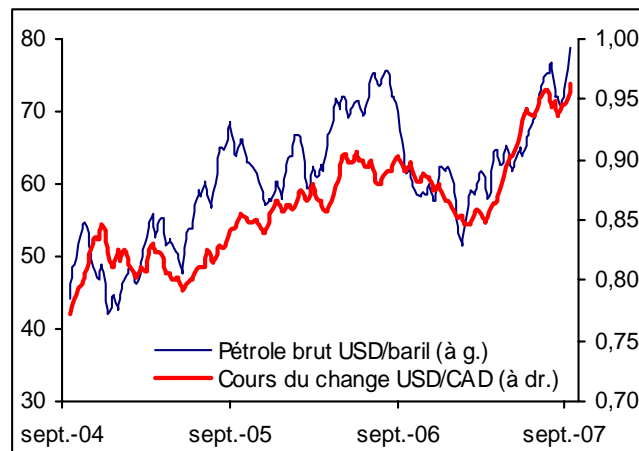
Pendant ce temps, les banques centrales du Canada, du R.-U. et de la zone euro ont décidé de ne pas hausser leurs taux d'intérêts à l'issue de leurs rencontres respectives en septembre. Quelques semaines auparavant, les marchés étaient convaincus que les trois banques centrales hausseraient leurs taux directeurs. Les signes de ralentissement de la croissance devenant plus prononcés, la probabilité de taux plus bas dans la plupart des marchés les plus importants s'est accrue. Nous croyons que le ralentissement de la croissance aux É.-U. et ailleurs dans le monde rejillira au Canada également, exposant les marchés canadiens à ces mêmes forces, même si un écart de production

Graphique 12 : Le dollar américain – Faiblesse réelle ou perçue



Sources : Bloombera et JP Morgan.

Graphique 13 : Cours du pétrole p/r au dollar canadien



Sources : Bloomberg et Services économiques d'EDC.

PRÉVISIONS À L'EXPORTATION

de moindre importance et des pressions inflationnistes accrues devraient réduire les répercussions globales.

Bien que les autorités du R.-U. et de la zone euro aient suggéré que la politique monétaire connaîtra de nouveau un resserrement une fois les troubles financiers dissipés, nous croyons que les économies des deux régions s'affaibliront suffisamment en 2008 pour garder les deux Banques sur les bancs (et peut-être même réduire les taux). De toute manière, l'inflation s'est résorbée dans la plupart des marchés industrialisés au cours des derniers mois, ce qui permettra aux banques centrales une plus grande marge de manœuvre pour maintenir leurs taux ou les réduire, si la situation économique se détériore.

Perspectives pour le dollar canadien

Au cours des dernières années, des rapports étroits se sont développés entre la valeur du dollar canadien et les prix du pétrole. Le modèle mis au point par les Services économiques d'EDC pour prévoir l'évolution du dollar canadien montre que les cours du pétrole et des produits de base autres que l'énergie et l'écart entre les taux d'intérêt canadiens et américains à court terme sont les principaux facteurs déterminant les fluctuations des taux de change Canada-É.-U. Notre modèle nous permet d'expliquer la hausse rapide du dollar canadien qui est au pair avec le dollar américain cette année. Après être tombé à 0,85 \$ par rapport au dollar américain en janvier, la valeur du huard avait augmenté de près de 0,16 \$ au début d'octobre. Plus de la moitié de cette augmentation (0,09 \$) peut s'expliquer par la hausse du prix du pétrole brut, tandis qu'un autre 0,03 \$ est attribuable aux taux d'intérêt à court terme imposés aux É.-U. Il reste environ 0,04 \$ attribuable aux activités spéculatives et à la forte impulsion sur le marché des changes.

Pour ce qui est de nos perspectives d'avenir, nous estimons qu'il y aura une tendance à la baisse des prix du pétrole et des produits de base à mesure que le ralentissement de la croissance mondiale se fera sentir, ce qui permettra au dollar canadien de graduellement baisser à 0,85 USD d'ici la fin de 2008.

2.3 Scénarios de rechange

Nos prévisions en ce qui touche la croissance mondiale et les exportations canadiennes comportent plusieurs inconnus. Deux scénarios ressortent plus particulièrement dans le paysage : une récession américaine déclenchée par un ralentissement dans les dépenses à la consommation et un dollar canadien qui demeure à parité avec le billet vert américain durant toute l'année 2008.

Premier scénario : Une récession aux É.-U.

Les Services économiques d'EDC ont élaboré un scénario selon lequel l'économie américaine entrerait dans une légère récession au cours de la première moitié de 2008 (25 % de probabilité). Ce scénario suppose un ralentissement plus profond dans les dépenses des consommateurs par rapport à nos prévisions actuelles. Les dépenses des consommateurs devraient se contracter légèrement, ce qui entraînera une baisse du PIB sur deux trimestres consécutifs aux É.-U. Sur la base d'un an, nos hypothèses fondamentales se traduisent par une croissance du PIB américain de 1,1 % en 2008 – la récession ne sera donc pas aussi profonde que celle de 2001, mais elle se fera néanmoins sentir au Canada et ailleurs dans le monde. Nous estimons que la croissance mondiale descendrait à 3,7 % en 2008, tandis que l'économie canadienne progresserait d'environ 1,5 %.

Au Canada, l'incidence d'une récession américaine se ferait sentir d'un océan à l'autre, et les exportateurs verraient leurs ventes diminuer. Le scénario de récession aux É.-U. entraînerait une baisse des exportations canadiennes dans une proportion de 2,5 % en 2008 par rapport à 2007, ce qui correspond à la diminution des exportations de biens et de services enregistrée au cours des deux dernières récessions américaines (1991 et 2001). Une grande partie de la faiblesse des exportations canadiennes découlerait du tassement des cours du pétrole et des métaux, un peu comme cela s'est produit lors des ralentissements économiques précédents. Mais les autres industries ressentiraient l'impact d'une plus faible croissance de la demande américaine et outre-

PRÉVISIONS À L'EXPORTATION

mer. Les exportateurs de matériaux de construction, de métaux, de matières de base, de biens en capital, d'automobiles et de biens de consommation verraient leurs ventes diminuer par rapport à notre scénario de base. En outre, les exportations de services ralentiraient, touchant plus particulièrement l'industrie du tourisme et du transport.

Second scénario : Le dollar canadien demeure à parité avec le billet vert américain

Un dollar canadien plus fort réduit la valeur des exportations canadiennes de deux manières (voir la zone de texte ci-dessous). Comme la majorité des exportations canadiennes sont évaluées en devises américaines, les exportateurs reçoivent moins de dollars canadiens pour leurs produits lorsque leurs ventes sont converties à un taux de change plus élevé. Le second scénario est structurel, c'est-à-dire que plus la valeur du dollar canadien est élevée, moins les exportateurs canadiens sont compétitifs sur les marchés étrangers, entraînant du coup une réduction des ventes à l'exportation.

Suivant ce scénario, nous présumons également que les prix du pétrole et des produits de base demeureront élevés (c'est ce qu'il faudrait pour maintenir le dollar au pair avec le dollar américain). Cela aurait un impact positif sur les exportations, mais ne suffirait pas tout à fait à compenser le désavantage d'un dollar américain plus fort. Dans notre scénario de référence, le dollar canadien serait à 0,87 USD en moyenne en 2008. L'augmentation du taux de change à parité entraînerait une diminution des ventes à l'exportation de 15 G\$ en 2008, montant de 2,9 % inférieur à celui du scénario de référence.

Effets mécaniques et dynamiques d'un dollar canadien plus vigoureux

L'appréciation du CAD a deux effets sur les exportations canadiennes. Le premier est mécanique : Près de 70 % des exportations canadiennes sont libellées en USD. Les entreprises canadiennes dont les exportations sont payées en USD reçoivent moins de CAD lors de la conversion à cause du taux de change supérieur de notre monnaie. Par conséquent, même si le volume des expéditions ne change pas, l'appréciation du CAD se traduit automatiquement par une valeur moindre des exportations canadiennes exprimée en CAD.

Le deuxième effet découle d'un mécanisme plus dynamique, selon lequel un huard plus fort a une incidence sur le volume physique des exportations. La valeur plus élevée de notre dollar augmente le coût sur les marchés étrangers des exportations canadiennes dont le prix est fixé en CAD. Il en résulte une pression à la baisse sur nos ventes extérieures, car les clients ont alors tendance à se tourner vers des biens et services meilleur marché provenant de pays tiers concurrents. Ceci se manifeste par une baisse du volume des ventes à l'exportation. Certaines entreprises canadiennes peuvent cependant choisir de demander un prix moins élevé afin d'empêcher leurs exportations de chuter; elles consentent ainsi à diminuer leur marge bénéficiaire pour conserver leur part de marché.

PRÉVISIONS À L'EXPORTATION

3.0 Perspectives d'exportation du Canada

Les exportations du Canada sont en voie d'atteindre 3,7 % en 2007, ce qui représente une nette amélioration par rapport à l'avancée de 0,7 % enregistrée en 2006. Mais le chiffre impressionnant de cette année masque un rendement mitigé dans divers secteurs industriels. Les livraisons de produits de base et de biens intermédiaires à base de ressources ont affiché des gains substantiels en raison de la forte demande mondiale et d'une tarification rafferme. Les exportations de produits agroalimentaires ont également bénéficié de la hausse des prix des grains et d'une demande vigoureuse. Les secteurs de l'aéronautique, de l'équipement ferroviaire, des technologies de pointe et des machines industrielles ont tous fait de sérieux progrès.

En revanche, une sérieuse baisse a été enregistrée en foresterie ainsi que dans les secteurs de l'automobile, des équipements de télécommunications et des biens de consommation. On s'attend également à ce que le tourisme, les déplacements d'affaires, les services financiers et l'ingénierie affichent de maigres résultats une fois que les chiffres de fin d'année auront été comptabilisés.

Au cours des derniers mois, les exportations canadiennes ont perdu de la vigueur sous la pression de vents contraires, notamment un raffermissement du dollar, la détérioration de la conjoncture économique au sud de la frontière et les retombées de l'effondrement du marché hypothécaire. À l'instar de l'économie des É.-U. et de celle du reste du monde, dans les mois qui viennent, la croissance des exportations du Canada connaîtra un ralentissement. En 2008, la croissance des ventes du Canada à l'étranger devrait ralentir à 1,5 %, soit moins de la moitié du taux enregistré en 2007.

Géographiquement parlant, la majeure partie de la vigueur des exportations en 2007 concerne les exportations dans des marchés autres que les É.-U., en fait principalement dans les marchés en développement. En fait, les livraisons de marchandises canadiennes dans des marchés en développement ont augmenté de plus de 20 % en 2007, répétant en cela la forte tendance enregistrée depuis quelques années. Des pays tels que le Brésil, la Chine, l'Inde, la Russie et le Mexique se sont révélés être de très bons marchés pour les exportations canadiennes en 2007. Les pays industrialisés de l'Europe occidentale ont également été des marchés lucratifs pour les entreprises canadiennes au cours des douze derniers mois tandis que les ventes au Japon et dans les NEI asiatiques ont fait de modestes gains.

Tableau 3 : Exportations canadiennes selon le secteur

Secteurs principaux	G CAD (2006)	Part (%) du total des exportations (2006)	Perspectives d'exportation (croissance en %)		
			2006	2007(p)	2008(p)
Agroalimentaire	31,9	7,7	4,5	14,5	11,3
Énergie	87,2	21,2	-0,5	5,2	5,9
Foresterie	39,6	9,6	-8,9	-8,3	3,5
Produits chimiques et plastiques	36,1	8,8	4,3	8,5	-0,6
Engrais	4,0	1,0	-9,4	25,9	10,5
Minerais et métaux	52,8	12,8	24,1	20,4	-12,0
Autres biens industriels	7,0	1,7	-2,5	-0,9	-0,2
Avions et pièces	10,2	2,5	0,3	11,3	5,2
Autres transports terrestres	2,0	0,5	2,8	4,3	-0,4
Matériel de télécommunications	7,0	1,7	1,8	-6,2	1,0
Technologies de pointe	13,4	3,3	-4,1	3,3	2,2
Autre machinerie et équipement	26,6	6,5	2,5	3,2	4,4
Véhicules à moteur et pièces	75,7	18,4	-6,6	-6,3	1,5
Biens de consommation	9,6	2,3	-6,5	-8,3	-7,0
Transactions spéciales	8,3	2,0	4,9	-1,6	2,3
Total – Secteur des biens	411,3	86,0	0,7	4,1	1,5
Total – Secteur des services	67,2	14,05	0,4	1,1	1,8
Total des exportations	478,5	100	0,7	3,7	1,5
Mémorandum					
<i>Volume total des exportations</i>		100,0	1,1	-0,2	1,3
<i>Export, de biens (énergie non incluse)</i>	324,1	67,7	1,0	3,9	0,3
<i>Export, de biens (automobile et énergie non incluses)</i>	248,5	51,9	3,6	7,0	-0,1
<small>Source : Services économiques d'EDC, Les données de 2006 sont réelles; celles de 2007 et de 2008 sont des prévisions.</small>					

PRÉVISIONS À L'EXPORTATION

Pour 2008, nous nous attendons à ce que cette dichotomie géographique se poursuive et que les exportations canadiennes à destination des marchés émergents croissent de 11 % en moyenne tandis que celles à destination des pays industrialisés croîtront en moyenne de moins de 1 %. Les ventes de biens et de services canadiens aux pays en développement totaliseront vraisemblablement 50 G\$ en 2008.

Nous devrions assister à un ramollissement de la croissance des exportations dans la plupart des secteurs principaux du Canada au cours de l'année qui vient. Néanmoins, certains secteurs connaîtront un sort plus enviable que d'autres. Ainsi, les exportations de produits agroalimentaires devraient augmenter de 11 % en 2008, surtout en raison des excellentes ventes de blé et d'autres grains. Les livraisons d'engrais devraient quant à elles augmenter de 10 % l'an prochain, après une augmentation qui, en 2007, devrait atteindre 25 %. Enfin, les livraisons énergétiques devraient augmenter de 6 % grâce à une croissance des livraisons de pétrole brut, de gaz naturel et de charbon. Après une forte poussée en 2007, les recettes à l'exportation de minerais et de métaux devraient diminuer de plus de 12 % en 2008 – en raison d'un affaiblissement des prix. Les produits chimiques et les plastiques devraient connaître une légère baisse l'an prochain, également en raison d'un affaiblissement des prix.

Après une année 2007 peu réjouissante, le secteur de la foresterie devrait connaître une modeste reprise en 2008. Les améliorations de l'année prochaine seront principalement attribuables à un faible raffermissement des prix à un moment où les producteurs s'adonnent à la gestion de l'offre par des fermetures de scieries et des périodes d'inactivité. Nous ne nous attendons pas à un redressement important de la situation de la demande. Une chose est certaine, d'importants risques de détérioration continueront d'assombrir l'horizon du secteur canadien de la foresterie. Le marasme du marché de l'habitation aux É.-U. devrait se poursuivre en 2008, ce qui aura une incidence sur les producteurs canadiens de bois d'œuvre et de produits en bois. En outre, la demande de papier journal restera vraisemblablement faible vu que les recettes des quotidiens étatsuniens sont à la baisse et que, en même temps, l'augmentation de la capacité mondiale influera sur les prix. Les exportations de pâtes ont passablement augmenté en 2007, mais la valeur en dollars des ventes devrait diminuer en 2008 sous l'effet du rajustement à la baisse des prix engendré par la nouvelle capacité mondiale.

Tableau 4 : Exportations canadiennes selon le marché

Marchés principaux	G CAD (2006)	Part (%) du total des exportations (2006)	Perspectives d'exportation (croissance en %)		
			2006	2007(p)	2008(p)
ALENA					
É.-U.	336,7	81,9	-1,9	1,1	0,7
Mexique	4,0	1,0	25,4	17,3	9,9
Europe Occidentale					
R.-U.	9,2	2,2	20,8	28,4	-4,2
Zone euro	15,5	3,8	14,2	9,8	-0,1
Autres pays d'Europe occidentale	3,7	0,9	12,4	47,4	-0,2
Europe centrale et orientale (Russie non incluse)					
Russie	0,8	0,2	54,6	22,2	12,9
Asie Pacifique					
Japon	9,2	2,2	2,8	3,1	1,9
Chine	7,2	1,7	8,1	32,3	6,0
NEI asiatiques	6,4	1,6	12,3	6,8	3,6
ANASE - 4	2,1	0,5	16,3	19,9	13,4
Inde	1,5	0,4	48,6	8,4	6,1
Autres pays d'Asie	1,1	0,3	33,9	8,9	2,0
Océanie	2,1	0,5	10,1	-1,4	4,4
Amérique du Sud (sauf le Brésil)					
Brésil	1,3	0,3	20,2	13,8	9,0
Amérique centrale	1,7	0,4	12,3	7,9	8,2
Moyen-Orient	2,5	0,6	13,4	34,7	26,6
Afrique	2,3	0,5	24,3	30,6	10,4
Total des exportations de biens	411,3	100,0	0,7	4,1	1,5
Total – Exportations vers les marchés émergents	28,5	6,9	18,4	23,9	10,9
Total – Exportations vers les pays industrialisés	382,8	93,1	-0,4	2,7	0,6

Source : Services économiques d'EDC. Les données de 2006 sont réelles; celles de 2007 et de 2008 sont des prévisions. Les nouvelles économies industrielles (NEI) asiatiques sont Hong Kong, Singapour, la Corée du Sud et Taïwan, L'ANASE-4 regroupe la Malaisie, la Thaïlande, l'Indonésie et les Philippines.

PRÉVISIONS À L'EXPORTATION

Les exportations d'équipement de télécommunications ne devraient augmenter que d'un modeste 1 % en 2008 tandis que cette perspective est d'environ 2 % pour les livraisons de matériel de technologie de pointe. Ces chiffres ne semblent pas très impressionnants, mais lorsque l'on prend en compte les importantes baisses de prix, un rendement de cet ordre n'est pas si mauvais. En fait, on s'attend à ce que le volume des livraisons d'équipements de technologie de pointe² augmente de 6 % en 2008. Les exportations de machines industrielles devraient augmenter de 4 % en 2008 si nous nous fions au rendement escompté pour cette année. Les entreprises canadiennes tirent profit d'un investissement mondial en machinerie et équipement, surtout dans les secteurs de l'agriculture, de l'exploitation minière et de l'énergie. Le principal risque pour les exportations d'équipements de haute technologie et de machines industrielles provient du ralentissement de la croissance économique aux É.-U. et dans les marchés étrangers et de son effet négatif sur les profits et les flux de trésorerie des entreprises.

La croissance des exportations dans le domaine de l'aéronautique en 2007 a été beaucoup plus forte que ce que nous avons prévu plus tôt cette année. La forte croissance dans les domaines des pièces, des composants, des avions d'affaires et des hélicoptères a été alimentée par des commandes accrues dans les domaines des avions de transport régional à réaction et des turbopropulseurs. Des carnets de commandes chargés devraient permettre aux fabricants canadiens d'aéronefs et de pièces de connaître une progression constante en 2008, même si le rythme de croissance est plus lent que celui qui a été enregistré au cours des 12 derniers mois.

Les biens de consommation, les meubles et les articles ménagers ont été frappés particulièrement durement par l'effondrement du marché de l'habitation aux É.-U. et aucune d'amélioration n'est prévue. Environ 95 % des exportations canadiennes de meubles sont destinées au marché des É.-U. L'autre secteur important dans lequel les exportations ont marqué le pas est celui de l'automobile puisque l'on prévoit que celles-ci auront diminué de 6 % en 2007. En outre, les producteurs de pièces automobiles canadiens verront leurs commandes à l'exportation diminuer en raison du ralentissement que connaît actuellement la production nord-américaine de véhicules. Les exportations de ce secteur devraient se stabiliser en 2008 à mesure que les ventes de véhicules aux É.-U. s'équilibreront et que les opérations de restructuration des Trois Grands de Détroit approcheront de la fin.

Les recettes du Canada dans le domaine des services ne devraient avoir connu qu'une faible croissance en 2007 une fois que les chiffres des derniers mois seront connus. Le tourisme, les voyages d'affaires, la construction et les services financiers sont les principaux goulots d'étranglement des recettes globales à l'exportation cette année. Le raffermissement du dollar canadien et la hausse du prix de l'essence sont certainement la cause d'un certain ralentissement des voyages d'affaires en provenance des É.-U. depuis un an ou deux. Une baisse du prix de l'essence et un certain allègement du dollar canadien pourraient aider le tourisme à mieux performer en 2008, mais pas suffisamment pour compenser entièrement les effets du ralentissement de l'économie des É.-U. et les nouvelles exigences étatsuniennes en matière de passeport. Nous prévoyons une croissance des exportations de services de 1,1 % en 2007, et de 1,8 % en 2008. La faible hausse en 2008 vient principalement de ce que nous anticipons une reprise dans les services financiers et un léger essor dans le tourisme pendant les six derniers mois de l'année. La section 7 comprend de plus amples renseignements sur les exportations canadiennes selon le secteur et le pays/la région.

² Les [volumes d'exportations](#) désignent les quantités livrées, ce qui contrebalance les ajustements de prix.

PRÉVISIONS À L'EXPORTATION

3.1 Perspectives d'exportation des provinces

Au cours des douze derniers mois, la croissance des exportations internationales des provinces a connu d'importantes fluctuations d'une province à l'autre et cela devrait se poursuivre en 2008. En 2007, les provinces pour lesquelles l'énergie, l'exploitation minière et l'agroalimentaire pèsent lourd dans leurs exportations ont généralement connu un rendement supérieur à la moyenne nationale. Ce sont en l'occurrence Terre-Neuve-et-Labrador, la Nouvelle-Écosse, le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta. Presque toutes les provinces ont signalé un net recul de leurs exportations dans le domaine de la foresterie, la seule exception étant la Nouvelle-Écosse où la réouverture d'une papeterie fin 2006 a stimulé les livraisons en 2007.

Tableau 5 : Prévisions d'exportation des provinces

Provinces	G CAD 2006	Part (%) des exportations totales (2006)	Perspectives d'export. (croissance en %)		
			2006	2007(p)	2008(p)
Terre-Neuve-et-Labrador*	8,4	2,0	5,9	16,7	5,1
Île-du-Prince-Édouard	0,8	0,2	1,8	4,8	1,9
Nouvelle-Écosse	5,0	1,2	-12,0	7,0	2,9
Nouveau-Brunswick	10,4	2,5	-2,9	5,0	5,7
Québec	69,1	16,8	3,2	2,7	-1,4
Ontario	177,4	43,1	-1,6	2,4	-0,7
Manitoba	10,9	2,6	12,3	15,1	7,3
Saskatchewan	15,8	3,9	13,4	14,6	11,7
Alberta	78,5	19,1	2,3	6,9	4,3
Colombie-Britannique	33,4	8,1	-2,0	-2,4	1,7
Territoires	1,6	0,4	-2,9	-1,3	-0,8
Total des exportations de biens	411,3	100,0	0,7	4,1	1,5

Source : Services économiques d'EDC. Les données de 2006 sont réelles, celles de 2007 et de 2008 sont des prévisions.

Les régions du pays qui dépendent lourdement des biens manufacturés (principalement de l'automobile, de l'équipement de télécommunications et des biens de consommation) ont connu un ralentissement de la croissance de leurs exportations au cours de l'année écoulée. L'écart entre les exportations de produits de base (énergie, engrais, grains et métaux industriels) et celles de produits manufacturés devrait se rétrécir en 2008 à la faveur de la baisse des cours de la plupart des ressources. Toutefois, la performance des automobiles, de l'équipement ferroviaire, des produits chimiques, des biens de consommation et de l'équipement de télécommunications devrait ralentir – situation qui présente des risques de détérioration pour l'Ontario et le Québec.

Les exportations internationales de **Terre-Neuve-et-Labrador** devraient enregistrer une croissance de 17 % en 2007. Cette croissance concerne une vaste gamme de produits en tête desquelles se trouvent l'énergie et l'exploitation minière (minerai de fer, cuivre et nickel). Bien que n'occupant qu'une petite place dans la panoplie des exportations de la province, le matériel de transport a enregistré des gains importants en 2007. Comme les autres provinces, Terre-Neuve a enregistré un recul des exportations de son secteur de la foresterie au cours de l'année écoulée. La croissance des exportations devrait descendre à 5 % en 2008 vu que la production accrue sera compensée par une baisse du cours du pétrole brut et des minerais. Un ralentissement des exportations de fruits de mer est également prévu pour 2008. Les exportations de **l'Île-du-Prince-Édouard** devraient terminer l'année 2007 avec une augmentation de 5%. Au cours de l'année écoulée, les gains enregistrés dans les secteurs de l'agroalimentaire, des biens industriels et de l'équipement et machines de transport ont été partiellement contrebalancés par des ventes timides dans les domaines des produits forestiers et des biens de consommation. On devrait assister l'an prochain à une modération du rythme des exportations dans les principaux secteurs industriels de l'île, notamment l'agroalimentaire, les biens industriels et le matériel de transport.

Les exportations de la Nouvelle-Écosse ont repris de la vigueur en 2007 – le taux d'augmentation prévu est de 7 % – grâce au fait que les ventes dans les secteurs de la foresterie, des biens industriels et de l'automobile ont plus que compensé la faiblesse des secteurs agroalimentaire, machinerie et équipement et biens de consommation. Un ralentissement de la croissance des exportations à 3 % est prévu pour 2008. La détérioration de la situation dans

PRÉVISIONS À L'EXPORTATION

l'agroalimentaire, les biens industriels et les biens de consommation devrait trouver écho dans un ralentissement de l'activité dans des secteurs de l'énergie, de la foresterie et de l'automobile. Après avoir été ramenée à 3 % en 2006, la croissance des exportations internationales du **Nouveau-Brunswick** a retrouvé ses marques et devrait atteindre 5 % en 2007, grâce en grande partie à la vigueur des secteurs de l'énergie, de l'exploitation minière, des métaux, des engrais et des produits chimiques. La croissance des livraisons devrait augmenter légèrement en 2008 pour atteindre 6 %. Cette augmentation devrait se faire principalement sentir dans le secteur de l'énergie et, dans une moindre mesure, celui de la machinerie et de l'équipement tandis qu'un faible ralentissement est prévu dans la plupart des autres secteurs.

La croissance des exportations du **Québec** a connu cette année un ralentissement estimé à 2,7 %, en raison de la baisse des prix dans le secteur de la foresterie et de la diminution des ventes dans les secteurs des produits automobiles et des biens de consommation. Des éclaircies ont malgré tout été enregistrées dans les domaines des produits pétroliers, de l'électricité, des métaux, des produits chimiques et de l'aéronautique. Les perspectives pour 2008 seront cependant assombries par un affaiblissement de l'environnement économique mondial qui entraînera un ralentissement des livraisons internationales de 1,4 %. Les biens industriels et les produits de consommation seront les principaux boulets pour les ventes à l'exportation du Québec, tandis que la plupart des autres secteurs enregistreront une modeste croissance.

Après une année de ventes à l'exportation sur le déclin, les exportateurs de l'**Ontario** sont maintenant en situation de connaître une modeste reprise en 2007 malgré les difficultés persistantes que traverse le secteur manufacturier et, surtout, le secteur automobile. Les exportations de l'Ontario devraient connaître une croissance de 2,4 % en 2007, en raison principalement d'un excellent rendement dans les secteurs des métaux et des produits chimiques. Nous prévoyons cependant que cette croissance sera réduite de 1 % en 2008 en raison d'une baisse des prix des produits de base à la suite d'une diminution de la demande aux É.-U. et ailleurs dans le monde. Sur une note plus positive, les exportations de produits automobiles devraient se stabiliser en 2008 à mesure que les ventes de véhicules atteindront leur niveau plancher aux É.-U.

Avec des gains principalement dans les industries primaires, le **Manitoba** se range parmi les provinces dont les exportations à l'étranger ont connu le plus de succès cette année. Elles auront vraisemblablement connu une croissance de 15 % lorsque l'année sera terminée. Cependant, bien que les perspectives immédiates soient positives, le fléchissement de la demande de consommation aux É.-U. et le raffermissement du dollar canadien commencent à faire sentir leur effet négatif sur les exportations du Manitoba. Ainsi, la croissance serait ramenée à 7 % en 2008. Malgré une faiblesse dans les secteurs de l'énergie et de la foresterie, les exportations de la **Saskatchewan** connaissent un remarquable essor cette année. Essor qui devrait se solder par une croissance globale de 15 % en 2007 tandis que les secteurs autres que celui de l'énergie devaient connaître un taux de croissance de près de 30 %. Globalement, la croissance des exportations de la province devrait demeurer passablement ferme pendant toute la période grâce à la levée des restrictions à l'importation de bétail et de bovins aux É.-U., à une reprise dans l'industrie de la potasse et au maintien de prix soutenus dans le domaine des produits agricoles. Nous prévoyons une croissance des exportations de la **Saskatchewan** de 12 % en 2008, ce qui la place en tête de toutes les provinces.

Les exportations de l'**Alberta** devraient croître de 7 % en 2007 et de 4 % en 2008. Les secteurs de la M-É, des biens industriels et de l'agroalimentaire ont tous trois connu une forte croissance cette année. Pour 2008, des gains attendus dans les secteurs de l'énergie, de la foresterie et de la M-É contribueront au résultat net, mais à un rythme un peu moins soutenu. L'agroalimentaire sera nettement en tête du peloton, encore que la croissance stellaire enregistrée en 2007 devrait se poursuivre l'an prochain. Le secteur des biens industriels (métaux, produits chimiques) perdra de sa vigueur sous l'effet d'une baisse des prix causée par un ralentissement de la demande extérieure. Les exportations de la **Colombie-Britannique** devraient connaître un repli de 2,4 % en 2007. La diminution de la valeur des exportations de produits du bois et de gaz naturel a été le principal facteur de fléchissement jusqu'ici cette année, mais un certain ramollissement de la demande se fait également sentir en ce qui concerne le charbon et le papier journal. Les

PRÉVISIONS À L'EXPORTATION

livraisons internationales de la Colombie-Britannique devraient connaître une modeste croissance de 1,7% en 2008, malgré des ventes de biens industriels déprimées par une baisse des cours des métaux. Des perspectives d'exportation d'ensemble pour les provinces sont présentées à la section 8.

4.0 Conclusion

L'économie mondiale entre dans une période tumultueuse, où croissance rapide et croissance modérée se mêlent, rendant les perspectives économiques incertaines. De plus, la confiance des consommateurs et des entreprises est minée par l'incertitude concernant l'ampleur de la tourmente du marché de l'habitation américain, secoué par la crise du secteur des prêts hypothécaires à risque élevé. À notre avis, ces effets gagneront le reste du monde dans les derniers mois de 2007 et le premier semestre de 2008. La croissance économique mondiale régressera pour passer d'un taux de 5,4 % en 2006 à 4,9 % en 2007, puis à 4,5 % en 2008.

Pour l'économie américaine, son véritable lien avec le reste du monde est le consommateur, et c'est cette situation qui présente le plus grand risque pour la performance économique mondiale. Comme l'équilibre des risques pencherait du mauvais côté, la croissance des dépenses de consommation aux É.-U. devrait ralentir d'ici mi-2008. Aujourd'hui, vu le haut degré d'intégration de l'économie mondiale, le marasme aux É.-U. se répercutera dans d'autres pays. Chose certaine, les signes d'un ralentissement dans plusieurs marchés internationaux sont déjà visibles. Nous surveillons attentivement la tournure des événements et prévoyons une croissance modérée de la plupart des marchés, au plus tard vers le début de l'année prochaine.

Le recul de l'économie mondiale exercera une pression à la baisse sur le cours du pétrole et celui des produits de base. À mesure que le prix de l'énergie et d'autres produits de base fléchira au cours des 12 à 18 prochains mois, le dollar canadien devrait se déprécier pour atteindre 0,85 USD avant la fin de 2008. Nous prévoyons une légère remontée du dollar américain face à la plupart des autres monnaies dans la prochaine année.

Ces derniers mois, les exportations canadiennes ont commencé à perdre de la vitesse, étant obligées à franchir plusieurs obstacles, notamment l'appréciation du dollar, la détérioration de la conjoncture économique et la dégringolade provoquée par la tourmente du marché des prêts hypothécaires à haut risque. Lorsque les économies américaine et mondiale freineront la croissance dans les mois à venir, la croissance des exportations canadiennes subira le même sort. En 2008, nous prévoyons que les ventes canadiennes à l'étranger croîtront à un rythme inférieur, au taux de 1,5 %, soit moins de la moitié du taux de 2007, qui devrait s'établir à 3,7 %. En moyenne, les exportations canadiennes vers les pays en développement augmentent plus rapidement que les ventes vers les marchés industrialisés, et cette tendance devrait se maintenir au cours des deux ou trois prochaines années. Dans ce cas également, le rythme de croissance sera un peu plus lent.

Les risques imminents auxquels l'économie mondiale fait face ont visiblement augmenté. De plus en plus, les investisseurs sont peu enclins à prendre des risques, ce qui amène à une révision à la hausse de la tarification des risques. Les écarts sur les obligations des marchés en développement et le rendement des obligations de sociétés augmenteront probablement d'avantage au cours des prochains trimestres. Dans un tel contexte, les sociétés canadiennes devraient s'attendre à une plus grande volatilité du taux de change et des marchés des capitaux. Une croissance économique mitigée risque d'aggraver les difficultés financières de certaines entreprises, situation que les exportateurs canadiens devront surveiller chez leurs clients au cours de l'année qui vient.

APERÇU DES MARCHÉS EN DÉVELOPPEMENT

5.0 Aperçu des marchés en développement

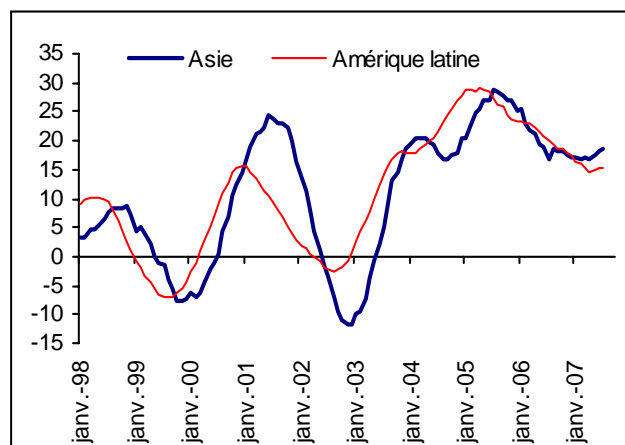
5.1 Résumé des perspectives des marchés en développement – Perception des risques à la hausse

Après plusieurs années de croissance économique exceptionnelle, les perspectives pour les marchés en développement sont assombries par le ralentissement de la croissance dans les pays industrialisés. Les économies américaine et japonaise ont nettement marqué le pas par rapport à l'an dernier et la croissance devrait rester léthargique jusqu'à la fin de 2008. Dans le cas des É.-U., il faudra probablement attendre 2009 pour voir l'économie se remettre totalement des répercussions de la faiblesse du marché de l'habitation et de la crise du crédit hypothécaire. L'économie de la zone euro montre aussi des signes d'un repli de la croissance dû principalement à un manque de vigueur sur le front de la consommation.

Le ralentissement de la croissance aux É.-U., dans la zone euro et au Japon se ressentira inévitablement dans les pays en développement. En fait, un fléchissement de la consommation sur ces trois marchés (qui représentent plus de 40 % du PIB mondial) entravera la progression des exportations des pays en développement. De fait, dans nombre de pays en développement, cette croissance s'essouffle déjà, en particulier en ce qui concerne les expéditions vers les É.-U., où les dépenses de consommation ont déjà ralenti. La croissance des pays en développement devrait s'établir à 7,7 % pour 2007, soit légèrement moins que les 7,3 % de l'an dernier. Une décélération plus importante est prévue pour les marchés en développement en 2008, avec une croissance moyenne ramenée à 7,1 % – ce qui reste respectable, mais n'en est pas moins le plus mauvais chiffre depuis 2003.

Graphique 14 : Marchés émergents – Export.
(MM, % a/a, 6 mois)

Les Services économiques d'EDC prévoient une réduction de la croissance dans la majorité des pays en développement pour le reste de 2007 et en 2008. La demande intérieure solide évitera un recul de la croissance dans bon nombre d'économies émergentes, mais cela ne suffira probablement pas à compenser la perte de dynamisme du commerce extérieur. Le fléchissement attendu des cours des produits de base portera aussi un coup à l'activité économique. L'action conjuguée d'une croissance des exportations en panne et d'une croissance des produits de base au ralenti ne manquera pas d'avoir des répercussions sur la production intérieure.



Sources : Bloomberg, Services économiques d'EDC.

La croissance des exportations déclinant, l'incidence sur la consommation intérieure se traduira par le tassement de l'emploi et l'augmentation des salaires. En outre, l'essentiel de la reprise de la consommation intérieure récente est financée par un endettement croissant des ménages. Le manque de liquidités dans le système bancaire mondial des derniers mois devrait se répercuter sur l'accès au crédit à la consommation sur les marchés émergents (en raison de conditions de prêt plus strictes), ce qui affaiblira encore la consommation. Nombre d'économies en développement sont aussi aux prises avec un regain d'inflation qui a poussé les autorités de certains pays à resserrer leur politique monétaire. Il faut s'attendre à d'autres mesures destinées à maîtriser l'inflation. Si le ralentissement mondial n'entraîne pas de net ralentissement de l'activité économique, les banques centrales n'assoupliront pas leur politique monétaire pour freiner la croissance. Le relèvement des taux d'intérêt influera sur les dépenses de

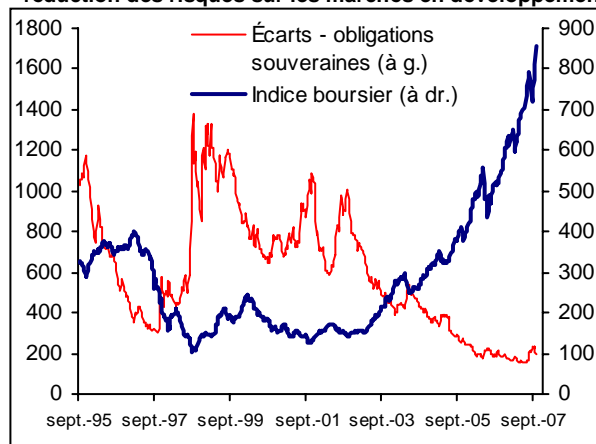
APERÇU DES MARCHÉS EN DÉVELOPPEMENT

consommation et sur l'investissement des entreprises. L'Inde, la Turquie, la Chine et des pays d'Europe centrale et d'Amérique latine sont particulièrement concernés à ce chapitre.

Perception de risques à la hausse sur les marchés en développement

On craint de plus en plus que le ralentissement mondial parti des É.-U. ne porte un rude coup aux marchés émergents. Le ralentissement des économies américaine et mondiale – situation exacerbée par la crise des liquidités consécutive à l'effondrement du marché de l'habitation aux É.-U. – oblige à revoir la perception de risques à la hausse. Les écarts de rendement pour la dette des marchés émergents ont augmenté au cours des derniers mois et devraient encore se creuser à mesure que l'effet de contagion du ralentissement de la croissance aux É.-U., dans l'UE et au Japon gagnera tous les pays en développement. Les rendements sur les titres des sociétés qui ont une cote de solvabilité élevée ont également augmenté depuis l'été. Au lieu d'un rajustement à la hausse des risques brusque et douloureux, nous nous attendons à un processus plus graduel qui permettra aux économies en développement de gérer le ralentissement.

Graphique 15 : La hausse des marchés boursiers et le tassement des écarts obligataires pointent vers une réduction des risques sur les marchés en développement



Source : Bloomberg.

Il est toutefois compréhensible que les observateurs s'inquiètent. La plupart des marchés émergents ont été durement touchés pendant des épisodes de « ruée générale vers les titres de qualité » comme ceux de 1994 et encore de 1997-1998. De plus, nous pensons que l'intervention des banques centrales en août et septembre a été telle qu'elle a accentué l'impression d'urgence face à l'ampleur éventuelle de la débâcle des prêts hypothécaires à risque. Songez que les interventions combinées d'une seule semaine en août ont éclipsé l'ampleur du renflouement global annoncé en 1989 pour enrayer la crise de l'épargne-crédit. Les banques centrales, qui évitent d'habitude d'influer sur les marchés, avaient de toute évidence calculé que toute spéculation entourant les mesures qu'elles prenaient aurait un effet moins perturbateur qu'une crise potentielle – ce qui en a conduit beaucoup à se demander si les autorités monétaires savaient

Tableau 6 : Exportations canadiennes vers les marchés en développement (M CAD)

	2005	2006	Variation en %	% du total des export. vers les marchés en dév.
Europe centrale et orientale	2 033,6	2 640,6	29,8	9,3
Russie	513,0	793,0	54,6	2,8
Moyen-Orient	2 246,4	2 547,3	13,4	8,9
Afrique	1 819,1	2 261,6	24,3	7,9
Asie	10 294,8	11 902,2	15,6	41,7
Chine	6 647,2	7 182,8	8,1	25,2
Inde	1 033,8	1 535,9	48,6	5,4
Amérique du Sud	2 982,1	3 454,0	15,8	12,1
Brésil	1 061,1	1 275,7	20,2	4,5
Argentine	154,6	166,1	7,5	0,6
Amérique centrale	1 482,0	1 663,8	12,3	5,8
Mexique	3 215,8	4 031,5	25,4	14,1
Total – Biens	24 108,6	28 533,2	18,4	70,2
Total – Services (est.)	11 719	12 128	3,5	29,8
Total – Biens et services	35 827,6	40 661,2	13,5	100,0

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Il s'agit d'exportations de produits fabriqués au Canada.

APERÇU DES MARCHÉS EN DÉVELOPPEMENT

quelque chose que le marché ne savait pas.

Nous continuons cependant de penser que les marchés en développement sont mieux placés que jamais pour résister au ralentissement et à la révision des risques actuels. Le spectre de la mondialisation expose encore plus les pays en développement à la contagion des effets du commerce mondial et aux mouvements de capitaux mondiaux, mais beaucoup ont fait le nécessaire pour mieux se protéger contre les turbulences financières. Les gouvernements, plus en fonds et forts de réserves en devises records, ont profité de la demande mondiale vigoureuse de ces toutes dernières années, de la montée des cours des produits de base et de liquidités abondantes pour réduire leur endettement extérieur, améliorer le profil de leurs échéances et corriger la dynamique des devises et des taux d'intérêt. À quelques exceptions notables près, la crédibilité des politiques semble solide et le consensus général autour de réformes de marché orthodoxes (y compris la prédominance de monnaies flottantes) aidera probablement beaucoup à absorber les chocs à venir. Comme la plupart des gouvernements, le secteur privé a aussi vu ses bilans s'améliorer. De plus, une intégration mondiale importante et une bonne diversification des partenaires commerciaux et des produits protégeront davantage les pays en développement contre l'instabilité extérieure.

En somme, il n'y aura pas, selon nous, d'effondrement financier général. Le tableau global nous dit que l'évolution récente des principaux indicateurs financiers reste assez minime par rapport à celle des cinq dernières années.

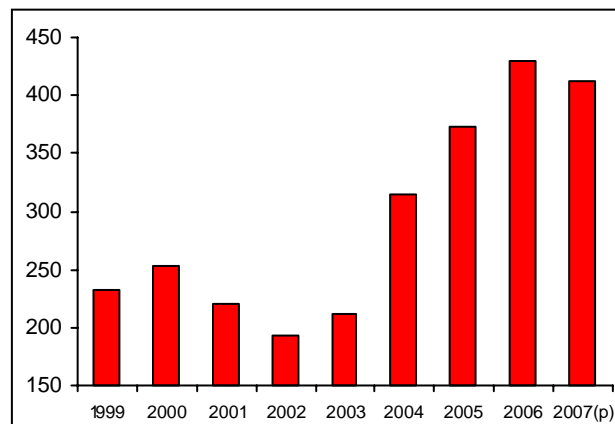
Bien entendu, un effondrement financier général et les récessions qui l'accompagneraient sur les plus grands marchés de la consommation du monde auraient de graves répercussions, quoique variables, sur les différents pays. Si la consommation baisse beaucoup plus aux É.-U. et dans l'UE (ce qui n'est pas notre scénario de base), les économies qui dépendent plus des ventes aux É.-U. s'en ressentiront aussi. Seront concernés, entre autres, le Mexique, la Chine et certains pays d'Asie orientale et d'Amérique latine. Ce scénario de risques accrus vaut aussi pour les pays d'Europe orientale (par ex. la Russie, la Pologne, la Hongrie, la République tchèque et les pays baltes) qui dépendent plus des ventes à l'UE.

Exportations et investissements canadiens sur les marchés en développement

Après plusieurs années de croissance solide, les exportations de produits et de services canadiens vers les pays en développement ont franchi la barre de 40 G\$ en 2006. Avec les taux de croissance de plus de dix pour cent enregistrés jusqu'ici cette année, 2007 est aussi une très bonne année pour les ventes à l'exportation canadiennes vers la plupart des marchés émergents. En 2006, les entreprises canadiennes ont expédié pour 40 G\$, chiffre record, de produits et services vers les marchés en développement, soit une augmentation de 13,5 % par rapport à 2005.

Pour 2007, les Services économiques d'EDC s'attendent à ce que les exportations canadiennes de biens et de services vers les pays en développement augmentent encore de 20 %. Ce sont les exportations de produits de base et de produits intermédiaires à base de matières premières qui affichent la plus forte progression cette année, mais les expéditions de matériel de haute technologie, de biens de consommation et de machines industrielles enregistrent également une belle croissance. Les exportations d'énergie et de matériel d'exploitation minière se portent particulièrement bien, tandis que les ventes de machines agricoles profitent de l'augmentation

Graphique 16 : Entrées d'IDE vers les marchés en développement (G USD)



Données estimatives préliminaires pour 2006.
Sources : CNUCED et Services économiques d'EDC.

APERÇU DES MARCHÉS EN DÉVELOPPEMENT

mondiale des cultures agricoles. Dans l'ensemble, les exportations devraient s'accroître plus modérément (de 8 à 10 %) en 2008 sous l'effet du fléchissement de l'activité sur tous les marchés en développement.

L'investissement dans les pays en développement est dynamique depuis quelques années, car les investisseurs mondiaux cherchent à tirer parti de ses marchés en pleine expansion. En 2006, les entrées totales de l'IDE sur les marchés émergents avoisinaient les 430 G USD. Nous nous attendons à un tassement des flux de l'investissement pendant le reste de 2007 et en 2008, mais les totaux annuels resteront supérieurs aux normes historiques. Des investissements importants dans l'infrastructure, l'énergie, l'exploitation minière et les télécommunications resteront favorables aux exportations canadiennes de matériel et de services connexes pendant les 12 à 18 prochains mois, bien qu'à un rythme de croissance inférieur à celui des deux ou trois dernières années.

Tableau 7 : Stocks d'investissement direct canadien vers les marchés en développement (M CAD)

	2005	2006	Variation en %	% du total des export. vers les marchés en dév. (2006)
Europe centrale et orientale	8 262	11 205	36	21
Afrique	3 560	4 595	29	9
Marchés en dév. d'Asie/ du Moyen-Orient	6 006	7 096	18	13
Amérique du Sud	18 833	20 172	7	38
<i>Brésil</i>	6 710	8 244	23	16
<i>Chili</i>	5 369	5 171	-4	10
<i>Argentine</i>	4 172	3 981	-5	8
Amérique centrale*	1 978	2 917	47	6
Mexique	3 453	4 369	27	8
Autres marchés en développement	1 611	2 219	38	4
Total de l'IDE sur les marchés en développement	43 703	52 573	20	100

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC.

* À l'exclusion des Bahamas, de la Barbade, des Bermudes et des îles Caïmans.

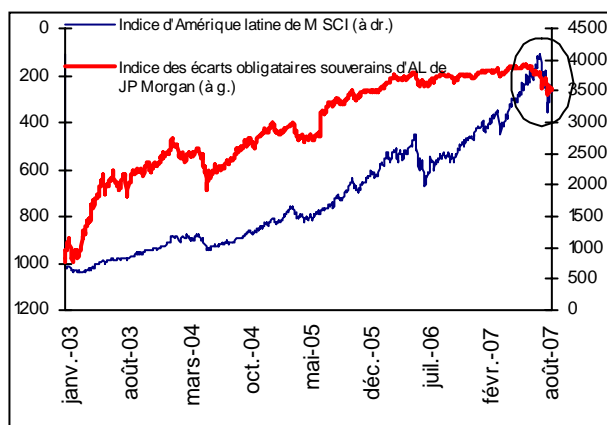
Les entreprises canadiennes ont davantage investi aussi dans les pays en développement, le flux de l'investissement direct canadien à l'étranger (IDCE) se situant entre 11 et 12 G\$ en 2006. Les données préliminaires pour la première moitié de 2007 révèlent une réduction de l'IDCE vers les marchés en développement. Fin 2006, le stock de l'investissement direct canadien dans les pays en développement atteignait 52 G\$, soit une augmentation de 20 % par rapport à l'année précédente et près de deux fois et demie le chiffre d'il y a 10 ans. Le ralentissement de la croissance économique et la perception de risques accrus donnent à penser que l'investissement canadien sur les marchés émergents reculera dans les 12 à 18 prochains mois. Les perspectives à long terme demeurent assez favorables, cependant, car un développement et une croissance économique solides ouvriront des possibilités d'investissement dans l'ensemble des pays en développement.

5.2 Perspectives des marchés en développement en détail

5.2.1 Amérique latine

Le fiasco des prêts hypothécaires à risque aux É.-U. a des retombées sur tous les marchés émergents et, sous l'effet conjugué de plusieurs autres forces, a précipité une réévaluation générale de l'appétence pour le risque. Les craintes des investisseurs par rapport aux répercussions potentielles d'un resserrement général du crédit sur des actifs latino-américains relativement risqués ont augmenté après que les

Graphique 17 : Amérique latine (AL), secouée, mais pas en difficultés



Source : Bloomberg.

APERÇU DES MARCHÉS EN DÉVELOPPEMENT

principales banques centrales de la planète se sont empressées, en août, d'injecter massivement des capitaux dans des marchés monétaires qui se contractaient. Cependant, l'indice de JPMorgan pour les écarts sur les obligations souveraines latino-américaines a gagné plus de 100 pb depuis mai – obligations vénézuéliennes et équatoriennes en dollars en tête. De plus, le risque présenté par les titres brésiliens, les plus généralement détenus de la région, a augmenté (mesuré en swaps sur défaillance). Parallèlement, les investisseurs craignant qu'une nouvelle aversion générale pour le risque entraîne un renversement du flux de capitaux qui alimentait les marchés boursiers de la région, l'indice boursier MSCI pour l'Amérique latine a plongé de près de 20 % par rapport au sommet atteint en juillet. L'indice Bolsa du Mexique a perdu 16 % par rapport à son sommet cette année.

Nombre de pays en développement d'Amérique latine, à l'instar de ceux d'autres marchés, ont profité de la forte croissance mondiale et de l'abondance des liquidités ces dernières années pour améliorer leur position financière. Les effets du ralentissement mondial parti des É.-U. se ressentiront certainement dans la région, mais un bon nombre de pays sont maintenant plus à même de résister à ces effets nocifs. La récente évolution des marchés des capitaux de la planète faisant pencher la balance des risques du côté négatif, nous nous attendons à un ralentissement de la croissance dans la région en 2008.

Mexique

Le Mexique est à la merci des aléas du marché américain. La faiblesse de l'économie américaine s'y ressent déjà avec la stagnation des envois de fonds des expatriés à leur famille, le ralentissement de la production industrielle et la perception de risques mondiaux accrus. Ce sont les plus grandes sources d'inquiétude pour nos perspectives en ce qui concerne le PIB mexicain en 2007 et 2008. Nous nous attendons à une croissance de 2,7 % et 3,1 %, respectivement. Grâce à de faibles ratios d'endettement extérieur, à une meilleure politique monétaire et à une devise assez stable, l'État mexicain est considéré comme ayant une cote de solvabilité élevée. Malgré de récentes améliorations, cependant, le cadre d'exploitation du secteur commercial reste compliqué au Mexique, tout particulièrement en ce qui concerne les rigidités du marché du travail et le respect des contrats. Toutefois, le pays continue de progresser et les perspectives restent positives. Des grandes possibilités s'offrent aux entreprises canadiennes désireuses d'exporter vers le Mexique et d'y investir.

La demande de biens de consommation sera soutenue par l'amélioration de l'emploi, l'expansion du crédit à la consommation et un marché de l'habitation dynamique. La production manufacturière devrait progresser légèrement cette année et l'an prochain, à l'avantage des exportateurs canadiens de matières premières, de biens intermédiaires et de M-É. La mondialisation continue de soumettre la fabrication à des pressions concurrentielles toujours plus intenses, d'où la motivation des entreprises à investir pour améliorer la productivité. Les dépenses publiques augmentent également, en particulier dans les infrastructures. La croissance

Tableau 8 : Exportations canadiennes de marchandises vers l'Amérique latine par pays (2005-2006)

Marchés principaux	2005 (M CAD)	2006 (M CAD)	Croissance (2006-2005)
Mexique	3 215,8	4 031,5	25,4
Brésil	1 061,1	1 275,7	20,2
Venezuela	512,7	631,2	23,1
Colombie	409,5	452,0	10,4
Chili	379,6	427,7	12,7
Autres pays	2 098,8	2 327,9	10,9
Total	7 677,5	9 145,8	19,1

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC.

Tableau 9 : Exportations canadiennes de marchandises vers l'Amérique latine par secteur (2005-2006)

Secteurs principaux	2005 (M CAD)	2006 (M CAD)	Croissance (2006-2005)
Métaux	541,9	862,5	59,2
Culture du blé	665,9	801,9	20,4
Papier journal	641,3	780,5	21,7
Véhic. et pièces automobiles	531,1	599,5	12,9
Produits chimiques	439,4	596,3	35,7
Total	7 677,5	9 145,8	19,1

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC.

APERÇU DES MARCHÉS EN DÉVELOPPEMENT

globale et la mondialisation stimuleront certainement la demande mexicaine de matériel de transport et d'investissement dans les infrastructures. Cependant, de 35 à 40 % des recettes publiques dépendant du pétrole, nous mettons en garde ici contre des risques de détérioration. À moins de nouveaux investissements majeurs dans la capacité de production pétrolière, la production énergétique baissera probablement, ce qui ne sera pas sans répercussions sur la croissance économique et les dépenses publiques futures

Amérique centrale et Antilles

Depuis trois ans, les exportations canadiennes vers l'Amérique centrale enregistrent, année après année, une croissance dépassant les dix pour cent, notamment dans les produits pétroliers, les matériaux de construction, les hélicoptères, les produits pharmaceutiques, les produits alimentaires et diverses catégories de papier. L'investissement canadien dans la région a également explosé au cours de ces trois années, surtout en 2006 où il a fait un bond de 93 %. Mais les entreprises canadiennes auront affaire à plus forte concurrence dans l'isthme et devront se montrer plus dynamiques pour conserver, voire accroître, leurs parts de marché. L'Amérique centrale est la seule région d'Amérique latine qui a conclu un ALE avec les É.-U. et à avoir de bonnes chances d'en signer un avec l'UE. De plus, après avoir commencé à réduire ses tarifs unilatéralement à la fin des années 1980, l'Amérique centrale applique maintenant les tarifs les plus faibles de toute l'Amérique latine.

Cependant, la prolifération de nouveaux accords de coopération économique et commerciale améliore aussi le potentiel de la région et son climat d'investissement, ce qui ouvre aux entreprises canadiennes une multitude de nouvelles possibilités. En outre, des projets d'infrastructure à grande échelle – y compris le projet d'élargissement du canal de Panama chiffré à 5,2 G USD, le plan d'intégration régional baptisé Plan Puebla Panamá, qui représente plusieurs milliards de dollars, et les plans d'amélioration des infrastructures des administrations locales – offriront quantité de possibilités aux fournisseurs et aux entrepreneurs canadiens, avec des retombées dans des secteurs connexes.

En général, les marchés des Antilles sont confrontés à des risques élevés, non seulement à cause des difficultés financières mondiales récentes, mais aussi en raison du prix élevé de l'énergie (malgré une certaine compensation par l'initiative Petrocaribe). **Trinité-et-Tobago** est l'exception notable, car ses réserves en gaz et les plans d'investissement solides du gouvernement signifient que le pays continuera de vouloir acheter des produits et des services étrangers en 2008. La **République dominicaine** poursuit son essor et avec des dépenses publiques qui augmenteront probablement en 2008, les perspectives d'exportation semblent prometteuses pour le Canada. Malheureusement, les risques augmenteront aussi à l'approche des élections de mai 2008, et certains craignent que le programme du FMI ne soit pas renouvelé. La croissance des exportations canadiennes vers **Cuba** fléchira sur la période de référence, mais son économie continuera de tirer parti des cours élevés du nickel et d'un meilleur accès au financement à court terme. Pendant ce temps, les exportations vers la **Jamaïque** progresseront en 2007, mais les perspectives à moyen terme restent modestes, le tourisme et les ressources étant les secteurs prometteurs potentiels.

Dans l'ensemble, la croissance en Amérique centrale et dans les Antilles devrait retomber à 5,4 % en 2007, puis à 4,3 % en 2008. Elle s'établissait à 6,8 % en 2006, ce qui était le meilleur résultat depuis des années.

Amérique du Sud

L'économie sud-américaine, portée par l'activité en Argentine et dans la région andine, affichait une croissance de 5,6 % en 2006. De plus, la demande intérieure semble redémarrer au moment même où les flux des échanges mondiaux fléchissent et les cours favorables des produits de base marquent un repli vers des normes historiques. Presque partout, les entreprises, les gouvernements et les consommateurs sud-américains jouent un rôle de plus en plus important dans le maintien des taux de croissance au-dessus de la moyenne. Alors que l'incertitude qui entoure l'économie américaine risque d'obliger de revoir les perspectives à la baisse, nous ne

APERÇU DES MARCHÉS EN DÉVELOPPEMENT

nous attendons qu'à un léger recul de la croissance à court terme. La région est plus en mesure de survivre au repli à venir, mais les conséquences de turbulences prolongées sur les marchés des capitaux diffèreraient considérablement d'un pays à l'autre. Comme le reste de l'Amérique latine, l'Amérique du Sud riche en ressources peut se diviser en deux camps : les pays qui ont utilisé le boom des produits de base comme force stabilisatrice et ceux qui se sont enfoncés davantage dans la dépendance.

Les retombées économiques d'une orientation politique pragmatique et de réformes axées sur le marché sous-tendent la stabilité macroéconomique et la solidité structurelle au Brésil, en Colombie, au Pérou, au Chili et même en Uruguay. La nette expansion du crédit, la création d'emplois dans le secteur structuré de l'économie, l'augmentation des salaires réels et les paiements de transfert favorisent la consommation intérieure. En outre, des conditions de crédit et une réglementation satisfaisantes facilitent une planification à plus long terme, d'où l'amélioration des tendances de l'investissement et des gains généralisés en croissance potentielle. Nous nous attendons à ce que la plupart des autorités des banques centrales restent vigilantes par rapport aux pressions inflationnistes, résultats d'une demande intérieure soutenue, et à l'augmentation du prix des aliments et de l'énergie. Seul le Brésil semble pouvoir encore assouplir sa politique monétaire, étant donné surtout la nette appréciation du *real* et la dépendance croissante à l'égard des importations.

L'autre extrémité du spectre se caractérise par une prédilection générale pour la rhétorique populiste, une attitude conflictuelle par rapport à l'investissement étranger et une tendance souvent procyclique en politique économique. Dans ces cas, des investissements insuffisants, un manque d'encouragement à la diversification et une augmentation des dépenses publiques rendent plus tributaires des cours des produits de base et favorisent la hausse de l'inflation. L'approche politique imprévoyante du gouvernement Kirchner/Fernandez laisse présager une autre période d'instabilité économique en Argentine, d'autant que les pénuries d'énergie persistent. Le Venezuela reste à la merci d'un brusque renversement de situation, car le pétrole représente plus de la moitié des recettes fiscales de l'État et plus de 90 % des recettes d'exportation du pays. Les perspectives de l'Équateur sont également très limitées par l'incertitude de l'investissement et de la situation macroéconomique. Comme son nouveau protecteur, le fonds de stabilisation regonflé peut donner une certaine latitude, mais les tergiversations sur un éventuel manquement au service de la dette souveraine assombrissent les perspectives quant à des investissements étrangers dont le pays a bien besoin. Les piètres perspectives en matière d'investissement nuiront aussi à la stabilité économique de la Bolivie, tout comme la polarisation politique et sociale persistante du pays.

La croissance économique sud-américaine devrait s'établir à 5,5 % en 2007, soit un peu moins que les 5,6 % enregistrés l'an dernier. Nous nous attendons à un ralentissement plus net de l'activité économique en 2008, c'est-à-dire à une croissance régionale moyenne de 4,6 %. Avec une croissance allant de 6 à 8 %, l'Argentine, le Pérou, la Colombie, le Venezuela et le Chili se classent en tête en 2007. Le reste de la région, y compris le Brésil, devrait afficher une croissance avoisinant les 4 à 4,5 % en 2007. Avec le fléchissement des cours des produits de base et de l'activité sur des marchés d'exportation clés, la croissance devrait ralentir en 2008 sur tous les grands marchés d'Amérique du Sud.

APERÇU DES MARCHÉS EN DÉVELOPPEMENT

5.2.2 Afrique subsaharienne

L'Afrique subsaharienne enregistre depuis trois ans un taux de croissance du PIB supérieur à 5 % par an, et les perspectives sont prometteuses, puisque l'on s'attend à un taux de 7 % en 2007, puis de 6,4 % en 2008. Cette performance est le résultat de plusieurs années de réformes, de cours élevés des produits de base et de l'apport en capitaux de nouveaux investisseurs internationaux tels que la Chine, l'Inde et la Russie. En outre, les prêteurs commerciaux internationaux participent de plus en plus à des projets de développement à grande échelle. De plus, la Banque africaine de développement a pu accorder la priorité aux besoins importants de l'Afrique en ce qui concerne les projets

d'infrastructure et sociaux. Une part croissante des ressources subsahariennes peut maintenant servir à la croissance et au développement économiques, au lieu d'aller au service de la dette.

Le boom mondial des produits de base a certainement laissé son empreinte sur l'Afrique subsaharienne. Nombre de pays profitent de la forte hausse des prix du pétrole et des métaux, y compris l'Angola, Madagascar, l'Afrique du Sud, le Botswana, le Ghana, le Mozambique et la République démocratique du Congo. Les cours du cacao se portent nettement mieux aussi en 2007, ce qui fait augmenter les recettes d'exportation de la Côte d'Ivoire et du Ghana. Les perspectives sont tout aussi

encourageantes pour les producteurs de pétrole de la région, car les cours du brut devraient rester nettement supérieurs à leurs moyennes historiques pendant deux ou trois ans encore. Parallèlement, les cours plus fermes des produits de base non énergétiques, le soutien des donateurs et l'allègement de la dette de plus en plus généreux atténuent l'impact de la hausse des cours pétroliers sur les pays africains importateurs de pétrole.

Les sociétés pétrolières et gazières s'intéressant de près aux ressources énergétiques importantes de la région, nous nous attendons à y voir augmenter l'activité dans ce secteur pétrolier. Le golfe de Guinée est certainement devenu le principal bassin mondial de prospection et de production en eau profonde. Quelque 55 milliards de barils de réserves pétrolières prouvées ont été découvertes au cours des 10 dernières années et le golfe de Guinée représente maintenant près de 40 % de la production pétrolière totale en eau profonde. Il ajoutera probablement près de 3 millions de barils par jour (b/j) à la production mondiale d'ici 2012. La région recèle actuellement moins de 5 % des réserves de pétrole mondiales prouvées, mais plus de 20 % des réserves mondiales découvertes au cours des 10 dernières années se trouvent dans le golfe de Guinée. Comparativement à des sites en eau profonde établis depuis longtemps, comme le golfe du Mexique, l'Afrique occidentale reste relativement inexploree et elle présente un potentiel pétrolier et gazier important pour des pays comme le Nigéria, l'Angola, la Guinée équatoriale, le Gabon, la République du Congo et Sao Tomé-et-Principe. L'incidence sur l'investissement, la balance des paiements et la croissance du PIB de ces pays sera considérable.

Tableau 10 : Exportations canadiennes de marchandises vers l'Afrique subsaharienne par pays (2005-2006)

Marchés principaux	2005 (M CAD)	2006 (M CAD)	Croissance (2006-2005)
Afrique du Sud	400,6	575,5	43,6
Nigéria	90,8	212,6	134,2
Ghana	91,4	104,7	14,6
Kenya	37,7	53,2	41,0
Angola	71,4	45,7	-36,0
Autres pays	322,3	367,1	13,9
Total	942,8	1 313,1	39,3

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC.

Tableau 11 : Exportations canadiennes de marchandises vers l'Afrique subsaharienne par secteur (2005-2006)

Secteurs principaux	2005 (M CAD)	2006 (M CAD)	Croissance (2006/2005)
Aéronefs et pièces	81,6	193,2	136,8
Culture du blé	126,3	170,2	34,8
Biens industriels, autres	100,2	130,6	30,4
Machinerie et matériel agricoles	72,4	92,8	28,2
Autre machinerie	43,5	68,6	57,9
Total	942,8	1 313,1	39,3

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC.

APERÇU DES MARCHÉS EN DÉVELOPPEMENT

L'allègement de la dette améliore les perspectives pour l'Afrique

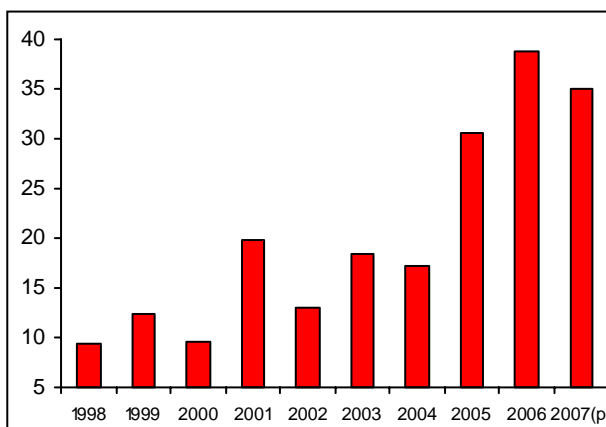
En août 2007, 23 pays africains avaient adopté des politiques macroéconomiques appuyées par des programmes officiels du FMI. Ces programmes varient d'un pays à l'autre, mais la plupart ont mis en place une facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC). Certains pays, comme la République démocratique du Congo (RDR) ont constitué des antécédents dans le cadre d'un programme suivi par le FMI (PSF) afin d'avoir droit à un programme officiel du Fonds. La bonne nouvelle est que ces pays suivent sérieusement leur politique macroéconomique. Malheureusement, s'ils veulent respecter la conditionnalité du FMI, leur secteur public ne peut pas emprunter à des conditions commerciales.

L'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTe) a retenu 40 pays admissibles, africains pour la plupart. Parmi eux, 18 pays d'Afrique subsaharienne ont atteint leur « point d'achèvement » pour l'instant en 2007. Cela signifie qu'au moins 90 % du stock de leur dette extérieure est annulé. De plus, les institutions financières internationales (IFI) ont annulé leur dette en 2006 en vertu de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM). Cette remise de la dette permet à de nombreux pays de la région d'arriver à une balance des paiements viable et à une dette tenable. L'accent sera mis désormais sur des prêts et des emprunts responsables, en particulier en ce qui concerne les investissements productifs.

Depuis deux à trois ans, grâce à des politiques judicieuses, à une conjoncture mondiale favorable et à des dépenses des secteurs public et privé, la croissance du PIB s'est accélérée en Afrique du Sud pour atteindre un taux annuel de 5 %. Cependant, l'expansion économique devrait réagir aux taux d'intérêt supérieurs nécessaires pour enrayer les pressions inflationnistes qui font douter du plafond de 6 % fixé par la banque centrale. Des politiques prudentes ont permis de ramener le déficit budgétaire à des niveaux gérables. Les entrées de capitaux importantes couvrent le déficit plus imposant du compte courant extérieur, ce qui permet aussi au pays d'accumuler des réserves en devises équivalant à six mois d'importations. L'Afrique du Sud reste un pays à la cote de solvabilité élevée. Elle devrait enregistrer une croissance économique de 5,4 % en 2007, puis de 5,5 % en 2008.

Malgré des élections et des changements à la tête du pays, la performance économique du **Nigéria** s'améliore et les perspectives sont encourageantes avec le nouveau ministre des Finances attaché aux réformes amorcées par le gouvernement précédent. Le sous-gouverneur de la banque centrale a déclaré qu'une discipline est nécessaire dans les dépenses, tout comme la poursuite de la déréglementation et la stabilité économique. Les violences périodiques dans la région du Delta et les enlèvements nuisent à la production et aux recettes pétrolières, mais le compte courant reste excédentaire. Le Nigéria satisfait aux critères de performance des examens de programme du FMI et son secteur bancaire s'est nettement amélioré. Il a essayé de renforcer sa devise, le *naira*, et de maîtriser l'inflation en procédant à une reconversion. Les agences de notation, comme Fitch et S&P, ont confirmé leur cote BB- du Nigéria, ce qui n'est pas loin d'une cote de solvabilité élevée. La croissance économique nigériane devrait s'établir à 8 % à la fin de 2007, avant de retomber juste en dessous de 7 % en 2008.

Graphique 18 : Entrées d'IDE en Afrique (G USD)



Données estimatives préliminaires pour 2006.
Sources : CNUCED, Services économiques d'EDC.

APERÇU DES MARCHÉS EN DÉVELOPPEMENT

L'Angola a une des meilleures performances du continent et, avec une croissance économique à deux chiffres, les perspectives sont tout aussi prometteuses. La croissance du PIB devrait s'établir à 20 % en 2007, auxquels s'ajouteront encore 15 % en 2008. Le pays bénéficie d'une conjoncture pétrolière, d'une exploitation des mines de diamant, de recettes agricoles et d'une reconstruction soutenues. Mais il part certes de loin. La conjoncture se caractérise par un climat macroéconomique fébrile, une inflation à deux chiffres, des goulets d'étranglement et des pénuries, ce qui entraîne souvent des dépassements de coûts dans les projets. L'Angola devrait enregistrer d'autres excédents importants des comptes financiers et du compte courant extérieur. Tout en réduisant les arriérés extérieurs, l'Angola accumule des réserves en devises. Le pays hésite à suivre une approche multilatérale pour régulariser les arriérés de sa dette extérieure. Cependant, des marges de crédit bilatérales avec des garanties pétrolières ont été mises en place avec des pays comme la Chine et le Brésil.

Tableau 12 : Investissements directs canadiens à l'étranger (M CAD)

	2002	2003	2004	2005	2006
Algérie	--	78	--	268	278
Ghana	87	89	284	--	--
Libye	198	--	--	--	--
Maurice	0	12	12	40	0
Namibie	18	18	19	--	--
Afrique du Sud	158	112	129	319	774
Zimbabwe	27	27	27	27	27
Total – Afrique	2 804	2 218	3 277	3 560	4 595

Source : Statistique Canada. Il s'agit de stocks d'IDE.

Madagascar, qui applique des réformes structurelles depuis 25 ans, essaie de se remettre de graves problèmes de balance des paiements et de dette extérieure depuis le début des années 1980. L'île reste un des pays les plus pauvres d'Afrique subsaharienne avec peu d'épargne, une infrastructure en piètre état et une capacité institutionnelle médiocre. La croissance économique devrait avoisiner les 5 % en 2007 et 2008.

La croissance du PIB du **Cameroun** s'améliore, mais à 4 %, elle est bien trop faible pour un pays producteur de pétrole qui a bénéficié de l'annulation de sa dette dans le cadre de l'Initiative renforcée en faveur des PPTTE et du traitement prévu dans le cadre de l'IADM. Les entreprises sont confrontées à de nombreux problèmes et l'investissement étranger est freiné par l'état de l'infrastructure. S&P accorde au Cameroun une cote B-. Le **Gabon** bénéficie des cours soutenus du pétrole et des produits de base. Des réformes ambitieuses menées avec les conseils du FMI et la régularisation des arriérés intérieurs et extérieurs ont redonné confiance aux investisseurs. La croissance du PIB semble s'être légèrement accélérée en 2007 et elle devrait passer à 4,3 %. Une progression de 4,2 % est prévue pour 2008.

Après avoir mis en œuvre des programmes du FMI consécutifs, le **Ghana** enregistre depuis trois ans une croissance annuelle solide de 6 %. En 2007, elle est probablement passée à 6,2 % et ce taux devrait se maintenir pendant le reste de l'année. La majeure partie de sa dette publique extérieure a été annulée. Même si le secteur privé doit composer avec des taux d'intérêt intérieurs élevés et une forte inflation, les entreprises privées ont toujours joué un rôle important dans le pays. S&P et Fitch lui accordent toutes deux une cote B+. Le **Zambie** sort d'une période de graves problèmes macroéconomiques qui durait depuis le début du millénaire. Le pays enregistre une croissance solide tout en appliquant des restrictions budgétaires depuis la mise en place de sa facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC) du FMI. La production de cuivre devrait doubler d'ici 2009. La Zambie a aussi bénéficié de l'Initiative renforcée en faveur des PPTTE et du traitement prévu dans le cadre de l'IADM. La croissance économique a un peu repris en 2007 et devrait atteindre 6,0 %, avant de passer à 6,2 % en 2008.

Le programme de renflouement financier international de la **République démocratique du Congo (RDC)** connaît des problèmes. Il est assujéti à la mise en place d'un programme officiel du FMI. Le dernier programme du Fonds a déraillé en 2006 et depuis, le pays constitue des antécédents. Les perspectives restent incertaines pour la RDC, car la normalisation de sa situation financière passera par un autre allègement de sa dette dans le cadre de l'Initiative

APERÇU DES MARCHÉS EN DÉVELOPPEMENT

renforcée en faveur des PTE. La croissance économique est retombée à 5,1 % en 2006 et le pays ne pourra probablement pas afficher une croissance bien supérieure à cela en 2007 et 2008.

La croissance économique du **Kenya** s'est accélérée pour atteindre un taux annuel de 6 % en 2006, et le pays devrait terminer 2007 avec une croissance de 6,2 % avant de repasser à 5,8 % en 2008. En plus de la fermeté des cours du thé et du café, des flux des échanges plus vigoureux, le tourisme et les transports ajoutent au redressement de la croissance. Le programme de renflouement international du Kenya, qui a été remis sur ses rails, contribue à la normalisation de la position financière du pays, tout en lui donnant une position de liquidité gérable. Grâce au pétrole, le **Soudan** a enregistré une forte croissance du PIB et des recettes importantes à l'exportation, mais à cause des problèmes au Darfour, il est difficile à la communauté internationale de régler la question des énormes arriérés de la dette du pays.

Les exportations canadiennes à destination de l'Afrique subsaharienne se portent très bien en 2007. Dans la première moitié de l'année, elles ont augmenté de 45 % par rapport à la première moitié de 2006. Les entreprises canadiennes ont expédié plus de marchandises vers des pays comme l'Afrique du Sud (+50 % a/a), le Nigéria (+56 %), le Ghana (+42 %) et le Kenya (+41 %). L'investissement en cours dans des projets d'exploitation minière et dans des projets énergétiques continueront de soutenir les exportations canadiennes de services et de matériel connexes dans les 12 à 18 prochains mois.

5.2.3 Moyen-Orient et Afrique du Nord

Les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA) profitent pour une quatrième année de la vigueur des marchés pétroliers mondiaux. En 2007, la performance macroéconomique est supérieure à ce qu'on prévoyait au début de l'année et il se peut, malgré des poches de tension persistantes, qu'elle soit meilleure qu'en 2006. Étant donné la demande mondiale et les cours de l'énergie qui devraient rester solides, les perspectives pour 2008 sont tout aussi prometteuses. De plus, des pays comme la Chine et l'Inde cherchent à resserrer leurs alliances commerciales pour assurer leur approvisionnement énergétique futur.

Tableau 13 : Exportations canadiennes de marchandises vers le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord par secteur (2005-2006)

Secteurs principaux	2005 (M CAD)	2006 (M CAD)	Croissance (2006-2005)
Culture du blé	257,7	674,4	161,7
Autre machinerie	423,6	501,7	18,4
Oléagineux et légumineuses	191,3	306,2	60,1
Ordinateurs et pièces	243,5	242,1	-0,6
Papier journal	248,2	211,2	-14,9
Total	3 118,3	3 491,4	12,0

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC.

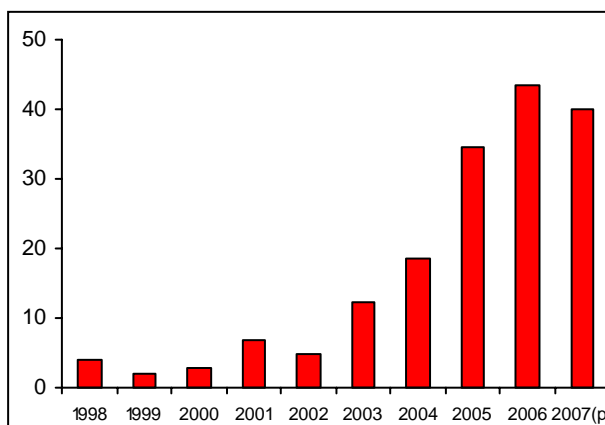
La région connaît un essor macroéconomique sans précédent à la faveur d'énormes recettes en pétrodollars, qui sont recyclées et réinvesties dans toute la région. À court terme, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord devraient enregistrer une plus forte croissance que le reste du monde, avec un taux annuel de croissance du PIB d'environ 5,5 % en 2007-2008, ce qui est respectable étant donné les difficultés politiques que connaît la région. Cette dernière comprend deux zones où les économies sont en pleine croissance, à savoir celle des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG)³ et celle des pays nord-africains. La région comprend aussi une zone instable (Iran, Iraq, Syrie, territoires palestiniens et Yémen) où la conjoncture est difficile. La reconstruction de l'Iraq et du Liban peut stimuler davantage la croissance régionale, mais la violence assombrit les perspectives dans ces pays.

³ Le CCG comprend l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Koweït, Oman, le Qatar et Bahreïn.

APERÇU DES MARCHÉS EN DÉVELOPPEMENT

Les mannes pétrolières successives ont créé d'importants excédents du compte courant qui devraient représenter en 2007 environ 10 % du PIB de Bahreïn et d'Oman, de 20 à 25 % du PIB de l'Arabie saoudite et du Qatar, et plus de 30 % du PIB du Koweït. Ces rentrées de pétrodollars considérables, associées à des régimes monétaires à parité fixe, ont entraîné une accumulation phénoménale de réserves en devises bien supérieures aux besoins en liquidités ainsi qu'une stabilité des taux de change. Il n'est cependant pas tenu compte de ces gains dans le stock de réserves en devises détenues par les diverses banques centrales de la région. Les fonds sont, en fait, dirigés vers des fonds souverains estimés pour la région entre 1,5 et 2,5 T USD. Les EAU, par exemple, possèdent le plus important de ces fonds évalué à 875 G USD, qui est détenu par la Abou Dhabi Investment Authority.

Graphique 19 : Entrées d'IDE au Moyen-Orient (G USD)



Les données de 2006 sont des estimations préliminaires.
Sources : CNUCED, Services économiques d'EDC.

Amélioration structurelle et diversification économique recherchées par les gouvernements de la région

En juillet dernier, la Emirates International Bank et la National Bank of Dubai (EIB-NBD), dont les actifs combinés s'élevaient à 55 G USD, fusionnaient, donnant ainsi naissance à la plus grande banque de la région. Au cours des dernières années, le secteur financier a connu quatre changements structurels, à savoir : 1) une hausse du nombre de prêts au secteur privé (+33 % en 2006); 2) un rôle plus important de la banque islamique (+25 % par an); 3) une croissance modeste de la concurrence étrangère; et 4) un engagement réduit du secteur public, qui est très marqué au Qatar. Malgré un nombre relativement important de banques par habitant, notamment dans les pays du Golfe (ainsi, on compte 46 banques dans les EAU pour 3,2 millions d'habitants), le secteur bancaire reste concentré, quelques banques détenant à elles seules la majorité des prêts et des dépôts. Les grandes banques locales sont petites en comparaison des grandes banques étrangères qui cherchent à participer au marché du CCG. Les banques locales sont par conséquent marginalisées sur le marché régional en plein essor du financement de projets et du financement structuré à long terme. En outre, elles prêtent beaucoup au secteur immobilier et sont donc à la merci de corrections de prix sur le marché de l'immobilier régional, en particulier dans le Golfe depuis le lancement de mégaprojets de construction.

Le rythme de l'activité économique, sans précédent dans la région, tient en partie à la décision des pays du MENA d'investir chez eux et de se lancer dans la diversification économique – tout spécialement dans le volet à valeur ajoutée supérieure du secteur des hydrocarbures, comme l'industrie pétrochimique et/ou la production de gaz. Contrairement aux années précédentes, les pétrodollars restent dans la région et une plus grande priorité est accordée à des mégaprojets dans la région du Golfe et dans des pays qui ont moins de ressources pétrolières (par ex. la Jordanie et l'Égypte) et à des projets dans les pays nord-africains. L'augmentation des dépenses dans l'infrastructure, la construction, les biens immobiliers, le tourisme et la finance ainsi que dans d'autres secteurs non pétroliers (par ex. les alumineries) ajoute à la diversification régionale.

La région du MENA connaît un meilleur climat des affaires que de nombreux autres pays émergents et, d'après une étude du Business Monitor International (BMI), le CCG est très bien placé, si l'on tient compte des institutions, de l'infrastructure et de l'orientation commerciale. La note moyenne du MENA pour le climat des affaires est de 52 (sur 100), contre 35 pour le reste de

APERÇU DES MARCHÉS EN DÉVELOPPEMENT

l'Afrique. Cela dit, une administration complexe, la corruption et les pénuries de main-d'œuvre continuent de nuire à ce climat.

Le projet d'union monétaire entre les membres du CCG d'ici 2010 est incertain depuis qu'Oman a déclaré, il y a quelques mois, ne pas être en mesure de satisfaire aux critères, c'est-à-dire, entre autres, de limiter les déficits budgétaires à 3 % du PIB, la dette du secteur public à 60 % du PIB et le taux d'inflation à 2 %. Une union monétaire peut simplifier les opérations de change du CCG et instaurer une plus grande discipline monétaire et budgétaire, ce qui pourrait attirer plus d'investisseurs étrangers à la région.

Divers problèmes qui confrontent les pays du MENA

En 2007, l'**Arabie saoudite** a annoncé son plus gros budget de tous les temps qui pourrait porter les dépenses à 110 G USD cette année pour le développement des infrastructures, le renforcement des capacités et la création d'emplois. Les dépenses visent à faire passer la capacité pétrolière à 12,5 M de barils par jour (b/j) d'ici 2009, tout en maintenant la capacité de réserve à 1,5 à 2 M b/j. Le Royaume planifie une série de mégaprojets tels que celui de la Cité économique du savoir (6,7 G USD), de la Cité économique du prince Abdulaziz bin Mosaed (8 G USD) et de la Cité du roi Abdallah (27 G USD). Ces zones économiques spéciales devraient se concentrer sur le tourisme, la pêche, l'agriculture, l'énergie et l'aluminium. La croissance économique est retombée à 4,6 % en 2006, mais elle est repartie depuis et devrait s'établir à 5 % en 2007 et 2008.

Tableau 14 : Exportations canadiennes de marchandises vers le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord par pays (2005-2006)

Marchés principaux	2005 (M CAD)	2006 (M CAD)	Croissance (2006-2005)
Émirats arabes unis	511,9	706,4	38,0
Arabie saoudite	395,2	499,0	26,2
Égypte	304,5	405,7	33,2
Israël	396,8	391,7	-1,3
Iran	256,2	287,4	12,2
Autres pays	1 253,7	1 201,3	-4,2
Total	3 118,3	3 491,4	12,0

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC.

Les **Émirats arabes unis (EAU)**, qui forment une des économies les plus dynamiques (de 7,5 à 8,5 % de croissance annuelle du PIB) parmi les pays du CCG, ont lancé, dans les services, la fabrication et l'industrie lourde, une série de projets d'investissement à grande échelle riches en possibilités pour les investisseurs. En plus de Dubaï, **Abou Dhabi** a aussi mis de l'avant une série de mégaprojets. En juillet 2006, des agences de notation comme Fitch et S&P ont attribué à Abou Dhabi une classification des risques de AA. Aux EAU, après avoir frôlé les 10 % l'an dernier, la croissance économique devrait revenir à 8,2 % en 2007, puis à 7,2 % en 2008.

Le **Koweït** doit beaucoup investir pour maintenir et accroître la production pétrolière actuelle de 2,5 M b/j. Le pays entend construire une nouvelle raffinerie de pétrole, sans doute la plus grande du monde. Les investissements dans les secteurs pétroliers en amont et en aval du pays pourraient dépasser les 55 G USD d'ici 2020. L'économie koweïtienne devrait enregistrer une croissance de 7 % en 2007, puis de 6,8 % en 2008, contre 5 % en 2006. En août dernier, Fitch a fait passer la notation de **Bahreïn** à A. Le pays fait l'objet d'une série d'investissements destinés à accroître les recettes pétrolières et non pétrolières (comme le diesel à faible teneur en soufre et l'aluminium). Bahreïn a un des codes de l'investissement les plus libéralisés du Golfe. La croissance économique de Bahreïn, qui a fléchi par rapport aux 7,7 % enregistrés l'an dernier, devrait s'établir à 6,7 % en 2007, puis à 6,6 % en 2008.

Oman, dont les champs pétroliers sont vieillissants, a mis en place un programme de diversification avec de grands projets dans la construction, l'industrie et le tourisme. La croissance devrait s'établir à 6 % en 2007 et 2008, comme ce fut le cas ces deux ou trois dernières années. Le **Qatar**, qui est à l'avant-garde de l'industrie gazière mondiale, pourrait devenir le premier producteur mondial de GNL d'ici la fin de 2007 et jouer un rôle déterminant dans la conversion du gaz naturel en carburant liquide (GTL). Le Qatar a obtenu des contrats d'exportation à long terme avec les É.-U. et des pays d'Europe et d'Asie. Le développement du

APERÇU DES MARCHÉS EN DÉVELOPPEMENT

secteur de l'énergie s'y fait au prix de dépenses d'investissement énormes, qui avoisinent maintenant les 40 G USD, et il nécessitera 10 G USD de plus par an pendant sept ans encore. Ces investissements soutiendront une croissance du PIB de 7,8 % en 2007 et 7,5 % en 2008.

L'économie de l'**Iran** fait les frais d'une série de sanctions de l'ONU et des É.-U., de mesures économiques imprudentes et de la détérioration de la conjoncture. Les dépenses publiques et les cours élevés du pétrole alimentent la croissance, pour l'instant. Mais l'inflation est également préoccupante. La croissance économique devrait s'établir à 4,3 % en 2007, avant de retomber à 4 % en 2008. Il faudrait investir 100 G USD dans la modernisation du secteur des hydrocarbures, mais les investisseurs sont nerveux. Il est de plus en plus difficile de transférer des paiements hors du pays. Au **Liban**, le tourisme et les flux de l'IDE se sont effondrés et le versement des 7,6 G USD promis plus tôt cette année est difficile à cause de l'impasse politique et des problèmes de sécurité. La croissance économique restera atone pendant les 18 prochains mois.

Le budget de 2007 de l'**Algérie** prévoit une forte augmentation des dépenses d'investissement dans le cadre du Programme d'investissement public de 2005-2009. Le pays rembourse sa dette extérieure par anticipation et il a accumulé des réserves en devises équivalent à plusieurs années d'importations. La croissance économique algérienne s'est accélérée et devrait s'établir à 4,8 % en 2007. La dynamique devrait se maintenir en 2008 et la croissance atteindre alors 5,2 %. La croissance du PIB de la **Libye** devrait passer à 8 % en 2007-2008 (contre 5,6 % en 2006), dans une large mesure en raison de dépenses publiques importantes. Les imposants excédents enregistrés font que les réserves en devises du pays équivalent à plusieurs années de couverture des importations.

L'économie de l'**Égypte** bénéficie d'entrées de capitaux, de recettes touristiques et d'envois de fonds des travailleurs expatriés plus importants, ce qui tient dans une large mesure à la conjoncture économique solide dans les pays du CCG. La balance des paiements se porte bien, mais le déficit budgétaire et l'inflation sont sources de préoccupation. Malgré un léger fléchissement, la croissance économique égyptienne reste solide, avec environ 6,4 % en 2007 et 6,3 % prévus en 2008. La **Tunisie** vise une croissance annuelle de 6 %, qui s'appuie sur une hausse des exportations et de l'investissement, pour faire augmenter les revenus et reculer le chômage. Les recettes touristiques, les envois de fonds des travailleurs expatriés et l'IDE des pays du Golfe soutiennent l'économie du **Maroc**, même si la croissance est retombée à environ 3,5 % cette année. En **Iraq**, l'absence de sécurité continue d'entraver sérieusement la reconstruction et la production pétrolière. Malgré des voisins agités, l'économie d'**Israël** se porte bien. On y prévoit une croissance économique d'environ 5 % en 2007 (comme en 2006), mais de 4,5 % en 2008, car l'économie israélienne subit le contrecoup du ralentissement de l'économie américaine et mondiale.

5.2.4 Europe centrale et Orientale

Portée par ses grandes économies (Russie, Turquie, Pologne et Ukraine), l'Europe centrale et orientale (ECO) affiche une solide croissance cette année. Ces pays, qui ont accès aux marchés internationaux développés, donnent un coup de fouet à l'activité économique des pays voisins plus petits. L'expansion économique mondiale et la montée en flèche connexe des cours des produits de base semblent se calmer, surtout en raison du ralentissement économique consécutif à la crise du marché de l'habitation aux É.-U.. La zone euro, principal marché d'exportation des plus grandes économies de la région ECO, devrait enregistrer une croissance de 2,4 % en 2007, puis de 2,2 % en 2008. Sur cette toile de fond, l'ECO arrivera à une croissance de 6,4 % en 2007 et 5,4 % en 2008.

APERÇU DES MARCHÉS EN DÉVELOPPEMENT

Les risques pour les perspectives demeurent les risques de baisse. Parmi les marchés en développement, l'ECO semble relativement plus vulnérable en cas de pénurie prolongée de liquidités, à cause de la faiblesse de ses facteurs fondamentaux

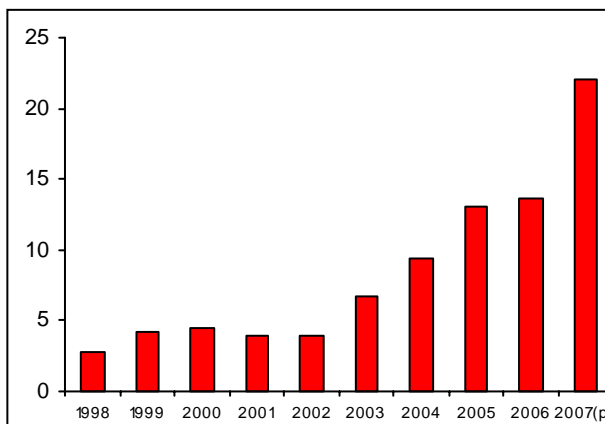
macroéconomiques. En particulier, les importants déficits du compte courant en Turquie, en Hongrie et sans doute en Roumanie mettent ces pays à la merci d'un bouleversement financier d'envergure mondiale. Notre scénario de base est que la compression des liquidités sera de courte durée, ce qui permettra une réévaluation plus graduelle des risques sur les marchés en développement.

L'économie de la **Russie** poursuit son expansion à bon rythme, grâce notamment à des investissements étrangers importants, à la production industrielle et aux dépenses intérieures. Les cours mondiaux de l'énergie, qui jouent un rôle clé dans l'expansion actuelle et dans l'amélioration de la balance des paiements courants, continueront d'avoir une influence centrale en 2007 et 2008. Cependant, la croissance devrait ralentir un peu d'ici la fin de l'année et l'an prochain. En 2008, elle devrait s'établir à 5,9 %, contre 6,8 % en 2007. La demande des pays de l'UE devrait fléchir. De plus, l'appréciation réelle du rouble devrait freiner la croissance du volume des exportations. Les limites de capacité et les goulets d'étranglement qui commencent à apparaître imposeront des contraintes de plus en plus oppressives sur l'activité économique réelle. Et, enfin, l'absence de réformes structurelles, parce qu'elles tardent à se concrétiser ou qu'elles sont reportées, risque de nuire à la croissance au-delà de 2008. Cependant, une croissance économique réelle plus lente ne nuira pas à la santé financière de la Russie. Même s'il est prévu que les cours des produits de base redescendent, ils devraient rester à des niveaux assez élevés

pour continuer de rembourser le coussin financier, ce qui aidera à assurer une forte croissance du volume des importations. Cela est de bon augure pour les producteurs canadiens, en particulier ceux qui se spécialisent dans les machines agricoles et l'équipement minier lié à l'énergie. Les débouchés semblent aussi se multiplier dans le matériel de transport et le matériel électrique, médical et scientifique. Les ventes à l'exportation des entreprises canadiennes vers la Russie continuent d'augmenter, avec des expéditions en hausse de plus de 50 %, pour atteindre 876 M\$ en 2006. Les ventes canadiennes à l'exportation devraient encore afficher une forte progression en 2007, l'équipement industriel et minier, les composants aéronautiques, l'automobile et les produits carnés se classant en tête.

La croissance économique s'est accélérée en **Turquie** au début de l'année, grâce surtout à des exportations dynamiques. Le volume net des exportations ainsi que la fermeté des investissements de capitaux et des dépenses publiques continueront de générer une croissance respectable (juste au-dessus de 5 % en 2007 et 2008). En revanche, les dépenses des ménages

Graphique 20 : Entrées d'IDE en Russie (G USD)



Données estimatives préliminaires pour 2006.
Sources : CNUCED, Services économiques d'EDC.

Tableau 15 : Exportations canadiennes de marchandises vers l'Europe centrale et orientale par pays (2005-2006)

Marchés principaux	2005 (M CAD)	2006 (M CAD)	Croissance (2006-2005)
Russie	513,0	793,0	54,6
Turquie	450,2	520,5	15,6
Pologne	228,9	261,1	14,1
Roumanie	149,3	206,9	38,6
République tchèque	130,7	205,8	57,5
Autres pays	561,6	653,3	16,3
Total	2 033,6	2 640,6	29,8

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC.

APERÇU DES MARCHÉS EN DÉVELOPPEMENT

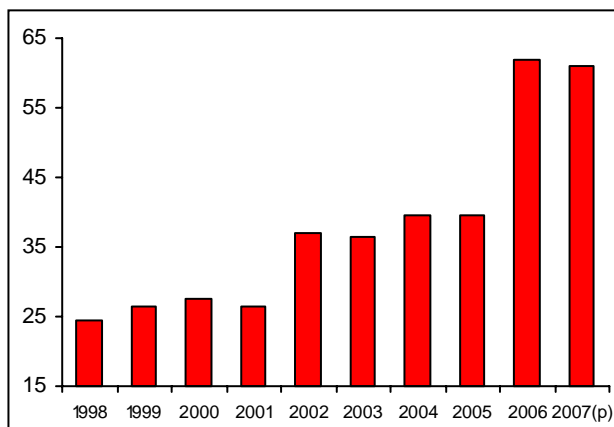
seront relativement modestes, dans le meilleur des cas, en raison des taux d'intérêt très élevés. La banque centrale de Turquie maintient ces taux depuis quelque temps afin de juguler l'inflation, qui est actuellement supérieure à son objectif. La baisse des taux d'intérêt l'an prochain, qui est le scénario le plus probable, dépendra des attentes en matière d'inflation et de l'effet d'amortissement d'une lira plus faible par rapport aux prix des produits importés. La situation financière de la Turquie est assez bonne (son imposant déficit du compte courant étant atténué par des investissements directs étrangers importants et des réserves en devises abondantes), mais certaines faiblesses sont à noter. De fait, parmi les pays d'Europe centrale et orientale en développement, ce sont les besoins financiers de la Turquie qui sont les plus importants, ce qui l'expose aux turbulences actuelles sur les marchés internationaux. De plus, le relâchement potentiel des opérations commerciales ajoute une autre couche de risques aux perspectives. Pour l'instant, la confiance générale des entreprises reste intacte dans une large mesure et la réévaluation attendue des risques sur les marchés des capitaux n'a guère d'incidence sur la dette extérieure turque. Même si les dépenses des ménages en baisse freineront les importations, les exportations canadiennes à destination de la Turquie continueront de connaître une forte croissance. Les exportations canadiennes de marchandises vers ce pays ont augmenté de 13 % en 2006, pour atteindre 540 M\$. Jusqu'ici, la tendance constante à la hausse enregistrée depuis quelques années se maintient, puisque les exportations ont augmenté de 20 % sur les six premiers mois de l'année par rapport aux six derniers mois de 2006. En dehors du charbon, la plus forte croissance à l'exportation est dans les pâtes et papiers, les produits agricoles, l'équipement médical et diverses machines et composants électriques.

Tableau 16 : Exportations canadiennes de marchandises vers l'Europe centrale et orientale par secteur (2005-2006)

Secteurs principaux	2005 (M CAD)	2006 (M CAD)	Croissance (2006-2005)
Autre machinerie	246,1	300,9	22,3
Viande	165,3	275,1	66,4
Machinerie et matériel agricoles	131,9	220,1	66,8
Ordinateurs et pièces	153,4	187,9	22,5
Produits chimiques	107,8	177,1	64,3
Total	2 033,6	2 640,6	29,8

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC.

Graphique 21 : Entrées d'IDE en Europe centrale et orientale (G USD)



Les données de 2006 sont des estimations préliminaires.
Sources : CNUCED, Services économiques d'EDC.

L'économie de la **Pologne** est très solide en général, et ses relations commerciales croissantes avec les marchés européens développés constituent un réel atout. La croissance économique dans la première moitié de 2007, qui avoisine les 7 %, est légèrement supérieure à celle de l'an dernier. Grâce à des investissements directs étrangers ciblés sur les industries exportatrices, l'industrie polonaise tourne à plein régime et affichait une croissance de 13 % au premier trimestre de cette année. L'IDE et les dépenses des entreprises ont ajouté à la croissance, mais la création de nouveaux emplois et l'augmentation substantielle des salaires font croître le revenu des ménages et entraînent donc une hausse des

dépenses de consommation. Sachant que l'économie réelle tourne à plein, il est assez remarquable que l'inflation reste faible, puisqu'elle avoisine les 2 %. Même l'inflation a tendance à augmenter légèrement depuis quelque temps, il est peu probable qu'elle pose des problèmes aux autorités monétaires, qui pourront alors maintenir des taux convenables, c'est-à-dire autour de 5 %. Côté financier, la situation de la Pologne est assez bonne. Les réserves en devises

APERÇU DES MARCHÉS EN DÉVELOPPEMENT

augmentent et les flux de l'IDE suffisent pratiquement à couvrir le déficit du compte courant (qui se situe entre 2 et 3 % du PIB). De plus, la prédominance d'établissements bancaires étrangers aide à limiter les risques de stress financier sur l'économie réelle. La croissance devrait continuer sur la lancée grâce aux relations commerciales du pays et à son activité intérieure vigoureuse. Cependant, le taux de croissance devrait retomber à 4,4 % en 2008, contre 6,4 % cette année. En 2006, les exportations canadiennes vers la Pologne se chiffraient à 310 M\$, soit une augmentation de 16 % par rapport aux 267 M\$ de 2005. En dehors des métaux de base, la croissance des exportations est solide en ce qui concerne les produits pharmaceutiques et les médicaments, les pièces pour l'aéronautique, le matériel de transport d'électricité, le caoutchouc et le plastique, et diverses machines et équipements industriels et électriques.

L'économie de l'**Ukraine** devrait être en nette croissance cette année et l'an prochain, grâce, dans une large mesure, à des dépenses d'équipement et à des dépenses des ménages importantes. Cependant, les exportations nettes continuent de freiner la croissance générale. Le gros des expéditions extérieures (acier et produits agroalimentaires) est destiné à la Russie, à la Turquie et à l'Italie. Le déficit commercial de l'Ukraine devrait se creuser plus tard dans l'année et l'an prochain, à cause de la détérioration des termes de l'échange (hausse des cours du gaz naturel, baisse des cours de l'acier). Des dépenses intérieures importantes détermineront la croissance du volume des importations, qui contribuera aussi au déficit commercial. En conséquence, le déficit du compte courant de l'Ukraine devrait encore se creuser en 2007 et 2008. En 2006, les exportations canadiennes vers l'Ukraine s'établissaient à 106 M\$, soit une hausse de 30 % par rapport aux 82 M\$ de 2005. Des débouchés croissants à l'exportation se présentent dans le secteur des produits pharmaceutiques et des médicaments, dans celui des produits de la mer, dans celui des machines agricoles et dans le secteur des autres équipements industriels.

L'économie de la **République tchèque** connaît une belle progression avec une croissance qui s'établit pour l'instant cette année à 6 %. Avec des dépenses des ménages solides, la demande intérieure est le moteur de la croissance. Cela devrait continuer, mais dans une moindre mesure en raison de la réforme fiscale et de la réduction des prestations d'aide sociale décidées par le gouvernement. La croissance économique devrait retomber à 4,3 % en 2008. Les pressions inflationnistes sous-jacentes resteront pratiquement maîtrisées cette année et l'an prochain, à la faveur de changements économiques structurels améliorant la productivité. Une devise stable et une intégration commerciale plus poussée avec les économies européennes développées continueront de soutenir les exportations. Une économie intérieure solide garantira aussi une demande d'importations vigoureuse, ce qui continuera d'offrir des possibilités aux fournisseurs de produits pharmaceutiques et de médicaments, de métaux affinés et d'alliages, de pièces pour l'aéronautique, de matériel de télécommunication et d'autres machines et équipements industriels en général. En 2006, les exportations canadiennes à destination de la République tchèque s'élevaient à 217 M\$, soit une hausse de 54 % par rapport aux 141 M\$ de 2005.

L'économie de la **Roumanie** affiche une belle croissance, mais les craintes de surchauffe sont évidentes. La demande intérieure est en pleine expansion, alimentée par la création de nouveaux emplois et la croissance rapide des demandes de crédit, auxquelles s'ajoutent des politiques budgétaires procycliques et une forte augmentation des salaires du secteur public. Les dépenses intérieures sont clairement le moteur à présent, car la forte croissance des importations creuse encore le déficit du compte courant (supérieur à 10 % du PIB et en constante augmentation). L'IDE couvre environ un tiers du déficit à l'heure actuelle, ce qui est nettement moins qu'en 2002, où il suffisait à le couvrir presque totalement. Ces changements font augmenter le risque de perte de confiance du marché des capitaux, ce qui entraînerait des sorties soudaines de capitaux, accentuerait l'instabilité et ferait se déprécier la monnaie locale (le leu). La demande européenne fléchissant et le resserrement de la politique monétaire freinant la consommation intérieure, la croissance économique roumaine devrait revenir à 5,1 % en 2008 (contre 6,3 % environ en 2007). En 2006, les exportations canadiennes à destination de la Roumanie s'élevaient à 214 M\$, soit une augmentation de 34 % par rapport aux 159 M\$ de 2005. En dehors des métaux de base, les perspectives canadiennes à l'exportation restent positives pour les produits carnés,

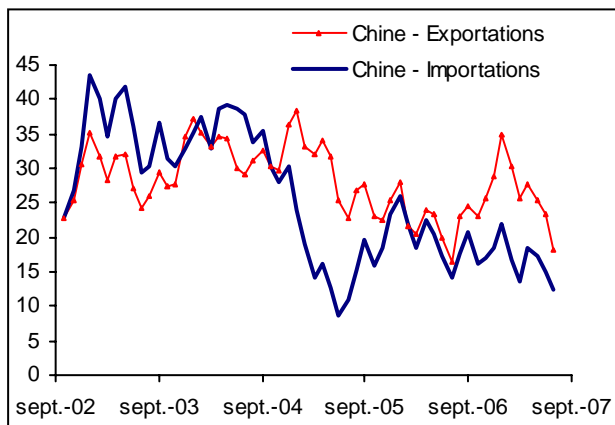
APERÇU DES MARCHÉS EN DÉVELOPPEMENT

le matériel informatique, les appareils de chauffage et les chaudières, le matériel de télécommunication avec et sans fil, et le matériel industriel et électrique.

L'économie de la **Hongrie** ralentit cette année, freinée par la baisse des dépenses publiques et des ménages. Le principal soutien de la croissance cette année et en 2008 viendra donc des exportations nettes. Pour l'instant, l'appréciation passée de la monnaie locale (le forint) n'a pas eu une grande incidence sur les exportations, grâce à une demande extérieure assez forte, en particulier en provenance d'Allemagne. La croissance des exportations devrait rester assez vigoureuse, tandis que les dépenses intérieures plus faibles feront diminuer le volume des importations. En conséquence, le déficit du compte courant ne devrait pas baisser davantage. En fait, il se maintiendra entre 4 et 5 % du PIB. Des risques pour les perspectives sont cependant à noter. Les turbulences récentes sur les marchés des capitaux ont eu un effet très négatif sur le forint, indication de la vulnérabilité potentielle de la Hongrie en cas d'autres perturbations sur ces marchés. Sa dette extérieure élevée et sa dépendance envers les investisseurs étrangers pour financer ses déficits laissent le pays à la merci d'un revirement de confiance des investisseurs. La croissance globale hongroise est retombée à 3,0 % environ en 2007 et devrait avoisiner les 2,8 % en 2008.

Les économies baltes – **Estonie, Lettonie et Lituanie** – connaissent une expansion rapide, voire sans doute trop rapide. L'inflation commence à s'accélérer, en particulier en Lettonie et en Estonie. À eux seuls, ces facteurs menacent de retarder l'admission dans la zone euro, ce qui aurait des conséquences négatives pour ces pays, étant donné l'ampleur de leur déficit du compte courant (de 15 à 25 % du PIB), de l'endettement croissant du secteur privé et, dans certains cas, de liquidités extérieures faibles et de dette à court terme élevée (Lettonie). Parmi les pays baltes, la Lituanie semble dans une situation économique et financière relativement plus solide.

Graphique 22 : Rapport des exportations/importations de la Chine – Moyenne mobile sur six mois (variation % a/a)



Sources : Bloomberg, Services économiques d'EDC.

5.2.5 Asie

Chine

L'économie de la **Chine** a poursuivi son expansion rapide dans la première moitié de 2007, avec une croissance s'établissant au premier semestre à 11,5 % a/a, contre 10,7 % en 2006. Mais les conditions sont réunies pour un ralentissement de la croissance économique, à savoir le fléchissement de la consommation américaine et le resserrement continu de la politique monétaire par les autorités chinoises. Un secteur extérieur solide depuis quelques années rend les exportations plus importantes pour l'économie chinoise. La demande intérieure reste une source de

croissance importante, mais son poids dans l'économie recule parallèlement. En 2005, la consommation des ménages représentait 38 % du PIB chinois, contre 46,4 % en 2000. Compte tenu du repli de la consommation américaine prévu dans les perspectives, la croissance chinoise devrait s'essouffler un peu sur les 12 à 18 prochains mois. En fait, elle devrait s'établir à 11,0 % en 2007, puis à 10,0% en 2008.

APERÇU DES MARCHÉS EN DÉVELOPPEMENT

Les réserves extérieures ont passé le cap mythique du billion de dollars au début de l'année et elles n'ont cessé de croître depuis, renforçant d'autant la position extérieure du pays. La croissance des exportations dans les sept premiers mois de 2007 a encore augmenté, passant à 30 % a/a contre une croissance moyenne de 26 % sur les sept premiers mois de 2006. La croissance des importations est restée assez stable aux alentours de 20 %, ce qui a ajouté à un excédent croissant de la balance commerciale, alimentant la joute verbale éventuelle entre les É.-U. et l'Europe sur la valeur de la devise chinoise, le yuan. Les principales destinations des exportations chinoises sont les É.-U., l'UE et le Japon. Ces économies marquant le pas, la Chine en fera inévitablement autant, ce qui aura des répercussions négatives sur les pays qui expédient une part importante de leurs exportations vers la Chine. La majeure partie de l'Asie orientale et les exportateurs de produits de base latino-américains et africains seront touchés.

L'inflation est un corollaire important d'une croissance économique rapide. Après avoir été contenue de mars 2005 à décembre 2006, l'inflation a augmenté cette année pour atteindre son plus haut niveau en 10 ans en juillet, soit 5,6 % (plus que l'objectif de 3 % de la banque centrale). Les autorités chinoises essaient de ralentir la croissance économique en resserrant les exigences liées aux réserves bancaires, en relevant les taux d'intérêt et en prenant d'autres mesures administratives. L'efficacité du resserrement opéré par les autorités reste à voir, étant donné que les marchés des capitaux chinois restent assez limités. Un repli de la croissance américaine aura certainement un effet plus marqué sur les exportations chinoises, moteur économique du pays.

Asie du Sud

L'économie de l'**Inde** poursuit son expansion rapide avec une croissance du PIB de 9,2 % en 2006 – cette croissance était 8,5 % en 2005. Cependant, une telle croissance conjuguée à des contraintes du côté de l'approvisionnement, à une croissance rapide du crédit et à un déficit grandissant du compte courant, suscite des craintes de surchauffe, d'où la décision de la banque centrale de calmer le jeu par des relèvements successifs des taux d'intérêt et des exigences plus grandes à l'égard des réserves bancaires. Il est évident, malgré ces mesures, que la menace croissante d'inflation inquiète

Tableau 17 : Exportations canadiennes de marchandises vers les pays en développement d'Asie* par secteur (2005-2006)

Secteurs principaux	2005 (M CAD)	2006 (M CAD)	Croissance (2006-2005)
Métaux	1 043,9	1 654,5	58,5
Produits chimiques	1 474,4	1 524,9	3,4
Pâte	1 160,7	1 497,5	29,0
Culture du blé	682,7	975,9	42,9
Oléagineux et légumineuses	625,7	886,7	41,7
Total	10 297,2	11 905,2	15,6

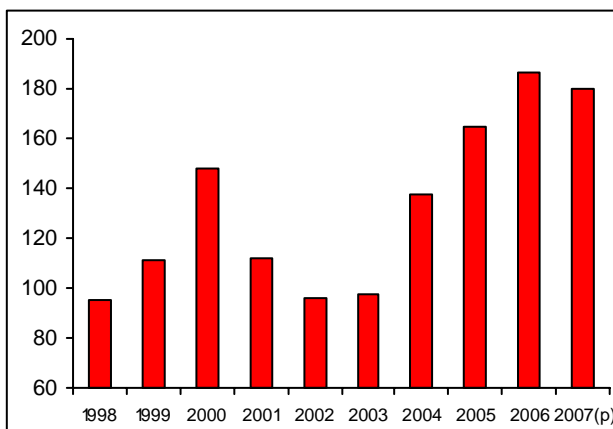
Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC.
* Tous les pays asiatiques à l'exception du Japon, de Hong Kong, de Singapour, de la Corée du Sud et de Taiwan.

Tableau 18 : Exportations canadiennes de marchandises vers les pays en développement d'Asie* par marché (2005-2006)

Marchés principaux	2005 (M CAD)	2006 (M CAD)	Croissance (2006-2005)
Chine	6 647,2	7 182,8	8,1
Inde	1 033,8	1 535,9	48,6
Indonésie	682,7	779,5	14,2
Thaïlande	428,3	491,1	14,6
Malaisie	346,5	461,9	33,3
Autres pays	1 158,5	1 453,9	25,5
Total	10 297,2	11 905,2	15,6

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC.
* Tous les pays asiatiques à l'exception du Japon, de Hong Kong, de Singapour, de la Corée du Sud et de Taiwan.

Graphique 23 : Entrées d'IDE en Asie (G USD)



Les données de 2006 sont des estimations préliminaires.
Sources : CNUCED, Services économiques d'EDC.

APERÇU DES MARCHÉS EN DÉVELOPPEMENT

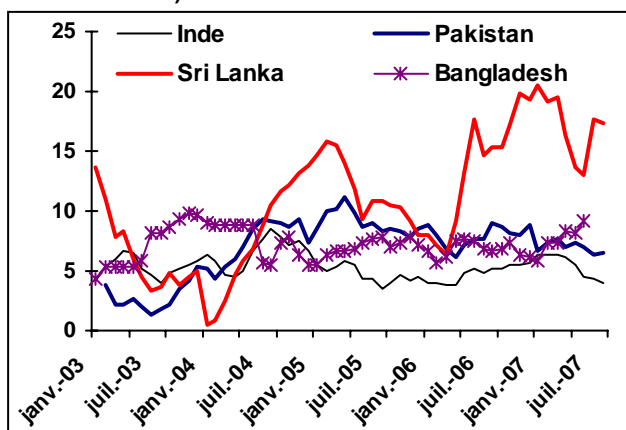
toujours. Les toutes dernières données (juin 2007) montrent une inflation qui se situe entre 5,7 et 7,8 % dans trois des quatre principaux indices à la consommation. C'est moins que la moyenne de près de 8 % enregistrée en avril-mai 2007, mais cela reste plus élevé que l'objectif de 5,0 à 5,5 % de la RBI. Un resserrement de la politique monétaire pourrait expliquer l'essoufflement de la production industrielle. La croissance des exportations, toujours vigoureuse, est aussi plus faible de manière générale en 2007. Avec le ralentissement de l'économie mondiale au cours des 12 à 18 prochains mois, l'économie indienne devrait aussi ralentir. La demande intérieure devrait continuer de bien se porter, mais la politique monétaire plus restrictive freinera un peu la croissance de la consommation et de l'investissement. Résultat, la croissance du PIB indien devrait revenir à 8,2 % en 2007, puis passer à 7,9 % en 2008.

La situation politique au **Pakistan**, au **Sri Lanka** et au **Bangladesh** éclipsera les prévisions de croissance solide dans ces trois pays en 2007 et 2008. Le ralentissement de la croissance dans les principales destinations des exportations de la région, tout spécialement aux É.-U. et en Europe, freinera les perspectives de l'importante industrie du textile et du vêtement de ces pays. Cependant, la balance du compte courant devrait s'améliorer, grâce à une facture pétrolière moindre et à des envois de fonds de l'étranger en hausse qui resteront une source importante de devises. Les cours mondiaux vigoureux des matières premières agricoles, y compris le blé et le riz, soutiendront le revenu des agriculteurs, mais maintiendront en même temps l'inflation à des niveaux élevés. Donc, un assouplissement de la politique monétaire est peu probable dans un proche avenir. Parallèlement, les risques continuent d'être perçus comme élevés pour la région et la fuite des capitaux est une possibilité. L'instabilité politique, la situation budgétaire des gouvernements et l'instabilité macroéconomique sont les principaux risques de perte dans la région qui pourraient entraîner une fuite de capitaux, une dépréciation plus rapide des monnaies locales par rapport au dollar US et une croissance nettement à la baisse. Globalement, la croissance économique pakistanaise devrait se maintenir juste au-dessus de 6 % en 2007 et 2008, comme en 2006. Au Sri Lanka, les effets de politiques monétaires et budgétaires plus strictes se faisant sentir, la croissance économique ralentira pour s'établir à 6,0 % en 2007 et 2008, ce qui reste respectable, après être passée à 7,4 % en 2006. Au Bangladesh, la croissance redescendra à 6,3 % en 2007, puis à 6,2 % en 2008, résultat du fléchissement de la demande d'exportations de textiles et de vêtements, et le secteur agricole connaîtra une croissance plus modérée.

Asie du Sud-Est

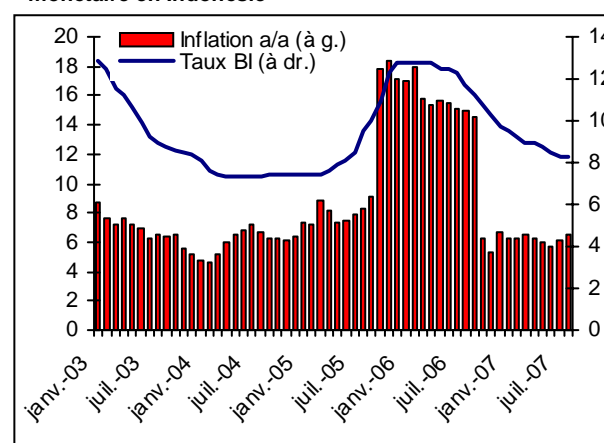
La croissance de l'**Indonésie** se maintiendra en 2007 et 2008, grâce aux dépenses publiques ainsi qu'à l'augmentation des investissements et de

Graphique 24 : Maintien des pressions inflationnistes en Asie du Sud (variation en % a/a des indices de prix à la consommation)



Sources : Bloomberg, FMI, Banque du Bangladesh.

Graphique 25 : Maintien de l'assouplissement de la politique monétaire en Indonésie



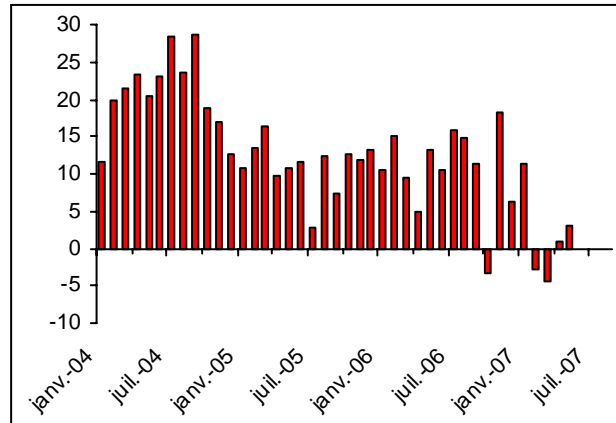
Source : Bloomberg. Nota – Avant juillet 2005, le taux de référence pour l'Indonésie était le rendement du taux d'adjudication de titres BI sur un mois.

APERÇU DES MARCHÉS EN DÉVELOPPEMENT

la consommation des ménages portée par des baisses de taux d'intérêt importantes. L'inflation se situant dans la fourchette cible des 5 à 7 %, les réductions de taux seront maintenant plus rares. Une nouvelle loi sur les investissements adoptée en mars encouragera les entrées d'IDE, ce qui sera favorable à la croissance. La croissance du PIB réel atteindra 6,1 % en 2007, puis 6,0 % en 2008, contre 5,5 % en 2006. Le budget 2007-2008 proposé prévoit des dépenses publiques sensiblement plus importantes pour la sécurité dans les transports, la formation et l'infrastructure, trois grands obstacles à l'amélioration du potentiel de croissance du pays. L'Indonésie apporte d'autres réformes qui visent l'exploitation minière, le travail, la douane et la fiscalité, ce qui pourrait aider à renforcer la croissance en 2008 et au-delà.

Les exportations de matériel électronique (49 % du total) diminuant avec le ralentissement technologique américain et mondial, la croissance du PIB réel de la **Malaisie** retombera à 5,5 % en 2007 (après être montée à 5,9 % en 2006). La dépréciation récente du ringgit profitera aux exportateurs, mais elle ne suffira pas à compenser le fléchissement de la demande sur les marchés clés. Les investissements publics plus importants prévus dans le Neuvième Plan de la Malaisie soutiendront la croissance économique en 2007 et 2008, tout comme l'expansion du secteur de l'huile de palme pour l'industrie des biocarburants et le secteur manufacturier. La pression sur les dépenses publiques viendra aussi des augmentations de salaire généreuses de la fonction publique annoncées en mai, de la construction d'un oléoduc de 7 G USD qui contournera le détroit de Malacca, et du programme d'aménagement de la région du corridor économique du Nord. Cependant, le ratio du déficit public au PIB continuera de s'améliorer et restera gérable. L'inflation maîtrisée, la banque centrale restera neutre en ce qui concerne la politique monétaire. En 2008, la croissance devrait se stabiliser à 5,5 %, des dépenses publiques en hausse compensant un commerce extérieur affaibli.

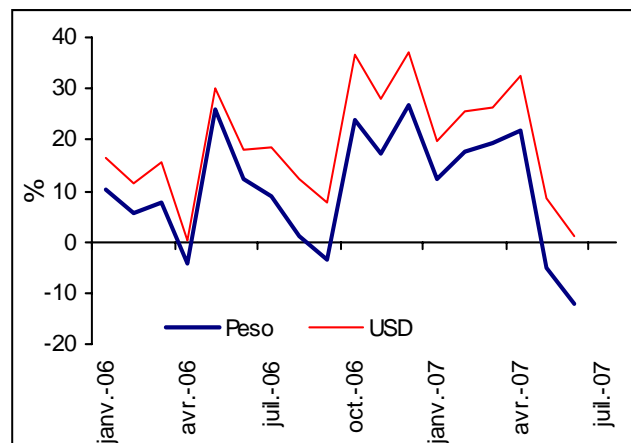
Graphique 26 : Repli des exportations de la Malaisie



Source : Bloomberg

À 7,2 %, la croissance du PIB réel des **Philippines** était à son plus haut en 17 ans au premier semestre de 2007, grâce à l'augmentation de la consommation des ménages et aux dépenses publiques liées aux élections. Les dépenses publiques diminueront pendant le reste de 2007, mais des envois de fonds records de l'étranger (+18 % a/a au premier semestre de 2007) continueront de soutenir les dépenses des ménages. Les exportations de matériel électronique, qui représentent plus de la moitié des exportations totales, reculent depuis quelques mois avec la demande mondiale de produits électroniques, et cette tendance devrait se maintenir. Les exportateurs feront aussi les frais d'un peso vigoureux qui s'est apprécié de 13 % a/a par rapport au dollar US à la fin du mois d'août. Des liquidités excédentaires, liées à des envois de fonds sans précédent de l'étranger et aux entrées de placements de portefeuille,

Graphique 27 : Envoi de fonds Philippines (variation en % a/a)



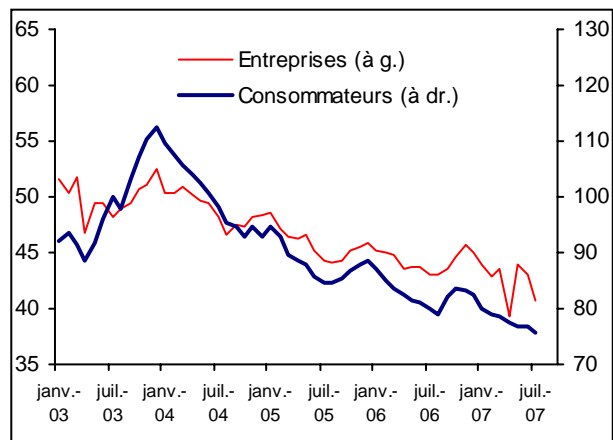
Source : Bloomberg

APERÇU DES MARCHÉS EN DÉVELOPPEMENT

dissuaderont la banque centrale d'assouplir la politique monétaire à court terme, malgré la faible inflation. La croissance du PIB devrait atteindre 6,4 % en 2007, avant de retomber à moins de 6 % en 2008.

Après une série de décisions controversées du gouvernement militaire qui ont sapé la confiance des entreprises et des consommateurs et entraîné une forte baisse de la consommation des ménages et de l'investissement, la croissance du PIB réel de la **Thaïlande** ralentira nettement pour s'établir à 4,0 % en 2007. Parallèlement, l'appréciation rapide du baht et le ralentissement de la croissance aux É.-U. et au Japon font peser de plus en plus de pressions sur les exportateurs, dernier moteur de la croissance en Thaïlande. L'appréciation du baht et la baisse de la demande privée ont créé un climat légèrement inflationniste qui a incité la banque centrale à réduire plusieurs fois les taux d'intérêt afin de stimuler la croissance. En 2008, cette croissance passera à 4,3 %, car le retard de la consommation personnelle sera probablement rattrapé après le retour d'un gouvernement démocratiquement élu et soutenu par les réductions de taux d'intérêt de 2007.

Graphique 28 : Érosion continue de la confiance des entreprises et des consommateurs de la Thaïlande



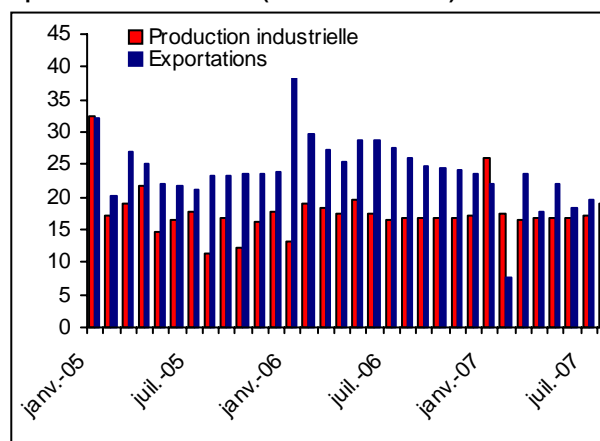
Source Bloomberg

Les entrées importantes d'IDE permettant de renforcer les capacités à l'exportation, la croissance des exportations du **Vietnam** restera vigoureuse au cours des deux prochaines années. Les exportations de pétrole fléchiront avec la baisse de la production des champs existants et le recul des cours, mais elles seront compensées par des prix agricoles élevés et une hausse des exportations de textiles. Les entrées d'IDE accentuent les pressions inflationnistes, ce qui a conduit le gouvernement à prendre une série de mesures pour les contrer. Il ne laisse cependant pas le *dong* s'apprécier, car il entend appuyer ses exportateurs. Les importations augmenteront aussi rapidement, à cause de la demande des consommateurs et de l'investissement en hausse. Avec plus d'investissements et le boom de la construction connexe, la croissance du PIB réel restera élevée en 2007 et 2008, soit de 8,0 %.

L'équilibre des finances publiques sera délicat avec la baisse de la production et des cours du pétrole, la réduction des tarifs (obligations de l'OMC), la hausse des salaires de la fonction publique et les investissements plus importants dans les infrastructures.

Les exportations canadiennes vers les pays d'Asie en développement ont continué d'augmenter rapidement dans la première moitié de l'année, progressant de 18,4 % a/a. La hausse des exportations vers la Chine (+41 %) et l'Inde (+52 %) représente près des deux tiers de cette progression. La Chine est maintenant la principale destination à l'exportation des produits canadiens dans les pays d'Asie émergents et elle talonne le Japon, premier marché du Canada dans la région. Les exportations canadiennes vers les autres pays ont aussi

Graphique 29 : Essor continu des exportations et de la production industrielle (variation en % a/a)



Source : Bloomberg

APERÇU DES MARCHÉS EN DÉVELOPPEMENT

augmenté sensiblement, y compris vers l'Indonésie (+16 %), la Thaïlande (+34 %), le Pakistan (+41 %), les Philippines (+47 %), la Malaisie (+12 %), le Bangladesh (+47 %) et le Vietnam (+30 %). La poussée de croissance économique et d'industrialisation fait augmenter la demande de produits industriels, d'énergie ainsi que de machinerie et d'équipement canadiens. Les exportations de matières premières agricoles augmentent elles aussi rapidement depuis le début de l'année, à la faveur de cours plus élevés de certaines des principales cultures canadiennes, en particulier du blé, du canola et de l'orge.

Asie centrale

La forte demande mondiale de pétrole, de gaz et de métaux soutiendra des taux de croissance élevés dans la majeure partie de l'Asie centrale en 2007 et 2008. Toutefois, ces taux demeureront généralement inférieurs à ceux de 2006. L'industrialisation rapide de la Chine, de l'Inde et de la Russie ne compensera

qu'en partie le fléchissement de la demande américaine, européenne et japonaise de métaux et de pétrole. Comme ce fut le cas ces dernières années, la hausse des dépenses publiques et des investissements dans les infrastructures appuiera à nouveau les projets visant l'exploitation continue des mines et des hydrocarbures. La masse de capitaux d'investissement qui afflue dans la région alimente le plus souvent une inflation que les autorités monétaires parviennent peu ou pas à maîtriser. En dehors du secteur minier et du secteur de l'énergie, l'IDE dans la région sera limité, car l'instabilité politique et un cadre d'exploitation généralement difficile continuent de décourager de nombreux investisseurs potentiels.

Au Kazakhstan, la production pétrolière n'augmentera que légèrement en 2007, ce qui fait que la croissance économique viendra principalement du secteur de la construction et du secteur des services en pleine expansion, notamment dans les finances, la banque, les télécommunications et les transports. L'exploitation des champs pétroliers continuera de générer des entrées d'IDE importantes, et ce, malgré les problèmes actuels sur le champ pétrolier de Kashagan. Une inflation et une croissance du crédit en forte hausse sont des sources potentielles d'instabilité macroéconomique, en particulier à la lumière de la rapide augmentation des emprunts extérieurs pour financer la demande de crédit intérieure.

Les exportations canadiennes vers l'Asie centrale et le Caucase augmentent considérablement depuis quelques années, mais elles ont baissé de 8 % a/a dans la première moitié de 2007 pour retomber à 106 M\$. Depuis le début de l'année, près de 70 % des exportations totales sont destinées au Kazakhstan. Les cours élevés des métaux, du pétrole et du gaz naturel soutiendront les projets miniers et la demande de machines et d'équipement pour l'exploitation minière et la construction. Parallèlement, l'effort de développement d'exploitations de culture commerciale du blé au Kazakhstan et le cours élevé de cette denrée continueront de soutenir la demande de machines agricoles canadiennes.

Tableau 19 : Croissance trimestrielle du PIB dans des pays asiatiques sélectionnés (variation en % a/a)

	T1 2006	T2 2006	T3 2006	T4 2006	T1 2007	T2 2007
Chine	10,4	11,5	10,6	10,4	11,1	11,9
Indonésie	5,0	5,0	5,9	6,1	6,0	6,3
Inde	10	9,6	10,2	8,7	9,1	9,3
Malaisie	6,0	6,1	6,0	5,7	5,5	5,7
Philippines	5,7	5,5	5,1	5,5	7,1	7,5
Thaïlande	6,1	5	4,7	4,3	4,2	4,4
Hong Kong	8,1	5,6	6,8	7,3	5,7	6,9
Corée du Sud	6,3	5,1	4,8	4,0	4,0	4,9
Taiwan	5,0	4,7	5,1	4,0	4,2	5,1

Source : Bloomberg.

Tableau 20 : Stock d'IDE canadien dans les principaux marchés asiatiques (M CAD)

	2002	2003	2004	2005	2006
Hong Kong	2 642	3 037	3 062	3 361	3 801
Singapour	4 228	3 703	3 577	3 532	4 007
Indonésie	4 193	3 436	3 248	2 639	3 127
Chine	721	838	1 034	1 344	1 563
Corée du Sud	749	698	1 362	356	431
Malaisie	718	435	564	494	568
Thaïlande	923	534	610	802	972
Inde	222	204	214	314	327
Taiwan	66	72	69	98	103
Philippines	153	117	119	114	141

Source : Statistique Canada.

6.0 Aperçu Politique : Un regard sur la politique et les investissements à l'échelle régionale

Nous avons observé que les discussions et la structuration des développements politiques internationaux des sociétés se déroulent généralement à la fois au niveau national et au niveau international. Les situations d'envergure qui impliquent plus d'un continent comme la Guerre froide, la dette publique, les crises financières des années 1980 et 1990 et, plus récemment, la présumée guerre mondiale contre le terrorisme, jouent un rôle majeur dans la volonté des investisseurs de prendre des risques et dans la détermination des destinations propices ou non à l'investissement. En même temps, de nombreuses sociétés surveillent de près les tendances politiques, les contextes de réglementation et les comportements des gouvernements vis-à-vis de l'entreprise privée. Cette attention particulière accordée au niveau national est compréhensible, car ce sont les lois, les règlements, les institutions et les personnalités à l'échelle locale qui permettent l'établissement et le fonctionnement continu des entreprises étrangères et c'est avec ces entreprises que les gestionnaires ont le plus de contacts. L'attention portée à ces deux paliers est de mise depuis au moins une décennie et demie.

Cependant, nombreux parmi nos clients ont des préoccupations qui sous-tendent un autre niveau d'analyse, soit au niveau régional. Voici quelques questions que l'on nous pose souvent :

- Les attaques terroristes dans les pays du Moyen-Orient risquent-elles de déstabiliser l'ensemble de la région?
- La renégociation des contrats au Venezuela pourrait-elle se répéter dans d'autres marchés latino-américains?
- Comment se fait-il que nous perdions des clients de l'Asie centrale au profit des sociétés qui entretiennent des liens avec le Kremlin?

Par ailleurs, les concepts tels que le risque de corrélation et la contamination politique sont pris en compte dans les calculs de l'industrie de l'assurance risques politiques.

Ces questions sont au cœur d'une prémisse voulant que les développements politiques d'un pays puissent avoir des répercussions sur le climat d'investissement dans les pays voisins. La dynamique des influences intrarégionales dans les marchés en émergence est souvent tributaire de la situation dans les régions avoisinantes et elle varie énormément quant à la durabilité.

L'évaluation du risque politique à EDC a toujours compris un volet régional important qui a conduit à une solide compréhension des conséquences éventuelles des investissements sur la dynamique de la puissance régionale. Dans les pages qui suivent, nous présenterons nos observations et nos conclusions sur un certain nombre de situations régionales au sujet desquelles les investisseurs canadiens ont exprimé des inquiétudes.

Amérique latine

Le discours politique sur l'Amérique latine s'articule généralement autour de la position de leadership des É.-U. dans les affaires régionales et des relations bilatérales des É.-U. avec ces pays. En fait, l'implication *de facto* de Washington, couplée de l'incapacité ou du refus des dirigeants d'Amérique latine d'exercer une influence quelconque au-delà de leurs frontières caractérise l'histoire de cette région. Toutefois, au moins deux pays d'Amérique latine, soit le Venezuela et le Brésil, exercent une influence prépondérante sur les affaires et les conditions d'investissement dans d'autres pays de la région.

Hugo Chávez, président du Venezuela, est le fer de lance de ce qu'il appelle la « révolution socialiste bolivarienne », combinant populisme charismatique à l'ancienne, renforcement du pouvoir des pauvres du Venezuela et intégration régionale accrue par l'entremise d'une aide financière ou « en espèces ». À l'interne, la révolution repose sur la création d'une richesse économique que le gouvernement investira massivement dans des programmes sociaux qui

APERÇU POLITIQUE

s'adressent aux pauvres. Au Venezuela, comme le pays dépend fortement des exportations pétrolières, les dépenses de cette ampleur dans les programmes sociaux exigent du pays qu'il ait la mainmise sur une bonne partie de l'argent généré par le secteur pétrolier. M. Chávez a utilisé notamment la renégociation des contrats avec l'État et les investisseurs étrangers, afin d'accroître la participation à la propriété de l'État et le contrôle de ce secteur. Les entreprises qui n'ont pas accepté ces nouvelles conditions ont dû quitter le pays.

Le projet bolivarien s'est concrétisé au Venezuela en bonne partie grâce à l'augmentation radicale des prix de l'énergie à la suite de la prise du pouvoir de Chávez en 1998. La manne des revenus pétroliers a permis de financer les dépenses et, même si le prix du pétrole est élevé, les abondantes réserves ont incité les sociétés étrangères à demeurer au pays, en dépit des conditions très peu favorables que leur impose le gouvernement. Si les prix du pétrole demeurent élevés, il y aura suffisamment d'argent pour maintenir l'intérêt des investisseurs, même si le gouvernement entend prendre un part encore plus large du gâteau.

Les partisans de la révolution bolivarienne soutiennent que les principes de la révolution sont applicables à d'autres pays qui ont des caractéristiques similaires à celle du Venezuela d'avant M. Chávez, à savoir des pays dont la richesse et le pouvoir se trouvent entre les mains d'une petite élite aux côtés d'une grande majorité de pauvres sans pouvoir. En ce sens, on a l'impression que l'idéologie socialiste bolivarienne peut et devrait être exportée. Le régime de M. Chávez a approché ces considérations idéologiques de deux manières. Premièrement, grâce à cette manne pétrolière le Venezuela essaie d'exercer son influence politique et idéologique en Amérique latine et dans les Caraïbes par le biais de subventions ou d'aide « en espèces », qui peuvent notamment se présenter sous forme de vente de pétrole à rabais. Deuxièmement, et plus important encore pour les investisseurs étrangers, l'approche de M. Chávez a eu un effet d'émulation. En transformant l'environnement des affaires, les modes d'exploitation et les approches en matière d'investissements étrangers, il a démontré aux autres dirigeants qu'il est possible d'avoir la mainmise sur ses ressources et cela a incité directement ou indirectement d'autres pays à essayer de faire de même.

Ainsi, les gouvernements de la Bolivie et de l'Équateur se sont inspirés de l'approche de M. Chávez, les incitant à s'impliquer davantage dans les secteurs de l'énergie. Leur succès est cependant mitigé. La Bolivie a dû restreindre ses demandes de renégociations du prix de l'essence avec le Brésil, tandis que l'Équateur a eu de la difficulté à attirer les investisseurs étrangers après que le pays eût adopté une réglementation plus sévère. Comme ces pays n'ont pas les réserves pétrolières du Venezuela et qu'ils n'ont ni le capital ni la technologie nécessaires pour extraire leurs ressources, ils ne sont tout simplement pas en mesure de générer suffisamment d'argent et de pouvoir de négociation pour emboîter le pas au Venezuela. Par ailleurs, d'autres dirigeants populistes tentés de suivre l'exemple de M. Chávez, comme Nestor Kirchner, en Argentine, ont réalisé qu'ils n'ont tout simplement pas les ressources naturelles pour y arriver.

L'impact du Brésil sur le reste de l'Amérique latine est profond, à long terme et structurel. Les immenses ressources naturelles du pays, un secteur manufacturier bien établi, plus particulièrement en ce qui a trait aux secteurs de l'automobile, de l'aérospatial et des biens d'équipement, et un immense bassin de main-d'œuvre font en sorte qu'il attire les investissements et les partenariats commerciaux. Occupant environ 50 p. 100 de la superficie du continent, le Brésil partage ses frontières avec tous les pays d'Amérique latine sauf deux et pour cette raison, il a dû développer des réseaux serrés de relations politiques et diplomatiques avec une multitude de partenaires.

En outre, le rôle de chef de file que joue le Brésil en Amérique latine a été considérablement renforcé par sa transformation relativement récente le faisant passer d'un État militaire replié sur lui-même à une puissance démocratique en émergence. En abandonnant les habitudes des gouvernements précédents de dépenser sans compter et le modèle fondé sur la substitution des importations, qui a été voué à l'échec dans les années 1980, au profit d'un gouvernement financièrement responsable qui a mis en place des politiques et des règlements favorables aux

APERÇU POLITIQUE

investisseurs, le Brésil a jeté les bases nécessaires à son émergence et il a établi des normes de gouvernance et d'investissement qui servent de modèle aux autres pays d'Amérique latine, et plus particulièrement d'Amérique du Sud. De plus, le virage politique du Brésil ne semble pas être transitoire. Quatre gouvernements consécutifs de diverses allégeances politiques ont endossé et maintenu cette nouvelle orientation.

Le Brésil exerce maintenant son influence par diverses voies officielles, comme en témoignent le leadership de Mercosur, son rôle de chef de file régional au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et les pourparlers du G20, ou encore par ses prises de position qui ont permis de faire contrepoids aux É.-U. dans les négociations de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). Les voisins et les partenaires régionaux qui n'ont pas adhéré au modèle brésilien ont subi les conséquences de cette décision en terme de flux d'investissements et de rendement économique. Citons à titre d'exemple le départ rapide et cavalier au début de la présente décennie des investisseurs dans l'industrie de l'automobile qui ont quitté l'Argentine au profit du Brésil lors de la crise du peso en Argentine, aggravant du coup les conditions d'investissements dans ce pays. De nombreux investisseurs multinationaux ont décidé de se servir d'un modèle en étoile pour l'Amérique du Sud, compte tenu de la stabilité, de l'évolution politique et de la situation géographique du Brésil.

Le Brésil et le Venezuela se confrontent actuellement au sujet des ressources énergétiques de l'Amérique centrale et des Caraïbes. À la suite de l'entente conclue entre le Brésil et les É.-U. sur la production d'éthanol à partir de la canne à sucre et fort de son avance technologique dans ce domaine, le Brésil a proposé de venir en aide aux pays d'Amérique centrale et des Caraïbes dans le développement de leur industrie de l'éthanol. Par l'entremise de PetroCaribe, le Venezuela fournit du pétrole peu dispendieux aux treize pays des Caraïbes, en plus de faire des investissements mineurs dans certains secteurs de l'énergie de ces pays. M. Chávez a également fait de nombreuses promesses (pipelines, raffineries, etc.) aux pays d'Amérique centrale, et il leur fournit du pétrole et des générateurs électriques à prix fort avantageux. Nous prévoyons à court terme que de nombreux pays d'Amérique centrale et des Caraïbes se rangeront du côté du Venezuela et adopteront des modèles d'investissements axés sur les États.

À plus long terme, la taille du Brésil et son économie plus variée lui permettront d'exercer une influence plus durable dans l'hémisphère. L'applicabilité du projet bolivarien semble dépendre des circonstances particulières au Venezuela actuellement. Donc, malgré les aspirations déclarées du Venezuela de jouer un rôle de chef de file à l'échelle régionale, son influence sur le climat d'investissement en Amérique latine sera limitée. En fait, une baisse radicale des prix du pétrole soulèverait des doutes quant à la durabilité du programme de M. Chávez au Venezuela même. D'ici là, le Brésil sera en mesure d'exercer une influence régionale par l'entremise d'investissements à l'étranger, d'une coopération technique avec les gouvernements d'Amérique latine et par la création d'un marché chez les pays voisins.

Moyen-Orient

Le Moyen-Orient est depuis des siècles un lieu de prédilection pour les grandes puissances mondiales. Les empires se disputent le sol du Moyen-Orient depuis plus de deux millénaires et la présence des troupes américaines en Iraq démontre que l'intérêt des superpuissances pour cette région ne s'est toujours pas dissipé. La dynamique du pouvoir intrarégional est également une composante clé de l'histoire du Moyen-Orient. Au cours des dernières années, de nombreux pays, y compris l'Iraq, l'Arabie saoudite, l'Égypte, la Syrie et Israël ont à différentes périodes et à divers titres exercé leur influence et joué un rôle de leadership.

L'invasion de l'Iraq par les É.-U. en 2003 a déclenché un virage dramatique dans l'équilibre du pouvoir au Moyen-Orient et les effets de ce virage se font de plus en plus sentir. Premièrement, le retrait de Saddam Hussein et le chaos qui s'ensuivit ont annulé l'influence qu'exerçait cette région d'antan dotée de pouvoirs clés. L'Iraq d'après Saddam ne peut se gouverner à lui seul ni assurer la sécurité de son peuple, et encore moins exercer une influence sur ses voisins. Deuxièmement, les difficultés qu'éprouve Washington en Irak démontrent clairement que les É.-

APERÇU POLITIQUE

U. ne sont plus en mesure ou n'ont plus la crédibilité qui leur permettrait d'imposer leur volonté dans la région.

Le chaos qui règne en Iraq et le borbier dans lequel se sont enlisés les É.-U. ouvrent la voie à l'Iran. L'Iran a toujours été un acteur de premier plan dans la région, mais sa position s'est énormément renforcée depuis 2003. Le programme nucléaire du pays a fait les manchettes partout dans le monde, mais la démonstration la plus tangible et la plus immédiate de l'augmentation de son capital régional peut se vérifier par la nouvelle domination des shiites en Iraq ainsi que par les rapports de force et les récents succès militaires du Hezbollah au Liban et du Hamas dans les territoires palestiniens.

Les régimes arabes Sunnites de la région du Golfe persique (l'Arabie saoudite, le Koweït, le Qatar, le Bahreïn, les Émirats arabes unis (EAU) et Oman) sont de plus en plus préoccupés par la présence de l'Iran et ils sont profondément inquiets face à l'instabilité et à la militarisation de la région qui susciteront des tensions sectaires et se solderont par une augmentation du terrorisme dans toute la région du Golfe. Plus particulièrement, les pays sunnites composés d'importantes populations shiites, comme l'Arabie saoudite et le Bahreïn, craignent que l'Iran ne soulève le mécontentement chez leurs propres minorités shiites. Les pays arabes du Golfe réalisent également que l'instabilité dans le Golfe risque de mitiger l'enthousiasme des investisseurs dans les nombreuses occasions d'affaires et de croissance économique. Ces occasions d'affaires touchent l'immobilier actuellement en pleine expansion, de même que les nombreux mégaprojets industriels et la prolifération de mécanismes visant à transformer les plus petits pays en des carrefours financiers, touristiques et commerciaux.

Les inquiétudes de l'Arabie saoudite face aux développements régionaux l'ont incitée à adopter une position de plus en plus proactive en matière de sécurité interne et de politique étrangère – un virage radical par rapport à son rôle traditionnel d'acteur de l'arrière scène, dans l'ombre des É.-U.. La transition de l'Arabie saoudite est directement liée à la perte de crédibilité politique des É.-U. au Moyen-Orient, mais elle est principalement motivée par sa reconnaissance que les dissensions régionales grandissantes et la militarisation qu'elles engendrent posent une menace directe à la stabilité du régime de l'Arabie saoudite et aux intérêts financiers de la famille royale. Outre le renforcement considérable de ses capacités contreterroristes à l'interne, Riyad est également étroitement impliquée dans la recherche d'une solution à la crise politique libanaise qui ne cesse de s'aggraver; elle a conclu un accord avec le maintenant défunt gouvernement d'union nationale Hamas-Fatah et elle a fait des efforts pour tempérer les tensions sectaires régionales. En témoigne la tenue à Riyadh d'une rencontre avec les imams irakiens à la fin de 2006 les exhortant à mettre fin aux luttes sectaires en Irak.

Fait intéressant à signaler, même si les Saoudiens perçoivent l'Iran comme un catalyseur ou un provocateur de cette instabilité qu'ils craignent tant, Riyad, contrairement aux É.-U., n'essaie pas d'isoler Téhéran. Elle essaye plutôt d'établir un équilibre délicat, y compris la tenue de négociations commerciales et d'un dialogue mixte sur certaines questions politiques qui ont des incidences régionales. Ni l'un ni l'autre ne semble chercher une quelconque forme de confrontation.

Les plus petits États arabes du Golfe qui n'ont pas le poids politique et économique de l'Arabie saoudite sont règle générale demeurés en marge des crises régionales. En revanche, ils souhaitent vivement maintenir le statu quo régional et semblent vouloir souscrire aux efforts saoudiens pour surveiller l'Iran d'une part et prendre des engagements avec lui d'autre part.

Du point de vue des investisseurs de la majorité des pays occidentaux, l'Iran est actuellement un pays dont il faut s'éloigner à toute fin pratique en raison des sanctions et d'autres restrictions liées à son programme nucléaire et son présumé parrainage du terrorisme. Le climat d'investissements en Arabie saoudite et dans les plus petits pays du Golfe est largement tributaire de la sécurité interne et régionale. Ainsi, le succès ou l'échec des efforts actuellement déployés à Riyad pour désamorcer les tensions régionales et contrôler le terrorisme à l'interne aura des effets directs d'une portée considérable sur le développement économique de la péninsule arabique. À ce stade-ci, la situation est en bonne partie sous contrôle, mais un

APERÇU POLITIQUE

accroissement soutenu de l'instabilité régionale pourrait très bien paralyser le maintenant robuste essor de l'investissement du golfe Persique.

Europe orientale et Asie centrale

En Europe orientale et en Asie centrale, la Russie demeure la puissance régionale dominante. L'un des principaux facteurs à l'origine de cette position réside dans les efforts déployés par le président Poutine pour réaffirmer la place de l'État russe, tant sur le plan diplomatique que des affaires à l'échelle internationale. Le pays jouit d'une grande force sur le plan administratif, mais ce ne fut pas toujours le cas. Il y a quelques années seulement, le modèle d'entreprise russe était le fait de jeunes magnats fonctionnant en dehors du monde politique et gouvernemental. En réalité, ils ont tâté les deux terrains lorsque c'était nécessaire, mais aucun effort de coordination entre le pays et le secteur des affaires n'a jamais été fourni. En fait, ils étaient souvent en désaccord. Cette division est liée à la rapidité avec laquelle la privatisation de l'ensemble des organisations a été effectuée dans les années 1990. Les fonctionnaires ont souvent prétendu que les jeunes magnats se sont enfuis avec les biens publics et qu'ils ont fait leurs profits à l'encontre des objectifs du pays. Cela s'est produit bien sûr dans le contexte d'après crise où la capacité du pays s'est vue contrainte par des événements de nature économique et par les derniers vestiges de la culture bureaucratique postsoviétique. Les nouveaux milieux d'affaires ont profité du fait que le pays était pris à la gorge et ils ont travaillé au rythme des milieux d'affaires internationaux, pendant que les bureaucrates étaient encore ébranlés par la chute de l'Union soviétique.

Cette situation s'est maintenue jusqu'à ce que l'État prenne le contrôle de Yukos qui était alors – en 2004 – la plus importante société pétrolière de la Russie et ce faisant, domine à nouveau le secteur stratégiquement important de l'énergie. À ce moment-là de nombreux analystes de la Russie considéraient que la prise de contrôle de Yukos et d'autres interventions de l'État dans le secteur privé étaient des mesures particulières pour régler des problèmes précis que le chaos des années 1990 avaient engendrés. Cependant, deux ans et demi après l'adoption de cette mesure, on constate que la privatisation de Yukos n'était qu'un début. Il semble qu'un tout nouveau modèle d'entreprise soit en émergence; un modèle d'entreprise fondé sur une approche très coordonnée des milieux d'affaires et de l'économie et dans laquelle les intentions du Kremlin à l'égard du secteur privé et la portée de ses actions s'étendent au-delà de quelques accommodages. La ligne de démarcation entre les milieux d'affaires et l'État s'est effritée et, du coup, les objectifs politiques et commerciaux se sont étroitement rapprochés.

Les sociétés et les gouvernements qui observent le paradigme selon lequel l'État et le monde des affaires fonctionnent séparément sont désavantagés lorsqu'ils font des affaires au pays ou à l'étranger avec la Russie Inc. Selon les scénarios les plus négatifs, les sociétés non russes ne sont ni concurrentielles ni en mesure de négocier à moins qu'elles ne réussissent à convaincre leurs gouvernements de les appuyer directement et substantiellement.

Ce nouveau modèle d'entreprise a des répercussions pour quiconque veut faire des affaires avec leurs homologues russes et il présente un défi de taille pour les gouvernements des pays aux frontières russes. C'est particulièrement le cas s'ils tentent d'attirer les investissements ou de s'aligner avec les politiques de l'Occident. Le modèle d'entreprises russe est à l'origine des accusations de corruption et de captivité portées par les occidentaux, maintenant intentionnellement une solide division entre l'État et les milieux d'affaires et il désavantage les sociétés qui veulent faire affaire avec la Russie. La situation des pays d'Asie centrale et de l'Ukraine l'illustre bien.

Ce nouveau modèle d'entreprise a été évalué dans toute l'Asie centrale probablement en raison de la nature des nombreux investissements étrangers dans la région : avec les ressources pétrolières, gazières et minières, les projets d'investissement tendent vers les projets voués à l'exploitation des ressources naturelles. Les importants acteurs russes des secteurs pétroliers, gaziers et miniers (p. ex., Gazprom, Rosneft, Rusal, Norilsk Nickel) peuvent soutenir la concurrence mondiale et régionale. Comme les projets axés sur l'exploitation des ressources naturelles sont généralement complexes et qu'ils impliquent de nombreux paliers de gouvernement, peu importe le modèle d'entreprise observé, ce nouveau modèle russe est

APERÇU POLITIQUE

particulièrement bien adapté à ces projets étant donné qu'il permet l'exercice d'influence de gouvernement à gouvernement.

Le Turkménistan, avec seulement cinq millions d'habitants et d'abondantes ressources en hydrocarbures, est une destination intéressante pour de nombreux investisseurs. Tous les investisseurs étrangers qui souhaitent faire des affaires au Turkménistan doivent se sentir à l'aise avec l'idée de travailler avec le gouvernement. En effet, selon des sources indépendantes, le gouvernement représente les trois quarts de toute l'activité économique. Ce dernier choisit sélectivement ses partenaires d'investissement, ce qui rend le climat d'investissement malsain, car les milieux d'affaires subissent les contrecoups de l'absence de la primauté du droit et des changements de décision arbitraires.

L'Uzbekistan a la plus importante population d'Asie centrale et d'importantes ressources minières et gazières. Comme il offre des incitatifs sur la base du cas par cas, la position des investisseurs étrangers doit être très solide en termes de négociation avec ce dernier, d'autant plus que l'environnement réglementaire est arbitraire. Les entreprises d'État ou affiliées au gouvernement bénéficient souvent injustement de traitements avantageux dans les différends soumis devant le système judiciaire. Cette absence de prévisibilité peut constituer un empêchement majeur pour les investisseurs étrangers qui ne veulent pas consacrer temps et ressources en relations publiques avec le gouvernement.

Par ailleurs, les investisseurs n'ont pas été dissuadés d'entrer au Kazakhstan; en effet, ils ont investi plus de 30 M USD depuis l'indépendance, essentiellement dans l'énorme secteur pétrolier et gazier. Le gouvernement est très étroitement impliqué dans la supervision des investissements étrangers, y compris aux premiers stades des démarches des investisseurs, avec la participation occasionnelle de très hauts fonctionnaires. Les projets les plus importants passent par le bureau du président.

Dans ces trois pays, de même qu'au Tadjikistan et au Kirgystan, la capacité de la Russie d'influencer le gouvernement est cruciale. Dans certains cas, les entreprises russes supplantent les entreprises occidentales, mais pour la plupart, l'influence qu'exerce la Russie dépend de la nature de chacun des projets. Il est difficile de dire si ces pays ont adopté ce modèle d'entreprise après avoir été témoins du succès remporté par la Russie grâce à cette approche ou si c'est simplement que ce modèle convient particulièrement bien à la manière de faire des affaires (relations interpersonnelles, tendance aux affrontements dans les négociations) avec la CEI.

En Ukraine, les deux principaux partis politiques ont eu du mal à faire un choix entre la possibilité de s'aligner avec la Russie ou avec l'Union européenne, et c'est pourquoi la situation est plus complexe. La partie orientale du pays, qui possède des industries à forte consommation énergétique, est traditionnellement plus favorable à la Russie que Kiev. Durant la période qui a suivi la révolution Orange, alors que Kiev vibrait aux rythmes des politiciens pro-occidentaux dynamisés par la défaite du candidat présidentiel Viktor Yanukovych et son bailleur de fonds, Leonid Kuchma, ancien président, les milieux d'affaires de l'Est ont dû sentir la pression exercée par le nouveau gouvernement et les compétiteurs russes. Leur capacité de faire équipe avec les hauts fonctionnaires de leur gouvernement au moment des négociations entre Gazprom et l'Ukraine sur l'approvisionnement en gaz était limitée.

Actuellement, les intérêts des investisseurs en Ukraine semblent au point mort. La dynamique politique en perpétuelle mutation ne permet pas aux investisseurs étrangers de prévoir quelle sera l'orientation politique du pays. Les entreprises russes sont encore intéressées et la Russie attend avec un vif intérêt la tournure que prendra cette querelle politique. Si l'instabilité politique ne se résorbe pas, les négociations de gouvernement à gouvernement sur les projets d'investissement risquent de perdurer.

Asie

L'Asie est la seule des régions en voie de développement ayant des aspirations légitimes en tant que puissances mondiales. L'Inde et la République populaire de Chine (RPC) ont des populations supérieures à 1 milliard et leur économie progresse extrêmement rapidement.

APERÇU POLITIQUE

D'ici 2050, on prévoit que ces deux pays représenteront plus de 30 % du PIB mondial (une augmentation d'environ 8 % depuis 2006). En outre, l'Inde et la Chine possèdent une puissance militaire considérable et sont en train de moderniser leurs capacités, particulièrement leur marine, afin d'élargir davantage leur portée. Les deux pays ont l'intention de se tailler une influence et une représentation diplomatiques dans des organismes internationaux correspondant à leur puissance démographique, économique et militaire.

Il est évident que la présence de deux géants dynamiques touche leurs voisins plus petits. Leur taille à elle seule suffit à créer une gravitation puissante. Cependant, malgré le fait qu'ils soient souvent mentionnés en même temps lorsqu'on discute de développements mondiaux, leur poids n'est pas le même dans un contexte mondial ou régional.

Après des siècles de concentration sur elle-même, la Chine a commencé à ouvrir son économie au commerce et à l'investissement internationaux au début des années 1980. La croissance économique rapide et les liens avec l'économie mondiale qui en découlèrent signifiaient que la RPC, une fois de plus, avait des intérêts essentiels au delà de ses frontières et, réalité aussi importante, les moyens de les poursuivre. Grâce à une combinaison d'incitations économiques, de tractations diplomatiques habiles et d'une menace militaire implicite, la Chine a nettement réussi à façonner le continent d'une façon correspondant largement à ses intérêts.

Il existe de nombreux exemples de la réussite chinoise. La RPC a effectivement isolé Taiwan, une île qu'elle perçoit comme une province séparée, mais dont le gouvernement a été reconnu par de nombreux pays comme l'autorité légitime sur toute la Chine jusque dans les années 1970. Aujourd'hui, Taiwan a peu d'alliés diplomatiques et il est juste d'affirmer que personne, où que ce soit dans le monde, ne prend des décisions politiques ou commerciales relatives à Taiwan sans d'abord faire le point sur la réaction très probable de la RPC.

À l'ouest, où les intérêts de la RPC sont façonnés par son désir de stabilité interne, d'intégrité territoriale et de sécurité énergétique, elle a adopté une position proactive dans ses relations avec les pays de l'Asie centrale. La concentration sur la sécurité de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) et les investissements chinois considérables en Asie centrale dans des projets énergétiques en sont la preuve. En outre, la RPC a conjugué son intérêt à être un acteur mondial et son influence par rapport à son allié de longue date, la Corée du Nord, afin de jouer un rôle intégral dans la facilitation de l'entente de 2007 sur le démantèlement du programme nucléaire de Pyongyang.

Cependant, la source de la puissance chinoise régionale est la mesure dans laquelle les économies de la plupart des pays de l'Asie orientale sont maintenant liées à celle de la RPC. Comme on l'a souvent signalé, la RPC est devenue un carrefour crucial des chaînes d'approvisionnement mondiales de la plupart des entreprises multinationales. Les étiquettes « Fabriqué en Chine » indiquant que l'assemblage final des produits a été fait en Chine, sont omniprésentes. Cependant, de nombreux éléments utilisés dans les produits assemblés en Chine sont fabriqués ailleurs, particulièrement en Asie orientale en voie de développement. Les entreprises multinationales investissent dans des installations intermédiaires de ces régions dans le seul but d'approvisionner leurs opérations d'assemblage chinoises. Donc, une grande partie du commerce de la région prend la forme d'exportations à la Chine et une grande partie de son investissement interne est fondée sur l'investissement complémentaire en Chine. Par conséquent, les gouvernements de l'Asie orientale se sont retrouvés dans une position où leurs intérêts vitaux dépendent de la réussite continue des entreprises chinoises et donc, de la stabilité politique dans la RPC.

En comparaison, l'Inde a éprouvé de la difficulté à prendre sa place parmi les puissances mondiales et s'est débattue pour avoir la même portée que la Chine. Sa compétence diplomatique a été largement confinée à l'Asie méridionale et elle a constamment enregistré un rendement inférieur en tant que destination d'investissement et n'a pas réussi à créer le type de liens économiques qui inciteraient directement d'autres gouvernements à participer à la stabilité et à la prospérité du pays.

APERÇU POLITIQUE

Il existe plusieurs hypothèses pour expliquer cette situation. En premier lieu, l'Inde a très peu de voisins (quatre) comparativement à la Chine qui touche quatorze pays. Ainsi, la Chine doit s'engager avec presque quatre fois plus de pays sur des questions d'intégrité territoriale et de stabilité intérieure. Il est possible que la nécessité pour la Chine de traiter avec un éventail aussi vaste de voisins l'ait forcée à développer des capacités diplomatiques plus nuancées et plus polyvalentes.

La relation indo-pakistanaise est une deuxième considération importante. Des tensions constantes et la possibilité d'un conflit ouvert entre les deux pays accaparent l'attention, les ressources et le capital politique que l'Inde pourrait autrement utiliser pour exercer son influence dans toute l'Asie et au delà de celle-ci. La Chine ne fait pas face à des menaces d'une telle ampleur. Il est intéressant de signaler que la RPC, grâce à son appui de longue date à Islamabad, a contribué à la paralysie de l'Inde.

Un troisième facteur qui pourrait aider à expliquer la position régionale actuelle de la Chine relativement à l'Inde est la nature différente de la politique interne dans les deux pays. La RPC est un système à parti unique au sein duquel le gouvernement / parti est directement engagé dans la plupart des questions politiques, économiques et sociales et où la prise de décision est soi-disant centralisée à Beijing. Inversement, le modèle indien est celui d'une démocratie multipartite fédérale caractérisée par une décentralisation politique et économique et de nombreuses idéologies. Tandis, qu'en général, la direction du parti communiste chinois (PCC) peut décider d'un plan d'action et y donner suite, le gouvernement indien se retrouve souvent devant des choix limités et des processus de mise en oeuvre difficiles en raison de disputes internes ou de la résistance de la part de groupes politiques de l'opposition et d'autres paliers de gouvernement. En plus de ces contraintes structurelles, une série de questions de sécurité nationale, dont des militants dans les états du nord-est et du centre, ainsi que des tensions sectaires dans tout le pays exigent que New Delhi concentre son attention sur l'intérieur du pays plutôt que sur l'établissement de sa réputation régionale et mondiale.

Bien que la position de la Chine dans la région soit maintenant primordiale, elle est susceptible de ne pas toujours le demeurer. Une réforme récente en Inde a ouvert l'économie du pays dans une mesure plus grande que jamais auparavant et, pour la première fois depuis l'indépendance de 1947, il semble régner dans la société une entente viable relativement à la meilleure façon d'aller de l'avant. En même temps, le modèle de développement chinois se heurte à certaines limites. Bien que centralisé, un gouvernement dirigiste peut bien fonctionner de concert avec des activités de fabrication de faible niveau; il gêne les éléments de plus grande valeur de la chaîne de valeur que la Chine doit maîtriser si son économie doit continuer à croître assez rapidement pour satisfaire aux attentes de la population. De même, la portée vaste et nébuleuse de la diplomatie mondiale exige beaucoup plus d'agilité que les questions de « voisinage » relativement bien définies. La microgestion est l'anathème d'une activité économique et politique, même si, jusqu'à maintenant, elle a été la marque du gouvernement de la RPC. Le gouvernement et la population peuvent éprouver des difficultés d'adaptation.

Paradoxalement, les problèmes historiques de l'Inde peuvent devenir ses plus grands atouts. Des dirigeants indiens ont passé des décennies, voire des siècles, à faire face à des myriades de complexités et d'incertitudes sans recours à une autorité centrale conséquente. Il est fort possible que les compétences acquises à cet égard permettront aux entreprises et au gouvernement de l'Inde d'exceller en matière d'activités complexes, de grande valeur, plus facilement que leurs rivaux chinois.

Pour les investisseurs, l'histoire de l'Asie illustre la nécessité d'une réflexion à long terme et d'une approche équilibrée. Les gains de compétitivité immédiats qui peuvent être réalisés en rassemblant le produit en Chine sont évidents. Cette réalité se maintiendra dans l'avenir prévisible. Parallèlement, l'Inde devient déjà une plaque tournante mondiale pour les services et les technologies de pointe et les conditions sociopolitiques laissent supposer que cette situation se poursuivra. En outre, si, comme il est tout à fait possible, l'Inde dépasse la Chine au jeu du pouvoir asiatique, une partie du mouvement actuel Chine-Asie orientale est susceptible de

APERÇU POLITIQUE

passer à l'Inde. Par conséquent, une stratégie régionale prudente consisterait à tenir dûment compte des géants asiatiques et à créer des biens d'Asie orientale susceptibles de contribuer aux chaînes d'approvisionnement axées soit sur l'Inde, soit sur la Chine.

Afrique subsaharienne

L'influence régionale peut émaner de nombreuses sources. On se tourne souvent vers l'influence géographique ou démographique, la force militaire ou la prouesse économique afin d'analyser les raisons de la dynamique du pouvoir régional, mais les idées et la capacité nécessaires à l'adoption de différentes politiques peuvent également exercer une influence. Certains pays, en concevant de nouvelles approches pour leurs propres situations, peuvent servir d'exemples à leurs voisins qui font face à des enjeux semblables. De tels « effets d'émulation » ont actuellement une incidence importante sur le contexte d'investissement en Afrique subsaharienne.

Dans toute la région, il est apparent que de nombreux gouvernements ne se sentent plus concernés par la doctrine économique libérale qui a dominé les années 1990 et le début des années 2000. À n'en pas douter, la croyance selon laquelle la seule voie du développement économique était l'investissement privé étranger, principalement de sources occidentales, devient rapidement une chose du passé. Aujourd'hui, les gouvernements africains recherchent une politique économique alternative et des stratégies d'investissement pour développer leur économie et tirer profit de la richesse de leurs ressources, bien qu'ils reconnaissent pratiquement tous l'importance du capital étranger et qu'ils continuent de chercher à y avoir accès. Ce changement de perspective graduel est stimulé par quelques facteurs concomitants : les niveaux élevés continus de pauvreté et le sous-développement dans toute l'Afrique, malgré la libéralisation accrue, la conjoncture ascendante actuelle des prix des produits de base et l'attention accrue que le continent a reçue d'investisseurs « non traditionnels », plus particulièrement de la Chine.

C'est dans ce contexte particulier que les expériences très différentes de deux pays importants, l'Angola et l'Afrique du Sud, agissent à titre d'exemples que d'autres pays africains considèrent de plus en plus comme modèles relativement à la façon de faire progresser leur propre économie. L'Angola est devenu l'exemple le plus remarquable de stratégie des « investisseurs de rechange » grâce à son partenariat avec la Chine, une approche qui lui a permis de tirer parti de milliards de dollars de financement et d'investissement chinois. Par contre, l'Afrique du Sud est devenue l'exemple d'une stratégie d'« habilitation locale » en raison du progrès de sa stratégie d'affranchissement économique des noirs. Grâce à cette stratégie, le gouvernement sud-africain vise à redresser les injustices économiques historiques au sein du pays et à assurer une croissance économique durable à long terme par l'intégration égale de la population noire dans le milieu des affaires du pays. En raison de divers facteurs économiques, politiques, voire géographiques, plusieurs pays africains suivent les traces de l'Angola ou de l'Afrique du Sud, bien que ces deux stratégies ne doivent pas être perçues comme absolument exclusives.

Le Soudan, le Zimbabwe, la Guinée, le Tchad, le Nigeria, la Guinée équatoriale et plus récemment, la République démocratique du Congo, semblent prendre exemple de l'Angola. L'engagement de chacun de ces pays avec des investisseurs non occidentaux est à la hausse et chacun considère de plus en plus des pays comme la Chine et, dans une moindre mesure, l'Inde, la Russie et divers pays d'Amérique latine et du Moyen-Orient pour investir dans des projets de ressources naturelles et d'infrastructures et également fournir une aide financière critique. Le principal avantage pour ces pays africains est que le partenariat avec la Chine (ou d'autres) leur donne une influence économique et politique et l'occasion de contourner les investisseurs privés et les institutions financières multilatérales. L'appui financier de ces sources de rechange n'est pas lié au prix élevé d'une réforme économique et politique que le FMI et la Banque mondiale imposeraient comme conditions à une aide financière.

Plusieurs autres pays de l'Afrique australe ont adopté l'attitude d'« habilitation » de l'Afrique du Sud et considèrent leurs propres versions des politiques d'action positive pour essayer d'augmenter les avantages économiques locaux tirés de l'investissement dans leurs pays. La

APERÇU POLITIQUE

Zambie a adopté sa Loi sur l'habilitation économique des citoyens en septembre 2006 et on prévoit que la Namibie aura son propre cadre législatif à ce chapitre d'ici le printemps 2008. Le Botswana a une telle loi visant à encourager les entrepreneurs locaux depuis 2001 et il existe actuellement un débat dans les cercles des stratèges à savoir si le pays doit adopter des lois élargies sur l'habilitation des citoyens. Le principal défi pour les gouvernements poursuivant des stratégies d'habilitation consiste à découvrir des façons de mettre en œuvre une législation qui impose généralement aux entreprises une série d'exigences en matière d'emploi local, de propriété, de formation et de gestion, sans décourager l'investissement. Si cette mise en œuvre n'est pas bien gérée, les politiques d'habilitation peuvent donner lieu à un contexte d'investissement plus lourd, étant donné que les entreprises font face à des exigences bureaucratiques et réglementaires supplémentaires.

Tant la stratégie de « l'investisseur de rechange » que de l' « habilitation locale » confèrent un rôle plus puissant au gouvernement par rapport aux entreprises, bien que ce soit de façons différentes. Des pays comme l'Afrique du Sud et la Namibie utilisent des mécanismes juridiques et réglementaires pour amener une redistribution et une transformation économiques, une méthode qui est susceptible d'entraîner éventuellement une transparence et une clarté accrues, même si les investisseurs continueront à faire face à des incertitudes à court et à moyen terme relativement à la façon précise dont ces politiques seront mises en œuvre. Inversement, l'approche adoptée par l'Angola, le Soudan, le Tchad et la Guinée produit un milieu des affaires plus politisé au sein duquel les modèles d'investissement sont en grande partie déterminés par des intérêts politiques de haut niveau et des liens personnels. Comme c'est déjà le cas en Angola, l'adoption de cette stratégie des investisseurs de rechange a une incidence importante sur le contexte pour les investisseurs occidentaux.

L'engagement avec la Chine a eu un effet certain sur la façon dont le gouvernement angolais préfère maintenant faire des affaires. Ainsi, les entreprises font face à un contexte où il existe une séparation faible ou imprécise entre l'état et les affaires, une transparence douteuse ainsi qu'une réglementation arbitraire et incohérente. Les investisseurs qui soumissionnent sur une offre gouvernementale doivent souvent inclure des dispositions de financement éventuelles afin que leurs propositions soient prises en considération et, pour des projets importants, le gouvernement angolais préfère que les soumissions soient accompagnées d'une certaine forme d'appui politique de la part du pays d'origine de l'investisseur.

En résumé, le nombre accru d'investisseurs étrangers et de financiers publics dans toute l'Afrique, ainsi que la désillusion à l'égard de l'IDE en tant que catalyseur du développement économique influent sur les dynamiques politiques dans de nombreux pays africains. La nature plus politisée de l'approche relative aux investisseurs de rechange produit un contexte d'investissement plus arbitraire et moins transparent pour les investisseurs, tandis que l'approche d'habilitation comporte des risques liés aux attentes du gouvernement concernant la participation locale à des projets et à des entreprises sous contrôle étranger. Essentiellement, ces développements indiquent l'importance croissante pour les entreprises d'évaluer et de comprendre le contexte local des destinations de leurs investissements et d'adapter leurs choix de marchés et leurs stratégies commerciales en conséquence.

Conclusion

Comme cela a été illustré ci-dessus, la capacité d'un pays d'influencer le contexte d'investissement des autres peut émaner de plusieurs sources, dont certaines sont structurelles et à long terme et d'autres davantage circonstanciées et de nature transitoire. De plus, l'évolution des dynamiques de pouvoir dans les régions signifie que certains des principaux dilemmes auxquels font face les investisseurs aujourd'hui sont susceptibles d'être moins importants dans les prochaines années.

- En Amérique latine, nous estimons que la portée et la profondeur de l'influence régionale du Venezuela sont limitées étant donné que sa révolution bolivarienne est activée par des circonstances uniques à ce pays et, dans le cas des prix élevés du pétrole, en raison d'une durée

APERÇU POLITIQUE

éventuelle limitée. Le Brésil, en tant que puissance régionale de plus en plus ouverte et axée sur les marchés, est beaucoup plus susceptible de réussir. Donc, les conditions d'investissement globales pour les entreprises occidentales en Amérique latine devraient s'améliorer au cours des prochaines années.

- Au Moyen-Orient, le chaos qui règne en Iraq engendre une rivalité prononcée entre l'Arabie saoudite et l'Iran. Selon les investisseurs étrangers, l'Iran est une force déstabilisante dans la région, tandis que l'Arabie saoudite, malgré ses propres problèmes avec l'extrémisme islamique et une attitude plutôt ambivalente à l'égard de l'investissement étranger, a émergé comme un garant *de facto* du boom des investissements qui transforme actuellement les plus petits pays du golfe Persique. Les fortunes des investisseurs augmenteront ou seront détruites selon la réussite ou l'échec de Riyad en matière de préservation de la stabilité régionale.
- La Russie a adopté un nouveau modèle d'entreprise caractérisé par le lien entre les intérêts de l'état et les intérêts commerciaux et, en tant que puissance dominante en Europe orientale et en Asie centrale, elle exporte ce modèle à ses voisins. Ceux-ci l'ont adopté à divers degrés. Les investisseurs occidentaux intéressés à ces pays avoisinants doivent se rendre compte de ce qu'ils doivent affronter et s'y préparer adéquatement.
- Dans le contexte actuel, la Chine est nettement l'acteur dominant en Asie. Le boom économique et l'affirmation subséquente de sa puissance politique et diplomatique ont eu une incidence sur tout le continent et la structure de l'économie de l'Asie orientale a été profondément changée par l'ascension de la Chine. L'Inde, également un géant à la croissance rapide, a encore à atteindre la portée régionale et mondiale de la Chine, mais cet équilibre pourrait changer, étant donné que ces deux pays s'efforcent d'atteindre des sommets dans la chaîne de valeur. Les investisseurs doivent être conscients de cette dynamique et planifier leurs stratégies panasiatiques en conséquence.
- En Afrique subsaharienne, de nouvelles idéologies voient le jour à mesure que les gouvernements, frustrés des attentes non satisfaites des politiques économiques libérales, élaborent de nouvelles approches relativement à l'investissement étranger. Certains courtisent des investisseurs non occidentaux et concluent des affaires politiques concurrentes avec les gouvernements des pays d'accueil des entreprises. D'autres travaillent à la codification de la participation des entreprises nationales et des avantages des pays d'accueil. Ce dernier groupe de pays, dirigé par l'Afrique du Sud, doit éventuellement offrir des contextes plus souples pour les investisseurs occidentaux, bien que le processus de création de règlements sur l'« habilitation » soit susceptible d'être marqué de soubresauts.

Le mantra de l'évaluation des risques politiques demeure « Connaissez vos marchés ». L'ajout d'un palier régional aux paliers nationaux et mondiaux bien établis peut aider les investisseurs internationaux à approfondir leur connaissance des marchés et à améliorer les perspectives d'un rendement intéressant.

7.0 Aperçu sectoriel

Croissance des exportations : Volumes et prix

Pour prévoir la valeur des exportations canadiennes, il faut tenir compte de deux facteurs : le volume et le prix. Le volume désigne la quantité physique réelle de marchandises expédiées, tandis que le prix signifie la somme payée pour un volume donné de marchandises. La valeur monétaire des exportations correspond donc simplement au volume multiplié par le prix. Ainsi, si l'on prévoit un accroissement du volume de 5 % et une hausse des prix de 7 %, l'augmentation de la valeur des exportations sera de 12 %. Comme les prix et les volumes à l'exportation de certaines marchandises fluctuent beaucoup, il importe de bien cerner la contribution de chaque composante à la croissance globale de la valeur des exportations. Cette différenciation est spécialement utile dans le cas des produits de base et du matériel informatique, dont les prix peuvent être particulièrement instables.

7.1 Secteur de l'énergie

Les Services économiques d'EDC prévoient que les exportations canadiennes d'énergie afficheront des hausses records de 5 % en 2007 et de 6 % en 2008, surtout en raison de l'expansion des volumes, mais des hausses de prix imprévues pourraient faire déraiser ces prévisions. Ainsi, un accroissement des risques géopolitiques ou des baisses imprévues de la production, conjuguées à une conjoncture généralement serrée de l'offre et de la demande, pourraient faire monter les cours du pétrole au-delà de nos prévisions pour 2008. L'instabilité des cours des produits de base reste élevée, en particulier à court terme.

Pour 2007, nous nous attendons à ce que le cours du **pétrole brut** WTI se situe en moyenne à 66 USD/baril, avant de descendre à 64 USD/baril en 2008. Les cours du brut ont fait le grand écart; ils sont descendus à 50 USD/baril vers le début de l'année et ont ensuite atteint un record de plus de 80 USD/baril en septembre. De solides facteurs fondamentaux appuient les cours élevés du pétrole cette année. Les capacités excédentaires de l'OPEP restent faibles à moins de 3 millions de barils par jour, tandis que les réductions de production de l'organisation depuis

l'automne dernier ont laissé des traces sur le marché. Même si l'OPEP a annoncé cet automne une hausse de la production de 500 000 barils par jour, les effets ne se feront pas sentir sur le marché à très court terme. Nous pensons toujours que les cours élevés du pétrole stimulent l'investissement, mais les nouvelles sources d'approvisionnement mettent plus de temps à être exploitées et coûtent plus cher, au moment où la production de certains fournisseurs existants (le Mexique, par exemple) diminue plus vite que prévu.

Tableau 21 : Exportations énergétiques par secteur

Principaux marchés	G CAD 2006	Part % des exportations d'énergie (2006)	Perspectives d'exportation (croissance en %)		
			2006	2007(p)	2008(p)
Pétrole*	53,3	61,2	18,3	7,1	5,0
Gaz naturel	27,8	31,9	-22,6	2,0	5,7
Charbon	3,5	4,0	1,7	-6,9	22,0
Électricité	2,5	2,9	-21,2	16,6	7,1
Total - Énergie	87,2	100,0	-0,5	5,2	5,9

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données de 2006 sont réelles, celles de 2007 et de 2008 sont des prévisions.

*Pétrole brut et produits pétroliers raffinés compris.

Tableau 22 : Prévisions des cours du pétrole et du gaz naturel

	Moyenne à long terme*	2005	2006	2007(p)	2008(p)
Pétrole – WTI (USD/baril)	26,4	56,57	66,09	66,00	64,00
Gaz naturel – HH (USD/MBtu)	3,57	8,89	6,72	7,00	7,50

Sources : Bloomberg, Services économiques d'EDC. Les données de 2006 sont réelles, celles de 2007 et de 2008 sont des prévisions.

*La moyenne à long terme comprend la période de 1983 à 2006 pour les cours du pétrole, et de 1991 à 2006 pour ceux du gaz naturel.

APERÇU SECTORIEL

À 64 USD/baril en 2008, les prévisions des Services économiques d'EDC restent inférieures à celles de nombreux prévisionnistes. Nos prévisions reposent sur plusieurs facteurs. Premièrement, nous avons l'impression qu'il y a encore beaucoup de spéculation sur les marchés du brut parce que les facteurs fondamentaux du pétrole paraissent meilleurs que ceux de la plupart des métaux industriels. De plus, s'il continue de se répandre, le récent étranglement des liquidités engendrera une baisse généralisée des cours des produits de base. Deuxièmement, la décélération de la croissance du PIB mondial que nous prévoyons est plus prononcée que celle de la plupart des prévisionnistes, ce qui entraîne une réduction plus importante de nos projections de la demande de pétrole. Déjà, en septembre, l'AIE a réduit ses projections de la demande au quatrième trimestre de 250 000 barils par jour et laissé entendre qu'une baisse plus marquée de la demande est probable. Troisièmement, les stocks des membres de l'OCDE sont dans le haut de leur fourchette quinquennale, ce qui accroît les possibilités de baisses des prix. À l'inverse, les stocks de brut des É.-U. ont diminué, ce qui a appuyé les prix. Mais l'affaiblissement de la croissance économique et le ralentissement de la demande d'énergie qui en découle permettront aux réserves de pétrole américaines de se reconstituer à nouveau.

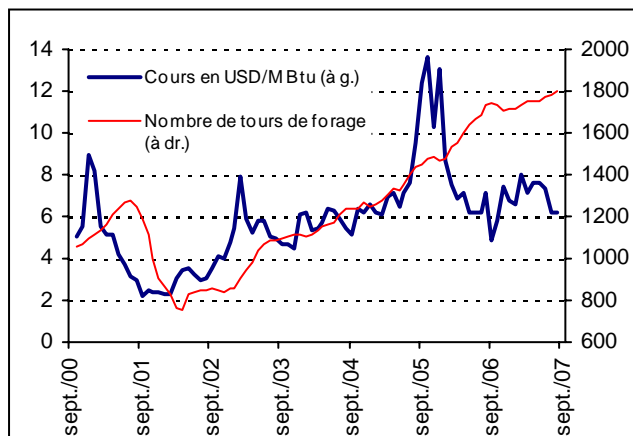
Les nouvelles de l'offre canadienne sont presque toutes bonnes. Il y a eu des augmentations importantes de la production de brut non conventionnel en 2007 et la hausse pourrait être plus forte en 2008. Une grande partie de cette expansion viendra de l'Alberta, mais d'autres grandes provinces productrices comme la Saskatchewan et Terre-Neuve-et-Labrador ont aussi accru leur production. Il y a cependant un bémol. La croissance des exportations pourrait être ralentie par des contraintes de capacités des oléoducs, une préoccupation soulevée récemment par l'Office national de l'énergie.

Le cours du **gaz naturel** au Henry Hub devrait se situer en moyenne à 7,0 USD/MBtu en 2007 avant de monter à 7,5 USD/MBtu en 2008. Les cours du gaz naturel ont été extrêmement instables depuis deux ans, fluctuant entre un sommet de plus de 15 USD et un creux de 3-4 USD. Au cours de 12 à 18 prochains mois, la demande

américaine de gaz naturel devrait progresser à des niveaux à peine inférieurs à la tendance malgré le ralentissement prévu de l'économie américaine. La demande industrielle, qui représente 33 % de toute la consommation américaine, devrait se maintenir raisonnablement bien, car le secteur manufacturier est appuyé par des ventes à l'exportation constantes. Avec le renchérissement des cours du pétrole et le tassement récent des cours du gaz, un écart important s'est creusé entre les cours du pétrole et du gaz lorsque les deux sont mesurés en fonction de leur teneur en énergie, ce qui devrait faire monter les cours du gaz pendant la période de référence.

Contrairement à ce que nous prévoyions plus tôt cette année et malgré une considérable diminution des forages en 2007, le volume des exportations canadiennes de gaz naturel a augmenté au premier semestre. Les Services économiques d'EDC prévoient que la baisse des forages, les stocks américains déjà élevés et la consommation de gaz accrue au Canada feront glisser le volume des exportations pendant la période de référence. Même si nous attendons à une augmentation des prix du gaz en 2008, le stockage souterrain américain au moment de

Graphique 30 : Nombre de tours de forage et cours du gaz naturel aux É.-U.



Source : Bloomberg.

APERÇU SECTORIEL

rédigé ces lignes approchait les limites supérieures des stocks habituels des cinq dernières années. Nous prévoyons une augmentation des exportations de gaz naturel de 2 % en 2007 avant que les prix plus élevés ne fassent monter les recettes à l'exportation de 6 % en 2008.

Les exportations d'électricité ont grimpé à un taux vigoureux de 25 % au premier semestre de 2007, portées par des expéditions anormalement élevées en février et en avril. Les hausses de prix et de volume seront solides cette année, et des augmentations importantes ont été observées au Québec et en Colombie-Britannique. Pour l'ensemble de l'année, les exportations d'électricité devraient croître de 17 % en moyenne. Plus tard, la croissance des exportations devrait s'affaiblir quand l'économie américaine se modérera. Une modeste hausse du prix de l'électricité, conjuguée à une légère expansion des volumes et à un dollar plus faible, devrait faire monter les exportations d'électricité de 7 % en 2008.

EDC prévoit une baisse de 7 % des exportations de **charbon** en 2007, puis une augmentation de 22 % en 2008. Les exportations canadiennes de charbon comprennent presque exclusivement du charbon métallurgique et sont donc reliées de près au marché mondial de l'acier. Même si la production mondiale d'acier se modère, et devrait continuer de le faire étant donné nos prévisions d'un ralentissement du PIB, les contraintes de l'offre en Australie rendent le marché du charbon métallurgique très serré. Le volume des expéditions canadiennes affiche une forte croissance, et nous prévoyons que cette tendance se maintiendra pendant la période de référence. Après une contraction au début de 2007, les cours devraient se raffermir quelque peu en 2008.

7.2 Métaux et minerais

Depuis quelques années, la combinaison d'une forte demande mondiale et d'une croissance rapide dans les pays en développement, en particulier en Chine, entraîne une reprise marquée de la demande à l'égard de la plupart des métaux industriels. Des investissements nettement insuffisants dans les années 1980

et 1990 accentuent la pression sur les cours, car les producteurs sont tout simplement dans l'incapacité de suivre le rythme de la demande. Avec cette tendance à la hausse en toile de fond, des belles occasions d'achat se sont présentées pour de nombreux investisseurs, soutenues en grande partie par des conditions favorables relatives au crédit et une faible aversion pour le risque. En fait, la demande d'investissement est devenue une force de plus en plus puissante dans l'évolution du marché des métaux, force que les participants au marché considèrent largement comme permanente (durable).

Tableau 23 : Prévisions des exportations canadiennes de minerais et de métaux industriels

Principaux marchés	G CAD 2006	Part % des exportations (2006)	Perspectives d'exportation (croissance en %)		
			2006	2007(p)	2008(p)
É.-U.	35,4	67,1	19,2	10,2	-14,6
R.-U.	4,7	8,9	52,2	37,0	-10,1
Zone euro	2,6	4,8	15,5	58,3	-3,9
Autres pays de l'Europe occidentale	2,1	3,9	17,0	78,0	-2,2
Japon	2,2	4,1	30,0	7,9	-15,6
Chine	1,9	3,6	61,1	62,7	-7,3
NEI asiatiques	1,6	3,0	50,4	25,8	-8,8
Total - Marchés en développement	4,1	7,8	45,5	41,8	-8,0
Total - Métaux	52,8	100,0	24,1	20,4	-12,0

Source : Services économiques d'EDC. Les données de 2006 sont réelles, celles de 2007 et de 2008 sont des prévisions. Les nouvelles économies industrielles (NEI) asiatiques sont Hong Kong, Singapour, la Corée du Sud et Taiwan.

Pour la suite, les entreprises canadiennes peuvent s'attendre à ce que les cours des métaux restent assez élevés, en fait, nettement au-dessus des moyennes historiques. Ils doivent aussi s'attendre à plus d'instabilité pour tous les métaux de base. Les facteurs fondamentaux restent solides pour les métaux, mais l'offre et la demande devraient fléchir en 2008 et 2009. Il est prévu que la demande économique mondiale marque le pas, dans la foulée d'un ralentissement cyclique aux É.-U. Une demande américaine moindre aura un effet de contagion sur les économies en développement et gommara jusqu'à 1 % de croissance du PIB. Côté offre, on commencera à ressentir les effets des investissements à la traîne, ce qui accentuera encore les

APERÇU SECTORIEL

pressions à la hausse sur les stocks de métaux accumulés, ce qui se dessine déjà dans certains stocks inscrits à la Bourse des métaux de Londres (LME). Les Services économiques d'EDC prévoient que les cours des métaux baisseront quelque peu vers la fin de 2007, puis se redresseront en 2008 pour faire des gains plus prononcés en 2009. Nos prévisions à l'exportation en ce qui concerne les métaux et les minerais tablent sur une croissance de 9 % en 2007 (c. 13,4 % dans l'Aperçu sectoriel de l'édition d'été des Prévisions). Le repli des cours des métaux devrait provoquer une chute des recettes à l'exportation de 15 % en 2008 (pour arriver à un chiffre encore respectable de 55 G CAD).

Les risques de détérioration des perspectives relatives aux métaux sont évidents. Ce

n'est pas notre scénario de base, mais toute baisse substantielle de la production industrielle chinoise (en réponse au ralentissement économique américain) ferait fléchir la croissance de la demande et entamerait très probablement la confiance des investisseurs. L'autre risque de détérioration réside dans la possibilité (certes minime) d'un resserrement plus prononcé et plus long des liquidités. Étant donné les inquiétudes récentes des fonds de placement sur les marchés des capitaux à propos des liquidités, les cours des métaux sont dans une certaine mesure sensibles à une sortie de capitaux des fonds de placement. En cas de fuite de capitaux vers les titres de qualité, les cours pourraient baisser soudainement, mais pour s'établir à des niveaux encore supérieurs aux normes historiques.

La demande sous-jacente d'acier inoxydable reste assez solide, mais les remplacements liés au prix influent certainement sur les cours du **nickel** depuis quelque temps. Par rapport à son record de 54 200 USD la tonne en mai 2007, le nickel s'échangeait au LME dans une fourchette de 26 000 à

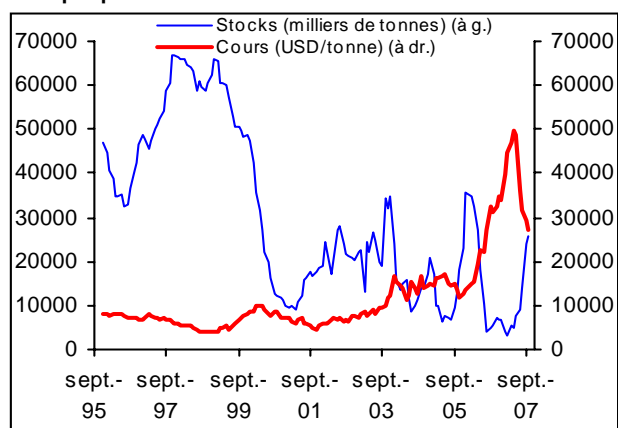
30 000 USD la tonne à la mi-septembre. La correction récente sur ce marché a été provoquée au départ par un changement dans la réglementation de ses activités, à la suite de soupçons de collusion sur des fonds spéculatifs. Nous pouvons nous attendre à plus ou moins d'équilibre entre l'offre et la demande sur le marché du nickel jusqu'à la fin de l'année. En 2008, une offre excédentaire se dessinera peu à peu, pour devenir plus prononcée en 2009.

Tableau 24 : Prévisions des prix des métaux industriels

	Moyenne décennale	2005	2006	2007(p)	2008(p)
Aluminium (USD/tonne)	1 630	1 902	2 573	2 570	2 240
Cuivre (USD/tonne)	2 552	3 682	6 731	7 075	5 560
Nickel (USD/tonne)	10 138	14 782	24 126	40 050	30 260
Acier (laminé à chaud, USD/tonne)	355	596	504	532	517
Zinc (USD/tonne)	1 274	1 382	3 266	3 425	2 650

Sources : Services économiques d'EDC, Bloomberg. Les données de 2005 et de 2006 sont réelles, celles de 2007 et de 2008 sont des prévisions.

Graphique 31 : Cours du Nickel LME et stocks

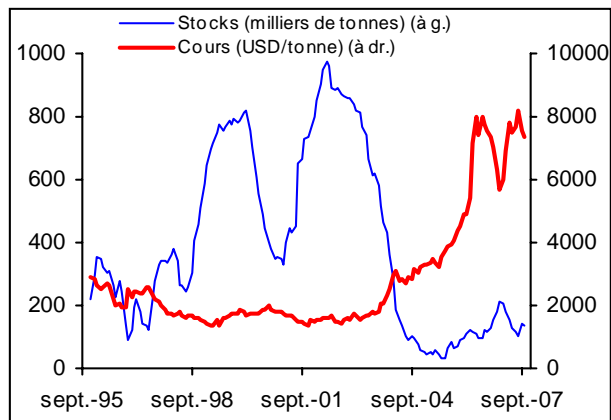


Source : Bloomberg.

APERÇU SECTORIEL

Les facteurs fondamentaux du marché restent assez solides dans le cas du **cuivre**. La Chine et d'autres pays en développement en pleine expansion assuraient une forte croissance de la demande. Les cours étaient aussi soutenus par l'offre limitée chez les principaux producteurs de cuivre, et la perturbation de l'offre a entraîné plusieurs mois de négociations instables au LME. Une nouvelle offre de cuivre affiné devrait arriver sur le marché, mais on ne sait pas vraiment quand. Des cours avoisinant les 7 300 USD la tonne (mi-septembre) au LME semblent cependant correspondre aux facteurs fondamentaux, et nous prévoyons un repli des cours du cuivre en 2008 et 2009.

Graphique 32 : Cours du cuivre LME et stocks



Source : Bloomberg.

La conjoncture économique sous-jacente du marché semble moins favorable qu'il y a un an pour le **zinc**. Les exportations chinoises en hausse conjuguées à un optimisme plus mesuré dans les fonds de placement devraient entraîner des baisses de cours sensibles dans les 18 à 24 prochains mois. L'offre de zinc affiné devrait peu à peu rattraper la demande d'ici la fin de l'année et la dépasser l'an prochain, d'où la constitution d'un net excédent. Les cours du zinc au LME devraient donc avoisiner les 2 600 USD m/t en 2008, contre leur sommet récent d'un peu plus de 4 600 USD m/t à la fin de l'an dernier.

La conjoncture semble rester assez solide en ce qui concerne l'**aluminium**, grâce principalement à la croissance rapide de la demande chinoise. Malgré le ralentissement de l'activité économique aux É.-U., au Japon et en Europe, les cours de l'aluminium devraient rester assez élevés au LME jusqu'à la fin de l'année et l'an prochain (moyenne juste au-dessus de 2 200 USD la tonne en 2008, ce qui reste inférieur aux cours des deux ou trois dernières années). Cependant, les stocks ne cessent d'augmenter et les problèmes de l'économie américaine ainsi que le resserrement des liquidités ont entraîné la vente de certains placements. Ensemble, ces forces exercent et exerceront probablement encore des pressions à la baisse sur les cours à très court terme.

Les producteurs de **minerai de fer** ne réussissent pas à répondre à la demande mondiale, d'où la hausse des cours du minerai. La demande et la production d'**acier** asiatiques devraient rester assez fortes dans les 12 à 18 prochains mois, ce qui confirmerait les perspectives en ce qui concerne le minerai de fer. La consommation mondiale d'acier devrait fléchir quelque peu, mais l'équilibre entre l'offre et la demande se maintiendra plus ou moins sur le marché. Le coût élevé des intrants énergétiques et métalliques soutiendra aussi le cours de l'acier, qui restera autour de ses niveaux actuels. Globalement, les cours de l'acier devraient cette année et l'an prochain atteindre en moyenne des niveaux supérieurs à ceux enregistrés en 2006.

7.3 Produits forestiers

Les perspectives du secteur des produits forestiers sont à la baisse pour le reste de 2007 et pour 2008. De fait, la faiblesse du secteur du logement américain devrait se poursuivre jusqu'au deuxième semestre de l'an prochain, tandis que la contraction de la consommation de papier journal aux É.-U. ne s'améliorera probablement pas dans l'immédiat. L'industrie continuera de subir les pressions du dollar canadien élevé, de la hausse des coûts de l'énergie, de la concurrence internationale accrue, des obstacles à l'exportation de bois d'œuvre aux É.-U., de la faiblesse de la consommation américaine et de la rareté des copeaux de bois. Pour 2007, nous maintenons nos prévisions à l'exportation et nous nous attendons toujours à un déclin de 8 % des exportations de produits forestiers, mais nous avons relevé légèrement nos prévisions pour

APERÇU SECTORIEL

2008. Nous prévoyons maintenant que les exportations de produits forestiers s'accroîtront de 3,5 % l'an prochain, en grande partie à la faveur d'une évolution des cours meilleure que prévu dans les secteurs des pâtes et papiers.

Les mises en chantier américaines, qui constituent le principal moteur de la demande de **produits du bois**, continuent de faiblir, car l'effondrement du marché des prêts hypothécaires à risque se poursuit. Les malheurs du marché du logement continueront pendant la plus grande partie de 2008. L'augmentation des forclusions gonflera les stocks de maisons à vendre, tandis que le resserrement des normes de prêt, les taux hypothécaires plus élevés et la chute des prix ralentiront la demande. Nous prévoyons que les mises en chantier américaines descendront à 1,40 million d'unités en 2007, ce qui représente un déclin de 22 % par rapport à l'an dernier. Les mises en chantier devraient atteindre un creux au 2T2008 et se situer en moyenne à 1,32 million d'unités en 2008, en baisse d'un autre 5 %. Les prix du bois d'œuvre et des panneaux à copeaux orientés (OSB) resteront donc faibles jusqu'au début de 2008, fléchissant respectivement de 12 % et de 22 % en 2007, et ils afficheront ainsi un recul à deux chiffres pour une troisième année d'affilée. La demande restera léthargique l'an prochain, mais nous prévoyons que les réductions de la production et les fermetures d'usines limiteront les nouvelles diminutions de prix. Nous nous attendons à ce que les cours du bois d'œuvre augmentent de 2 % en 2008, tandis que ceux des panneaux OSB se contracteront de 2 %. Dans la conjoncture du marché actuelle, plusieurs projets liés aux OSB sont reportés ou remis en question, voire même abandonnés complètement. Moins d'un an après son entrée en vigueur, l'Accord sur le bois d'œuvre résineux est contesté devant un tribunal international, qui devra trancher entre les interprétations divergentes du calcul des contingents à l'exportation, du mécanisme en cas de dépassement et des programmes provinciaux. Nous prévoyons que les exportations de produits du bois déclineraient de 18 % en 2007. Une reprise partielle est prévue en 2008, puisque les exportations devraient s'accroître de 7 %.

Tableau 25 : Exportations de bois d'œuvre et d'autres produits du bois

Principaux marchés	G CAD 2006	Part % des exportations (2006)	Perspectives d'exportation (croissance en %)		
			2006	2007(p)	2008(p)
É.-U.	14,8	85,2	-16,4	-23,3	4,8
Japon	1,4	7,8	-2,5	-9,7	14,5
Zone euro	0,4	2,4	20,1	11,2	18,7
NEI asiatiques	0,2	1,0	16,6	32,8	15,5
R.-U.	0,1	0,7	2,0	63,3	18,7
Total mondial	17,4	100,0	-14,0	-18,0	6,7

Source : Services économiques d'EDC. Les données de 2006 sont réelles; celles de 2007 et de 2008 sont des prévisions. Les nouvelles économies industrielles (NEI) asiatiques sont Hong Kong, Singapour, la Corée du Sud et Taiwan.

Tableau 26 : Prévisions du prix du bois d'œuvre et des panneaux à copeaux orientés (OSB)

	Moyenne à long terme*	2005	2006	2007(p)	2008(p)
Bois d'œuvre – E-P-S 2x4 (USD/mpp)	306,2	353,1	296,5	260	266
OSB 7/16 po (USD/000 pi ²)	232,7	318,2	211,1	165	162

Sources : Bloomberg et Services économiques d'EDC. Les données de 2005 et de 2006 sont réelles, celles de 2007 et de 2008 sont des prévisions.
*La moyenne à long terme comprend la période de 1997 à 2006.

Tableau 27 : Exportations de pâte marchande

Principaux marchés	G CAD 2006	Part % des exportations (2006)	Perspectives à l'exportation (croissance en %)		
			2006	2007(p)	2008(p)
É.-U.	2,7	42,1	-3,3	21,4	1,4
Chine	1,1	16,5	28,6	23,3	13,9
Zone euro	0,8	11,8	-24,6	-3,8	-3,7
NEI asiatiques	0,6	9,1	18,6	19,1	6,6
Japon	0,5	7,8	13,9	5,3	0,4
Total mondial	6,5	100,0	2,8	13,9	4,1

Source : Services économiques d'EDC. Les données de 2006 sont réelles; celles de 2007 et de 2008 sont des prévisions. Les nouvelles économies industrielles (NEI) asiatiques sont Hong Kong, Singapour, la Corée du Sud et Taiwan.

APERÇU SECTORIEL

Les facteurs fondamentaux sont également à la baisse sur les marchés du **papier**, étant donné le déclin de la consommation de papier journal en Amérique du Nord (en particulier dans les quotidiens américains), l'affaiblissement de la conjoncture des prix, la concurrence accrue des producteurs d'outre-mer et les coûts plus élevés de l'énergie et de la pâte. Les producteurs canadiens ont également dû composer avec un dollar plus fort – qui a pesé directement sur leurs résultats. Vu que les lecteurs et les annonceurs se tournent vers Internet et d'autres moyens de communication, la consommation de papier journal en Amérique du Nord a décliné de 11 % a/a⁴, tandis que les dépenses de publicité dans les journaux se sont contractées de 8 %⁵ depuis le début de l'année. Malgré les réductions de capacité et les conversions d'usines, l'offre demeure excédentaire sur le marché du papier journal, comme en témoigne la baisse des prix. Nous prévoyons également une nouvelle détérioration des facteurs fondamentaux durant la période de référence, en raison de l'affaiblissement de l'économie et de la demande de

consommation aux É.-U., ce qui fera reculer les prix d'un autre 4 % en 2008. L'effondrement des prêts hypothécaires à risque aux É.-U. influera également sur la demande d'espace publicitaire dans les journaux, vu que 10 % des revenus des journaux américains proviennent des annonces immobilières. Du côté de l'offre, la fusion d'Abitibi-Consolidated Bowater, une fois achevée, devrait entraîner une réduction des capacités, qui compensera en partie la contraction de la demande et rétablira un certain

équilibre sur le marché. Jusqu'ici cette année, les autres produits en papier et en carton s'en sont mieux tirés. Les pressions à la baisse sur les prix ont été moins prononcées dans ce secteur, car les marchés sont généralement plus équilibrés sous l'effet des réductions continues de la production, des conversions, et des fermetures d'usines. Malgré une certaine augmentation récente des prix des papiers

supercalandrés, couchés légers et couchés (attribuable dans le cas du papier couché à l'imposition, par les É.-U., de droits compensateurs et anti-dumping sur les importations en provenance de la Chine, de la Corée du Sud et de l'Indonésie), peu de catégories de papier verront leurs exportations augmenter en 2007 et en 2008. Les exportations canadiennes de papier, toutes catégories confondues, déclineraient de 7 % en 2007 et resteraient stables en 2008.

Par ailleurs, les producteurs canadiens de **pâte** se trouvent depuis longtemps dans une conjoncture haussière, malgré l'ajout d'importantes capacités de production de pâte en Amérique latine et la réduction des capacités en Amérique du Nord et en Europe. La demande mondiale de pâte est surtout appuyée par l'expansion des capacités de production de papier et de carton en Asie, qui se fait de façon prédominante sur la fibre recyclée. Mais de la fibre neuve est habituellement ajoutée pour améliorer la qualité du papier. Nous prévoyons que de nouvelles capacités en Amérique latine feront baisser les prix de la pâte kraft de feuillu dans les derniers

Tableau 28 : Prévisions du prix de la pâte et du papier

	Moyenne à long terme*	2005	2006	2007(p)	2008(p)
Pâte marchande (USD/tonne)	571,5	611,0	674,6	768	765
Papier journal (USD/tonne)	560,4	581,0	634,1	561	540

Sources : Bloomberg et Services économiques d'EDC. Les données de 2005 et de 2006 sont réelles, celles de 2007 et de 2008 sont des prévisions.
*La moyenne à long terme comprend la période de 1997 à 2005.

Tableau 29 : Exportations de papier journal et d'autres papiers

Principaux marchés	G CAD 2006	Part % des exportations (2006)	Perspectives d'exportation (croissance en %)		
			2006	2007(p)	2008(p)
É.-U.	13,4	85,1	-7,3	-9,9	-1,5
Zone euro	0,4	2,3	-24,3	23,2	-5,0
Amérique du Sud	0,3	1,7	14,0	11,3	12,3
R.-U.	0,2	1,3	-28,8	48,7	-10,1
NEI asiatiques	0,2	1,1	-7,7	-24,6	-4,0
Total mondial	15,7	100,0	-7,1	-6,9	0,0

Source : Services économiques d'EDC. Les données de 2006 sont réelles; celles de 2007 et de 2008 sont des prévisions. Les nouvelles économies industrielles (NEI) asiatiques sont Hong Kong, Singapour, la Corée du Sud et Taïwan.

⁴ Source : Conseil des produits des pâtes et papiers

⁵ Source : Newspaper Association of America

APERÇU SECTORIEL

mois de 2007, ce qui créera un écart avec les prix de la pâte de résineux et finira également par réduire les prix de la pâte de résineux. Mais les expéditions mondiales de pâte sont restées vigoureuses et les stocks demeurent serrés, pour les deux types de pâte kraft (en particulier la pâte de résineux).

Le resserrement récent des stocks de pâte de résineux a aussi été influencé par la grève des travailleurs forestiers en Colombie-Britannique, qui a raréfié l'offre de copeaux de bois et forcé les producteurs locaux de pâte à réduire leur production. Le sommet du cycle des prix de la pâte a donc été retardé. Nous prévoyons maintenant qu'il sera atteint au premier trimestre de 2008 pour la pâte de feuillu et pour la pâte de résineux. Même si de nouvelles capacités de production s'ajouteront en Asie en 2008, la nouvelle demande sera nettement assombrie par l'augmentation massive des nouvelles capacités de production de pâte sur les marchés mondiaux l'an prochain. Les prix devraient donc diminuer de 1 % pour la pâte de résineux et de 5 % pour la pâte de feuillu en 2008. Après la hausse estimative de 14 % prévue en 2007, les exportations canadiennes de pâte devraient afficher une progression plus modeste de 4 % en 2008.

7.4 Technologies de pointe

Les exportations canadiennes de produits de haute technologie devraient s'accroître de 3 à 3,5 % en 2007. Même si l'industrie a réussi à abaisser ses coûts grâce à une myriade de facteurs, notamment en sous-traitant davantage la production à l'étranger, le ralentissement économique mondial pèsera sur ses exportations, qui ne progresseront que d'un modeste 2 % en 2008. Ces taux peuvent sembler bas, mais si l'on isole les importantes diminutions de prix que connaît présentement le secteur, nous constatons que le volume des exportations affiche une solide croissance (9 % en 2007 et 6 % en 2008) – ce qui constitue un résultat remarquable pour les entreprises canadiennes de haute technologie, surtout dans le contexte de l'appréciation du huard et de l'intense concurrence internationale dans ce secteur.

Les robustes augmentations des profits et une trésorerie vigoureuse ont favorisé les achats de produits de haute technologie par les entreprises américaines durant les six premiers mois de cette année, ce qui contraste avec l'atonie du deuxième semestre de 2006. Il est certain que les exportations canadiennes de produits de haute technologie aux É.-U. (70 % de l'ensemble du marché d'exportation) se sont bien comportées en 2007, puisqu'elles devraient avoir augmenté d'un taux estimatif de 4,4 %, ce qui représente une amélioration marquée par rapport à la

Tableau 30 : Exportations de produits forestiers par secteur

Principaux secteurs	G CAD 2006	Part % des exportations (2006)	Perspectives d'exportation (croissance en %)		
			2006	2007(p)	2008(p)
Bois d'œuvre et autres produits du bois	17,4	43,9	-14,0	-18,0	6,7
Pâte marchande	6,5	16,4	2,8	13,9	4,1
Papier journal et autres papiers	15,7	39,7	-7,1	-6,9	0,0
Total - foresterie	39,6	100,0	-8,9	-8,3	3,5

Source : Services économiques d'EDC. Les données de 2006 sont réelles, celles de 2007 et de 2008 sont des prévisions.

Tableau 31 : Exportations de technologies de pointe

Principaux marchés	G CAD 2006	Part % des exportations (2006)	Perspectives d'exportation (croissance en %)		
			2006	2007(p)	2008(p)
É.-U.	9,4	67,5	-9,4	4,4	2,0
R.-U.	0,5	3,4	-6,3	-11,9	-6,2
Zone euro	1,0	7,5	23,3	8,0	7,3
NEI asiatiques	0,5	3,6	-5,8	-11,0	-4,3
Chine	0,3	2,3	18,0	11,7	9,3
Japon	0,3	1,8	10,8	-1,5	-0,4
Moyen-Orient	0,2	1,5	3,7	-0,6	0,6
Mexique	0,2	1,2	51,9	-10,0	-1,4
Océanie	0,1	1,0	-6,5	-2,0	0,6
Europe centrale et orientale	0,1	1,0	9,4	0,4	1,5
Total - Marchés en développement	1,5	10,6	15,7	4,9	4,9
Total mondial	13,8	100,0	-4,1	3,3	2,2

Source : Services économiques d'EDC. Les données de 2006 sont réelles, celles de 2007 et de 2008 sont des prévisions. Les nouvelles économies industrielles (NEI) asiatiques sont Hong Kong, Singapour, la Corée du Sud et Taïwan.

APERÇU SECTORIEL

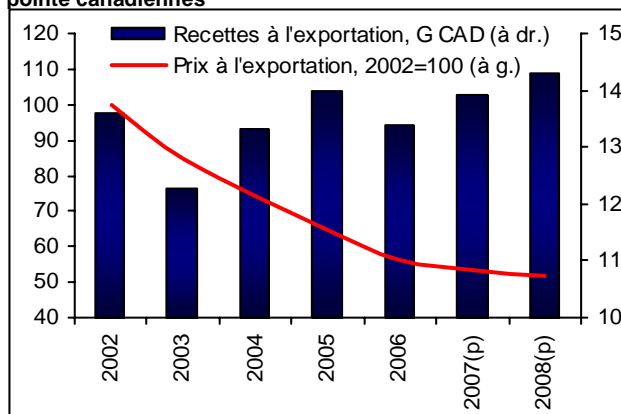
contraction des exportations observée en 2006. Mais les difficultés du marché du logement américain, la nervosité des consommateurs américains et la modération de la croissance des bénéfices auront des répercussions négatives sur l'expansion des exportations en 2008. Vu le resserrement des conditions de prêt, la confiance des consommateurs et des entreprises devrait continuer de se dégrader, ce qui entraînera un ralentissement de la croissance des dépenses en produits de haute technologie. Étant donné qu'une grande partie de nos exportations de ces produits dépendent du marché américain, l'affaiblissement de la confiance freinera les expéditions à l'étranger. Les conséquences en seront évidentes en 2008, car la croissance des exportations de ces produits à destination des É.-U. devrait alors se ralentir à 2 %.

Les exportations canadiennes de produits de haute technologie vers les autres marchés sont contrastées en 2007 et devraient le rester en 2008. Les expéditions en Afrique, au Brésil, en Chine, dans la zone euro, en Inde, en Russie et en Amérique du Sud ont fortement augmenté en 2007, et nous prévoyons qu'elles afficheront une croissance assez bonne en 2008 (encore qu'à un rythme un peu plus lent). La forte expansion sur des marchés émergents comme l'Amérique latine et l'Asie, la reprise en Europe et la manne pétrolière au Moyen-Orient stimulent les ventes mondiales de produits de haute technologie. De même, la solide expansion des industries des TI et des services à large bande en Inde et en Chine favorise les achats de matériel informatique et de produits de haute technologie sur ces marchés. Par contre, les exportations au Japon, en Asie de l'Est (excluant la Chine) et au Mexique ont diminué en 2007 et ne devraient pas vraiment se redresser en 2008.

7.5 Matériel de communication

Les fabricants canadiens de matériel de communication ont une année 2007 difficile, puisque les ventes à l'exportation devraient se contracter à un taux estimatif de 6 % pendant l'année. Les exportations devraient se stabiliser l'an prochain, avec une modeste croissance de 1 %. Les expéditions vers la plupart des grands marchés, y compris les É.-U., l'Europe occidentale, le Mexique, la Chine et le Japon, sont en baisse en 2007. Nous prévoyons de modestes gains pour ces marchés en 2008. Sur une note plus positive, les exportations vers l'Europe orientale ont atteint un record en 2007 et devraient afficher de nouvelles hausses l'an prochain.

Graphique 33 : Les prix à l'exportation à la baisse limitent la croissance des recettes à l'exportation de technologies de pointe canadiennes



Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC.

Tableau 32 : Perspectives d'exportation - Matériel de communication

Principaux marchés	G CAD 2006	Part % des exportations (2006)	Perspectives d'exportation (croissance en %)		
			2006	2007(p)	2008(p)
É.-U.	4,5	63,9	-5,2	-6,0	1,0
Zone euro	0,7	9,7	39,6	-17,8	-4,0
R.-U.	0,4	5,9	-15,0	-9,9	1,0
NEI asiatiques	0,2	3,0	10,2	-6,9	-2,0
Océanie	0,2	2,9	77,3	-3,0	2,0
Chine	0,1	2,1	16,1	-8,9	3,0
Japon	0,1	1,6	-12,0	-5,0	-2,0
Mexique	0,1	1,9	54,5	-11,9	-2,5
Total - Marchés en développement	0,8	12,0	19,4	3,5	5,1
Total mondial	7,0	100,0	1,8	-6,2	1,0

Source : Services économiques d'EDC. Les données de 2006 sont réelles, celles de 2007 et de 2008 sont des prévisions. Les nouvelles économies industrielles (NEI) asiatiques sont Hong Kong, Singapour, la Corée du Sud et Taïwan.

APERÇU SECTORIEL

Les expéditions au Brésil et dans presque toute l'Afrique devraient aussi progresser en 2007 et poursuivre sur cette lancée en 2008, mais à un taux moins rapide.

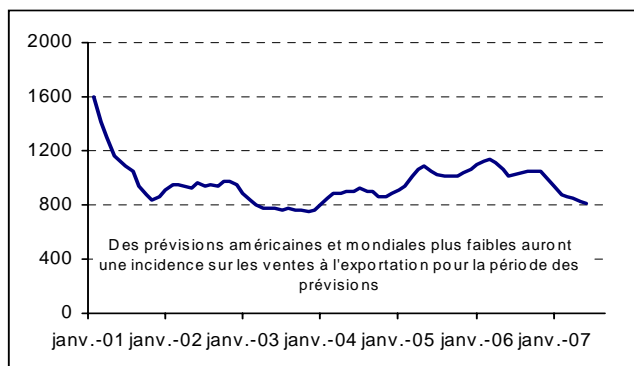
Les timides perspectives du matériel de télécommunications contrastent fortement avec l'évolution des trois dernières années, marquée par de solides hausses des exportations. La vigueur du dollar canadien, la concurrence accrue, les pressions à la baisse sur les prix, une certaine rigidité des cadres réglementaires (surtout en Europe et au Japon) et l'affaiblissement de l'économie américaine expliquent les perspectives un peu sombres. Comme les marchés industrialisés représentent environ 80 % des marchés d'exportation canadiens pour le matériel de télécommunications, la faiblesse des exportations vers ces pays pèsera sur l'ensemble des exportations du secteur.

Les exportations canadiennes de matériel de télécommunications vers les pays industrialisés devraient terminer l'année 2007 en baisse de 7,5 % avant de se stabiliser en 2008. Par contre, les expéditions vers les pays en développement devraient s'accroître de 3 à 4 % en 2007, puis de 5 % en 2008. À long terme, nous prévoyons que nous trouverons les plus belles perspectives de croissance sur les marchés en développement, en raison de leur taux de croissance économique plus élevés et des besoins correspondants en infrastructures de communication.

Plusieurs facteurs expliquent ce fort potentiel des marchés émergents. Premièrement, les entreprises de ces pays continueront de mettre leurs réseaux à niveau, à la recherche de nouvelles améliorations de l'efficacité et de la productivité. C'est le cas des entreprises en Europe orientale, en Russie, en Amérique latine et, de plus en plus, dans les PME asiatiques. Deuxièmement, les gouvernements ont l'intention de continuer à investir dans l'infrastructure de télécommunication dans le cadre de leurs programmes budgétaires, surtout en Amérique latine, en Europe orientale et en Afrique. Troisièmement, de nombreux marchés émergents ont déjà lancé des services 3G ou le feront bientôt et accordent les licences correspondantes. Compte tenu de ces facteurs, il y a de bonnes perspectives pour les exportations canadiennes de matériel de télécommunications en Europe orientale, en Amérique du Sud (surtout au Brésil), dans les pays en développement de l'Asie et en Inde.

Vu la convergence graduelle des secteurs des télécommunications et des technologies de l'information dans le monde et la croissance soutenue de la clientèle des télécommunications mobiles et à large bande, les exportations non traditionnelles de matériel comme des téléviseurs mobiles, des téléphones mobiles 3G et des appareils connexes de téléphonie sur Internet (VoIP) présentent généralement les meilleures perspectives de croissance au cours des prochaines années. Par contre, les fabricants de téléphones fixes et de matériel mobile moins moderne auront du mal à augmenter leurs ventes à l'exportation. Les exportateurs qui réussiront à le faire seront ceux qui pourront réduire leurs coûts et faire preuve d'innovation pour affronter la concurrence plus vive.

Graphique 34 : Exportations canadiennes de matériel de télécommunications (Données mensuelles, M CAD, moyenne mobile sur trois mois)



Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC.

7.6 Machinerie et équipement industriels

Les exportations canadiennes de machinerie et d'équipement (M-E) devraient augmenter de 3 % en 2007, puis de 4 % en 2008. Les résultats de cette année sont impressionnants, compte tenu de la hausse du dollar canadien, de l'intensification de la concurrence mondiale et des pressions à la baisse sur les prix de vente. Les marges bénéficiaires des exportateurs sont évidemment très minces. Mais la concurrence et l'incapacité de l'industrie de fixer les prix à son gré stimulent également les ventes à l'exportation de certains fabricants de M-E. Même si la croissance économique ralentit, les entreprises du monde entier continueront d'investir dans de nouveaux biens d'équipement afin de réduire les coûts et de rester concurrentielles.

Au cours de 12 à 18 prochains mois, la plus forte expansion pour les exportateurs canadiens de M-E sera celle du matériel utilisé dans le secteur de l'énergie et de l'exploitation minière, puis de l'équipement agricole et de chantier. À l'échelle géographique, la croissance des exportations vers les pays en développement continuera de dépasser largement celle des exportations vers les marchés développés.

Les exportations d'**équipement de mise en valeur des ressources minières et énergétiques** devraient s'accroître de 30 à 40 % cette année. Il y a actuellement un grand essor de l'investissement dans l'exploitation minière vu que les cours des métaux demeurent élevés. Les cours de l'énergie resteront élevés eux aussi, même s'il y avait un certain tassement des cours du gaz naturel au moment de rédiger ces lignes. Nous nous attendons à une contraction des cours des produits de base jusqu'à la fin de 2008, mais ceux-ci devraient demeurer au-dessus de la normale, ce qui appuiera la viabilité de la plupart des projets en amont de mise en valeur des ressources minières et énergétiques. Près du tiers de la croissance des exportations cette année est attribuable au grand marché américain, mais une vigueur considérable a aussi été observée en Russie, en Amérique centrale, en Europe orientale, au Brésil et en Afrique. Nous prévoyons une robustesse continue sur ces marchés émergents en 2008. Les exportations sur tous les marchés devraient augmenter de 34 % en 2007 avant de ralentir et de progresser de 12 % en 2008.

Les exportations de **machines pour les industries des produits chimiques et des plastiques** devraient fracasser un nouveau record en 2007, car les exportations vers la plupart des marchés ont augmenté. Les exportations vers les É.-U. (60 % du total) n'avanceront que légèrement en 2008, malgré un taux élevé d'utilisation des capacités de fabrication de plastiques dans ce pays. La fabrication de produits chimiques et de plastiques est une industrie cyclique, très sensible à certains grands secteurs de l'économie américaine qui devraient s'affaiblir en 2008, notamment les automobiles, les biens de consommation et le logement. Des marchés comme l'Amérique du Sud, et la Chine en particulier, seront plutôt dynamiques, mais pas assez pour empêcher une décélération de la croissance des exportations, puisque nous prévoyons qu'elle passera de 12 % en 2007 à seulement 1,6 % en 2008.

Tableau 33 : Exportations de machinerie et équipement

Principaux marchés	G CAD 2006	Part % des exportations (2006)	Perspectives d'exportation (croissance en %)		
			2006	2007(p)	2008(p)
É.-U.	20,2	75,8	-0,9	2,6	2,4
Zone euro	1,6	5,8	14,0	-3,9	5,5
Moyen-Orient	0,6	2,2	18,2	1,8	8,4
Chine	0,4	1,7	12,5	25,2	6,1
R.-U.	0,4	1,6	10,1	-3,1	14,2
Amérique du Sud	0,4	1,4	-1,7	9,0	15,1
Océanie	0,4	1,4	13,9	-14,1	12,4
NEI asiatiques	0,3	1,1	-10,4	6,0	9,0
Total - Marchés en développement	3,3	12,5	17,9	15,4	11,6
Total mondial	26,6	100,0	2,5	3,2	4,4

Source : Services économiques d'EDC. Les données de 2006 sont réelles, celles de 2007 et de 2008 sont des prévisions. Les nouvelles économies industrielles (NEI) asiatiques sont Hong Kong, Singapour, la Corée du Sud et Taiwan.

APERÇU SECTORIEL

Les exportations de **machines à travailler le métal et le bois** ont reculé de 2 % en 2006. Les recettes à l'exportation dans cette catégorie proviennent surtout des machines à travailler le métal, dont 80 % des exportations sont à destination des É.-U. La baisse des activités de l'économie américaine signifie que les exportations de ce sous-secteur devraient décliner en 2007. D'autres petites diminutions sont prévues en 2008.

Les exportations canadiennes d'**équipement agricole et de chantier** ont affiché une croissance limitée en 2007 en raison du recul de la demande d'équipement de chantier aux É.-U. dans la foulée de l'effondrement du secteur du logement. En outre, la faiblesse des revenus agricoles au sud de la frontière a limité la demande de machines agricoles, malgré la hausse des prix des cultures. Mais la demande plus marquée d'équipement agricole et de chantier sur les marchés émergents compense le déclin de la demande américaine en 2007, ce qui devrait permettre aux exportations de s'accroître d'un taux estimatif de 3 %. En 2008, la stabilisation du secteur du logement américain, l'amélioration des revenus agricoles, la hausse de la demande de la part des marchés émergents et l'affaiblissement du dollar canadien devraient appuyer une hausse de 12 à 15 % des exportations canadiennes d'équipement agricole et de chantier.

7.7 Produits automobiles

Les malheurs des exportateurs canadiens de véhicules et pièces d'automobile ont continué en 2006 avec une baisse de 5,6 % des expéditions à l'étranger en cumul annuel (janvier-juillet). Les exportations de voitures (-6 %) ainsi que de poids lourds et de poids moyens (-28 %) ont reculé, mais celles de pièces d'automobile sont restées inchangées. Cette tendance devrait se maintenir pendant le reste de 2007, puisque l'on s'attend à ce que les ventes d'automobiles baissent encore aux É.-U. et à ce que les Trois de Détroit continuent de perdre des parts de marché. Il est prévu que les exportations automobiles canadiennes régressent encore de 6,3 % cette année, mais elles

Tableau 34 : Exportations d'automobiles par produit

Sous-secteurs	G CAD 2006	Part % du total des exportations (2006)	Perspectives d'exportation (croissance en %)		
			2006	2007(p)	2008(p)
Voitures	50,0	66,0	-7,5	-6,2	0,8
Pièces d'automobile	20,1	26,6	-8,4	-1,4	1,9
Poids lourds	5,6	7,4	11,9	-25,7	8,2
Total - Automobile	75,7	100,0	-6,6	-6,3	1,5

Source : Services économiques d'EDC. Les données de 2006 sont réelles, celles de 2007 et de 2008 sont des prévisions.

commenceront à se stabiliser en 2008, avec un gain modeste de 1,5 % porté par une légère reprise sur le marché automobile américain à la fin de 2008 et l'achèvement prochain de la restructuration des Trois de Détroit. La vigueur renouvelée du dollar canadien, le ralentissement de l'économie américaine et la perturbation de la production découlant des négociations contractuelles en cours entre l'UAW et les Trois de Détroit représentent des risques pour le secteur des exportations. Il est à noter que les prévisions de base des Services économiques d'EDC partent du principe que la production ne sera pas sérieusement entravée par des conflits de travail.

Sur le plus grand marché de l'automobile du monde, qui est aussi la principale destination des exportations canadiennes, les ventes de voitures et de camions légers ont reculé de 2,8 % en cumul annuel (janvier-août), passant de 16,5 millions d'unités en 2006 à 16,1 millions d'unités en 2007. Le repli du secteur résidentiel américain influe directement sur les ventes de camions légers. D'où l'annonce récente par GM du passage de trois à deux équipes de travail à l'usine d'Oshawa qui fabrique les camionnettes à caisse Silverado de Chevrolet et Sierra de GMC. De plus, la correction sur le marché américain de l'habitation agira indirectement sur les ventes de voitures et de camions légers par l'effet de richesse. Enfin, l'endettement des consommateurs provoqué par la hausse des taux hypothécaires variables (THV) et les achats à terme fondés sur des mesures d'encouragement des dernières années se répercuteront aussi sur les ventes de 2007 et 2008. On devrait toucher le creux du cycle actuel fin 2007, mais les ventes de voitures et de camions légers ne devraient reprendre que modestement en 2008, pour passer à 16,2 millions

APERÇU SECTORIEL

d'unités. Sur cette toile de fond, les exportations canadiennes de **voitures** devraient baisser de 6,2 % en 2007 et augmenter de 0,8 % en 2008.

Le prix de l'essence qui ne baisse toujours pas fait aussi changer la combinaison de véhicules vendus sur le marché américain, où les ventes de camions légers chutent depuis quelques mois. Les Trois de Détroit revoient leurs méthodes face à la demande de véhicules économiques et aux pressions des pouvoirs publics (le Sénat américain vient d'approuver un programme énergétique qui comprendra l'adoption de normes de rendement énergétique plus élevées d'ici 2020). GM a annoncé que les camionnettes à caisse Silverado de Chevrolet et Sierra de GMC produites à Oshawa seraient équipées d'une technologie hybride dès 2008. D'ici 2010, Ford assemblera dans son usine de montage d'Oakville des versions hybrides de ses nouveaux modèles Edge et Lincoln MKX. Ces annonces sont essentielles pour les exportations automobiles canadiennes, car le marché des véhicules hybrides devrait beaucoup se développer à long terme. Les investissements importants annoncés par tous les équipementiers au Canada, y compris GM, Ford, Chrysler, Toyota et Honda, donnent un autre coup de pouce aux perspectives à plus long terme des exportations automobiles canadiennes.

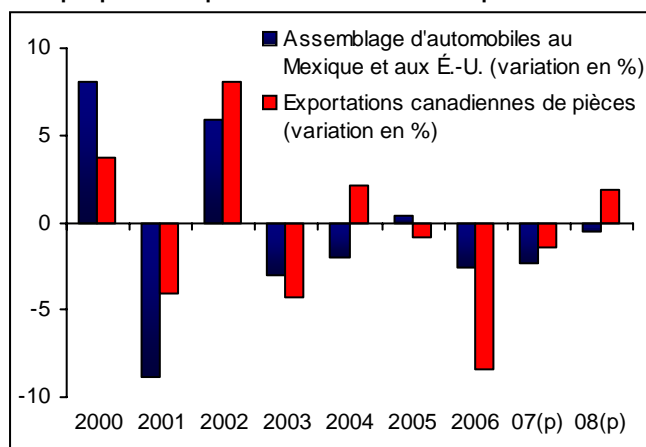
Tableau 35 : Exportations d'automobiles par marché

Principaux marchés	G CAD 2006	Part % des exportations (2006)	Perspectives d'exportation (croissance en %)		
			2006	2007(p)	2008(p)
É.-U.	73,7	97,4	-6,7	-6,8	1,5
Zone euro	0,4	0,5	13,1	12,0	-19,5
R.-U.	0,1	0,1	-9,1	7,8	-9,3
Océanie	0,1	0,1	-67,5	12,2	-6,9
Japon	0,0	0,1	-47,7	25,1	-10,7
Total - Marchés en développement	1,4	1,9	9,5	11,2	9,5
Total mondial	75,7	100,0	-6,6	-6,3	1,5

Source : Services économiques d'EDC. Les données de 2006 sont réelles, celles de 2007 et de 2008 sont des prévisions. L'Asie et l'Océanie n'incluent pas le Japon.

Le secteur canadien des **pièces d'automobile** est confronté à des perspectives aussi difficiles que le secteur de l'automobile. EDC s'attend à ce que les exportations de pièces reculent encore de 1,4 % en 2007 avant de regagner un modeste 1,9 % en 2008. Ses prévisions reposent sur deux facteurs. Tout d'abord, les parts de marché des Trois de Détroit continueront de se réduire pendant la période de référence, ce qui fera encore diminuer la demande de pièces d'automobile canadiennes. Ensuite, les entreprises de montage automobile nord-américaines recourront de plus en plus à des fournisseurs de pièces non traditionnels, comme la Chine et l'Inde. La principale raison pour laquelle les exportations canadiennes de pièces d'automobile devraient mieux se porter que celles de voitures est la suivante : les exportateurs canadiens de pièces d'automobile ont, dans une certaine mesure, réussi à se diversifier dans la production de véhicules en Chine, en Inde et en Europe. C'est dans les composants de pointe à plus forte valeur ajoutée, moins exposés à la concurrence que les pièces plus banales, où nous voyons la plus forte croissance.

Graphique 35 : Exportations canadiennes de pièces



Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC, CSM Automotive.

APERÇU SECTORIEL

Comme prévu, en 2007, les exportations canadiennes de **pooids lourds** ont subi fortement le contrecoup des achats anticipés importants aux É.-U. en 2006. Ces achats étaient provoqués par de nouvelles normes américaines en matière d'émissions. Les perspectives ne sont pas aussi moroses, car la demande accumulée de poids lourds l'emportera sur l'effet réducteur d'un ralentissement de l'économie américaine. Tout compte fait, EDC s'attend à voir une reprise des exportations canadiennes en 2008, avec un taux de croissance de 8,2 %, mais cela laissera cependant la valeur des ventes à l'exportation nettement inférieure aux niveaux enregistrés en 2005 et 2006. Les risques pour les exportations de camions sont, pour la majeure partie, des risques de pertes, car les perspectives pour l'économie américaine prévoient un tassement de la croissance dans les trois ou quatre prochains trimestres. Le prix de l'essence toujours élevé est un autre problème important avec lequel doit composer l'industrie du transport routier. Ce facteur alimente la demande de véhicules économiques se caractérisant par leur aérodynamisme et leur haut rendement énergétique. De nouveaux systèmes de transmission hydraulique hybrides équiperont les poids lourds et moyens, comme les autobus des transports publics et les camions à ordures, afin d'économiser plus de carburant dans la conduite à arrêts multiples. Des moteurs hybrides diesel-électrique bimodaux sont à l'étude pour les poids lourds de transport au long cours. La tendance à privilégier une technologie plus économique se maintiendra dans un proche avenir afin de satisfaire à la demande et aux exigences de la réglementation officielle.

7.8 Aéronautique

Après un an sans croissance, les exportateurs canadiens de produits aéronautiques ont connu en 2007 une bien meilleure année, avec une croissance estimative de leurs ventes à l'exportation de 11 à 12 %. Cette tendance à la hausse persistera en 2008, lorsque les exportations devraient s'accroître de 5 %. Ces dernières années, l'industrie canadienne de l'aéronautique a avancé dans deux directions opposées :

alors que la demande s'est affaiblie dans l'industrie des avions de transport régional à réaction (RJ), elle a été robuste dans le reste du secteur. Mais la situation semble s'améliorer dans l'industrie des RJ.

De fait, l'intérêt accru pour les RJ de plus grande capacité a favorisé la création de nouveaux modèles qui stimulent maintenant la demande. Le CRJ 1000 de 100 sièges, par exemple, a obtenu 38 commandes jusqu'ici cette année, ce qui porte à 131 le nombre

total de nouvelles commandes de RJ au premier semestre de 2007, comparativement à 78 pour l'ensemble de 2006. En outre, la reprise des discussions au sujet de la famille d'appareils de la série C de 110 à 130 sièges reflète l'intérêt croissant pour des RJ de plus grande capacité et constitue une nouvelle très positive pour les perspectives à long terme (les premières livraisons sont prévues vers 2013). Même si les appareils seront assemblés en partie en Chine, en partenariat avec AVIC I, cette nouvelle famille grossira le carnet de commandes de Bombardier et aura des retombées secondaires importantes dans l'ensemble de l'industrie canadienne de l'aéronautique.

Tandis que la demande de RJ se raffermira, les autres segments de l'industrie continueront d'afficher de solides résultats. Les coûts élevés du carburant inciteront les transporteurs aériens sensibles aux coûts à se tourner vers de nouveaux appareils à turbopropulsion pour remplacer les appareils vieillissants ou de petits RJ, pour les vols de courte et moyenne portées. En même temps, les solides bénéfices quinquennaux et le facteur de contrariété croissant dans les aéroports commerciaux stimuleront à nouveau la demande de jets d'affaires jusqu'à la fin de

Tableau 36 : Exportations du secteur de l'aéronautique

Principaux marchés	G CAD 2006	Part % des exportations (2006)	Perspectives d'exportation (croissance en %)		
			2006	2007(p)	2008(p)
É.-U.	6,2	60,3	-20,7	23,2	6,1
Zone euro	1,9	18,3	82,5	4,0	3,0
R.-U.	0,6	5,5	80,1	6,1	4,5
Océanie	0,3	2,8	367,6	-36,4	5,0
Japon	0,3	2,5	15,0	-27,3	2,0
Total - Marchés en développement	0,7	7,0	2,5	0,9	5,7
Total mondial	10,2	100,0	0,3	11,3	5,2

Source : Services économiques d'EDC. Les données de 2006 sont réelles, celles de 2007 et de 2008 sont des prévisions.

APERÇU SECTORIEL

2008. Mais le ralentissement de l'économie américaine et de l'économie mondiale modérera le rythme de croissance du marché des jets d'affaires au cours des 12 à 18 prochains mois.

Les perspectives des fournisseurs de pièces restent très bonnes, stimulées par le redressement cyclique du segment ainsi que par les dépenses militaires. Boeing et Airbus continuent d'afficher des commandes records pour leurs modèles de la nouvelle génération, car les transporteurs aériens cherchent à remplacer leur flotte vieillissante par des appareils plus économes en carburant. L'expansion des réseaux en étoile et la hausse du trafic sur les marchés émergents stimulent aussi la demande. Du côté de la défense, les mesures de sécurité et de lutte contre le terrorisme, ainsi que les incertitudes géopolitiques croissantes continueront de stimuler les dépenses militaires.

Par ailleurs, les investissements élevés de quelques grands noms canadiens stimuleront également les exportations. Ainsi, Pratt & Whitney Canada cherche à accroître la demande de son nouveau moteur ultraléger, tandis que Bell Textron Helicopter a un carnet de commandes bien rempli pour son nouvel hélicoptère MAPL, ce qui lui permettra de continuer de tourner à plein régime au cours de la prochaine décennie. Le succès de ce fabricant d'hélicoptères aura des retombées secondaires importantes sur l'ensemble de l'industrie aéronautique canadienne et profitera notamment à Pratt & Whitney Canada et à Mecaer, qui fabriqueront les moteurs et les trains d'atterrissage.

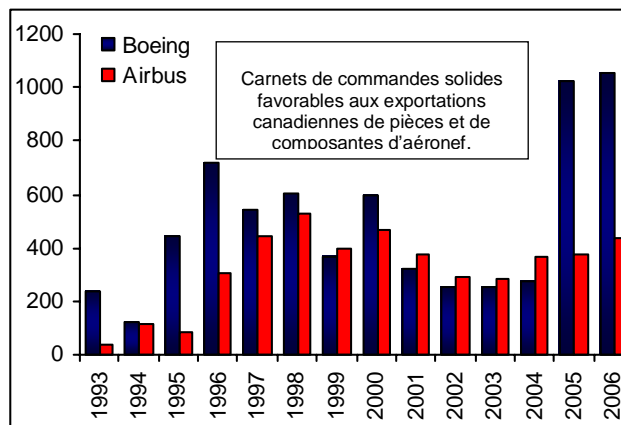
À l'échelle géographique, les exportations vers les É.-U. devraient continuer de bien se porter jusqu'à la fin de 2008, grâce à la demande soutenue de jets d'affaires et aux importants contrats militaires avec certains grands joueurs canadiens du secteur de l'aéronautique. En Europe, le trafic croissant et la meilleure rentabilité des transporteurs devraient appuyer les exportations canadiennes dans cette région. La demande asiatique restera très vigoureuse, la Chine et l'Inde affichant une forte croissance attribuable à l'expansion du trafic et au foisonnement des nouveaux réseaux en étoile; mais la demande s'affaiblira au Japon et en Australie.

En 2008, l'obtention de nouveaux contrats par les entreprises canadiennes, tout particulièrement en Asie et en Europe, offre certaines perspectives de hausse des exportations dans le secteur de l'aéronautique. Qui plus est, le développement de nouveaux produits pourrait stimuler les ventes à l'exportation l'an prochain.

7.9 Matériel ferroviaire et autre matériel de transport

En 2006, les exportations de matériel de transport ferroviaire et d'autre matériel de transport ont augmenté de 2,8 %, portées par les ventes de matériel ferroviaire roulant. La croissance s'est poursuivie à un rythme modéré cette année, mais elle devrait ralentir en 2008. Les exportations du secteur devraient s'accroître de 4 % en 2007, mais c'est le sous-secteur « autre matériel de transport » qui réalisera tous les gains. En 2008, le piétinement de la croissance mondiale et le ralentissement du commerce extérieur se répercuteront sur les réseaux de transport du monde entier et entraîneront une légère contraction des exportations.

Graphique 36 : Commandes annuelles d'avions de Boeing et d'Airbus



Source : Bloomberg.

APERÇU SECTORIEL

Le sous-secteur du **matériel ferroviaire roulant et du matériel ferroviaire connexe** est bien connu pour sa nervosité. Il suit les caprices des expéditions dans le monde et de la durée de vie du matériel roulant. En 2006, les exportateurs canadiens ont profité de la solide croissance économique mondiale, de cours records des produits de base et de la hausse des dépenses dans les infrastructures de transport. Cette année, cependant, les exportations de matériel de transport ferroviaire régressent. Les cours encore vigoureux des produits de base encouragent de nouveaux investissements chez les géants émergents comme le Brésil et la

Tableau 37 : Perspectives d'exportation de matériel ferroviaire et autre matériel de transport

Secteurs principaux	G CAD 2006	Part (%) du total des exportations (2006)	Perspectives d'exportation (croissance en %)		
			2006	2007(p)	2008(p)
Mat. ferr. et autre mat. de tr.	0,7	34,1	4,0	-7,8	5,4
Autre matériel de transport	1,3	65,9	2,1	10,5	-2,9
Total – Mat. ferr. et autre mat. de tr.	2,0	100,0	2,8	4,3	-0,4

Source : Services économiques d'EDC. Les données de 2006 sont réelles; celles de 2007 et 2008 sont des prévisions.

Chine, tandis que les sociétés de transport britanniques et néerlandaises modernisent leurs réseaux. Mais les fournisseurs canadiens ne peuvent pas compenser l'affaiblissement continu des ventes aux É.-U., une tendance qui devrait persister pendant la période de référence.

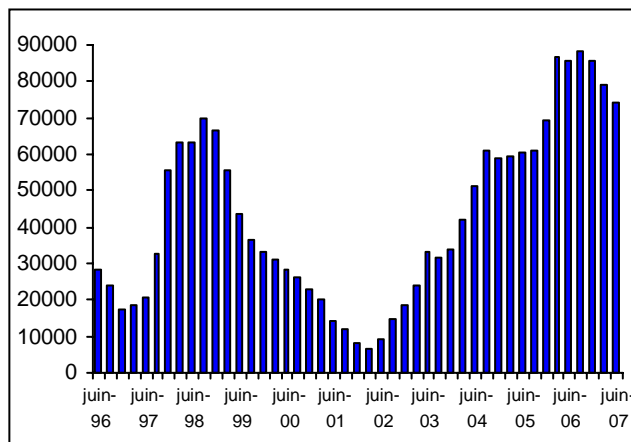
Les volumes actuels du trafic ferroviaire reflètent l'essoufflement de l'économie mondiale. Après avoir établi un record en 2006, le volume total sur les chemins de fer américains était en baisse de 2,3 % a/a durant les huit premiers mois de 2007. Les livraisons de wagons de marchandises aux É.-U. continuent de reculer par rapport à leur sommet du 2T2006; elles ont diminué de 17,1 % a/a au 2T2007, alors qu'elles s'étaient accrues de 8,7 % un an plus tôt. Les commandes en attente de wagons de marchandises destinés aux É.-U. ont dégringolé de 58,0 % a/a jusqu'ici cette année, tandis que les commandes en attente de wagons de marchandises vers les É.-U. ont baissé de 11,4 % pendant la même période. La tendance a déjà commencé à frapper les fournisseurs canadiens, dont les exportations devraient régresser de 8 % cette année, avant de rebondir et d'augmenter de 5 % en 2008.

Les recettes à l'exportation tirées de la **construction et la réparation de navires** montrent des signes de vigueur cette année, car l'indice Baltic Dry continue d'atteindre de nouveaux sommets. Nous prévoyons que cet indice se repliera, mais il devrait tout de même demeurer très élevé jusqu'à la fin de 2008. En outre, l'exploration pétrolière et gazière en cours dans la mer de Barents a stimulé les ventes à la

Russie et à la Norvège. La mise en place des zones de contrôle des émissions de soufre (ZCES) en mer Baltique, en mer du Nord et dans la Manche appuie également de nouveaux contrats pour les entreprises canadiennes sur quelques marchés non traditionnels. Mais en 2008, le ralentissement mondial devrait atténuer de nombreuses pénuries de capacités qui ont stimulé l'industrie ces dernières années.

Les exportations du sous-secteur « **autre matériel de transport** » ont grimpé en flèche après les attaques du 11 septembre, mais elles ont maintenant commencé à se refroidir. Bien que les ventes de véhicules blindés aux grands marchés comme les É.-U. et l'Arabie saoudite aient

Graphique 37 : Le carnet de commandes de wagons de marchandises aux É.-U. laisse entrevoir une croissance constante (mais plus lente) des exportations de matériel ferroviaire canadien



Source : Railway Supply Institute.

APERÇU SECTORIEL

augmenté en 2006, elles sont nettement inférieures aux sommets atteints en 2004. Mais les envois massifs de soldats en Iraq cette année et les efforts continus en Afghanistan poussent les acheteurs, traditionnels et non traditionnels à accélérer leurs achats, et cette tendance se poursuivra probablement jusqu'aux élections présidentielles américaines de 2008. Le ralentissement de la demande au sud de la frontière réduira cependant les exportations de véhicules récréatifs.

7.10 Biens de consommation

La tendance à la baisse devrait se poursuivre dans les exportations canadiennes de biens de consommation. Après quatre années consécutives de recul, ces exportations devraient se replier de 8,3 % en 2007, puis de 7,0 % en 2008. Même si l'on s'attend à ce que le dollar canadien se déprécie modérément face à la monnaie de la plupart des principaux partenaires commerciaux du Canada en 2008, la concurrence étrangère accrue, surtout celle en provenance d'Asie, ainsi que le ralentissement de l'économie américaine entraîneront une diminution du volume des exportations et feront plus que compenser tout gain sur les taux de change.

Comme 88 % des exportations canadiennes de biens de consommation sont à destination des É.-U., le comportement du consommateur américain revêt une importance capitale. Le repli du marché américain de l'habitation aura des répercussions directes sur la consommation de biens durables, en particulier les meubles, les installations intérieures et les électroménagers. Cependant, la faiblesse des exportations de biens de consommation vers les É.-U. ne se limitera pas à ce secteur. L'effet de richesse résultant de la baisse des prix de l'immobilier se répercutera sur des dépenses qui ne sont pas nécessairement liées au marché de l'habitation. La richesse réduite des ménages aura un effet sur les emprunts, en particulier sur le refinancement à partir de la valeur nette de la propriété, qui est une source de fonds (et de dépenses) importante pour les ménages américains depuis quelques années. Un marché du travail serré reste le principal soutien de la croissance des salaires et, donc, des dépenses de consommation. L'économie américaine ralentissant, la croissance des salaires et de l'emploi fera de même.

Malgré la dépréciation prévue du dollar canadien face au dollar américain, les exportations vers le marché américain devraient encore reculer de 8 % en 2008, après avoir subi une diminution estimée à 10 % en 2007. Les trois principaux sous-secteurs canadiens des biens de consommation (articles d'ameublement, armoires de cuisine en bois et gros électroménagers) ont subi des baisses constantes de leurs ventes aux É.-U. et le repli du marché américain de l'habitation ne fera qu'empirer la situation. Selon nous, le marché américain de l'habitation n'a pas encore touché le fond; et il le fera probablement à la fin de 2008 ou au début de 2009 avant qu'une réelle reprise se dessine. Ces sous-secteurs devront donc trouver de nouveaux marchés étrangers pour compenser les pertes à l'exportation aux É.-U. Les exportations canadiennes de biens de consommation ne se portent guère mieux sur les autres grands marchés étrangers. Toutefois, il y a quelques notes positives, dont une augmentation sensible des exportations de gros électroménagers vers le Mexique et de bijoux vers le R.-U., la Belgique, l'Allemagne et le Chili.

Tableau 38 : Exportation de biens de consommation par région

Principaux marchés	G CAD 2006	Part % des exportations (2006)	Perspectives d'exportation (croissance en %)		
			2006	2007(p)	2008(p)
É.-U.	8,5	88,5	-7,4	-10,1	-8,1
Zone euro	0,4	3,8	-0,1	1,0	-4,1
R.-U.	0,2	1,6	-17,0	11,1	-9,1
Japon	0,1	0,6	-16,8	-9,1	11,1
Océanie	0,0	0,4	2,9	1,0	1,0
Total - Marchés en développement	0,3	3,3	9,8	16,6	8,7
Total - Mondial	9,6	100,0	-6,5	-8,3	-7,0

Source : Services économiques d'EDC. Les données de 2006 sont réelles, celles de 2007 et de 2008 sont des prévisions. L'Asie et l'Océanie n'incluent pas le Japon.

APERÇU SECTORIEL

La plupart des sous-secteurs de l'industrie canadienne des biens de consommation voient leurs exportations baisser depuis cinq ans, certains même à un rythme accéléré. Cette situation ne touche toutefois pas les exportations de bijoux et d'équipement médical. De fait, les exportations de bijoux ont réussi à rester sur la lancée de 2006 jusqu'au premier semestre de 2007, mais la croissance des exportations d'équipement médical ralentit par rapport à sa moyenne élevée sur cinq ans. Cependant, nous nous attendons à ce que ces deux sous-secteurs continuent de mieux se porter que les autres grands sous-secteurs. Cette année, les exportateurs de vêtements, en particulier, ont constaté une contraction de leurs exportations, et la tendance se maintiendra probablement. Pour réussir, les exportateurs canadiens de biens de consommation doivent produire des marchandises qui se distingueront de la concurrence par leur qualité supérieure ou par un label canadien particulier.

7.11 Agroalimentaire

Les agriculteurs canadiens enregistrent une bonne année, car le prix de nombre de produits agroalimentaires a augmenté de façon astronomique en 2007. Sous l'effet de l'expansion des biocarburants, des conditions météorologiques défavorables et d'une forte demande des marchés émergents, le prix des céréales, des oléagineux et des cultures spéciales a augmenté de plus de 20 % d'une année sur l'autre, tandis que celui des animaux vivants a progressé de plus de 10 % à la faveur de la hausse du prix des aliments pour animaux. En somme, ces facteurs ont fait augmenter les exportations agroalimentaires canadiennes d'environ 15 % en 2007. Nombre des facteurs favorables à la croissance des exportations en 2007 devraient se maintenir, ce qui se traduira par une nouvelle progression de 11 % en 2008.

Tableau 39 : Exportations agro-alimentaires par produit

Principaux secteurs	G CAD 2006	Part % des exportations (2006)	Perspectives d'exportation (croissance en %)		
			2006	2007(p)	2008(p)
Aliments transformés et boissons	8,6	27,0	1,0	4,8	8,5
Vianes et produits à base de viande	4,8	15,2	-15,2	5,2	6,8
Poisson et produits du poisson	4,1	12,9	-5,2	-0,7	-2,7
Oléagineux et légumineuses	5,0	15,7	15,8	23,1	9,5
Culture du blé	4,1	12,9	30,8	55,5	31,4
Autres cultures agricoles	2,1	6,6	6,1	9,8	6,3
Animaux vivants	2,4	7,4	33,0	10,7	12,0
Céréales secondaires	0,8	2,4	3,7	13,1	10,7
Total – Produits agroalimentaires	31,9	100,0	4,5	14,5	11,3

Source : Services économiques d'EDC. Les données de 2006 sont réelles, celles de 2007 et de 2008 sont des prévisions.

Cette année, l'essentiel de la croissance des exportations agroalimentaires canadiennes se fait à destination des pays en développement, vers lesquelles elles devraient avoir augmenté de 41 % à la fin de 2007. Une autre augmentation de 26 % est prévue pour les marchés en développement en 2008. Les ventes à l'exportation vers les marchés industrialisés ont également progressé en 2007, mais plus modérément, soit d'environ 7 %, et il est question de 6 % pour 2008.

Il existe des possibilités de croissance à l'exportation sur de nombreux marchés en développement, mais l'Afrique subsaharienne, le Brésil et l'Égypte méritent une attention particulière en tant que destinations pour le blé, tandis que la Chine, le Mexique, le Moyen-Orient et l'Asie du Sud-Est sont les marchés à suivre pour les céréales secondaires. Il faut

Tableau 40 : Exportations agroalimentaires par marché

Principaux marchés	G CAD 2006	Part % des exportations (2006)	Perspectives d'exportation (croissance en %)		
			2006	2007(p)	2008(p)
É.-U.	18,6	58,3	1,0	9,2	7,1
Japon	2,7	8,5	7,5	7,4	-0,1
Zone euro	1,7	5,4	20,0	-22,6	-9,4
NEI asiatiques	1,1	3,6	-6,2	8,5	11,2
Chine	0,9	3,0	-22,0	27,0	22,4
Total - Marchés en développement	6,8	21,3	23,4	41,0	25,8
Total mondial	31,9	100,0	4,5	14,1	11,3

Source : Services économiques d'EDC. Les données de 2006 sont réelles, celles de 2007 et de 2008 sont des prévisions.

APERÇU SECTORIEL

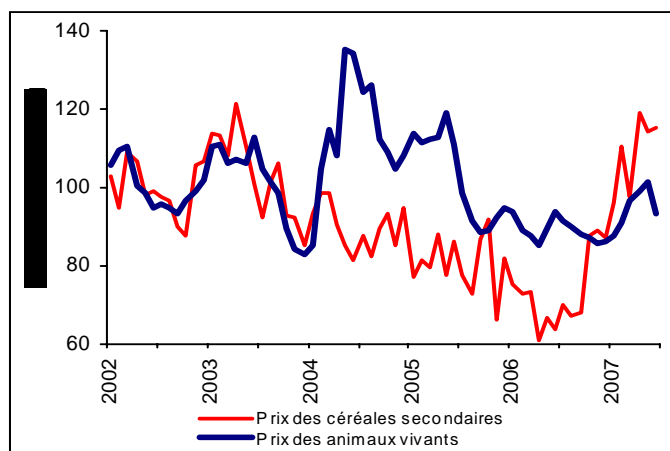
cependant être prudent dans l'interprétation de la vigueur des exportations, car elle est généralement alimentée par la tendance à la hausse des cours mondiaux des céréales et des cultures. Cela devient plus évident dans le ralentissement de la croissance des exportations auquel nous nous attendons en 2008 et de la baisse des prix des produits agricoles qui devraient se produire. Un tassement de la croissance économique américaine et mondiale freinera aussi la croissance des exportations agricoles en 2008.

Le prix du blé et des céréales secondaires devrait continuer de faire d'impressionnants gains d'ici la fin de 2007, avant de fléchir en 2008. La demande mondiale de céréales est très élevée, alors que l'offre est limitée par des conditions météorologiques irrégulières qui ont causé des dommages considérables dans les cultures de grands exportateurs, avec pour résultat des stocks mondiaux au plus bas depuis le début des années 1970. Parallèlement, la forte croissance économique enregistrée par les marchés émergents fera que la demande de produits agricoles restera élevée. De plus, la croissance démographique et la poursuite de l'urbanisation entraînent une diversification de l'alimentation, ce qui stimule la demande de produits carnés et, par défaut, de céréales fourragères. Dans l'ensemble, les exportations des principales **céréales** devraient enregistrer une croissance moyenne de 37 % en 2007. Le taux sera moindre en 2008, les prévisions le situant à 20 %.

Les exportations canadiennes d'**aliments transformés et de boissons** devraient augmenter de 5 % en 2007. L'année à venir verra les exportations augmenter de 8%, ce qui tiendra dans une large mesure à des prix en hausse.

Le prix des produits alimentaires devrait rester élevé, car de grandes quantités de céréales et de cultures sont affectées à la production de biocarburants. Pour ce qui est des facteurs qui influent sur le volume des exportations, soulignons la tendance croissante en Europe et aux É.-U. à consommer des aliments, des fruits et des légumes frais et de production locale. D'ailleurs, de nombreux pays encouragent la consommation de ces produits locaux sur leurs marchés intérieurs. Si nous tenons compte du fait qu'environ 84 % des exportations canadiennes de produits alimentaires sont à destination des É.-U., du R.-U. et de la zone euro, cela risque d'influer sur

Graphique 38 : Le prix du grain et des aliments du bétail gonflés par une pénurie à l'échelle mondiale, consommation accrue et la demande grandissante pour les biocarburants.



Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC.

le résultat net des exportateurs canadiens. Cependant, il s'agit d'une occasion d'exporter des produits biologiques et fonctionnels, étant donné la tendance croissante des consommateurs à acheter des produits correspondant à un mode de vie plus sain. Enfin, un consommateur américain plus frileux dépensera moins en aliments transformés et en boissons, en particulier en aliments de luxe, ce qui rendra la conjoncture encore plus difficile.

Les **exportations d'animaux vivants** ont augmenté de 14 % entre janvier et juin cette année par rapport à la même période en 2006. Les exportations de **bovins** vers les É.-U. se portent particulièrement bien, puisqu'elles ont bondi de 18,3 % durant le même intervalle. Les exportations d'animaux vivants devraient afficher une croissance de 11 % à la fin de 2007, puis augmenter de 12 % en 2008. Plusieurs facteurs influent sur nos prévisions des 12 à 18 prochains mois, dont l'interdiction en Chine d'importer du porc et de la volaille en provenance des É.-U., ce qui fait augmenter l'offre correspondante sur le marché américain et baisser, par conséquent, la

APERÇU SECTORIEL

demande américaine à l'importation. De plus, la propagation de la grippe aviaire sur des marchés relativement importants de destination des exportations (comme l'Europe) risque d'encourager des restrictions strictes à l'exportation, ce qui limitera l'entrée de nouveaux produits sur les marchés. Le coût croissant du bétail et de la production de viandes se traduira par des poids inférieurs à l'abattage pour les bovins et le porc, ce qui accentuera les pressions à la hausse sur des prix déjà élevés. Cependant, le gouvernement américain vient d'annoncer qu'il autorisait l'importation de bétail et de produits du bœuf canadiens, ce qui pourrait donner un coup de pouce supplémentaire aux exportations canadiennes.

Poissons, fruits de mer et pêche

Le dollar vigoureux, le coût élevé de l'énergie et, dans certains cas, les pénuries de main-d'œuvre – autant de facteurs qui réduisent les marges de l'industrie – figurent parmi les problèmes auxquels sont confrontés les entreprises canadiennes dans le secteur du poisson et des fruits de mer. En 2008, le dollar canadien devrait se déprécier face au dollar américain et au yen japonais, et le prix de l'énergie devrait redescendre, ce qui apportera un certain répit. Cependant, les dépenses de consommation atones aux É.-U. et au Japon freineront les exportations canadiennes de poissons et de fruits de mer. Il n'en demeure pas moins que le secteur du crabe, dont les exportations bénéficient de belles hausses de prix (+20-30 % au premier semestre de 2007), se porte bien. Les exportations de homard ont légèrement glissé en 2007, en raison de prises un peu moins bonnes, mais la faiblesse initiale en Nouvelle-Écosse devrait se dissiper sur le reste de 2007. Les exportations de l'Î.-P.-É. diminueront quand les prises redeviendront normales cette année, et ce, après une saison 2006 très fructueuse – les prises y ont été les plus importantes en plus de 10 ans.

En 2008, le cours du crabe, du homard et du saumon devrait baisser légèrement, mais celui de la crevette devrait se maintenir. Les exportations de crevette vers l'Europe devraient se révéler importantes, car le contingent tarifaire autonome pour ce marché est passé de 10 000 à 20 000 tonnes en juillet 2007. Pour ce qui est du saumon, le volume des exportations devrait augmenter légèrement en 2008, mais les expéditions vers le marché américain seront confrontées à la concurrence croissante du Chili. Dans l'ensemble, les Services économiques d'EDC estiment que les exportations de poissons et de fruits de mer auront baissé de 1 % à la fin de 2007. Un léger repli des prix devrait entraîner un recul de 3 % en 2008.

7.12 Engrais

La montée des prix et la demande croissante de cultures agricoles continuant d'alimenter la demande d'engrais, les producteurs d'engrais canadiens connaissent une période de forte expansion liée, dans une large mesure, au développement rapide de l'industrie des biocarburants et au pouvoir d'achat en hausse des consommateurs dans les économies émergentes. Comme la constitution de capacité actuelle de l'industrie des biocarburants repose pour beaucoup sur certaines des cultures utilisant le plus d'engrais (canne à sucre au Brésil, maïs aux É.-U. et huile de palme en Asie du Sud-Est), la croissance de la demande mondiale d'engrais devrait rester élevée alors que le prix de l'énergie se maintient à des sommets. Les cours mondiaux élevés du blé, qui sont actuellement plus du double de l'an dernier, ne sont pas liés à l'expansion des biocarburants, mais à des sécheresses et à des événements météorologiques dans de

Tableau 41 : Exportations d'engrais par région

Principaux marchés	G CAD 2006	Part % des exportations (2006)	Perspectives d'exportation (croissance en %)		
			2006	2007(p)	2008(p)
É.-U.	2 915,47	73,5	-7,5	16,6	9,6
Chine	244,58	6,2	-44,0	90,7	18,6
ANASE-4	233,49	5,9	6,0	26,4	14,4
Brésil	216,28	5,5	1,4	58,0	3,9
Inde	118,57	3,0	-14,7	90,7	13,3
Total mondial	3 966,09	100,0	-9,4	25,9	10,5

Source : Services économiques d'EDC. Les données de 2006 sont réelles, celles de 2007 et de 2008 sont des prévisions.

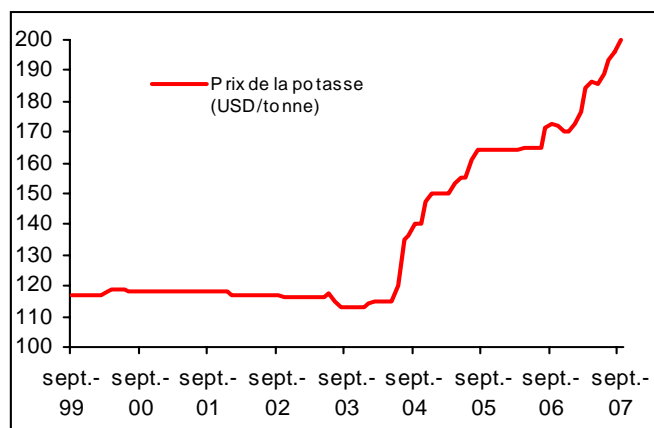
APERÇU SECTORIEL

grandes régions productrices. Ils n'en contribueront pas moins à une demande plus importante d'engrais l'an prochain, les agriculteurs reconstituant des stocks de céréales épuisés. Les agriculteurs utilisent donc plus d'engrais pour arriver à des rendements agricoles plus élevés afin de maximiser leurs bénéfices.

Le prix des engrais augmente lui aussi rapidement. Ainsi, les cours de la potasse ont progressé de 18 % depuis janvier, tandis que ceux de l'urée granulée sont passés à 364 USD/tonne en avril, ce qui améliore nettement le résultat net de grands producteurs d'engrais canadiens. Au dernier trimestre, l'entreprise albertaine Agrium et la PotashCorp de la Saskatchewan ont tous deux annoncé des bénéfices records. Les perspectives sont prometteuses pour la demande d'engrais, même si l'approvisionnement à court terme reste limité, car plusieurs projets importants d'augmentation de la capacité de production d'urée dans le monde sont confrontés à des dépassements de coûts, tandis que l'ouverture de nouvelles mines de potasse peut prendre plusieurs années. Avec des facteurs fondamentaux aussi solides dans les perspectives, Agrium a annoncé la construction en Égypte d'une usine d'urée de 1,2 G USD qui sera terminée en 2010, tandis que PotashCorp a annoncé l'ouverture pour 2011 d'une nouvelle mine de potasse à Sussex (Nouveau-Brunswick) qui coûtera 1,6 G\$.

Ces deux prochaines années, la demande d'engrais canadiens restera déterminée par des événements clés sur les marchés agricoles et par le développement de l'industrie des biocarburants. La demande devrait être forte en Amérique du Nord, en Chine, au Brésil et en Inde, mais aussi dans d'autres pays asiatiques émergents, comme la Malaisie, l'Indonésie, le Vietnam et le Pakistan. Grâce à l'augmentation de la demande et des prix, les exportations canadiennes d'engrais devraient progresser de 26 % en 2007, puis de 11 % en 2008. L'effondrement des cours de l'énergie, qui pourrait rapidement rejeter aux oubliettes les projets d'expansion des biocarburants et réduire la rentabilité des usines existantes, constitue un des facteurs de détérioration de ces perspectives.

Graphique 39 : Prix de la potasse



Source : Bloomberg.

7.13 Produits chimiques et plastiques

Les exportations de produits chimiques et de plastiques devraient augmenter de 9 % cette année, avant de diminuer de 1 % en 2008. Le grand moteur en 2007 est le sous-secteur des produits chimiques, qui devrait s'accroître de 13 % cette année, avant de reculer de 1,4 % en 2008. Cette année, la hausse des prix compensera totalement une forte réduction du volume des exportations. La hausse des prix s'explique presque entièrement par un important renchérissement des produits chimiques inorganiques.

La progression des exportations de produits chimiques en 2007 provient de la catégorie fourre-tout des « **autres produits chimiques inorganiques** » et des **produits pharmaceutiques**, dont les exportations ont augmenté respectivement de 120 % et de près de 140 % dans la première moitié de 2007.⁶ Les produits pharmaceutiques sont un moteur de

⁶ Définition d'autres produits chimiques inorganiques – Vaste gamme de produits chimiques dérivés de produits minéraux (métaux, soufre, silice, etc.) au lieu de produits à base de carbone (pétrole brut, charbon, gaz naturel ou produits liés).

APERÇU SECTORIEL

croissance des exportations pour le Canada depuis le début des années 1990. Les exportations de ces produits se sont accrues de près de 30 % en 2006 et ont progressé de 20 % par année depuis 10 ans. En revanche, les exportations de **produits chimiques inorganiques** devraient baisser cette année, à cause de quelques fermetures d'usines, mais vu qu'aucune fermeture ou expansion de grandes usines n'est prévue en 2008, nous nous attendons à peu de variation du volume des exportations l'an prochain. Les fabricants de produits chimiques organiques verront leurs marges se rétrécir pendant la période de référence car les coûts des charges d'alimentation demeurent élevés, ce qui entraînera quelques hausses de prix en 2008. Les taux d'utilisation des capacités canadiennes de fabrication de produits chimiques sont actuellement élevés (ils ont atteint au 1T2007 un sommet inégalé depuis trois ans). Il y a donc peu de possibilité de hausse du volume des exportations en 2008, non seulement pour les produits inorganiques mais aussi pour l'ensemble des produits chimiques.

Sur le front des **plastiques et du caoutchouc**, nous prévoyons que les exportations reculeront de 4 % en 2007, et avanceront ensuite à un taux modeste de 2 % en 2008. Les exportations du secteur ont diminué de 4 % l'an dernier et n'ont pas augmenté de plus de 3 % au cours des quatre dernières années. En outre, les taux d'utilisation des capacités au Canada sont faibles, à un peu plus de 70 %, et en nette

régression par rapport aux sommets récents de 84 %. Aux É.-U., qui représentent 93 % des exportations canadiennes du secteur, la conjoncture de la demande n'est pas reluisante. Premièrement, le marché du logement américain est en chute libre, et des mises en chantier de l'ordre de 1,3 million d'unités ou moins sont prévues en 2008. Deuxièmement, la production et les achats d'automobiles se ralentiront aux É.-U. Troisièmement, même si la consommation américaine progressera en 2008, elle faiblira considérablement par rapport à sa tendance des dernières années. Dans cet environnement, les fabricants canadiens de produits en plastique et en caoutchouc auront du mal à répercuter les hausses de prix si les coûts élevés des intrants font monter les coûts de la résine. Les fabricants canadiens de produits en plastique et en caoutchouc, qui sont surtout de petites et moyennes entreprises, auront donc une importante côte à monter. La seule bonne nouvelle pour ce secteur est que les taux d'utilisation des capacités aux É.-U. demeurent assez élevés, à 85,4 %. Les taux d'utilisation élevés aux É.-U. et faibles au Canada permettront une très modeste hausse des exportations de plastiques et de caoutchouc en 2008. Comme dans tous les secteurs qui dépendent des É.-U., il y a une importante possibilité de détérioration, étant donné les perspectives incertaines de croissance économique chez nous voisins du Sud.

Tableau 42 : Exportations de produits chimiques et de plastiques (sous-secteurs et marchés principaux)

Secteurs principaux	G CAD (2006)	Part % des exportations (2006)	Perspectives d'exportation		
			2006	2007(p)	2008(p)
Produits chimiques	26,0	72,2	7,7	13,2	-1,4
Caoutchouc et plastiques	10,0	27,8	-3,5	-3,9	1,9
Total – Prod. chimiques et plastiques	36,1	100,0	4,3	8,5	-0,6
Total – Exportations de produits chimiques et de plastiques selon le marché					
É.-U.	29,7	82,3	3,5	4,9	-1,2
Zone euro	14,8	41,2	5,1	35,4	1,0
Chine	1,4	3,9	5,4	9,6	3,1
NEI asiatiques	0,5	1,3	-8,3	3,2	2,2
Total - Marchés en développement	2,8	7,9	12,8	9,8	3,0
Total – Mondial	36,1	100,0	4,3	8,5	-0,6

Source : Services économiques d'EDC. Les données de 2006 sont réelles; celles de 2007 et de 2008 sont des prévisions. Les nouvelles économies industrielles (NEI) asiatiques sont Hong Kong, Singapour, la Corée du Sud et Taïwan.

7.14 Exportations canadiennes de services

Les exportations canadiennes de services ont été malmenées en 2006 parce que la vigueur du dollar a nui aux voyages et au tourisme. La situation n'a pas vraiment changé en 2007. En effet, les exportations de services devraient augmenter de 1,1 % seulement dans l'année. Les trois principaux secteurs, soit les services commerciaux, les services de transport et les services de voyage, devraient améliorer quelque peu leurs résultats de 2006. Les secteurs montrant des signes de faiblesse en 2007 ont surtout été les voyages d'affaires, l'assurance, le génie et les communications. En revanche, les services de transport, de gestion et de R-D, ainsi que les services financiers, se comportent assez bien.

Tableau 43 : Exportations de services

	2002	2003	2004	2005	2006	2007(p)	2008(p)
Total des exportations de services (M\$)	63 482	61 781	64 690	66 980	67 229	67 995	69 217
- Variation annuelle en %	5,69	-2,68	4,71	3,54	0,37	1,1	1,8
Services commerciaux (M\$)	34 246	35 512	35 319	36 888	36 708	36 654	37 002
- Variation annuelle en %	8,56	3,70	-0,54	4,44	-0,49	-0,1	0,9
Services de transport (M\$)	11 061	9 942	11 039	11 750	12 130	12 952	13 497
- Variation annuelle en %	4,10	-10,12	11,03	6,44	3,23	6,8	4,2
Services de voyage (M\$)	16 741	14 776	16 746	16 674	16 598	16 541	16 815
- Variation annuelle en %	1,86	-11,74	13,33	-0,43	-0,46	-0,3	1,7
Services gouvernementaux (M\$)	1 436	1 550	1 588	1 666	1 794	1 848	1 903
- Variation annuelle en %	-1,44	7,94	2,45	4,91	7,68	3,0	3,0

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données de 2002 à 2006 sont réelles, celles de 2007 et de 2008 sont des prévisions.

En 2008, les exportations de services devraient augmenter de 1,8 %, car le dollar canadien se dépréciera par rapport à la devise américaine. Une grande partie du léger redressement de 2008 découlera du tourisme, des services de transport, d'assurance et de R-D, ainsi que des services financiers et audiovisuels. Étant donné nos prévisions timides de la consommation américaine, nous prévoyons le tourisme ne s'améliorera qu'à la fin de 2008. Le génie, la construction et les voyages d'affaires resteront probablement faibles jusqu'à la fin de 2008. La récession aux É.-U. et la vigueur continue du dollar canadien constituent toutefois des risques pouvant faire dérapier ses prévisions.

Services de voyage

L'Initiative de transport de l'hémisphère occidental (ITHO) lancée par les É.-U. a été mise en œuvre le 23 janvier 2007. Pour l'essentiel, l'ITHO exige des citoyens des Amériques (y compris les citoyens des É.-U.) qu'ils présentent leur passeport lorsqu'ils arrivent aux É.-U. ou lorsqu'ils y reviennent. Comme 29 % des citoyens américains qui

voyageaient au Canada par avion ou par bateau avant l'ITHO n'étaient pas titulaires d'un passeport, l'ITHO a nui à l'industrie canadienne des voyages. Les exportations de services de voyages d'affaires ont baissé de 2,5 % depuis le début de l'année (de janvier à juillet), tandis que les services de voyages personnels ont affiché une modeste augmentation de 0,5 % pendant

Tableau 44 : Exportations de services de voyages

	2005	2006	2007(p)	2008(p)
Total des recettes (M\$)	16 674	16 598	16 541	16 815
Variation annuelle en %	3,54	0,37	1,1	1,8
Voyages d'affaires (M\$)	2 789	2 890	2 832	2 832
Variation annuelle en %	4,89	3,62	-2,0	0,0
Voyages personnels (M\$)	13 886	13 709	13 709	13 983
Variation annuelle en %	-1,42	-1,27	0,0	2,0

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données de 2006 sont réelles, celles de 2007 et de 2008 sont des prévisions.

APERÇU SECTORIEL

cette période, surtout à la faveur d'une hausse du nombre de voyageurs venant d'autres pays que les É.-U.

Ayant eu du mal à répondre à la demande de passeports américains, le département américain d'État a annoncé le 8 juin 2007 que les citoyens américains voyageant au Canada qui avaient demandé un passeport mais ne l'avaient pas encore reçu pouvaient rentrer dans leur pays par avion sans présenter de passeport. Cette exonération de passeport a cependant été annulée à la fin de septembre 2007.

Les voyages d'affaires ont été plus durement touchés par l'ITHO que les voyages personnels, étant donné que les gens d'affaires voyagent davantage par avion. Vu que les É.-U. n'exigeront pas de passeport pour entrer chez eux par voie terrestre avant 2008, l'ITHO a moins perturbé les voyages personnels. Les Services économiques d'EDC s'attendent donc à ce que les voyages d'affaires diminuent de 2 % en 2007 et que les voyages personnels (autrement dit le tourisme) restent stables. Les recettes à l'exportation liées aux voyages d'affaires ne devraient pas bouger en 2008, étant donné le ralentissement de l'économie américaine, tandis que les recettes découlant des voyages personnels devraient augmenter de 2 %. Ces dernières recettes profiteront de la dépréciation du dollar canadien, qui rendra le Canada plus attrayant pour les touristes américains. Mais nous prévoyons qu'il faudra attendre le deuxième semestre de 2008 avant que le tourisme s'améliore.

Services de transport

Les recettes à l'exportation tirées des services de transport continueront d'afficher une croissance positive durant la période de référence. Elles devraient augmenter de 6,8 % en 2007 avant de se modérer et de s'accroître de 4,2 % en 2008. Le transport maritime demeura le principal moteur de la croissance des services de transport. La forte croissance du transport maritime reflète la demande de services de transport liés à l'essor du secteur des ressources naturelles du Canada. En 2008, la croissance des exportations de services de transport maritime se modérera (mais demeurera tout de même vigoureuse), parallèlement au ralentissement de la croissance du commerce extérieur et de la production dans le monde.

Les voyageurs qui se déplacent par avion représentent 60 % de toutes les exportations de services de transport aérien. Les recettes à l'exportation liées au transport aérien sont donc particulièrement tributaires du transport des passagers. Étant donné les importantes répercussions de l'ITHO des É.-U. (voir les Services de voyage), les Services économiques d'EDC s'attendent à ce que les exportations de services de transport aérien diminuent de 1 % en 2007 et augmentent d'à peine 1 % en 2008.

Plus de 50 % des exportations canadiennes de marchandises aux É.-U. sont transportées par camion, et 20 % sont transportées par train. Les principaux produits expédiés du Canada aux É.-U. par camion comprennent les automobiles, le matériel de transport, la M-E, les produits en plastiques et les produits chimiques, ainsi que les métaux de base. Collectivement, ces produits représentent près de 80 % des exportations acheminées par camion. Étant donné le ralentissement prévu de l'économie américaine au cours des 12 prochains mois, les recettes à l'exportation des transporteurs terrestres et ferroviaires devraient perdre de leur élan elles aussi. Les

Tableau 45 : Services de transports canadiens – Perspectives d'exportation

	2005	2006	2007(p)	2008(p)
Total des recettes	11 750	12 130	12 952	13 497
<i>Variation annuelle en %</i>	6,44	3,23	6,8	4,2
Voyages par bateau	3 350	3 812	4 613	5 074
<i>Variation annuelle en %</i>	15,28	13,79	21,0	10,0
Voyages par avion	4 888	4 834	4 786	4 834
<i>Variation annuelle en %</i>	4,67	-1,10	-1,0	1,0
Voyages par voie terrestre	3 513	3 484	3 554	3 589
<i>Variation annuelle en %</i>	1,41	-0,83	2,0	1,0

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données de 2006 sont réelles, celles de 2007 et de 2008 sont des prévisions.

APERÇU SECTORIEL

Services économiques d'EDC s'attendent à ce que les exportations de services de transport terrestre augmentent de 1 % en 2008, soit moins que la hausse estimée de 2 % cette année.

Services commerciaux

Les services commerciaux représentent plus de 50 % de toutes les exportations canadiennes de services. C'est donc dire que les résultats dans ce sous-secteur ont des retombées importantes sur l'ensemble des recettes des services. Les exportations de services commerciaux ne devraient pas se redresser pendant la période de référence, vu qu'aucune croissance n'est prévue en 2007, et qu'il devrait y avoir une hausse de seulement 0,9 % en 2008. Même si le dollar américain

devrait s'apprécier par rapport au dollar canadien, ce facteur positif sera annulé par le ralentissement de l'économie américaine.

Les exportations de services de construction ont nettement décliné au premier semestre de 2007. Étant donné la faiblesse continue du secteur du logement américain, nous prévoyons que les exportations de services de construction, de génie

et d'architecture resteront faibles d'ici la fin de 2007 et en 2008. Le seul sous-secteur des services commerciaux qui maintient son taux annuel moyen de croissance depuis cinq ans est la recherche-développement. Les exportations canadiennes de services commerciaux restent bien pâles par rapport aux exportations mondiales de services commerciaux, qui ont avancé à un taux annuel moyen de 15 % au cours des cinq dernières années, comparativement à taux moyen de 3 % pour le Canada.

Tableau 46 : Perspectives d'exportation de services commerciaux par produit

Exportations de services commerciaux	G CAD 2006	Part % des exportations (2006)	Perspectives d'exportation (croissance en %)		
			2006	2007(p)	2008(p)
Services de communication	2 611	7,1	-0,7	-2,0	1,0
Assurance	3 920	10,7	0,8	-2,0	2,0
Autres services financiers	2 149	5,9	11,8	1,0	5,0
Services d'informatique et d'information	4 575	12,5	-3,8	0,0	2,0
Redevances et droits de licence	3 679	10,0	6,8	0,0	1,0
Services de gestion	4 978	13,6	-2,9	0,0	-2,0
Recherche-développement	3 185	8,7	13,4	5,0	3,0
Architecture, génie et autres services techniques	4 609	12,6	-1,6	-3,0	-3,0
Services divers aux entreprises	4 186	11,4	-14,3	3,0	3,0
Services audiovisuels	2 590	7,1	2,7	0,0	1,0
Services de construction	225	0,6	1,4	-40,0	-10,0
Total – Services commerciaux	36 708	100,0	-0,5	-0,1	0,9

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données de 2006 sont réelles, celles de 2007 et de 2008 sont des prévisions.

APERÇU PROVINCIAL

8.0 Aperçu provincial

Exportations interprovinciales contre exportations internationales

Il faut souligner que nos prévisions ne concernent que les exportations internationales. Les exportations interprovinciales peuvent représenter une part importante des expéditions d'une province, mais elles ne sont pas prises en compte dans les données sur les exportations internationales d'EDC ou de Statistique Canada. Les expéditions de matières premières ou de marchandises vers d'autres provinces où elles subiront d'autres transformations à valeur ajoutée sont enregistrées en tant qu'exportations internationales de la province d'où sera, pour finir, expédié le produit final. La distinction est de taille, car les exportations interprovinciales créent des emplois et alimentent le produit intérieur brut de la province d'origine. Terre-Neuve-et-Labrador, dont plus ou moins 50 % du brut produit en mer et tout le nickel de Voisey sont expédiés vers d'autres provinces et n'apparaissent donc pas en tant qu'exportations internationales, offre sans doute le meilleur exemple de province où cette différence a le plus d'incidence.





8.1 Terre-Neuve-et-Labrador

Les exportations internationales de Terre-Neuve-et-Labrador grimperont de 17 % cette année et ensuite de 5 % en 2008. Cette année est marquée par une augmentation des exportations d'énergie et de minerais, et dans une moindre mesure, de matériel de transport. L'année prochaine, la baisse du dollar canadien favorisera un essor des exportations. Le secteur des fruits de mer ralentira un peu, mais ceux de l'énergie, de la foresterie et des biens industriels devraient s'améliorer. Il

convient de noter que nos prévisions ne portent que sur les exportations internationales. Voilà pourquoi la majeure partie de l'activité de Voisey's Bay et d'autres gisements miniers ne figure pas dans nos données.

EDC prévoit une augmentation de 16 % des exportations d'énergie cette année et une autre augmentation de 7 % en 2008. Cette année, la production totale de brut devrait être de 130 millions de barils, dont environ la moitié est destinée à des marchés internationaux. L'an prochain, la production devrait monter à près de 150 millions de barils en raison d'une hausse de rendement des champs White Rose et Hibernia. Étant donné qu'aucune augmentation de production n'est prévue pour la raffinerie de Come-by-Chance, on s'attend à ce que les recettes d'exportation fluctuent avec les prix des produits pétroliers raffinés. Selon les Services économiques d'EDC, le prix moyen du brut WTI devrait être de 64 USD le baril en 2008, soit un peu moins qu'en 2007. Les perspectives à long terme sont positives pour l'énergie : la construction d'une deuxième raffinerie est envisagée et le feu vert a été donné pour Hebron.

Les exportations de fruits de mer ont enregistré une légère hausse en 2007, mais devraient diminuer un peu en 2008. La hausse des prix du crabe est le principal moteur de la reprise du secteur cette année et pourrait surprendre par sa vigueur. Les exportations de crevettes en Europe devraient s'améliorer étant donné que le contingent tarifaire autonome est passé de 10 000 à 20 000 tonnes en juillet 2007. Même si l'on ne s'attend pas à des réductions importantes de contingent l'an prochain, les consommateurs semblent se lasser aux É.-U., au Japon et en Europe, ce qui fera baisser les prix des fruits de mer et entraînera une chute de 2,5 % des exportations de produits agroalimentaires en 2008.

La concurrence étrangère, la vigueur du dollar et les coûts élevés de l'énergie nuisent aux fabricants de papier. La demande souffre également car les journaux nord-américains tirent 10 % de leurs revenus des annonces classées de la catégorie « immobilier ». Le papier de Terre-Neuve est souvent expédié vers des marchés européens; par conséquent, les exportations de la province pourraient se porter mieux que prévu. Même si l'on s'attend à ce que les prix du bois d'œuvre montent légèrement en 2008, cette hausse survient après trois années successives de chutes importantes des prix. Néanmoins, le bois d'œuvre aura peu d'impact sur le secteur forestier car il ne représente que 6 % de ses exportations. Bref, les exportations du secteur forestier devraient augmenter de 5 % en 2008 après avoir chuté de 13 % en 2007.

Les exportations de biens industriels ont enregistré une forte augmentation cette année à la suite des livraisons de nickel et de cuivre de l'été, qui représentent 400 M\$. Au lieu d'être traités au Canada comme d'habitude, ces minerais ont été envoyés à des clients en Europe. Par conséquent, même si l'impact sur les exportations internationales sera important, le PIB réel de la province n'en profitera pas. En ce qui concerne le minerai de fer, ses prix devraient être soutenus

Tableau 47 : Exportations de biens de Terre-Neuve-et-Labrador

Principaux secteurs	M CAD 2006	Part % des exportations totales de la province (2006)	Perspectives d'export. (croissance en %)		
			2006	2007(p)	2008(p)
Énergie*	5 941	70,5	8,9	16,4	7,1
Biens industriels	1 063	12,6	13,6	40,2	1,8
Agroalimentaire	803	9,5	-10,8	3,2	-2,5
Foresterie	475	5,6	-11,8	-12,8	5,3
Autres	145	1,7	17,4	-1,0	0,4
Total	8 427	100,0	5,9	16,7	5,1
Total hors énergie	2 486	29,5	-0,5	17,5	0,5

Sources : Statistique Canada; Services économiques d'EDC.

* NOTA – Les données historiques et les prévisions sur les exportations énergétiques de Terre-Neuve-et-Labrador proviennent des Services économiques d'EDC.

APERÇU PROVINCIAL

par la forte demande d'acier de l'Asie, qui devrait se maintenir malgré le ralentissement de l'activité économique mondiale. Cette situation combinée à la baisse du CAD et à une hausse des niveaux de production devrait renforcer les exportations de minerai de fer de 14 % en 2008, après une saine croissance en 2007.

Le secteur du matériel de transport a enregistré une forte hausse en 2007. Celle-ci est attribuable aux activités de construction navale et à la fabrication de pièces d'aéronefs, qui pourraient représenter 60 M\$ cette année, comparativement à 15 M\$ en 2006. Il est difficile d'évaluer ce qui se passera l'année prochaine étant donné que la croissance ne se produit que dans quelques entreprises et que l'information est peu abondante. Quoi qu'il en soit, les progrès réalisés sont impressionnants et sont de bon augure pour les futures exportations de produits manufacturés à forte valeur ajoutée.



8.2 Île-du-Prince-Édouard

La valeur des exportations internationales de l'Île-du-Prince-Édouard devrait augmenter de 5 % en 2007 avant de revenir à une croissance modérée de 2 % en 2008. Les deux tiers des exportations de la province proviennent du secteur agroalimentaire, dont les exportations de pommes de terre et de homard sont les plus importantes. La perspective d'une croissance plus modeste en 2008 repose principalement sur un ralentissement des exportations de homard et de pommes de terre congelées, qui seront partiellement compensées par des exportations accrues dans les secteurs de l'aéronautique et des produits pharmaceutiques.

Les pommes de terre congelées (frites) comptent pour 70 % de la valeur des exportations de pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard, ou 25 % des exportations totales de la province. Les exportations de pommes de terre congelées devraient augmenter de 20 % en 2007, en raison de piètres récoltes en 2006 en Europe et d'une demande constante en provenance des É.-U. Le nombre d'établissements de restauration rapide ne cesse d'augmenter aux É.-U. et cela devrait se poursuivre. Peu importe le ralentissement de l'économie américaine, les exportations de frites congelées vers les É.-U. devraient maintenir leur tendance à la hausse. Par ailleurs, les récoltes de pommes de terre ont été bonnes cette année en Europe, malgré les légères pertes occasionnées par les inondations au R.-U. Cela provoquera une pression à la baisse des prix sur les marchés autres que les É.-U. Au total, les exportations de pommes de terre congelées devraient augmenter d'un modeste 5 % en 2008. Les exportations de l'Île-du-Prince-Édouard continueront néanmoins à percer les marchés émergents comme l'Arabie saoudite, la Chine et les Émirats arabes unis.

Le secteur de la pêche au homard de la province compte pour plus de 60 % des exportations totales du secteur des pêcheries. Deux facteurs expliquent la diminution des exportations de homard en 2007. Premièrement, les prises de homard ont été anormalement élevées en 2006. Deuxièmement, la température froide des eaux au printemps a eu pour effet de réduire les prises de homard de 10 % en début de saison. Par contre, les prises de homard sur la côte est des É.-U. ont aussi chuté cette année, ce qui a provoqué un resserrement de l'équilibre entre l'offre et la demande. Alors que les exportations de homard frais de l'Île-du-Prince-Édouard devraient

Tableau 48 : Exportations de biens de l'Î.-P.-É.

Principaux secteurs	M CAD 2006	Part (%) des exportations totales de la province (2006)	Perspectives d'export. (croissance en %)		
			2006	2007(p)	2008(p)
Agroalimentaire	522,1	66,4	5,0	2,6	1,3
Biens industriels	46,9	6,0	-13,2	10,1	-1,7
Transports	41,3	5,2	0,3	37,4	9,2
M-É	27,1	3,4	-5,9	56,8	3,4
Foresterie	12,0	1,5	-45,7	-30,0	6,1
Autres	137,2	17,4	5,6	-5,9	1,9
Total	786,5	100,0	1,8	4,8	1,9
Total hors énergie	786,4	100,0	1,8	4,8	1,9

Source : Services économiques d'EDC. Les données de 2006 sont réelles, celles de 2007 et de 2008 sont des prévisions

APERÇU PROVINCIAL

demeurer relativement stables, les exportations de homard congelé devraient pour leur part diminuer par rapport à celles de l'an passé, car les pays européens, à l'exception de la France et de la Norvège, ont réduit sensiblement leurs achats. Les exportations de produits de la mer devraient néanmoins augmenter légèrement de 2,8 % en 2007, car les fortes hausses des exportations de moules et de crabe congelé compensent largement pour la baisse des exportations de homard. Les Services économiques d'EDC s'attendent à ce que les exportations du secteur des pêcheries diminuent de 4 % en 2008 en raison des prix moins avantageux et d'une réduction des dépenses chez les consommateurs américains.

L'Île-du-Prince-Édouard est devenue la première province canadienne à exporter de l'énergie éolienne vers les É.-U. Le 7 mai 2007, de l'électricité produite par l'énergie éolienne a été exportée vers le New England Power Pool par le biais du carrefour d'interconnexion international situé à Keswick au Nouveau-Brunswick. La majeure partie de l'énergie éolienne produite par la province est destinée à l'exportation. Le secteur de l'aérospatiale continue de prendre de l'ampleur. Les exportations de turbopropulseurs et de pièces de turboréacteurs ont connu une forte croissance en 2007. EDC prévoit une bonne croissance en 2008 alors que les fabricants de pièces du secteur de l'aérospatiale continuent de remplir leurs carnets de commandes. Les exportations de produits pharmaceutiques ont augmenté sans cesse au cours des cinq dernières années et cette tendance devrait se maintenir en 2008, surtout au chapitre des exportations de vaccins pour les animaux. Le secteur de la construction navale se porte aussi plutôt bien car le transport maritime mondial, l'expansion des installations portuaires et l'exploration pétrolière en mer ont pour effet de garnir les carnets de commandes pour des remorqueurs jusqu'à la fin de 2008. Par ailleurs, les exportations d'équipement ferroviaire continueront de décliner avant de se stabiliser en 2008.



8.3 Nouvelle-Écosse

Les exportateurs de la Nouvelle-Écosse ont connu une année difficile en 2006. Tandis que la force du dollar canadien nuisait à leur capacité concurrentielle, une baisse de la production de gaz naturel, des fermetures d'usines de papier journal et des diminutions des prises et des prix des produits de la mer ont eu pour effet de réduire la valeur des exportations. Si l'on se tourne vers l'avenir, on constate que les exportations internationales se sont quelque peu rétablies cette année et

qu'elles devraient connaître un modeste regain en 2008. La plateforme de compression de l'île de Sable a permis d'augmenter la production de gaz naturel, ce qui devrait stimuler grandement les exportations en 2007 et 2008. La reprise des activités à la papetière de Stora Enso a été un facteur important dans la croissance des exportations. Les opérations de l'usine de pneus Michelin ont aussi soutenu les exportations et elles devraient continuer de le faire en 2008. Les exportations seront aussi soutenues par les secteurs des aliments et boissons, du traitement de la pâte, du caoutchouc et du plastique et, dans une moindre mesure, de la fabrication de matériel et outillage. Cependant, la grande industrie des produits de la mer de la province ne devrait enregistrer aucun gain au chapitre des exportations au cours de la prochaine année. Dans l'ensemble, la valeur des exportations devrait augmenter de 7 % en 2007 et d'un modeste 3 % en 2008.

Tableau 49 : Exportations de biens de la Nouvelle-Écosse

Principaux secteurs	M CAD 2006	Part (%) des exportations totales de la province (2006)	Perspectives d'export. (croissance en %)		
			2006	2007(p)	2008(p)
Énergie	1 008	20,2	-29,9	14,9	10,9
Agroalimentaire	1 244	25,0	-5,2	-2,2	-0,4
Foresterie	713	14,3	-31,6	27,6	2,3
Véhicule automobile	848	17,0	1,5	7,3	1,8
Biens industriels	562	11,3	3,1	5,0	-2,8
Autres	609	12,2	23,9	-9,9	2,1
Total	4 985	100,0	-12,0	7,0	2,9
Total hors énergie	3 976	79,8	-6,0	5,0	0,7

Source : Services économiques d'EDC. Les données de 2006 sont réelles, celles de 2007 et de 2008 sont des prévisions.

APERÇU PROVINCIAL

La production de gaz naturel à la plateforme de l'île de Sable devrait grimper au cours de la deuxième moitié de l'année – la production a été ralentie plus tôt en 2007 en raison des délais occasionnés par la mise en service de la plateforme de compression. Cette croissance se traduira par une augmentation des exportations de 17 % en 2007 et de 12 % en 2008. Si des exportations accrues de gaz ont contribué à la croissance des exportations cette année, la hausse des prix du gaz naturel et un fléchissement de la valeur du dollar canadien auront pour effet d'augmenter les recettes d'exportation l'an prochain. Le prix du gaz naturel selon l'indice Henry Hub devrait être en moyenne de 7,0 USD/MBtu en 2007 avant d'augmenter à 7,5 USD/MBtu en 2008.

La crise de l'immobilier au sud de la frontière a été plus profonde que prévue et on prévoit qu'elle entraînera un ralentissement prolongé dans le secteur de la construction résidentielle aux É.-U.. Il faudra du temps pour éliminer la surabondance de maisons neuves sur le marché, processus qui sera perturbé par des normes plus restrictives en matière de prêts hypothécaires. Par conséquent, on prévoit une diminution des exportations de bois d'œuvre et de produits du bois de la Nouvelle-Écosse cette année et l'année prochaine.

La remise à neuf de l'usine de papier journal de Port Hawkesbury a insufflé une nouvelle vie à l'industrie des pâtes et papiers de la province. Après une fermeture de près d'un an, les opérations ont repris vers la fin de l'année et ont stimulé les exportations en 2007. La production de papier journal et d'une gamme de papiers satinés de qualité supérieure devrait favoriser la croissance des exportations en 2008.

Les ventes et la production de véhicules automobiles nord-américains devraient chuter au début de la prochaine année. Cependant, les répercussions de ces ralentissements sur les fabricants de pièces seront limitées grâce au développement des pneus éconergétiques pour poids lourds de génération X-One par l'usine Michelin de Waterville. Le pneu Michelin X-One remplace la gamme traditionnelle de pneus doubles des camions par un seul pneu plus large, ce qui se traduit par des économies de carburant et d'énergie.

Cette année, les prix plus élevés des produits de la mer ont aidé à atténuer les effets de la diminution des prises. Le fait saillant a été la hausse du prix du crabe qui a connu une augmentation de 20 % à 30 % dans la première moitié de 2007. Les exportations de homard devraient diminuer légèrement cette année en raison d'une légère réduction du volume de prises, mais ce ralentissement en début d'année devrait se résorber au cours des derniers mois de 2007. En 2008, une légère baisse des prix du crabe, du homard et du saumon (les prix de la crevette devraient demeurer stables) et une diminution généralisée des prises se traduiront par une baisse des recettes dans le secteur des produits de la mer.



8.4 Nouveau-Brunswick

Après une baisse de 3 % l'an dernier, les exportations du Nouveau-Brunswick sont sur la voie de la croissance en 2007, car les exportations dans les secteurs de l'énergie, des pâtes et papiers et des engrais compensent pour la baisse du volume des exportations de bois d'œuvre. Dans l'ensemble, les exportations internationales du Nouveau-Brunswick devraient augmenter de 5 % en 2007 et connaître

Tableau 50 : Exportations de biens du Nouveau-Brunswick

Principaux secteurs	M CAD 2006	Part (%) des exportations totales de la province (2006)	Perspectives d'export. (croissance en %)		
			2006	2007(p)	2008(p)
Énergie	5 995	57,8	-5,8	5,5	12,2
Foresterie	2 007	19,4	4,5	-2,2	-7,1
Agroalimentaire	1 146	11,1	-5,5	-2,3	-1,0
Biens industriels	811	7,8	6,7	32,0	-0,4
M-É	190	1,8	-12,2	-4,7	3,8
Autres	216	2,1	8,6	2,6	0,1
Total	10 366	100,0	-2,9	5,0	5,7
Total hors énergie	4 371	42,2	1,4	4,2	-3,2

Source : Services économiques d'EDC. Les données de 2006 sont réelles, celles de 2007 et de 2008 sont des prévisions.

APERÇU PROVINCIAL

une accélération modeste de 6 % en 2008.

La ville de Saint-Jean se positionne comme une plaque tournante du secteur de l'énergie dans les Maritimes. Alors que les prix du brut ont augmenté rapidement depuis janvier, le prix de l'essence a été beaucoup plus faible. La valeur des exportations a aussi été atténuée par la hausse du dollar canadien. On s'attend néanmoins à une augmentation de 5,5 % des exportations dans le secteur de l'énergie en 2007 avec des volumes accrus de la raffinerie de la pétrolière Irving. De plus, le Nouveau-Brunswick a commencé cette année ses expéditions de gaz naturel alors que Corridor Resources Inc. relie maintenant le champ gazier au gazoduc de McCully au Maritimes & Northeast. Avec le port méthanier Irving Canaport qui devrait entrer en opération vers la fin de l'an prochain, les exportations de gaz naturel connaîtront une poussée de croissance qui se traduira par une croissance totale de 12 % du secteur de l'énergie en 2008, malgré une plus faible demande pour les produits pétroliers raffinés aux É.-U.. Cependant, les exportations d'électricité connaîtront une baisse en 2007 et en 2008 en raison de la fermeture de la centrale nucléaire de Pointe Lepreau pour fins de remise à niveau, travaux qui devraient être terminés vers la fin de 2009.

Les exportations des produits du bois ont connu une chute importante cette année, un déclin beaucoup plus rapide que dans la plupart des autres provinces. L'effondrement du marché de la construction résidentielle aux É.-U. s'est traduit par une diminution abrupte de la demande en bois d'œuvre et, par conséquent, des fermetures d'usine et des compressions dans la province. Les exportations de produits du bois connaîtront donc une diminution de 35 % en 2007, mais on prévoit une hausse de 7 % l'an prochain car de meilleurs prix seront appuyés par la gestion de la demande et un dollar canadien plus faible. Sous l'influence de facteurs fondamentaux plus forts, de prix plus élevés et d'une augmentation des capacités de production à Edmundston et Nackawic, les exportations de pâte augmenteront de 26 % cette année et de 7 % l'an prochain. Cependant, jusqu'à maintenant cette année, l'augmentation des exportations du secteur du papier est presque entièrement attribuable à la fermeture de 3 mois de la papetière de Miramichi au début de 2006. Cette augmentation se résorbera pendant le reste de l'année et en 2008, car l'entreprise vient de fermer l'usine pour une période de 9 mois en raison de la faiblesse du marché. On prévoit que l'usine restera fermée pendant la majeure partie de l'an prochain, ce qui se traduira par une baisse de 23 % des exportations de papier en 2008 après une hausse de 12 % cette année.

Les exportations du secteur agroalimentaire connaîtront une légère baisse en 2007 alors que l'affaiblissement des exportations de produits de la mer vient annuler les effets de meilleurs prix pour les pommes de terre et des plus fortes exportations d'aliments transformés. Une diminution des prises et du prix du homard, des quotas de pêche du crabe réduits et une baisse de la production du saumon d'élevage viendront annuler l'augmentation des exportations des aliments transformés. Des prix plus élevés des pommes de terre viendront compenser en partie des récoltes décevantes. On prévoit aussi une autre diminution de 1 % des exportations dans le secteur agroalimentaire en 2008 alors que la demande américaine pour des produits alimentaires préparés devrait fléchir et que les prix des produits de la mer demeurent généralement bas sur les marchés mondiaux.

Des facteurs fondamentaux forts dans les secteurs des métaux et des engrais ont stimulé les exportations de biens industriels dans une proportion évaluée à environ 32 % en 2007. Les exportations de minerai seront appuyées par la réouverture cette année des mines de Caribou et de Restigouche, ce qui aidera à atténuer la correction du prix du zinc prévue pour l'an prochain. Les prix de la potasse et les exportations de la province dans ce secteur ont aussi augmenté considérablement avec l'expansion des capacités de production d'éthanol aux É.-U. et au Brésil, et un prix record du blé. Les exportations de potasse devraient augmenter davantage en 2008. En dépit d'une baisse de l'extraction minière et d'une croissance soutenue des exportations d'engrais, une diminution des prix des métaux devrait entraîner une stabilisation des exportations des biens industriels en 2008.



8.5 Québec

Cette année au Québec, la croissance des exportations est au ralenti, affichant un taux estimé à 2,7 %, en raison de la faiblesse du prix des produits forestiers et du recul des ventes de véhicules automobiles et de biens de consommation. Les perspectives pour 2008 seront assombries par une conjoncture économique mondiale en perte de vitesse, ce qui provoquera un fléchissement de 1,4 % des expéditions à l'étranger. Les biens industriels et les produits de consommation seront les principaux points faibles pour l'ensemble des ventes québécoises à l'exportation, alors que la plupart des autres secteurs enregistreront une croissance modérée.

Après avoir affiché une croissance spectaculaire de 20,3 % en 2006, les exportations de biens industriels ne croîtront que de 9 % cette année, entièrement grâce à des gains fort importants sur le prix des métaux et des produits chimiques, et non en raison du volume des expéditions qui, en fait, diminuera. En 2008, par suite d'un ralentissement de la production industrielle dans le monde, les prix fléchiront considérablement, d'où une régression prévue de près de 10 % de la valeur des exportations.

Les perspectives ne sont guère meilleures pour la foresterie, car la faiblesse des prix du bois d'œuvre et du papier journal accentuera davantage la baisse des ventes de ces marchandises. Le recul du secteur de la construction résidentielle aux É.-U. et une réduction de 20 % des possibilités de coupe, imposée par le gouvernement (projet de loi n° 71), porteront un dur coup aux exportations du bois d'œuvre québécois. De plus, l'offre excédentaire à l'échelle mondiale et la tiède demande venant des quotidiens et des publicitaires américains ne favoriseront en rien les ventes de papier journal du Québec. En 2008, les conditions s'amélioreront quelque peu, mais surtout parce que les fermetures actuelles de certaines usines rééquilibreront l'offre et la demande et feront remonter les prix. Par ailleurs, un fléchissement éventuel du dollar canadien apportera un certain soulagement aux exportateurs forestiers, qui devraient bénéficier d'une légère hausse de 3,5 % des expéditions.

Entre-temps, la bonne santé du secteur de l'aéronautique fera grimper les exportations provinciales de matériel de transport de 8 % cette année. L'avenir plus prometteur réservé aux avions de transport régional à réaction de Bombardier et une demande toujours à la hausse d'avions d'affaires, d'hélicoptères, de moteurs, de pièces d'aéronef et de matériel d'avionique feront contrepoids à la morosité du secteur du matériel ferroviaire. L'an prochain, cette tendance se maintiendra vraisemblablement, l'ensemble des exportations de matériel de transport grimpaient de 5 % grâce à l'aéronautique. Les récents contrats obtenus par les entreprises québécoises apportent un certain degré de risque de hausse aux perspectives de l'aéronautique pour 2008.

Même si la baisse des taux d'intérêt et la hausse des bénéfices des sociétés sont des facteurs favorables à l'investissement de capitaux, les exportations de machinerie et équipement (M-É) du Québec régresseront de 0,3 % cette année, à un niveau inférieur à la croissance moyenne nationale, qui est d'environ 2 %. Un déclin des exportations de technologies de télécommunication et de technologies de pointe, dû aux prix, sera le principal handicap des

Tableau 51 : Exportations de biens du Québec

Principaux secteurs	M CAD 2006	Part (%) des exportations totales de la province (2006)	Perspectives d'export. (croissance en %)		
			2006	2007(p)	2008(p)
Biens industriels	25 016	36,2	20,3	8,9	-9,5
Foresterie	11 383	16,5	-5,2	-9,4	3,5
M-É	9 523	13,8	-6,2	-0,3	3,3
Transports	8 524	12,3	-8,4	8,0	4,8
Biens de consommation	3 775	5,5	-9,7	-11,1	-7,0
Agroalimentaire	3 815	5,5	-0,1	9,4	7,6
Autres	7 047	10,2	5,9	1,8	5,6
Total	69 083	100,0	3,2	2,7	-1,4
Total hors énergie	66 870	96,8	3,4	2,2	-1,8

Source : Services économiques d'EDC. Les données de 2006 sont réelles, celles de 2007 et de 2008 sont des prévisions.

APERÇU PROVINCIAL

exportations québécoises de M-É, contrebalançant une faible montée des ventes de machines industrielles. En 2008, le secteur de M-É devrait enregistrer une croissance de 3 % qui rétablira l'équilibre entre la province et le reste du Canada. Toutefois, la remontée des exportations sera surtout attribuable à un niveau de référence inférieur en 2007 plutôt qu'à l'amélioration des conditions de la demande.

L'intensification de la concurrence venant des pays à salaires faibles et l'appréciation du dollar canadien seront les principaux facteurs défavorables à l'industrie du vêtement et à l'industrie du meuble, deux grands sous-secteurs du secteur des biens de consommation de la province. En même temps, le ralentissement économique et la hausse du prix de l'énergie contribueront au plafonnement de la hausse des dépenses des consommateurs, si bien que la demande de biens de consommation s'essouffera aux É.-U.. En Europe et au R.-U., où les monnaies locales devraient tenir bon face au dollar canadien, l'avenir semble assez prometteur pour le secteur dans son ensemble. Globalement, les Services économiques d'EDC prévoient un recul dans les exportations de biens de consommation au cours des deux prochaines années.



8.6 Ontario

Contrairement à l'an dernier, où les ventes avaient chuté, les exportateurs ontariens sont bien partis en 2007 pour reprendre légèrement le dessus, malgré les difficultés persistantes du secteur manufacturier et, en particulier, du secteur automobile. Cette année, les exportations ontariennes devraient s'accroître de 2,4 %, surtout grâce à l'excellente performance des secteurs des métaux et des produits chimiques. Le secteur des métaux a le vent en poupe grâce à une forte demande à l'échelle mondiale, bénéficiant, en conséquence, de la montée du prix des métaux. Nous prévoyons un recul des exportations ontariennes de près de 1 % en 2008, en même temps que le prix des produits de base diminuera par suite d'un relâchement de la demande aux É.-U. et ailleurs dans le monde.

Les exportations de véhicules automobiles, y compris les voitures, les pièces automobiles et les camions, représentent le plus important secteur de biens échangeables de l'Ontario, comptant pour près de 40 % du total des exportations. Les ventes de voitures à elles seules constituent plus de 25 % des exportations de la province. Comme les trois grands constructeurs de Détroit continuent à perdre des parts de marché et que les ventes de véhicules automobiles aux É.-U. ont atteint leur plus bas niveau en neuf ans en 2007, les exportations de voitures devraient, selon les prévisions, baisser de 6,2 % cette année avant de se stabiliser en 2008. La mise en service d'une nouvelle usine de Toyota en 2008 donnera un second souffle aux exportations du secteur, qui en aura grand besoin. Toutefois, la perte des parts du marché que connaît toujours le triumvirat nuira aux exportations de pièces automobiles. L'effet conjugué de la concurrence étrangère, qui ne cesse de s'intensifier, entraînera probablement une baisse de 1,4 % des exportations de pièces en 2007, mais ces exportations devraient légèrement grimper de 1,9 % en 2008. Quant aux camions lourds, leurs exportations en 2007 ont été durement touchées par l'importance des commandes passées en 2006 pour devancer les nouvelles normes sur les émissions aux É.-U.. Même si l'on prévoit une chute de 33 % des exportations de camions lourds

Tableau 52 : Exportations de biens de l'Ontario

Principaux secteurs	M CAD 2006	Part (%) des exportations totales de la province (2006)	Perspectives d'export. (croissance en %)		
			2006	2007(p)	2008(p)
Véhicule automobile	70 442,9	39,7	-7,3	-6,7	1,3
Biens industriels	47 784,2	26,9	8,4	18,3	-7,2
M-É	28 916,1	16,3	0,0	0,3	2,6
Foresterie	7 595,9	4,3	-16,5	-16,5	3,6
Agroalimentaire	8 519,3	4,8	0,1	5,7	9,2
Biens de consommation	4,165.9	2,3	-3,3	-6,6	-6,8
Autres	9,940.9	5,6	7,1	12,3	4,1
Total	177 365,3	100,0	-1,6	2,4	-0,7
Total hors énergie	174 344,5	98,3	-1,5	2,0	-0,8

Source : Services économiques d'EDC. Les données de 2006 sont réelles, celles de 2007 et de 2008 sont des prévisions.

APERÇU PROVINCIAL

en 2007, la demande qui n'attend que de rejaillir entraînera une reprise partielle des livraisons en 2008 avec un taux de croissance de 8,2 %.

Le secteur des biens industriels devrait amplement suffire à compenser le marasme du secteur des véhicules automobiles. Les livraisons à l'étranger étant en voie de croître de 18 % en 2007, le secteur industriel sera le principal artisan de la croissance des exportations de l'Ontario cette année. En particulier, les recettes à l'exportation de métaux et de produits métallurgiques sont censées monter de 24 % en 2007, principalement grâce au secteur minier. L'exploitation minière profite d'une forte demande mondiale et de la vigueur des prix. Toutefois, les Services économiques d'EDC prévoient une modération du prix des produits de base l'an prochain. La contribution des biens industriels sera donc négative en 2008. En revanche, l'apport des produits pharmaceutiques est majeur depuis cinq ans, et la tendance devrait se maintenir en 2008, avec une croissance particulièrement élevée des exportations vers l'Europe.

L'autre secteur en effervescence est celui des moyens de transport, qui englobe les aéronefs et leurs pièces ainsi que le matériel ferroviaire. Les exportations du secteur devraient s'amplifier de 15 % en 2007, poussées par les livraisons croissantes d'aéronefs et de pièces et les gains solides sur le matériel ferroviaire. En 2008, les deux sous-secteurs cesseront probablement d'enregistrer des taux de croissance exceptionnels, mais continueront à afficher des taux positifs. Le secteur des moyens de transport devrait donc connaître une croissance atténuée de 3 à 4 % en 2008.

Pour 2007, la régression des exportations forestières ontariennes est estimée à 17 %. Toutefois, les ventes devraient commencer à s'améliorer légèrement en 2008 pour connaître une croissance prévue de 3,6 %. Néanmoins, le risque d'une régression demeure réel. Le secteur du papier journal connaîtra une autre année difficile en 2008 en raison de la vive concurrence venant de l'étranger, surtout de la Chine, facteur qui aura un effet défavorable sur la part du marché et les prix. En outre, les exportations de bois d'œuvre continueront à être touchées par la dégringolade du marché de l'habitation aux É.-U., laquelle se prolongera probablement en 2008.



8.7 Manitoba

Grâce à des gains découlant en grande partie du secteur primaire, le Manitoba se classe cette année parmi les meilleurs exportateurs de tout le pays. Bien que les perspectives d'exportation soient en général favorables, la demande à la baisse de la part du consommateur américain et la vigueur du dollar canadien ont commencé à avoir de sérieuses répercussions sur les exportations. Puisque ces facteurs devraient prendre beaucoup plus d'ampleur pendant le reste de l'année, la croissance des exportations devrait ralentir, terminant tout de même l'année avec un solide résultat de 15 %. Cette modération va se faire sentir jusqu'en 2008, la croissance ralentissant à 7 %. Les exportations vers les marchés autres qu'américain continuent d'augmenter, surtout à cause des cargaisons de produits métallurgiques, dont les ventes ont considérablement augmenté au Japon, à Taiwan et à Hong Kong.

Tableau 53 : Exportations de biens du Manitoba

Principaux secteurs	M CAD 2006	Part (%) des exportations totales de la province (2006)	Perspectives d'export. (croissance en %)		
			2006	2007(p)	2008(p)
Biens industriels	3 208	29,5	62,1	31,6	6,2
Agroalimentaire	2 661	24,5	-5,2	20,0	13,1
Énergie	1 504	13,8	22,0	-2,6	-1,4
M-É	1 027	9,4	-3,2	11,5	11,5
Foresterie	742	6,8	-13,3	-9,6	6,8
Véhicule automobile	690	6,4	1,7	2,3	7,0
Autres	1 038	9,5	-2,3	7,0	2,3
Total	10 870	100,0	12,3	15,1	7,3
Total hors énergie	9 367	86,2	10,9	17,9	8,5

Source : Services économiques d'EDC. Les données de 2006 sont réelles, celles de 2007 et de 2008 sont des prévisions.

APERÇU PROVINCIAL

Pendant ce temps, on s'inquiète de la vigueur du secteur de l'élevage porcin et bovin. Alors que la hausse du prix des récoltes a occasionné une remontée de 23,2 % dans les recettes monétaires agricoles au cours du premier semestre de 2007, l'augmentation des coûts de la moulée a coûté très cher aux éleveurs d'animaux de ferme. Au cours des premiers mois de l'année, le prix relativement bas des produits porcins et bovins justifie en partie la faible croissance de l'exportation du secteur de l'élevage bovin. Il semble y avoir une surproduction de porcs dans l'ensemble du marché nord-américain, et de nombreux éleveurs ont espéré s'en tirer avec les ventes à la Chine. Toutefois, le récent refus d'envois de porcs en provenance du Canada et des É.-U. laisse présager un ralentissement continu du marché au cours des mois à venir. Ces espoirs déçus d'une reprise du volume des exportations vers la Chine laissent envisager que le tonnage de porcs dépassera la demande et fera baisser les prix. Au pays, le gouvernement manitobain a jeté un moratoire sur la construction de nouvelles porcheries, rendant difficile pour les éleveurs de porcs de combattre la hausse des coûts de production avec des gains des volumes.

Quoique la frontière américaine ait été rouverte aux cargaisons de bétail canadien, les restrictions demeurent en vigueur. Par exemple, seuls sont acceptés le bœuf et le bétail en caisse carton âgés de moins de 30 mois, alors que le bétail plus âgé et les animaux reproducteurs sont interdits. Cela ne présage rien de bon pour les éleveurs de bétail manitobains qui livrent la majeure partie de leurs cheptels au sud pour la transformation. Cependant, la récente annonce des autorités américaines de lever ces restrictions à la fin de l'année 2007 fera du bien aux éleveurs manitobains. Selon la *Winnipeg Free Press*, en raison de ces restrictions commerciales, l'industrie d'élevage perd environ 1,25 M\$ par jour, même après avoir reçu une certification de l'OMS garantissant qu'au Canada, le risque d'ESB (maladie de la vache folle) est contenu.

La demande en biocarburant a haussé le prix des principales cultures de la province. Jusqu'à maintenant, les gains à l'exportation des céréales secondaires, du blé et des graines oléagineuses ont été impressionnants, affichant depuis le début de l'année des profits de 41 %, de 45 % et de 59 % respectivement. La progression constante de la production de l'éthanol américain viendra directement influencer le prix des céréales secondaires et des quantités produites d'ici la fin de l'année 2007. Également, le prix du blé demeurera probablement élevé mais devrait baisser en 2008, ce qui diminuera les gains à l'exportation. En général, le prix des principales céréales demeurera élevé et les exportateurs manitobains seront avantagés par des réserves mondiales serrées et par une demande ferme. Les exportations agroalimentaires augmenteront de 20 % en 2007 et de 13 % en 2008.

En dépit des défis actuels dans les secteurs du porc et du bétail, les perspectives d'exportations du Manitoba sont encourageantes. Grâce à l'ouverture d'une mine de nickel en 2008, la mise en production de Boeing Winnipeg associée au Dreamliner 787 de Boeing, qui a déjà attiré des commandes record, une base d'exportation diversifiée, et un dollar canadien plus bas en 2008, les exportations sont bien placées pour survivre au ralentissement économique américain et mondial.



8.8 Saskatchewan

L'économie de la Saskatchewan est en pleine croissance et le secteur des exportations ne fait pas exception. Le total des exportations a augmenté de 11,5 % a/a pour les sept premiers mois de l'année, tandis que les ventes autres que celles du secteur de l'énergie ont augmenté de plus de 30 %. Dans l'ensemble, les exportations de la province devraient rester relativement fortes tout au long de la période de prévision, car les restrictions américaines sur les exportations de bestiaux et de viande de bœuf ont été levées, la production de potasse a repris et les prix des cultures demeurent élevés. Les Services économiques d'EDC prévoient que le total des exportations de la Saskatchewan à la fin de 2007 se traduira par une croissance annuelle de 15 %. Cette croissance sera plus modérée en 2008, mais elle demeurera respectable à 12 %.

Le secteur agroalimentaire est porteur d'un bon potentiel d'exportation pour les quelques années à venir, car la demande pour les cultures nécessaires à la production d'éthanol demeure forte et le marché à bestiaux s'ouvre à nouveau. La province continue d'étendre sa superficie cultivée, tandis que des projets comme celui de Great West Beef and Bison Inc. auront pour effet d'accroître les capacités d'exportation. Les Services économiques d'EDC prévoient une augmentation de 38 % des exportations du secteur agroalimentaire en 2007 et de 21 % de plus en 2008.

Les exportations de la Saskatchewan dans le secteur de la machinerie agricole bénéficient aussi de la forte demande mondiale pour les cultures et des hausses de prix qui en découlent. Les agriculteurs du monde entier augmentent leurs superficies cultivées, ce qui nécessite des investissements dans la machinerie agricole – et les prix élevés des cultures leur donnent les liquidités nécessaires au financement de ces acquisitions. Les exportations de la province au chapitre de l'outillage agricole sont en voie de croître de 8 % à 10 % en 2007. Une augmentation plus modeste, mais quand même importante, de 5 % est prévue pour 2008.

Les exportateurs d'engrais continueront de profiter de l'engouement pour les biocarburants car les agriculteurs du monde entier accentuent leur utilisation des engrais dans les cultures connexes (les cultivateurs de maïs sont les plus grands utilisateurs de potasse et d'autres engrais). De plus, le gouvernement de la province devrait investir environ 80 M\$ dans l'agrandissement des installations de production de biocarburants par le biais du programme SaskBIO. Les exportations de potasse ont particulièrement été fortes cette année, et même si cette croissance devrait ralentir au cours de la deuxième moitié avec la fin de la guerre de prix entre PotashCorp, la Chine et l'Inde, les résultats d'ensemble sont très prometteurs. On prévoit que la demande mondiale pour la potasse, surtout en provenance de la Chine, continuera de croître rapidement. Dans l'ensemble, les exportations d'engrais devraient augmenter de 33 % en 2007 et de 11 % de plus l'an prochain.

Sur une note moins encourageante, même si les prévisions sont très positives en ce qui concerne l'uranium, on est quelque peu préoccupé par les capacités de production de la province car la mine de Cigar Lake ne sera probablement pas opérationnelle avant 2011.

Tableau 54 : Exportations de biens de la Saskatchewan

Principaux secteurs	M CAD 2006	Part (%) des exportations totales de la province (2006)	Perspectives d'export. (croissance en %)		
			2006	2007(p)	2008(p)
Énergie	6 078	38,4	22,6	-9,1	5,4
Agroalimentaire	4 939	31,2	32,1	38,2	21,3
Biens industriels	3 574	22,6	-1,8	27,9	6,5
Foresterie	511	3,2	-43,5	-3,7	5,3
M-É	517	3,3	-0,1	1,8	9,2
Autres	220	1,4	2,8	-4,1	1,7
Total	15 839	100,0	13,4	14,6	11,7
Total hors énergie	9 761	61,6	8,3	29,4	14,5

Source : Services économiques d'EDC. Les données de 2006 sont réelles, celles de 2007 et de 2008 sont des prévisions.

APERÇU PROVINCIAL

Les exportations de brut ont été faibles jusqu'à maintenant en 2007; elles ont connu une diminution de 25 % a/a pour les sept premiers mois de l'année. Pour les quelques mois qui restent, les activités de forage seront au ralenti à l'échelle nationale, et la Saskatchewan ne devrait pas faire exception selon les prévisions de l'Association canadienne des producteurs pétroliers. C'est pourquoi on prévoit une baisse de 9 % des exportations du secteur de l'énergie en 2007 qui sera suivie d'une reprise de 5 % en 2008.

Enfin, les exportations de bois d'œuvre et de produits du bois manufacturés ont sensiblement diminué en raison de la crise du secteur de la construction résidentielle aux É.-U. et de la vigueur du dollar canadien qui fait mal aux producteurs de ce secteur. La faiblesse des exportations de bois se maintiendra pendant la majeure partie de 2008, bien qu'une certaine amélioration devrait se manifester d'ici la deuxième moitié de l'année avec le lent rétablissement du secteur de la construction aux É.-U. On évalue à 16 % la baisse des exportations de bois d'œuvre et de produits du bois manufacturés en 2007, mais une reprise partielle de l'ordre de 7 % est prévue pour 2008.



8.9 Alberta

Les exportations de marchandises à l'échelle internationale devraient croître de 7 % en 2007 et de 4 % en 2008. La M-É, les biens industriels et l'agroalimentaire ont affiché des gains solides cette année. Pour l'an prochain, les Services économiques d'EDC prévoient des gains respectables pour l'énergie, la foresterie et la M-É qui contribueront au résultat net. Toutefois, l'agroalimentaire devancera de loin tous les autres secteurs, car la croissance fulgurante de l'exportation survenue en 2007 devrait se poursuivre l'an prochain.

Tableau 55 : Exportations de biens de l'Alberta

Principaux secteurs	M CAD 2006	Part (%) des exportations totales de la province (2006)	Perspectives d'export. (croissance en %)		
			2006	2007(p)	2008(p)
Énergie	54 997	70,0	0,0	4,9	4,4
Bien industriels	9 766	12,4	11,3	9,1	-2,7
Agroalimentaire	5 756	7,3	9,1	22,6	15,1
M-É	3 850	4,9	18,4	16,1	4,6
Foresterie	2 675	3,4	-12,8	-3,5	5,4
Autres	1 470	1,9	4,2	0,7	0,8
Total	78 513	100,0	2,3	6,9	4,3
Total hors énergie	23 516	30,0	8,0	11,6	4,3

Source : Services économiques d'EDC. Les données de 2006 sont réelles, celles de 2007 et de 2008 sont des prévisions.

Le WTI ayant prévu des prix du pétrole brut de 66 USD et de 64 USD le baril en 2007 et 2008 respectivement, les exportations de brut et de produits apparentés recevront un soutien solide des prix tout au long de la période de prévision. Le prix du brut a atteint plusieurs niveaux records en septembre, et il y a un risque appréciable de hausse de notre prix prévu. Grâce à quelques investissements dans les sables bitumineux qui en sont à leur aboutissement et à d'autres qui sont en développement, la production de nouveau pétrole connaît une croissance constante. Une force additionnelle viendra d'une plus grande production des raffineries, mais les gains ici seront modestes. Même si nous prévoyons une augmentation de 5 % des exportations de brut et de produits apparentés en 2008, des restrictions dans la capacité des pipelines pourront limiter les gains en volume. La production de gaz naturel est censée chuter en 2007 et 2008 en raison d'une consommation domestique accrue et des coûts d'exploration et de développement élevés. De plus, si les prix ne se redressent pas à la suite des récentes baisses (août-septembre), nos perspectives pour les activités de forage pourraient être trop optimistes et les volumes d'exportations pourraient être moins importants. Nos prévisions actuelles concernant le gaz sur le Henry Hub annoncent des prix avoisinant les 7,5 USD/MBtu en 2008. Les perspectives d'exportations de charbon sont solides, avec des prix plus élevés en 2008, appuyés par un solide marché émergent de production d'acier, de même que des contraintes d'approvisionnement qui limitent le potentiel d'exportation du charbon de l'Australie.

APERÇU PROVINCIAL

Les exportations de graines oléagineuses, de légumineuses à grains et de blé ont bondi considérablement en 2007 et nous prévoyons une autre forte augmentation imputable aux prix en 2008. Les demandes en biocarburants, les mauvaises conditions météorologiques et une forte demande des marchés émergents en seront les principaux éléments. La demande mondiale en céréales est élevée et l'approvisionnement est réduit en raison des dommages aux récoltes causées par les conditions météorologiques qui ont fait baisser les réserves mondiales à des niveaux jamais vus depuis le début des années 1970. Cette tendance se poursuivra avec une augmentation des prix de la moulée où une hausse de 10 % a déjà été constatée, ce qui fera hausser les prix pour les industries d'exportation de viande transformée et d'animaux vivants de l'Alberta, évaluées à 2,5 G\$. La performance des exportations d'engrais, de produits chimiques et de plastique sera mixte en Alberta en 2008. Les engrais devraient continuer de montrer de la force, car le prix élevé des céréales accroît les intentions de plantation à l'échelle mondiale. Toutefois, les produits chimiques et le plastique connaîtront des difficultés en raison du ralentissement de l'immobilier et de la demande des consommateurs aux É.-U., de même qu'un ralentissement plus généralisé de l'économie mondiale. On prévoit que la croissance des marchés émergents limitera les risques de pertes.

Les exportations de M-É sont censées croître de 5 % en 2008 après un gain évalué à 16 % en 2007. Les exportations de matériel d'exploitation des mines, de pétrole et de gaz devraient être substantielles tout au long de 2008 alors que le prix élevé des récoltes haussera les ventes de matériel agricole. Cependant, les perspectives pour les télécommunications et d'autre matériel électronique montre une croissance modérée et les intentions d'investissement aux É.-U. et dans d'autres marchés clés sont censées ralentir durant la première moitié de 2008.

Les gains à l'exportation dépendent en grande partie de l'énergie, qui représente 70 % des exportations totales de marchandises de la province. Même si 90 % des envois de l'Alberta sont destinés aux É.-U., l'exclusion de l'énergie montre une diversification géographique évidente, avec 64 % de ventes non liées à l'énergie qui sont destinées à des marchés autres qu'américains en 2006.



8.10 Colombie-Britannique

Les exportations de la Colombie-Britannique ont chuté de 2 % en 2006 après avoir connu une croissance impressionnante de 10 % au cours des deux années précédentes. Cette année, les exportations ont encore diminué, ayant reculé de 3,6 % a/a au cours des sept premiers mois. La baisse de la valeur des exportations des produits du bois et du gaz naturel est la principale cause de cette diminution, mais on note aussi un certain ralentissement du côté du charbon et du papier journal. Les exportations d'aliments et boissons, de pâte, de produits métalliques manufacturés et d'équipement informatique aident à atténuer un peu les effets de ces diminutions.

Le ralentissement économique occasionné par le secteur immobilier aux É.-U. représente un défi de taille pour les secteurs de la foresterie et des produits du bois. L'industrie forestière de la province, qui représente la moitié du secteur forestier au Canada, continuera de subir les

Tableau 56 : Exportations de biens de la Colombie-Britannique

Principaux secteurs	M CAD 2006	Part (%) des exportations totales de la province (2006)	Perspectives d'export. (croissance %)		
			2006	2007(p)	2008(p)
Foresterie	13 461	40,3	-3,7	-6,5	4,4
Énergie	6 410	19,2	-17,5	-4,2	12,4
Biens industriels	6 368	19,1	17,0	3,2	-14,1
M-É	2 664	8,0	8,3	2,9	4,3
Agroalimentaire	2 461	7,4	1,8	3,5	3,6
Autres	2 057	6,2	1,2	-0,9	-1,9
Total	33 421	100,0	-2,0	-2,4	1,7
Total hors énergie	27 011	80,8	2,6	-1,9	-0,8

Source : Services économiques d'EDC. Les données de 2006 sont réelles, celles de 2007 et de 2008 sont des prévisions.

APERÇU PROVINCIAL

contrecoups de la récession du secteur immobilier américain cette année et l'année prochaine. Sur une note plus positive, soulignons que les marchés émergents permettront de limiter les effets de ce ralentissement. Plus particulièrement, les exportations vers la Chine (le troisième marché d'exportation en importance pour la Colombie-Britannique) devraient demeurer fortes, notamment en ce qui a trait à la pâte, aux minerais, à la machinerie et aux équipements électriques. On prévoit une diminution globale des exportations de 2,4 % en 2007. En 2008, la province connaîtra une reprise partielle à ce chapitre (hausse de 1,7 %) attribuable à une augmentation des prix à l'exportation et à des expéditions constantes de produits exportés.

Le choc immobilier au sud de la frontière a été plus rude que prévu et on s'attend à un ralentissement prolongé du secteur de la construction aux É.-U. Il faudra du temps pour éliminer la surabondance de maisons neuves sur le marché, processus qui sera perturbé par des normes plus restrictives en matière de prêts hypothécaires. Par conséquent, on prévoit une diminution de l'ordre de 15 % des exportations de bois d'œuvre et de produits du bois en 2007. On prévoit cependant une reprise partielle de l'ordre de 6 % en 2008 (surtout dans la deuxième moitié de l'année). L'an prochain, des prix plus fermes aideront à compenser les effets de la baisse de volume des exportations. Mais même si l'on prévoit des améliorations pour l'an prochain, les recettes d'exportation annuelles pour le bois d'œuvre et les produits du bois seront encore inférieures de plus de 2 G\$ par rapport à celles de 2004.

Avec un resserrement relatif des approvisionnements et de la demande en gaz naturel et une hausse des prix du brut, les prix du gaz naturel devraient être en moyenne plus élevés pour le reste de 2007 et augmenter davantage en 2008. Ces facteurs fondamentaux plus forts aideront à soutenir la valeur des exportations de gaz naturel, et une dépréciation du dollar ajoutera aux recettes d'exportation pour 2008. La valeur des exportations de charbon a aussi chuté cette année en raison d'une baisse des prix et des volumes d'exportation. Une hausse des prix à l'exportation combinée à une augmentation des volumes devrait faire grimper les exportations de près de 22 % en 2008.

Le contraste du rendement des exportations entre la croissance des exportations de pâtes et papiers est principalement attribuable à l'émergence de la Chine qui annule l'affaiblissement de la demande ailleurs (É.-U.). Les besoins en matières premières de la Chine (pâte incluse) devraient demeurer passablement élevés en 2008, ce qui viendra appuyer les exportations de produits de la pâte en Colombie-Britannique. Par ailleurs, les exportations de papier (principalement à destination des É.-U.) continuent de montrer des signes d'affaiblissement qui sont en grande partie attribuables à la croissance rapide de la production papetière en Chine et aux capacités mondiales de production papetière.

Une forte demande pour les métaux industriels sur la scène mondiale, avec la Chine en tête, assurera une bonne activité dans le secteur minier et les exportations de métaux industriels. Cependant, une baisse des prix de base des métaux freinera la croissance des exportations en 2008. La valeur en dollar des recettes d'exportation devrait quand même demeurer au-dessus des moyennes historiques.

Le ralentissement économique qui se dessine aux É.-U. aura pour effet de modérer les exportations du secteur agroalimentaire (notamment des produits de la mer) et de la M-É en 2007 et en 2008. Les exportateurs de biens de consommation peuvent dans l'ensemble s'attendre à des carnets de commande moins garnis pour les 12 à 18 prochains mois.

9.0 ANNEXES

9.1 Antécédents et position d'EDC

9.2 Cartes des risques de non-paiement à court, à moyen et à long terme



Pour recevoir gratuitement des études économiques et politiques sur plus de 200 marchés étrangers, visitez notre site Web à www.edc.ca et inscrivez-vous sous *Info-MarchésEXPORT*.

Ce n'est là qu'un des excellents produits des Services économiques d'EDC. Si vous avez des questions ou souhaitez obtenir plus d'information sur les **Prévisions à l'exportation**, appelez-nous sans frais au 1 866 574-0452 ou écrivez-nous à EDCEconomics@edc.ca.

AFRIQUE DU SUD

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes.
- Tendance générale : Antécédents satisfaisants, selon les acheteurs.
- Situation financière et de crédit : Bonne année à venir; taux d'intérêt élevés (10,5 %); prudence à l'égard des acheteurs du secteur privé.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnités : Indemnités versées dans la première moitié de 2007 en raison de défauts de paiement de la part d'acheteurs.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de faible à modéré.

ALGÉRIE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Les LCI sont la norme. Certains Européens utilisent un compte ouvert.
- Tendance générale : Bons antécédents avec les LC; certains retards pourraient être attribuables à l'acheteur ou à des difficultés administratives, pas au manque de devises. Les délais bancaires sont en moyenne de trois à quatre mois.
- Situation financière et de crédit : Des mesures clés sont prises dans le secteur financier vers la libéralisation, mais la Banque nationale d'Algérie ou la Banque extérieure d'Algérie et la Banque de l'agriculture et du développement rural sont encore des banques d'État. La paperasserie administrative, la corruption et les taxes élevées influent sur le climat des affaires.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles.
- Indemnités : Une indemnité versée en 2006, mais aucune au premier semestre de 2007.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Nouveaux engagements possibles.

ALLEMAGNE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes.
- Tendance générale : La performance en matière de paiements (30 jours ou plus) s'est nettement améliorée au T2 et reste bien supérieure à la moyenne de l'UE, mais le nombre de paiements en retard après 120 jours (1,8 %) est supérieur à la moyenne régionale.
- Situation financière et de crédit : Le nombre de faillites commerciales en 2007 devrait rester le même qu'en 2006 (environ 32 000).

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnités : Même si le nombre d'indemnités versées n'a pas augmenté, la valeur des indemnités versées dans les six premiers mois de 2007 est supérieure à la période comparable en 2006.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays très faible.

ANGOLA

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Modalités très sûres : CVC et LCI confirmées.
- Tendance générale : Réduit son vieux stock d'arriérés, principalement avec les OCE créanciers pour des transactions MT/LT.
- Situation financière et de crédit : Inflation élevée et risque commercial. Corruption rampante. Prudence avec le secteur bancaire. Les processus de paiement restent lents.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Au cas par cas, préférence aux LCI, mais d'autres modalités sont envisagées.
- Indemnisations : Peu d'antécédents en raison du nombre limité de transactions.
- À moyen ou à long terme : Risque pays élevé; consulter le siège social.
- Assurance risques politiques : Au cas par cas.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays élevé.

ARABIE SAOUDITE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes.
- Tendance générale : Nette amélioration, notamment pour ce qui est des organismes gouvernementaux, puisque les offres sont maintenant couvertes par des affectations budgétaires.
- Situation financière et de crédit : Les problèmes se posent plus souvent avec les organismes d'État qu'avec les acheteurs du secteur privé. Les pratiques locales forcent les fournisseurs étrangers à passer par les entités gouvernementales ou la famille royale pour vendre à des intermédiaires. Les recours et l'imposition d'intérêts sur les paiements en retard sont très difficiles.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles.
- Indemnisations : EDC a versé des indemnités en 2005, 2006 et dans la première moitié de 2007. Le recouvrement est très difficile sur ce marché à cause des frais de justice élevés et du manque d'agences de recouvrement.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de modéré à élevé.

ARGENTINE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : LC recommandées.
- Tendance générale : Antécédents passables. À court terme, l'accès à des devises ne préoccupe pas, mais il y a plusieurs sujets de préoccupation plus sérieuse à plus long terme, et la prudence est de mise.
- Situation financière et de crédit : Le marché privé a peu de capacité, et beaucoup d'assureurs publics ont des restrictions. Certains accepteront d'envisager des mécanismes de financement structurés qui garantissent un accès à des devises.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Au cas par cas pour toutes les modalités de paiement.
- Indemnisations : Pas d'indemnités récentes.
- À moyen ou à long terme : Au cas par cas, avec une préférence accordée aux transactions qui rapportent des devises. Prudence recommandée pour les transactions tributaires de l'énergie.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays modéré.

ARMÉNIE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Modalités sûres. Les LCI sont la norme.
- Tendance générale : Antécédents très limités mais mauvais.
- Situation financière et de crédit : Prudence recommandée à cause du manque de renseignements. Faiblesse du secteur bancaire.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Au cas par cas. Préférence accordée aux LCI, mais d'autres modalités peuvent aussi être envisagées.
- Indemnisations : Aucun antécédent récent.
- À moyen ou à long terme : Couverture très sélective. Le secteur public ne peut pas emprunter à des conditions commerciales.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de modéré à élevé.

AUSTRALIE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes.
- Tendance générale : Bons antécédents.
- Situation financière et de crédit : Conditions commerciales stables.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnisations : Baisse de la valeur des indemnités versées en 2007.
- À moyen ou à long terme : Risque faible.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays très faible.

AZERBAÏDJAN

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Modalités sûres. Les LCI sont la norme.
- Tendance générale : Antécédents très limités.
- Situation financière et de crédit : Secteur bancaire faible en pleine réforme. Position de liquidité solide.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Au cas par cas pour toutes les modalités de paiement.
- Indemnisations : Aucun antécédent sur ce marché, le nombre de transactions y étant limité.
- À moyen ou à long terme : Couverture très sélective, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de modéré à élevé.

BAHAMAS

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes.
- Tendance générale : Bons antécédents.
- Situation financière et de crédit : Contexte commercial assez stable.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnisations : Antécédents favorables.
- À moyen ou à long terme : Risque faible. Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays faible.

BAHREÏN

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes. Les modalités excèdent rarement 60 jours.
- Tendance générale : Bons antécédents.
- Situation financière et de crédit : Secteur financier fort; l'un des régimes de réglementation les plus avancés au Moyen-Orient. Essentiellement, il n'y a pas de barrière à l'entrée d'IDE.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnisations : Aucune indemnité versée dernièrement.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de faible à modéré.

BANGLADESH

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Modalités sûres, des LC confirmées constituant le minimum recommandé, mais les LC restent acceptables pour les clients réguliers ou les gros importateurs. Quelques transactions sur compte ouvert, mais elles restent exceptionnelles.
- Tendance générale : Peu d'antécédents en raison du nombre limité de transactions.
- Situation financière et de crédit : La plupart des OCE et le marché privé offrent des modalités très restrictives sur ce marché à cause des problèmes récurrents de liquidité internationale du pays.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Au cas par cas. Préférence accordée aux LCI, mais d'autres modalités peuvent aussi être envisagées.
- Indemnisations : Indemnités versées en 2005 et 2006.
- À moyen ou à long terme : Couverture très sélective, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays élevé.

BARBADE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes.
- Tendance générale : Bons antécédents.
- Situation financière et de crédit : Contexte commercial assez stable.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnisations : Antécédents relativement bons.
- À moyen ou à long terme : Risque faible. Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays faible.

BOLIVIE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : LC confirmées recommandées.
- Tendance générale : Antécédents de mauvais à passables. La performance en matière de paiements s'améliore en 2007, mais le cadre des politiques de la Bolivie est à surveiller.
- Situation financière et de crédit : Prudence conseillée par rapport au secteur bancaire.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Au cas par cas, pour toutes les modalités de paiement.
- Indemnisations : Une indemnité versée au 1S2007.
- À moyen ou à long terme : Risque élevé. Au cas par cas dans les secteurs public et privé, en suivant les lignes directrices de l'Initiative d'aide aux PPTTE dans le cas du secteur public.
- Assurance risques politiques : Au cas par cas.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de modéré à élevé.

BOTSWANA

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes.
- Tendance générale : Bons antécédents.
- Situation financière et de crédit : La conjoncture profite du faible taux d'inflation (7,8 %), mais les taux d'intérêt intérieurs (16 %) reflètent le resserrement de la politique monétaire. Position de liquidité solide.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnisations : Aucune indemnité versée récemment.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays faible.

BRÉSIL

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes, mais LC recommandées.
- Tendance générale : Bons antécédents. Le coût élevé du crédit local peut entraîner des retards de paiement, mais principalement pour les petites entreprises.
- Situation financière et de crédit : L'amélioration de la position extérieure a apaisé les inquiétudes concernant le crédit à court terme, mais il faudrait surveiller les effets de l'étranglement mondial du crédit sur le Brésil.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnisations : Aucune indemnité versée au 1S2007.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de faible à modéré.

BULGARIE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : LC recommandées, compte ouvert de plus en plus fréquent.
- Tendance générale : Antécédents passables. Quelques arriérés mineurs.
- Situation financière et de crédit : Le déficit du compte courant préoccupe, mais d'autres aspects de l'économie réconfortent. Le climat commercial continue de s'améliorer. Il faudrait surveiller les effets de la raréfaction mondiale du crédit.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnisations : Aucun antécédent récent.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de faible à modéré.

CAMEROUN

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Les LCI confirmées et non confirmées sont la norme, surtout avec le secteur public.
- Tendance générale : Elle devrait s'améliorer. Les arriérés (intérieurs et extérieurs) sont graduellement réduits grâce à la manne pétrolière et à la remise de la dette des créanciers du Club de Paris et des IFI.
- Situation financière et de crédit : Administration lourde, doit prendre l'habitude de régler ses dettes; relèvement des cotes de risque de Fitch et S&P. Les secteurs public et privé ont accès à la zone du franc CFA pour les transferts.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Au cas par cas pour toutes les modalités de paiement.
- Indemnisations : Une indemnité versée au 1S2007.
- À moyen ou à long terme : Le secteur public ne peut pas emprunter à des conditions commerciales. Pour le secteur privé, bonne structure financière requise.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de modéré à élevé.

CHILI

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes, mais prédominance du compte ouvert.
- Tendance générale : Bons antécédents. Certains retards de paiement signalés, plus souvent dans les secteurs public et parapublic que dans le secteur privé.
- Situation financière et de crédit : Il faudrait surveiller les effets de l'étranglement mondial du crédit actuel.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles.
- Indemnisations : Baisse du nombre d'indemnités versées jusqu'ici cette année.
- À moyen et à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays faible.

CHINE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Une bonne partie de LC, confirmées et plusieurs fondées sur des traites, même si les transactions compte ouvert sont plus courantes.
- Tendance générale : Bons antécédents.
- Situation financière et de crédit : Données financières et renseignements sur le crédit difficiles à obtenir. Le système chinois reste axé sur les relations plutôt que sur le droit, d'où l'importance de bien connaître le client et la difficulté des recours juridiques si les choses tournent mal.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnisations : Quelques indemnités versées tous les ans depuis 2004.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de faible à modéré.

COLOMBIE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : LC recommandées.
- Tendance générale : Bons antécédents. Des retards de paiement sont encore signalés à l'occasion et l'économie demeure vulnérable à la situation d'insécurité.
- Situation financière et de crédit : Perspective d'un éventuel accord de libre-échange avec les É.-U. encore incertaine.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnisations : Aucune indemnité versée au 1S2007.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels des cautionnements : Risque pays modéré.

CORÉE DU SUD

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes; il est courant d'utiliser des traites à vue.
- Tendance générale : Bons antécédents.
- Situation financière et de crédit : Le secteur bancaire reste solide, mais les risques pour les clients doivent encore être soigneusement évalués. Les faillites et les taux de prêts en souffrance se sont améliorés depuis les hausses des taux d'intérêt en 2006.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles.
- Indemnisations : Les indemnités versées ont diminué dans la première moitié de 2007.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de faible à modéré.

COSTA RICA

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes, compte ouvert le plus courant.
- Tendance générale : Antécédents de passables à bons.
- Situation financière et de crédit : Malgré la dépendance des comptes extérieurs envers une seule entreprise, le pays n'est pas menacé par des problèmes de liquidités à court terme. La plupart des retards sont liés aux clients.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnisations : Deux indemnités versées au 1S2007.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, à condition d'obtenir des renseignements financiers acceptables.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de faible à modéré.

CÔTE D'IVOIRE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Modalités très sûres (comptant à l'avance.)
- Tendance générale : Très mauvais antécédents. Accumulation d'arriérés autant sur le marché intérieur qu'à l'étranger. Essaie de payer les arriérés aux IFI afin de débloquer le programme de sauvetage international.
- Situation financière et de crédit : Extrême prudence recommandée. Conditions commerciales extrêmement difficiles. Les secteurs public et privé ont accès à la zone du franc CFA pour les transferts. Liquidités très serrées.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Au cas par cas; forte préférence pour les LCI, mais d'autres modalités peuvent être envisagées sous réserve d'importants facteurs d'atténuation des risques.
- Indemnisations : Antécédents très limités en raison de la situation difficile.
- À moyen ou à long terme : Couverture très sélective. Accumulation d'arriérés depuis 2002.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays élevé.

CROATIE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Principalement des LC, mais le compte ouvert est de plus en plus courant.
- Tendance générale : Antécédents passables.
- Situation financière et de crédit : Le secteur bancaire appartient largement à des intérêts étrangers, ce qui est bon pour les affaires.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles.
- Indemnisations : EDC a versé des indemnités en 2006, mais pas depuis le début de 2007.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de faible à modéré.

CUBA

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Modalités très sûres, LCI exigées.
- Tendance générale : Mauvais antécédents.
- Situation financière et de crédit : Prudence recommandée.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Au cas par cas, LCI avec certaines banques.
- Indemnisations : Arriérés importants de longue date sur les engagements à moyen et long termes. Amélioration récente pour les engagements à court terme.
- À moyen ou à long terme : Couverture très sélective.
- Assurance risques politiques : Au cas par cas.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de modéré à élevé.

ÉGYPTE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : LCI et DSP/traites à vue.
- Tendance générale : Nette amélioration depuis 2004.
- Situation financière et de crédit : L'inquiétude au sujet de la pénurie périodique de dollars s'est dissipée. Amélioration des liquidités. Prudence recommandée à l'égard des banques d'État et des sociétés d'État. L'inflation préoccupe. La Banque mondiale appuie la réforme du secteur bancaire.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Au cas par cas pour toutes les modalités de paiement.
- Indemnisations : Amélioration; indemnités versées en 2006, mais pas dans la première moitié de 2007; les demandes fréquentes de prolongation ou de paiement dans les cautionnements de contrat restent problématiques.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays modéré.

ÉMIRATS ARABES UNIS

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes.
- Tendance générale : Il faut établir une distinction entre, d'une part, Dubaï et Abou Dhabi et, d'autre part, les cinq autres émirats. Les défauts de paiements sont un problème, malgré les énormes avoirs.
- Situation financière et de crédit : Le dirham est rattaché au USD. Malgré d'importantes réserves en devises, le défaut de paiement de la part des acheteurs est un problème. L'inflation et les pénuries entraînent des dépassements de coûts des projets.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles.
- Indemnisations : Indemnités versées en 2004, 2005, 2006 et dans la première moitié de 2007.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays faible.

ÉQUATEUR

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : LC confirmées recommandées.
- Tendance générale : Antécédents de mauvais à passables. Les liquidités internationales du pays pourraient devenir serrées; la prudence est recommandée, surtout pour les engagements à long terme.
- Situation financière et de crédit : La prudence est recommandée avec le secteur bancaire.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Au cas par cas pour toutes les modalités de paiement.
- Indemnisations : Aucune indemnité versée au 1S2007.
- À moyen ou à long terme : Risque élevé. Nouveaux engagements possibles limités au cas par cas pour le secteur public. Nouveaux engagements possibles, au cas par cas, pour le secteur privé non bancaire.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de modéré à élevé.

ESPAGNE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes.
- Tendance générale : Les antécédents de paiement (30 jours ou plus) se sont légèrement détériorés au T2, mais restent bien inférieurs à la moyenne de l'UE.
- Situation financière et de crédit : Le nombre de faillites commerciales en 2007 devrait rester le même qu'en 2006 (environ 900). Les entreprises continuent de préférer arriver à un règlement à l'amiable ou cesser de commercer pour éviter les frais de justice.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles.
- Indemnités : Les six premiers mois de 2007 laissent entrevoir une nette amélioration.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays très faible.

ESTONIE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Compte ouvert, en général.
- Tendance générale : Antécédents très limités; certains retards de paiement signalés.
- Situation financière et de crédit : Taux de change fixe. Aucun contrôle des changes.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnités : Petites indemnités versées cette année.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays faible.

É.-U.

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes.
- Tendance générale : Les entreprises liées à l'automobile, au transport aérien et au logement (les sociétés hypothécaires en particulier) sont confrontées à des difficultés.
- Situation financière et de crédit : Le marché du logement américain subit des pressions intenses, ce qui a des contrecoups sur les sociétés financières connexes. Les taux sur les prêts commerciaux augmentent depuis la mi-mai, en raison d'une réévaluation des perceptions de risques, attribuable elle aussi aux difficultés du secteur du logement. Les consommateurs doivent se serrer la ceinture, ce qui aura probablement des répercussions sur les secteurs des biens de consommation, y compris les automobiles. Le scénario pessimiste envisage une récession américaine et peut-être de nouvelles majorations importantes des taux des prêts commerciaux (même si les taux des fonds fédéraux restent stables ou fléchissent légèrement). Les entreprises américaines axées sur les exportations s'en tireront probablement beaucoup mieux, car la demande de leurs biens est stimulée par la dépréciation du dollar américain.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnités : L'augmentation des indemnités s'est poursuivie en 2007 et devrait persister au cours des 6 à 12 prochains mois.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays très faible.

ÉTHIOPIE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Modalités très sûres; généralement des LCI confirmées.
- Tendance générale : Le pays doit établir de nouveaux antécédents après le récent traitement du stock de la dette.
- Situation financière et de crédit : Prudence recommandée à l'égard du secteur bancaire et des sociétés d'État. Les liquidités diminuent sous un niveau gérable.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Au cas par cas pour toutes les modalités de paiement.
- Indemnisations : Antécédents très limités; recouvrement très difficile en cas de difficultés de paiement.
- À moyen ou à long terme : Secteur public assez vulnérable; secteur privé au cas par cas.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de modéré à élevé.

FRANCE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes.
- Tendance générale : La performance en matière de paiements (30 jours ou plus) est supérieure à la moyenne de l'UE, mais la part des paiements rapides s'est détériorée, passant de 32,8 % au T1 à 31,4 % au T2.
- Situation financière et de crédit : Le nombre de faillites commerciales en 2007 devrait rester le même qu'en 2006 (environ 47 000).

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles.
- Indemnisations : Les indemnités versées dans les six premiers mois de 2007 laissent entrevoir une amélioration en 2007.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays très faible.

GABON

Antécédents de recouvrement

Modalités de paiement habituelles : Modalités sûres. LCI confirmées et non confirmées.

Tendance générale : Nette amélioration.

Situation financière et de crédit : Assouplissement des liquidités dû à un allègement de la dette entre 2000 et 2005, puis à la hausse des cours du pétrole. Le manque de transparence et la diminution des réserves pétrolières demeurent préoccupants. Les entreprises privées sont souvent liées au secteur public. Les secteurs public et privé ont accès à la zone du franc CFA pour les transferts.

Antécédents et position d'EDC

À court terme : Au cas par cas pour toutes les modalités de paiement.

Indemnisations : Aucun antécédent récent en raison d'une politique de couverture restrictive.

À moyen ou à long terme : Se préparer à considérer l'entreprise selon la limite des engagements totaux; au cas par cas.

Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.

Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de modéré à élevé.

GÉORGIE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Modalités sûres. LCI et LCIC.
- Tendance générale : Mauvais antécédents.
- Situation financière et de crédit : Faiblesse du secteur bancaire. Les retards locaux, des banques et pour les devises demeurent importants.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Au cas par cas. Préférence accordée aux LCI, mais d'autres modalités peuvent aussi être envisagées.
- Indemnisations : Aucun antécédent ces dernières années.
- À moyen ou à long terme : Couverture très sélective. Le secteur public ne peut pas emprunter à des conditions commerciales.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays élevé.

GHANA

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Les LC sont la norme.
- Tendance générale : Antécédents satisfaisants.
- Situation financière et de crédit : Taux d'intérêt intérieurs élevés pour lutter contre une forte inflation qui influe sur la conjoncture commerciale. Nette ingérence de l'État dans le secteur privé. Mise en place en novembre 2006 de la certification de Kimberly pour lutter contre l'exportation illégale de diamants. La Banque du Ghana a révisé le taux du « cedi » en juillet 2007 (à 10 000 GHC pour un nouveau cedi ghanéen). Les PME ont difficilement accès au crédit.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Au cas par cas pour toutes les modalités de paiement.
- Indemnisations : Aucune indemnité versée en 2006 ni dans la première moitié de 2007.
- À moyen ou à long terme : Au cas par cas, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays modéré.

GUATEMALA

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes, le compte ouvert est la norme.
- Tendance générale : Antécédents de passables à bons.
- Situation financière et de crédit : Le secteur bancaire s'est remis, mais une vérification des banques locales est essentielle.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Au cas par cas pour toutes les modalités de paiement.
- Indemnisations : Aucune indemnité versée au 1S2007.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles dans le secteur privé et au cas par cas dans le secteur public, de préférence lorsque d'autres institutions financières participent au financement.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de modéré à élevé.

GUINÉE

Antécédents de recouvrement

Modalités de paiement habituelles : Modalités très sûres.

Tendance générale : Très mauvais antécédents.

Situation financière et de crédit : Mauvaises conditions commerciales. Accumulation des arriérés sur le marché intérieur et à l'étranger.

Antécédents et positions d'EDC

À court terme : Au cas par cas; forte préférence pour les LCI, mais d'autres modalités peuvent être envisagées sous réserve d'importants facteurs d'atténuation des risques.

Indemnisations : Aucun antécédent récent en raison du nombre limité de transactions.

À moyen ou à long terme : Couverture très sélective, en raison d'une accumulation d'arriérés.

Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.

Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays élevé.

GUINÉE ÉQUATORIALE

Antécédents de recouvrement

Modalités de paiement habituelles : Modalités très sûres.

Tendance générale : Antécédents passables.

Situation financière et de crédit : Réforme nécessaire dans le secteur bancaire. Graves problèmes sur les plans de la gouvernance et de la transparence. Les secteurs public et privé ont accès à la zone du franc CFA pour les transferts.

Antécédents et position d'EDC

À court terme : Au cas par cas. Préférence accordée aux LCI, mais d'autres modalités peuvent aussi être envisagées.

Indemnisations : Aucun antécédent récent.

À moyen ou à long terme : Couverture très sélective, au cas par cas.

Assurance risques politiques : Au cas par cas.

Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays élevé.

HAÏTI

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Modalités très sûres.
- Tendance générale : Antécédents très limités.
- Situation financière et de crédit : Conditions commerciales très difficiles.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Au cas par cas, pour toutes les modalités de paiement.
- Indemnisations : Antécédents limités.
- À moyen ou à long terme : Couverture extrêmement sélective; garanties de tierces parties étrangères encouragées.
- Assurance risques politiques : Au cas par cas.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays élevé.

HONG KONG

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Compte ouvert dominant.
- Tendance générale : La plupart des transactions se concluent encore rapidement. Le nombre de faillites locales diminue, tendance qui devrait se maintenir dans un avenir prévisible.
- Situation financière et de crédit : Bien connaître les activités de vos acheteurs, car ils traitent souvent avec un acheteur final chinois, ce dont il faut tenir compte pour évaluer le risque de crédit.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles.
- Indemnisations : Quelques petites indemnités versées en 2004, 2005, 2006 et 2007.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays faible.

HONGRIE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes.
- Tendance générale : Antécédents allant d'excellents à mauvais, mais généralement bons.
- Situation financière et de crédit : L'économie et le secteur bancaire sont passables, il faudrait surveiller les effets de l'étranglement mondial du crédit.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnisations : Indemnités versées en 2006, indemnités semblables jusqu'ici en 2007.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays faible.

INDE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes. Les LC perdent du terrain devant le compte ouvert, qui en gagne, mais elles restent recommandées pour les nouveaux clients.
- Tendance générale : Amélioration de la performance au chapitre des paiements, mais des retards de paiement sont à prévoir pour la plupart des transactions.
- Situation financière et de crédit : Davantage un risque à l'égard des clients qu'un risque pays. Prudence de mise dans les négociations avec les gouvernements régionaux et locaux, puisque les finances de certains sont en très mauvais état.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnisations : Petites indemnités versées en 2005 et dans la première moitié de 2006, aucune jusqu'ici en 2007.
- À moyen ou à long terme : Risque modéré.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays modéré.

INDONÉSIE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Modalités sûres. Les LC constituent un minimum, mais des LC confirmées sont recommandées; les nouvelles transactions avec le secteur privé sont approuvées au cas par cas; garantie de facilité de financement à options multiples nécessaire pour la plupart des transactions à long terme avec le secteur public. Quelques comptes ouverts signalés avec de bons clients établis.
- Tendance générale : Retards de paiement signalés.
- Situation financière et de crédit : Faiblesse du système bancaire préoccupante et améliorations lentes à se dessiner. La prudence est toujours recommandée dans l'évaluation du risque à l'égard des clients et des banques.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, au cas par cas.
- Indemnisations : Indemnités versées en 2005 et 2006, aucune jusqu'ici en 2007.
- À moyen ou à long terme : Risque modéré. Nouveaux engagements possibles avec les secteurs public et privé, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de modéré à élevé.

IRAQ

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Financement de tierces parties et risques de blocage à la frontière.
- Tendance générale : Antécédents très limités vu la conjoncture politique. Moratoire sur la dette extérieure.
- Situation financière et de crédit : Les délais locaux et bancaires peuvent durer de quatre à cinq mois à cause de la violence continue. La loi décidant de la répartition des recettes pétrolières est presque prête, mais son avant-projet pourrait être très contesté. La sécurité (enlèvements) constitue une grave préoccupation. Trois banques étrangères – HSBC, Banque nationale du Koweït et Standard Chartered Bank – ont obtenu une licence d'exploitation, mais sont préoccupées par les problèmes de sécurité.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Au cas par cas, sous réserve d'importants facteurs d'atténuation des risques, structure de financement par des tierces parties; paiements de l'étranger.
- Indemnisations : Aucun antécédent récent.
- À moyen ou à long terme : Financement de tierces parties et risques de blocage à la frontière.
- Assurance risques politiques : Au cas par cas.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays élevé.

ISRAËL

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes.
- Tendance générale : Bons antécédents.
- Situation financière et de crédit : Solides activités commerciales et réserves de change confortables.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnisations : EDC n'a reçu aucune indemnité au cours de la première moitié de 2007.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de faible à modéré.

ITALIE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes.
- Tendance générale : La performance en matière de paiements (30 jours ou plus) reste inférieure à la moyenne de l'UE.
- Situation financière et de crédit : Loi sur les faillites archaïque qui engendre des coûts et des retards. Le nombre de faillites commerciales en 2007 devrait rester le même qu'en 2006 (environ 12 000).

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnisations : Indemnités versées dans les six premiers mois de 2007 équivalentes à l'ensemble des indemnités versées en 2006 .
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays très faible.

JAMAÏQUE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes.
- Tendance générale : Antécédents passables, mais les retards sont assez courants.
- Situation financière et de crédit : L'économie connaît une légère embellie due au tourisme et à un peu d'exploitation minière. La conjoncture est stable à présent, mais la prudence est toujours recommandée, car une instabilité monétaire et des pénuries de liquidités publiques pourraient réapparaître.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnisations : Deux demandes présentées en 2006, aucune jusqu'ici en 2007. Aucune indemnité versée en 2005 et une seulement en 2004.
- À moyen ou à long terme : L'État est aux prises avec un surendettement. Peu de marge budgétaire disponible en cas de choc économique intérieur ou extérieur.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays modéré.

JAPON

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes, avec prédominance de modalités moins restrictives.
- Tendance générale : Bons antécédents.
- Frais de recouvrement : Très élevés.
- Situation financière et de crédit : Les prêts bancaires diminuent depuis le début de l'année. En juillet, le taux de croissance du crédit intérieur a été le plus faible depuis mars 2006. Les faillites commerciales ont augmenté de 32,4 % a/a en juin et n'ont cessé d'augmenter au cours des neuf derniers mois. La détérioration la plus forte a frappé les petites et moyennes entreprises des secteurs de la construction et de la vente au détail. Ces entreprises sont surtout axées sur le marché intérieur et souffrent de la faiblesse de la consommation.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles.
- Indemnisations : Une indemnité versée en 2005 et deux en 2006. Aucune depuis.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sans restriction.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays très faible.

JORDANIE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes.
- Tendance générale : Bons antécédents.
- Situation financière et de crédit : Les délais locaux et bancaires sont raisonnables. Les réserves de change sont confortables.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnisations : EDC a recouvré en 2007 les indemnités versées en 2006.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays modéré.

KAZAKHSTAN

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Surtout des modalités sûres, mais certaines transactions par compte ouvert, généralement avec des sociétés pétrolières ou des sociétés affiliées ou des mandataires de compagnies bien établies.
- Tendance générale : Amélioration continue de la rapidité des paiements.
- Situation financière et de crédit : Secteur bancaire solide. Climat commercial difficile (mais qui s'améliore). Liquidités importantes grâce aux recettes pétrolières et gazières.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Au cas par cas pour toutes les modalités de paiement.
- Indemnisations : Aucun antécédent récent.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de modéré à élevé.

KENYA

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Les LCI confirmées et non confirmées sont la norme.
- Tendance générale : Antécédents satisfaisants.
- Situation financière et de crédit : Nécessité de bien analyser les états financiers. Secteur bancaire à surveiller. La corruption est réellement problématique. La hausse du taux d'inflation atteint presque les deux chiffres.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, au cas par cas. Préférence accordée aux LCI.
- Indemnisations : Aucun antécédent récent.
- À moyen ou à long terme : Couverture très sélective, avec le secteur privé au cas par cas.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de modéré à élevé.

KIRGHIZISTAN

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Modalités sûres. Les LCI sont la norme.
- Tendance générale : Antécédents très limités.
- Situation financière et de crédit : Faiblesse du secteur bancaire et lenteur des réformes.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Au cas par cas; préférence accordée aux LCI, mais d'autres modalités envisagées.
- Indemnisations : Aucun antécédent en raison de transactions très limitées.
- À moyen ou à long terme : Couverture très sélective. Le secteur public ne peut pas emprunter à des conditions commerciales.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de modéré à élevé.

KOWEÏT

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes.
- Tendance générale : Bons antécédents.
- Situation financière et de crédit : Avoirs extérieurs importants. Secteur bancaire solide. Le dinar a été rattaché à une corbeille de devises, ce qui a entraîné sa réévaluation en juillet 2007.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnisations : Indemnités versées en 2004, 2005, 2006 et 2007, à cause de défauts de paiement et d'appels de caution.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de faible à modéré.

LIBAN

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Principalement des LCI.
- Tendance générale : Aucun signe de détérioration.
- Situation financière et de crédit : Des promesses ont été faites à la 3^e conférence des donateurs à Paris en janvier 2007 et par les pays du Golfe, mais les versements sont difficiles à cause de la sécurité. Les pays du Golfe appuient les banques libanaises. La conjoncture reste très difficile.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Au cas par cas. Préférence accordée aux LCI.
- Indemnisations : Une indemnité a été versée par EDC au premier semestre de 2007.
- À moyen ou à long terme : Couverture très sélective. Niveau d'endettement du secteur public préoccupant.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays modéré.

LIBYE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : LCI confirmées et non confirmées.
- Tendance générale : Antécédents de paiement assez bons avec des modalités sûres. Les paiements sont lents malgré l'abondance des réserves en devises. Les irrégularités sont courantes.
- Situation financière et de crédit : Les transactions se concluent principalement en passant par la Banque étrangère arabe libyenne ou la banque centrale.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles au cas par cas. Préférence accordée aux LC.
- Indemnisations : Une indemnité versée en 2006, mais aucune dans la première moitié de 2007.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays modéré.

LITUANIE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Compte ouvert, en général, mais les exportateurs nord-américains ont tendance à se montrer plus restrictifs.
- Tendance générale : Bons antécédents, quoique limités.
- Situation financière et de crédit : Signes récents de surchauffe économique. Très importants déficits extérieurs. Il faudrait surveiller les effets de l'étranglement mondial du crédit.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnisations : Une indemnité versée en 2006, aucune jusqu'ici en 2007.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays faible.

MALAISIE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes, mais prédominance du compte ouvert.
- Tendance générale : Antécédents de paiement toujours bons avec les importateurs malaisiens, mais il faut continuer d'évaluer soigneusement les risques pour les clients.
- Situation financière et de crédit : Solide secteur bancaire local; assouplissement des restrictions sur les capitaux et des restrictions de change.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnisations : Une petite indemnité versée en 2005, aucune en 2006.
- À moyen ou à long terme : Faible risque. Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de faible à modéré.

MALI

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : LCI principalement.
- Tendance générale : Amélioration prévue.
- Situation financière et de crédit : Prudence nécessaire à l'égard des sociétés d'État; le pays appartient à la zone du franc CFA.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Au cas par cas pour toutes les modalités de paiement.
- Indemnisations : Aucune indemnité versée ces dernières années.
- À moyen ou à long terme : Le secteur public ne peut pas emprunter en ce moment. Pour le secteur privé, bonne structure financière requise.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays modéré.

MAROC

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes.
- Tendance générale : Bons antécédents.
- Situation financière et de crédit : Nouvelle loi sur les banques qui donne plus de pouvoirs à la banque centrale. Réussit à attirer l'IDE, principalement dans le tourisme.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnisations : Plusieurs indemnités versées par EDC dans la première moitié de 2007.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de faible à modéré.

MAURICE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes.
- Tendance générale : Bons antécédents.
- Situation financière et de crédit : Loi sur la facilitation du commerce entrée en vigueur en 2006 pour attirer l'IDE.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnisations : EDC n'a versé aucune indemnité ces dernières années.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de faible à modéré.

MAURITANIE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : LCI principalement.
- Tendance générale : Antécédents satisfaisants.
- Situation financière et de crédit : La corruption et la bureaucratie posent des problèmes dans les activités commerciales. Le système juridique est lourd. Les recettes pétrolières commencent à rentrer. Réglementation des changes et changements dans le secteur bancaire.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Au cas par cas; LCI préférées, mais d'autres modalités peuvent aussi être envisagées.
- Indemnisations : Aucune indemnité versée par EDC ces dernières années en raison du nombre limité de transactions.
- À moyen ou à long terme : Marché très risqué; envisager des transactions assorties de bonnes garanties.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de modéré à élevé.

MEXIQUE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes.
- Tendance générale : Situation assez difficile à court terme, les recouvrements étant gênés par une application défaillante des droits des créanciers. Après une amélioration du côté des indemnités versées en 2006, à la faveur de la forte croissance économique, la situation s'est un peu détériorée en 2007, car le ralentissement de l'économie américaine se répercute au sud. Dans notre scénario pessimiste pour les É.-U., un nouvel affaiblissement du crédit au Mexique est possible. Les antécédents à moyen et à long terme sont bons.
- Situation financière et de crédit : Difficulté à obtenir des renseignements financiers. Moralité commerciale qui peut être problématique.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnisations : Antécédents difficiles. Recouvrements difficiles en raison d'un appareil judiciaire lourd.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de faible à modéré.

MOLDAVIE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Modalités sûres, généralement des LC.
- Tendance générale : Antécédents limités, les affaires étant essentiellement menées avec quelques partenaires commerciaux.
- Situation financière et de crédit : Renseignements limités; conditions commerciales très difficiles.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Au cas par cas. Préférence accordée aux LCI, mais d'autres modalités peuvent aussi être envisagées.
- Indemnisations : Aucun antécédent récent.
- À moyen ou à long terme : Couverture très sélective.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de modéré à élevé.

MONGOLIE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Modalités sûres. Les LCI sont la norme.
- Tendance générale : Antécédents très limités.
- Situation financière et de crédit : Le système bancaire se renforce, mais il reste des points vulnérables. Toujours beaucoup de prêts non productifs malgré des améliorations sensibles.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Au cas par cas; préférence accordée aux LCI, mais d'autres modalités envisagées.
- Indemnisations : Aucun antécédent récent en raison de transactions très limitées.
- À moyen ou à long terme : Couverture très sélective. Sous réserve de renseignements financiers. L'État négocie un programme du FMI et peut voir ses emprunts restreints.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays modéré.

MOZAMBIQUE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Modalités sûres, principalement des LCI.
- Tendance générale : Antécédents satisfaisants.
- Situation financière et de crédit : Le secteur bancaire serait faible sans l'aide portugaise. Le choix de la banque mozambicaine est important.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Au cas par cas pour toutes les modalités de paiement.
- Indemnisations : Antécédents très limités.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements. Le secteur public ne peut pas emprunter à des conditions commerciales.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de modéré à élevé.

NAMIBIE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes.
- Tendance générale : Bons antécédents.
- Situation financière et de crédit : Le climat commercial est bon, comparativement au reste de l'Afrique. Les réserves de change ont augmenté.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles.
- Indemnisations : Aucun antécédent, mais très peu de transactions.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays modéré.

NIGÉRIA

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Les LCI confirmées sont la norme.
- Tendance générale : Amélioration pour les OCE. Encore de gros arriérés à régler sur le marché intérieur.
- Situation financière et de crédit : Taux d'intérêt intérieurs élevés (14 %). Réforme bancaire majeure en cours. Vaste campagne de lutte contre la corruption, qui reste néanmoins problématique; administration lourde en raison des trois paliers administratifs. Importantes réserves en devises. Opérations de change sur devises bloquées en août 2007.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Au cas par cas, LCI de préférence, mais autres modalités envisagées.
- Indemnisations : Aucun antécédent récent.
- À moyen ou à long terme : Lignes de crédit signées pour appuyer des transactions du secteur privé. Le secteur public ne peut pas emprunter.
- Assurance risques politiques : Au cas par cas.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays élevé.

OMAN

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes.
- Tendance générale : Bons antécédents.
- Situation financière et de crédit : Dommages de 2,6 G USD dus à un cyclone. Le rial est arrimé au USD. L'inflation préoccupe. Conditions commerciales favorables. Louanges de certaines agences de notation à l'égard du secteur bancaire.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnisations : Aucun antécédent récent.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de faible à modéré.

OUGANDA

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Modalités sûres : LC et LCI confirmées.
- Tendance générale : Antécédents satisfaisants, à condition que le montage financier soit solide.
- Situation financière et de crédit : Les exportateurs de café sont touchés par les cours élevés du pétrole. La stabilité politique se traduit par une hausse des entrées d'IDE. Touché par une crise de l'énergie et des pénuries d'électricité.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, au cas par cas.
- Indemnisations : Aucun antécédent récent.
- À moyen ou à long terme : Le secteur public ne peut pas emprunter à des conditions commerciales en raison des restrictions imposées par un programme du FMI; le secteur privé au cas par cas.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de modéré à élevé.

OUZBÉKISTAN

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Modalités très sûres. Les LCI sont la norme. Paiement anticipé et paiements en devises en dehors du pays souvent posés comme conditions.
- Tendance générale : Mauvais antécédents et limités à quelques partenaires commerciaux.
- Situation financière et de crédit : Le manque de transparence, la mauvaise gouvernance des sociétés et le rationnement des devises nuisent à un climat des affaires déjà difficile.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Au cas par cas. Préférence accordée aux LCI, mais d'autres modalités peuvent aussi être envisagées.
- Indemnisations : Aucun antécédent récent.
- À moyen ou à long terme : Couverture très sélective.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de modéré à élevé.

PAKISTAN

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes. Modalités très sûres toujours préférées, mais recours croissant au compte ouvert.
- Tendance générale : Antécédents passables, mais qui s'améliorent.
- Situation financière et de crédit : Modalités plus libérales accordées aux clients bien établis, mais les transactions avec le secteur privé se limitent généralement à celles conclues avec une banque commerciale agissant comme débitrice ou garante; de préférence, garantie de facilité de financement à options multiples pour les transactions du secteur public.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités.
- Indemnisations : Aucune indemnité versée récemment.
- À moyen ou à long terme : Couverture très sélective. Nouveaux engagements possibles pour les secteurs public et privé, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays élevé.

PANAMA

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes, le compte ouvert est la norme.
- Tendance générale : Antécédents de passables à bons.
- Situation financière et de crédit : Contexte commercial assez stable, mais vérifications approfondies du crédit recommandées pour les clients inconnus.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnisations : Aucune indemnité versée au 1S2007.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles pour le secteur public, et au cas par cas pour les risques du secteur privé.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de faible à modéré.

PAYS-BAS

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes.
- Tendance générale : Antécédents de paiement (30 jours ou plus) toujours stables et meilleurs que la moyenne de l'UE.
- Situation financière et de crédit : Le nombre de faillites commerciales en 2007 devrait rester le même qu'en 2006 (environ 6 000).

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnisations : La valeur monétaire des indemnités versées dans les six premiers mois de 2007 a nettement augmenté par rapport à 2006, à cause d'une indemnité importante.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays très faible.

PÉROU

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes, le compte ouvert est la norme.
- Tendance générale : Antécédents passables. Des modalités sûres sont recommandées pour les clients du secteur privé moins connus. Nota – Les lois locales ne donnent au créancier que sept jours pour contester une traite.
- Situation financière et de crédit : Amélioration du système bancaire, mais la prudence reste de mise.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnisations : Aucune indemnité versée au 1S2007.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles pour le secteur public, avec une préférence pour les garanties souveraines. Secteur privé au cas par cas, à condition d'obtenir des renseignements financiers acceptables.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays modéré.

PHILIPPINES

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes, mais LC sont recommandées en fonction du client plus que du risque pays.
- Tendance générale : Aucune indemnité versée récemment.
- Situation financière et de crédit : Le risque pays diminue et ne préoccupe guère à court terme; le risque-client doit être soigneusement évalué.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnisations : Aucune indemnité versée en 2005. Deux versées en 2006.
- À moyen ou à long terme : Risque modéré. Situation budgétaire meilleure, mais toujours fragile. Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays modéré.

POLOGNE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Le compte ouvert prédomine.
- Tendance générale : Antécédents satisfaisants.
- Situation financière et de crédit : Secteur bancaire stable, économie robuste. Paperasserie administrative. La loi polonaise impose un plafond aux intérêts échus sur les créances.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnisations : Une indemnité versée en 2006, deux indemnités versées jusqu'ici en 2007.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays faible.

PORTUGAL

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes.
- Tendance générale : Antécédents de paiement mauvais par rapport aux autres pays de l'UE.
- Situation financière et de crédit : Les faillites commerciales ont augmenté en 2006, à cause de la faiblesse continue de l'économie.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles.
- Indemnisations : Aucune indemnité versée dans les six premiers mois de 2007.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays très faible.

QATAR

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes.
- Tendance générale : Bons antécédents.
- Situation financière et de crédit : Conditions commerciales porteuses. Le pays essaie d'attirer l'investissement étranger. Taux de change fixe par rapport au USD.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnisations : Aucune indemnité versée en 2006.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de faible à modéré.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes.
- Tendance générale : Antécédents passables.
- Situation financière et de crédit : La situation continue de s'améliorer, mais des risques demeurent. La monnaie est stable et l'inflation reste inférieure à 10 %, d'où une conjoncture elle aussi stable. Les risques pourraient augmenter en 2008, les élections présidentielles étant prévues en mai. La possibilité que le gouvernement ne renouvelle pas son programme avec le FMI en 2008 est une autre source de préoccupation. Industrie du textile en grande difficulté.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnisations : Bons antécédents récents. Les retards de paiement sont assez courants. Les retards des paiements du gouvernement sont aussi un risque.
- À moyen ou à long terme : Risque modéré à court terme. Risque plus élevé à long terme en raison de préoccupations par rapport à la dette publique, à la conjoncture économique mondiale et aux problèmes du secteur de l'électricité.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays modéré.

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes, mais le compte ouvert prédomine.
- Tendance générale : Antécédents généralement bons.
- Situation financière et de crédit : Rien à signaler.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnisations : EDC a versé des indemnités en 2006, montant semblable prévu en 2007.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays faible.

ROUMANIE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Préférence de plus en plus accordée au compte ouvert.
- Tendance générale : Antécédents généralement satisfaisants, mais la prudence est conseillée avec les entreprises d'État.
- Situation financière et de crédit : Les réformes se poursuivent. Entrée dans l'UE en 2007. La corruption préoccupe encore.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnisations : EDC a versé une indemnité versée en 2006, aucune jusqu'ici en 2007.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de faible à modéré.

R.-U.

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes, mais la plupart des ventes sur compte ouvert.
- Tendance générale : Les antécédents de paiement (30 jours ou plus) se sont détériorés au T2 et sont donc désormais inférieurs à la moyenne de l'UE.
- Situation financière et de crédit : Le nombre de faillites commerciales devrait augmenter de 3 % en 2007 (environ 26 400), ce qui équivaldrait à un nouveau record décennal.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnisations : Nette amélioration des indemnités dans les six premiers mois de 2007.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays très faible.

RUSSIE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Il n'est plus difficile d'obtenir des LCI auprès des banques russes, l'utilisation du compte ouvert est en forte hausse.
- Tendance générale : Passable et en amélioration, la plupart des paiements s'effectuent dans les 60 jours.
- Situation financière et de crédit : Restructuration bancaire lente. Appréciation du rouble.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnisations : Aucun antécédent depuis 2002, mais les recouvrements sont difficiles, le cas échéant.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, de manière sélective, sous réserve de la limite des engagements (pour les principales sociétés et banques).
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de modéré à élevé.

SALVADOR

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes, LC recommandées.
- Tendance générale : Antécédents passables.
- Situation financière et de crédit : Aucune raison de se préoccuper des comptes extérieurs du pays, surtout compte tenu de l'ALECA-RD.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnisations : Antécédents très limités.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles pour le secteur public. Nouveaux engagements possibles au cas par cas pour les risques du secteur privé non bancaires.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays modéré.

SÉNÉGAL

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Modalités sûres, surtout dans le secteur public.
- Tendance générale : Les antécédents s'améliorent.
- Situation financière et de crédit : Les secteurs public et privé profitent de l'appartenance à la zone du franc CFA. Réglementation de la création d'entreprise portant sur les permis; l'emploi de salariés et l'enregistrement de biens ont été assouplis.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement.
- Indemnisations : EDC a versé des indemnités en 2006 et fait quelques recouvrements au premier semestre de 2007.
- À moyen ou à long terme : Le secteur public ne pouvait pas emprunter à des conditions commerciales en 2006 à cause du programme du FMI. Celui-ci est terminé, mais les donateurs insistent pour qu'un autre soit mis en place afin de préserver les progrès enregistrés jusqu'ici. On ne sait pas pour l'instant quand cela se fera. Le secteur privé est assujéti à la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays modéré.

SINGAPOUR

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes, mais prédominance du compte ouvert. Vérifications de crédit initiales recommandées pour les nouveaux clients.
- Tendance générale : Excellents antécédents.
- Situation financière et de crédit : Compte tenu des antécédents de paiement et de la quasi-absence d'indemnité versée, les primes du marché privé demeurent intéressantes.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnisations : Petites indemnités versées en 2005 et 2006.
- À moyen ou à long terme : Risque de faible à minime.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays très faible.

SLOVAQUIE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Le compte ouvert prédomine, mais il faut évaluer les clients non établis.
- Tendance générale : Antécédents de passables à bons, la plupart des paiements s'effectuent dans les 60 jours.
- Situation financière et de crédit : Rien à signaler.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnisations : Aucune indemnité versée récemment.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays faible.

SLOVÉNIE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Le compte ouvert prédomine.
- Tendance générale : Bons antécédents.
- Situation financière et de crédit : Amélioration du secteur bancaire. Entrée dans la zone euro en 2007. Économie solide.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnisations : Pas d'antécédents récents.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays faible.

SRI LANKA

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Utilisation des LC en baisse et accroissement des conditions plus libérales, mais la prudence reste recommandée.
- Tendance générale : Antécédents limités, passables, mais récente détérioration.
- Situation financière et de crédit : Prudence exigée vu le manque d'antécédents sur le marché et à l'égard des clients. En décembre 2005, Fitch et S&P ont accordé au Sri Lanka sa première cote souveraine. Le secteur bancaire et la supervision se sont renforcés; les prêts non productifs restent nombreux malgré une nette amélioration.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Au cas par cas pour toutes les modalités de paiement.
- Indemnisations : Aucune indemnité versée ces dernières années.
- À moyen ou à long terme : Risque élevé. Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de modéré à élevé.

SYRIE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Modalités sûres, surtout des LCI.
- Tendance générale : Antécédents satisfaisants si les modalités sont sûres.
- Situation financière et de crédit : Administration lourde. La Banque commerciale de Syrie (BCS) fait l'objet de sanctions américaines, ce qui fait qu'aucune banque, maison de courtage ou société de fonds mutuels des É.-U. ne peut y ouvrir de compte.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Au cas par cas pour toutes les modalités de paiement.
- Indemnisations : Aucune indemnité versée en 2006 ni dans la première moitié de 2007.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de modéré à élevé.

TADJIKISTAN

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Modalités sûres. Les LCI sont la norme.
- Tendance générale : Antécédents généralement mauvais, limités aux principaux partenaires commerciaux. EDC n'a aucun antécédent au Tadjikistan.
- Situation financière et de crédit : Banques faibles; instruments de politique monétaire insuffisants; manque de transparence et mauvaises pratiques comptables. Un nouveau mécanisme du FMI pourrait imposer des restrictions aux emprunts souverains.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Au cas par cas; préférence accordée aux LCI, mais d'autres modalités envisagées.
- Indemnisations : Aucun antécédent récent en raison de transactions très limitées.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays élevé.

TAÏWAN

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Les LC prédominent, car les entreprises locales s'en voient souvent demander. Cependant, les transactions sur compte ouvert sont assez généralisées, avec des délais de recouvrement minimes.
- Tendance générale : Excellents antécédents.
- Situation financière et de crédit : Malgré le ralentissement de la croissance du PIB, les exportations restent solides. Les troisièmes réserves en devises du monde atténueraient l'impact d'une forte récession.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnisation : Indemnités versées en 2005 et 2006.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements sélectifs possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Pays à faible risque.

TANZANIE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : LC principalement.
- Tendance générale : Amélioration constatée, mais préférence accordée aux LC.
- Situation financière et de crédit : Les conditions commerciales sont meilleures, n'étaient les pannes de courant, mais la corruption et la hausse des cours pétroliers restent problématiques. Montée de l'inflation. La réforme du secteur bancaire a entraîné la privatisation de quelques banques. Coûts énergétiques élevés pour le secteur privé. La Tanzanie est privilégiée sur le plan des investissements.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement.
- Indemnisations : Aucune indemnité versée récemment.
- À moyen ou à long terme : Le secteur public ne pouvait pas emprunter en raison de restrictions imposées par le FMI. Secteur privé, au cas par cas.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays modéré.

THAÏLANDE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Les LC sont courantes, mais la préférence est accordée au compte ouvert.
- Tendance générale : Les antécédents sont de passables à bons.
- Situation financière et de crédit : Modalités moins restrictives acceptables avec les clients établis, sous condition de divulgation de renseignements financiers. Les retards de paiement s'améliorent.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnisations : Petite indemnité versée en 2005, aucune en 2006, et aucune jusqu'ici en 2007.
- À moyen ou à long terme : Risque modéré, nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de faible à modéré.

TRINITÉ-ET-TOBAGO

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes.
- Tendance générale : Antécédents de mauvais à passables.
- Situation financière et de crédit : Expansion économique sans se préoccuper de la stabilité monétaire. On a signalé par le passé des retards dans l'obtention de devises, malgré les réserves élevées de la banque centrale. Prudence recommandée lorsque les renseignements sur le client sont limités.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnisations : Cinq indemnités en 2006, et probablement la même chose en 2007, mais les antécédents sont limités.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de faible à modéré.

TUNISIE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes.
- Tendance générale : Bons antécédents.
- Situation financière et de crédit : Prudence recommandée à l'égard du secteur bancaire. Bonnes conditions commerciales. La protection des investisseurs est la meilleure des pays du Maghreb.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnisations : EDC n'a versé aucune indemnité dans la première moitié de 2007.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de faible à modéré.

TURKMÉNISTAN

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Modalités très sûres, dont le paiement anticipé.
- Tendance générale : Antécédents mauvais et limités aux partenaires commerciaux clés.
- Situation financière et de crédit : Le manque de transparence, la mauvaise gouvernance des sociétés et le rationnement des devises nuisent à un climat des affaires déjà difficile.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Au cas par cas, avec forte préférence pour les LCI, mais d'autres modalités peuvent être envisagées, sous réserve d'importants facteurs d'atténuation des risques.
- Indemnisations : Aucun antécédent en raison du nombre de transactions très limité.
- À moyen ou à long terme : Couverture très sélective.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de modéré à élevé.

TURQUIE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Toutes. LC recommandées.
- Tendance générale : Les antécédents restent généralement positifs, la plupart des exportateurs continuant de faire état d'antécédents de recouvrement satisfaisants. Paiements habituellement dans les 60 jours.
- Situation financière et de crédit : Le secteur bancaire s'est renforcé. Les importateurs n'utilisent pas beaucoup la couverture de risque de change. Il faudrait surveiller les effets de l'étranglement mondial du crédit.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnisations : Petites indemnités versées de 2004 à 2006.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements sélectifs possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays modéré.

UKRAINE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : LC confirmées recommandées; souvent règlement en espèces et à l'avance.
- Tendance générale : Antécédents de mauvais à passables. Les paiements peuvent prendre jusqu'à 90 jours.
- Situation financière et de crédit : Solvabilité des clients toujours difficile à évaluer. La santé du secteur bancaire reste douteuse. Manque de transparence.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, au cas par cas.
- Indemnisations : Plusieurs indemnités versées en 2006, valeur des indemnités inférieure en 2007.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de modéré à élevé.

URUGUAY

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : LC recommandées.
- Tendance générale : Antécédents passables. Un système financier plus sain et une augmentation des liquidités devraient aider à améliorer la situation, mais le risque de crédit doit être surveillé.
- Situation financière et de crédit : Les conditions commerciales et bancaires s'améliorent.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement.
- Indemnisations : Antécédents généralement satisfaisants.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles au cas par cas, à condition d'obtenir des renseignements financiers acceptables.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles sur une base sélective pour les transactions rapportant des devises.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de faible à modéré.

VENEZUELA

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : LC confirmées recommandées.
- Tendance générale : Les antécédents varient selon l'acheteur. Les contrôles des changes exigent l'autorisation et des déboursés de la Commission d'administration des devises (CADIVI), processus politisé et entaché et de corruption. L'ingérence de l'État est courante.
- Situation financière et de crédit : Prudence recommandée; divulgation complète des renseignements financiers souvent difficile à obtenir; suivi serré des acheteurs et de leurs relations avec l'État recommandée. Une possible dévaluation du bolivar devrait être suivie.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Au cas par cas pour toutes les modalités de paiement.
- Indemnisations : Aucune indemnité versée au 1S2007.
- À moyen ou à long terme : Nouvelles transactions à moyen et à long terme considérées de façon sélectives, au cas par cas, et préférence accordée aux entités souveraines et à celles qui génèrent des devises.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles, au cas par cas.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de modéré à élevé.

VIETNAM

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Modalités sûres. Des LC principalement (pas toujours confirmées). Quelques transactions sur compte ouvert, beaucoup se déroulant sans problème.
- Tendance générale : Antécédents passables mais limités.
- Situation financière et de crédit : La capacité du secteur privé est restreinte, notamment pour les transactions du secteur privé; les transactions du secteur public doivent être pleinement garanties par le gouvernement; faiblesse du système bancaire.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Nouveaux engagements possibles, sans restrictions.
- Indemnisations : Une petite indemnité versée en 2005, aucune depuis.
- À moyen ou à long terme : Risque modéré, mais peu d'antécédents. Certaines restrictions aux emprunts publics.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays modéré.

YÉMEN

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Les LCI sont la norme.
- Tendance générale : Antécédents satisfaisants.
- Situation financière et de crédit : Administration lente, secteur bancaire faible et conjoncture commerciale imprévisible.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Au cas par cas. Préférence accordée aux LCI, mais d'autres modalités sont envisageables.
- Indemnisations : EDC n'a versé aucune indemnité en 2006, ni dans la première moitié de 2007.
- À moyen ou à long terme : Nouveaux engagements possibles, sous réserve de la limite des engagements.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de modéré à élevé.

ZAMBIE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Modalités sûres – LCI confirmées et non confirmées.
- Tendance générale : Antécédents satisfaisants, mais il faut garantir les paiements.
- Situation financière et de crédit : Administration lente, secteur bancaire faible, liquidités améliorées après un allègement généreux de la dette. Conjoncture compliquée par des taux d'intérêt élevés de 18 %.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Au cas par cas pour toutes les modalités de paiement.
- Indemnisations : EDC n'a versé aucune indemnité en 2005 ni depuis 2005.
- À moyen ou à long terme : Marché à haut risque. Le secteur public ne peut pas emprunter à des conditions commerciales. Le secteur privé, au cas par cas.
- Assurance risques politiques : Nouveaux engagements possibles.
- Appels injustifiés des cautionnements : Risque pays de modéré à élevé.

ZIMBABWE

Antécédents de recouvrement

- Modalités de paiement habituelles : Il est recommandé de n'accepter de transactions qu'aux modalités les plus sûres (LCI de l'étranger).
- Tendance générale : Situation très difficile caractérisée par des arriérés sur le marché intérieur et à l'étranger auprès de tous les types de créanciers.
- Situation financière et de crédit : Extrême prudence recommandée. Conditions commerciales très difficiles. Crise de liquidité aiguë.

Antécédents et position d'EDC

- À court terme : Ne prend pas d'engagement.
- Indemnisations : Aucun antécédent récent.
- À moyen ou à long terme : Ne prend pas d'engagement.
- Assurance risques politiques : Ne prend pas d'engagement.
- Appels injustifiés des cautionnements : Ne prend pas d'engagement.

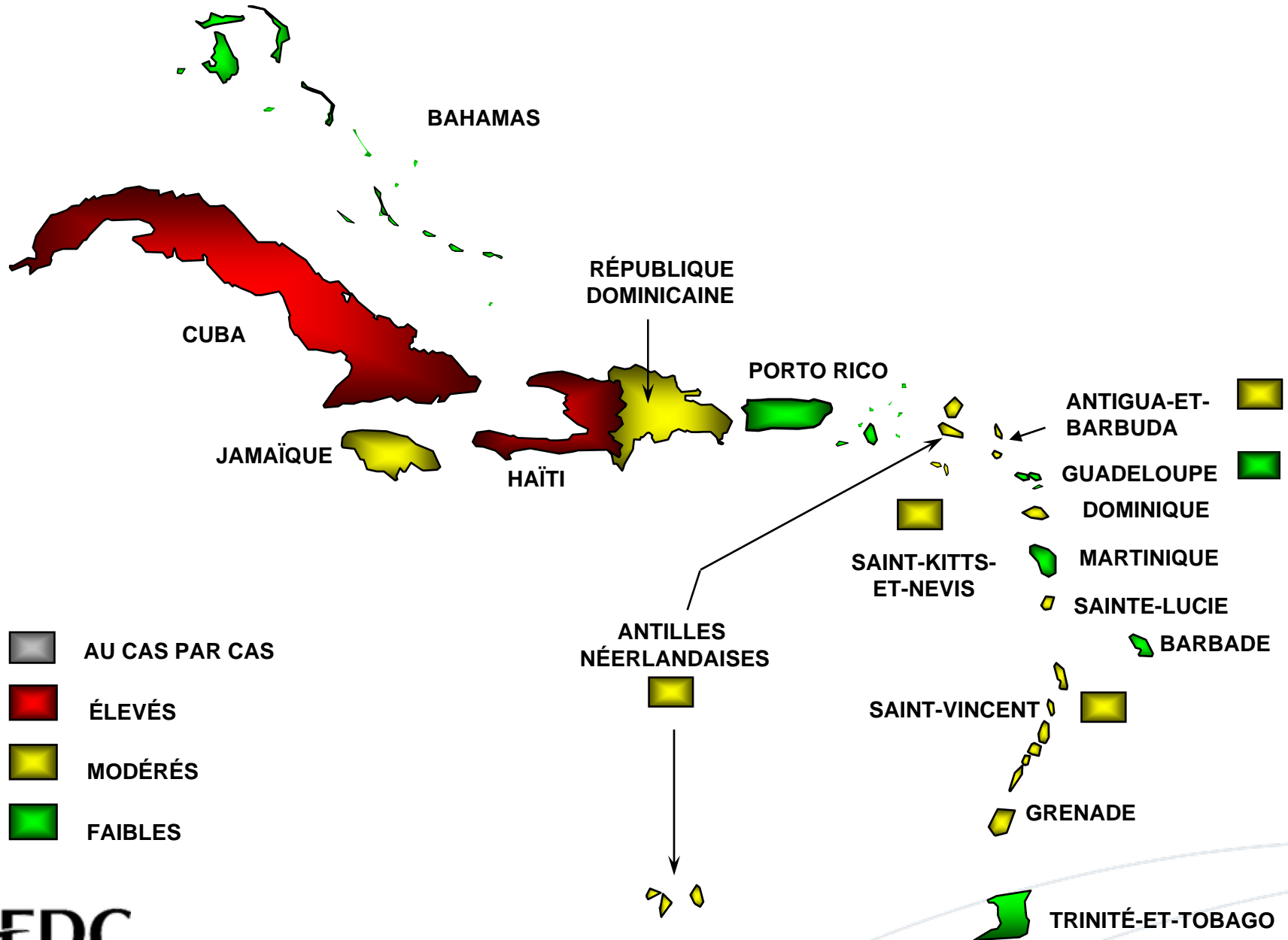
Amérique latine

Risques de non-paiement à court terme



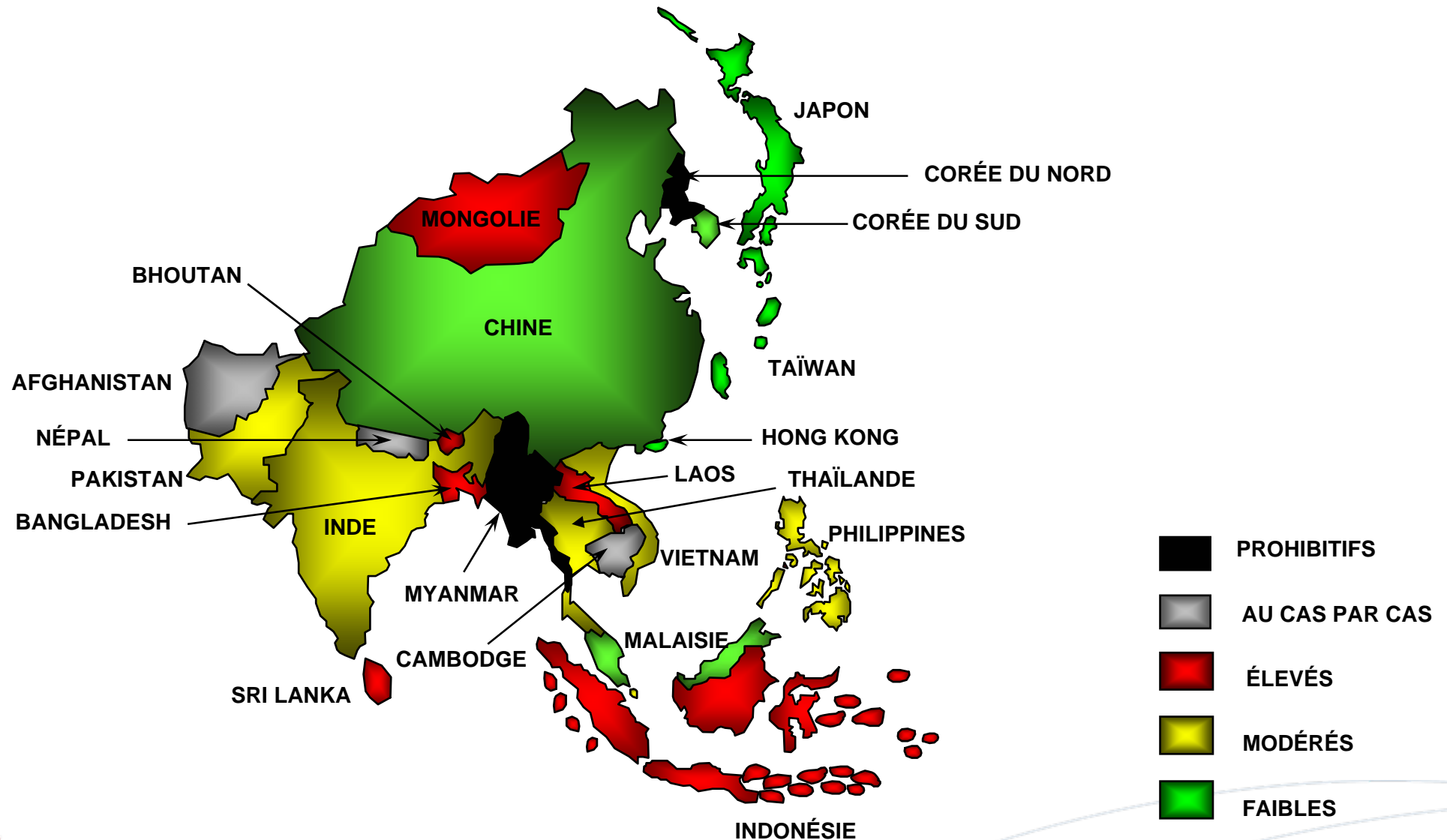
Antilles

Risques de non-paiement à court terme



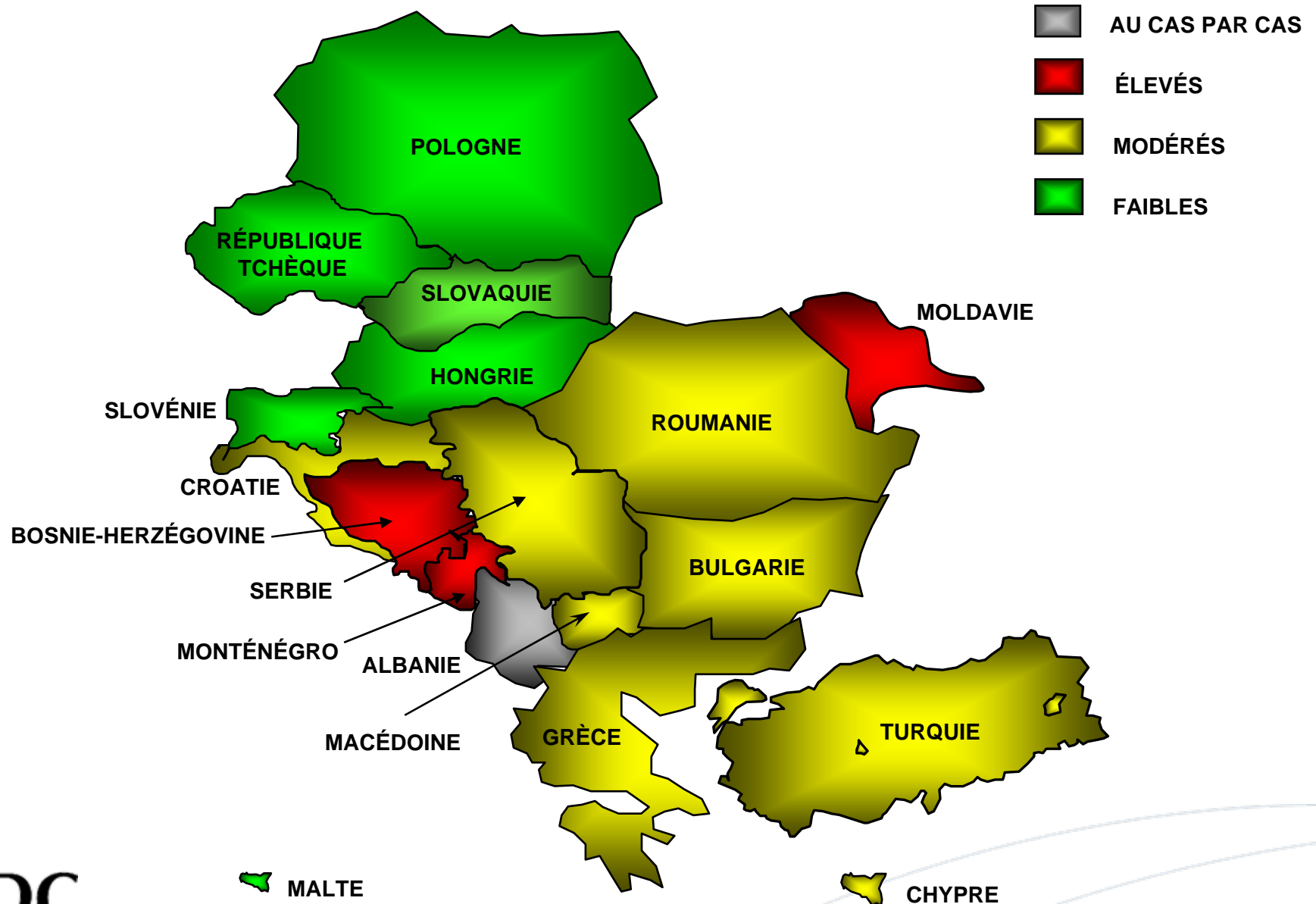
Asie-Pacifique

Risques de non-paiement à court terme



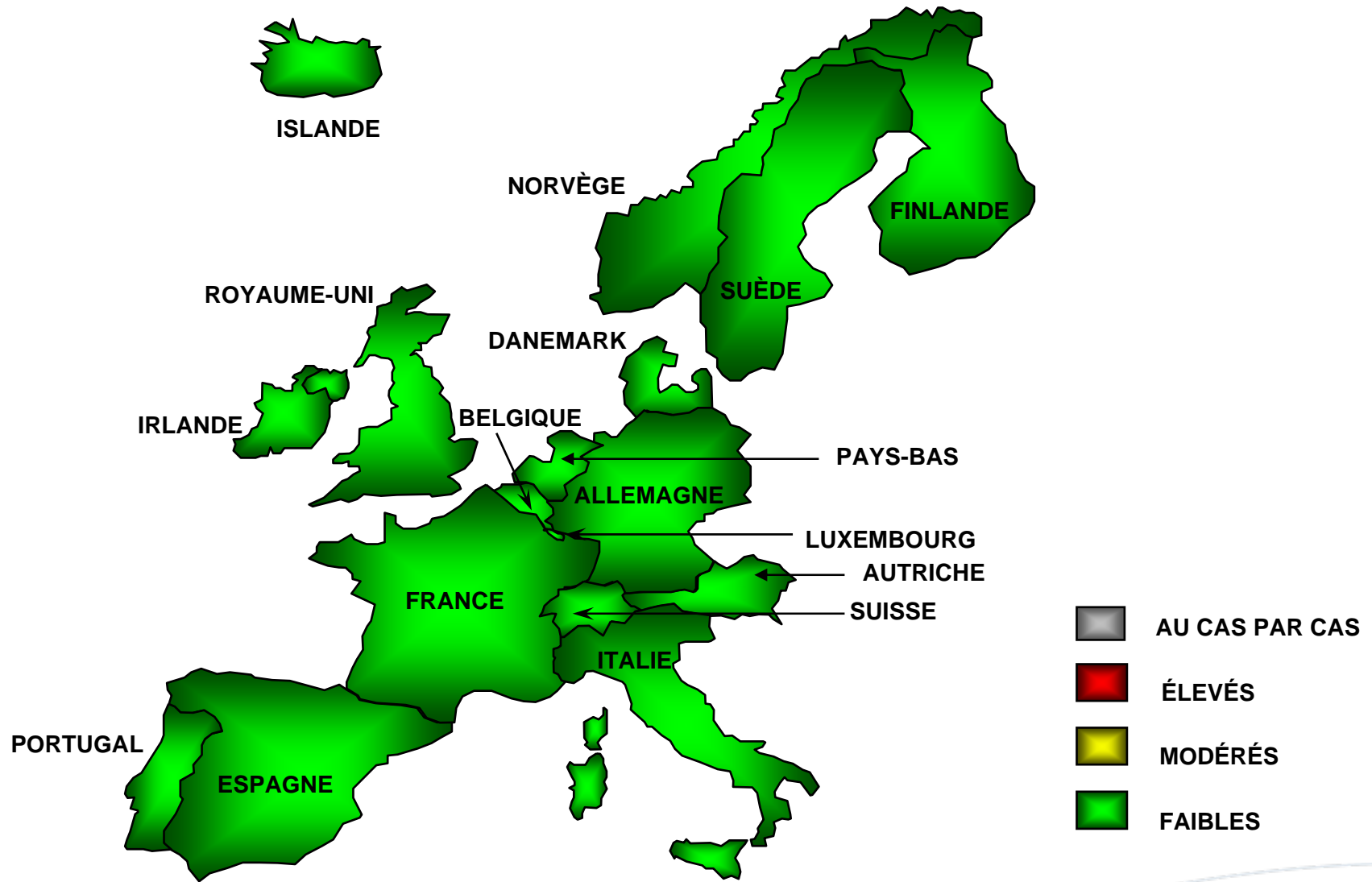
Europe centrale

Risques de non-paiement à court terme



Europe occidentale

Risques de non-paiement à court terme



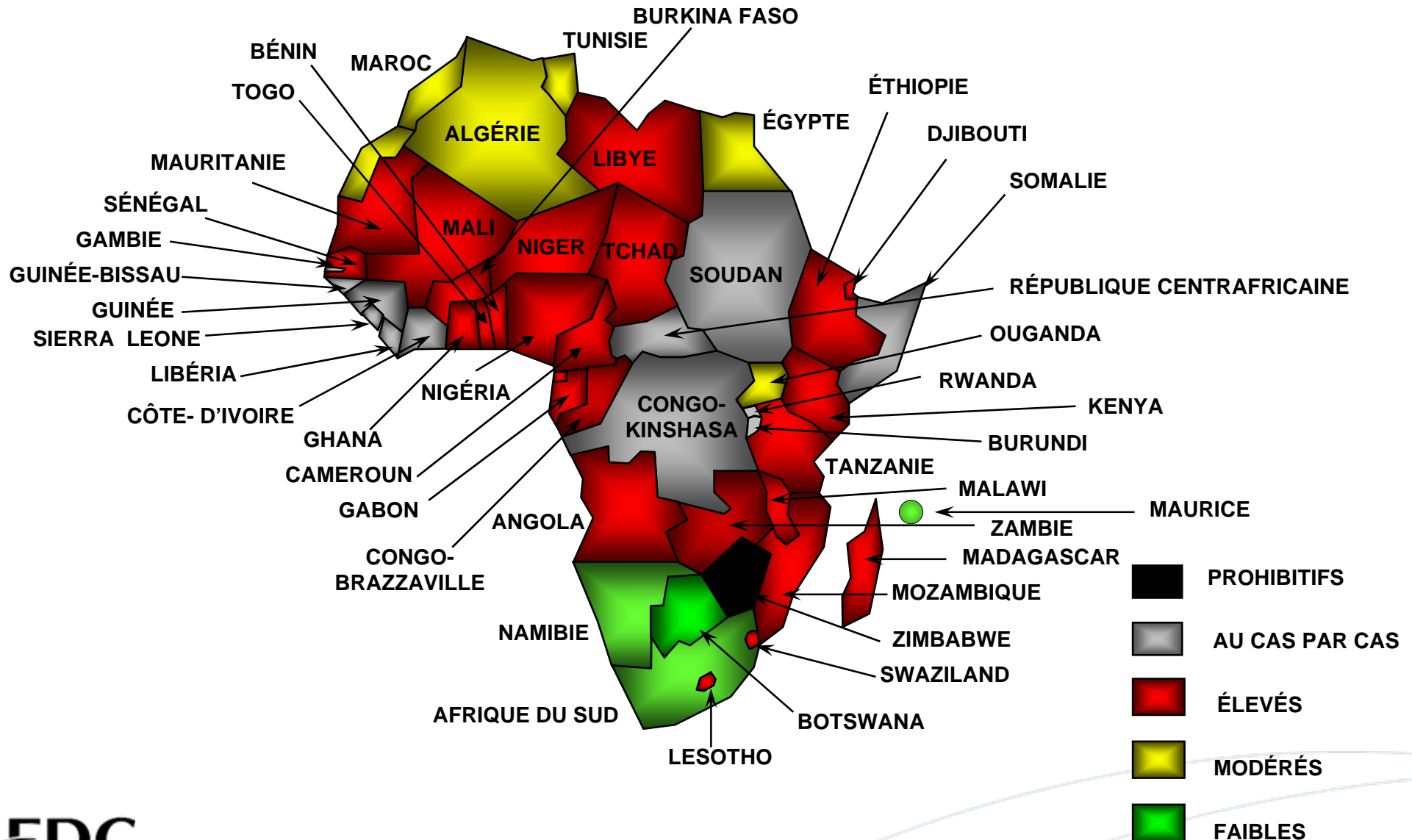
Ex-URSS

Risques de non-paiement à court terme



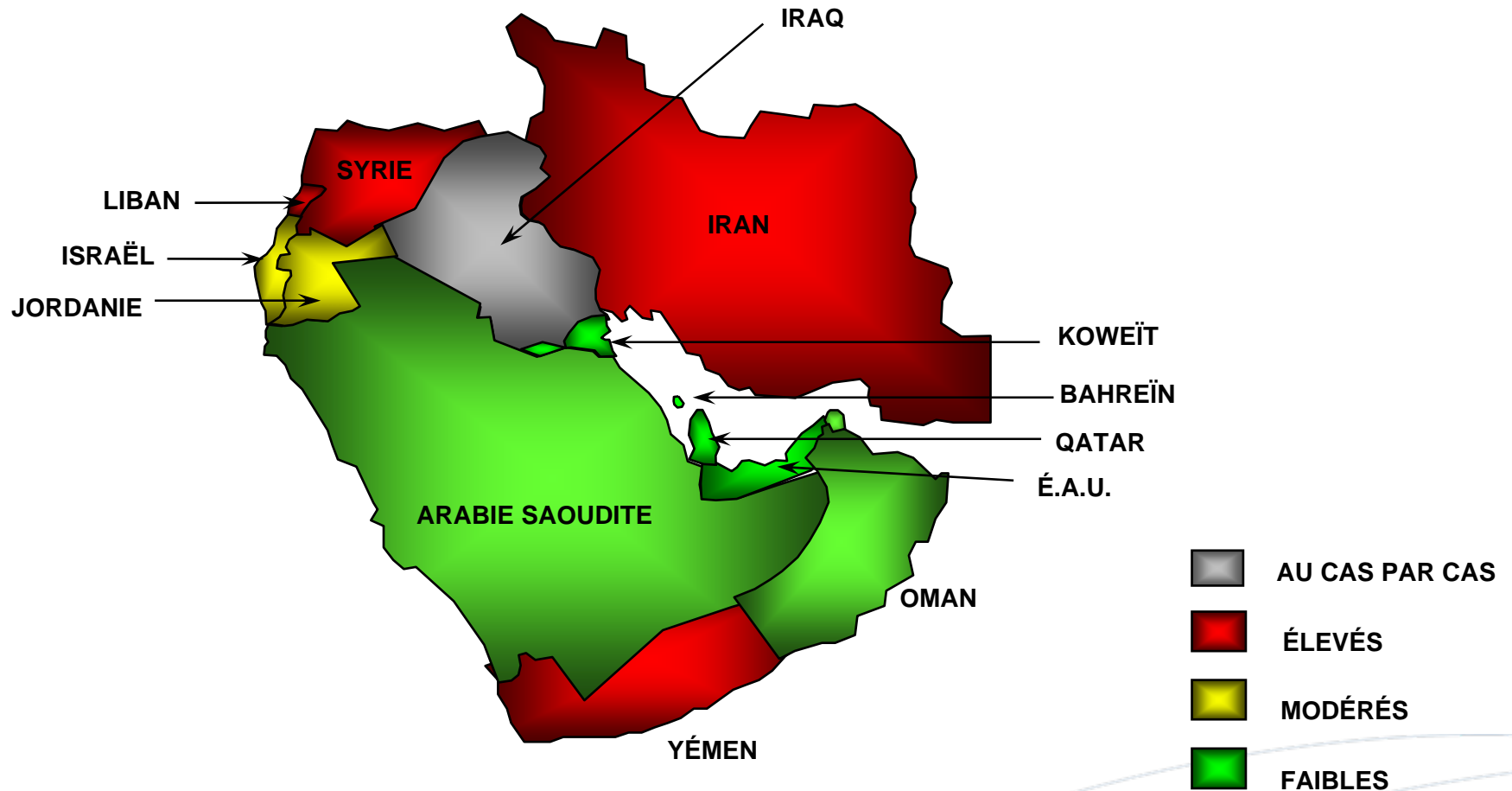
Afrique

Risques de non-paiement à court terme



Moyen-Orient

Risques de non-paiement à court terme



Cartes des risques de non-paiement à court terme

Évaluation valable à la date de diffusion, sous réserve de modifications ultérieures.

Vérifiez la situation actuelle auprès des Services économiques d'EDC.

Visitez notre site Web à www.edc.ca.economie

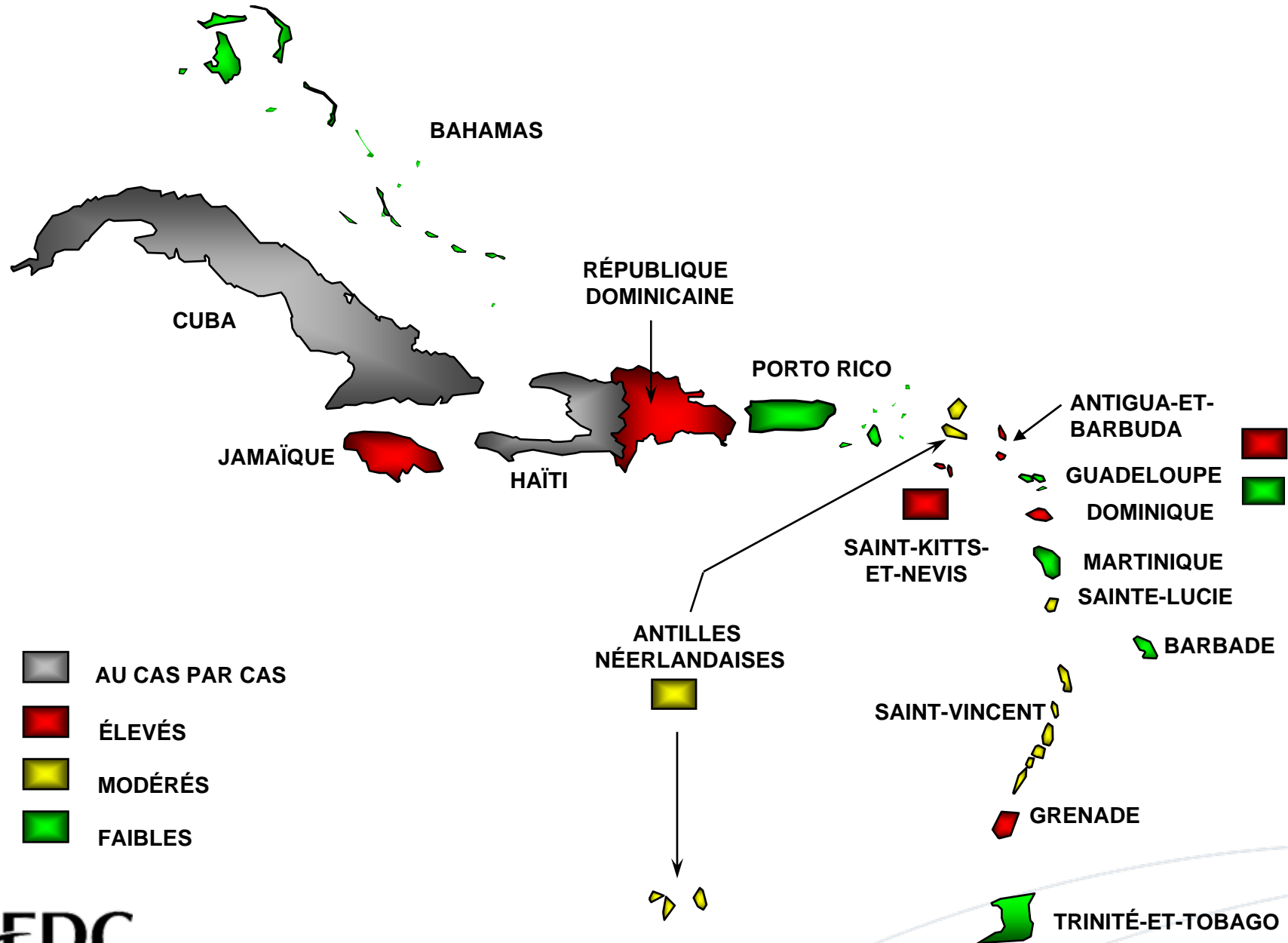
Amérique latine

Risques de non-paiement à moyen et à long terme



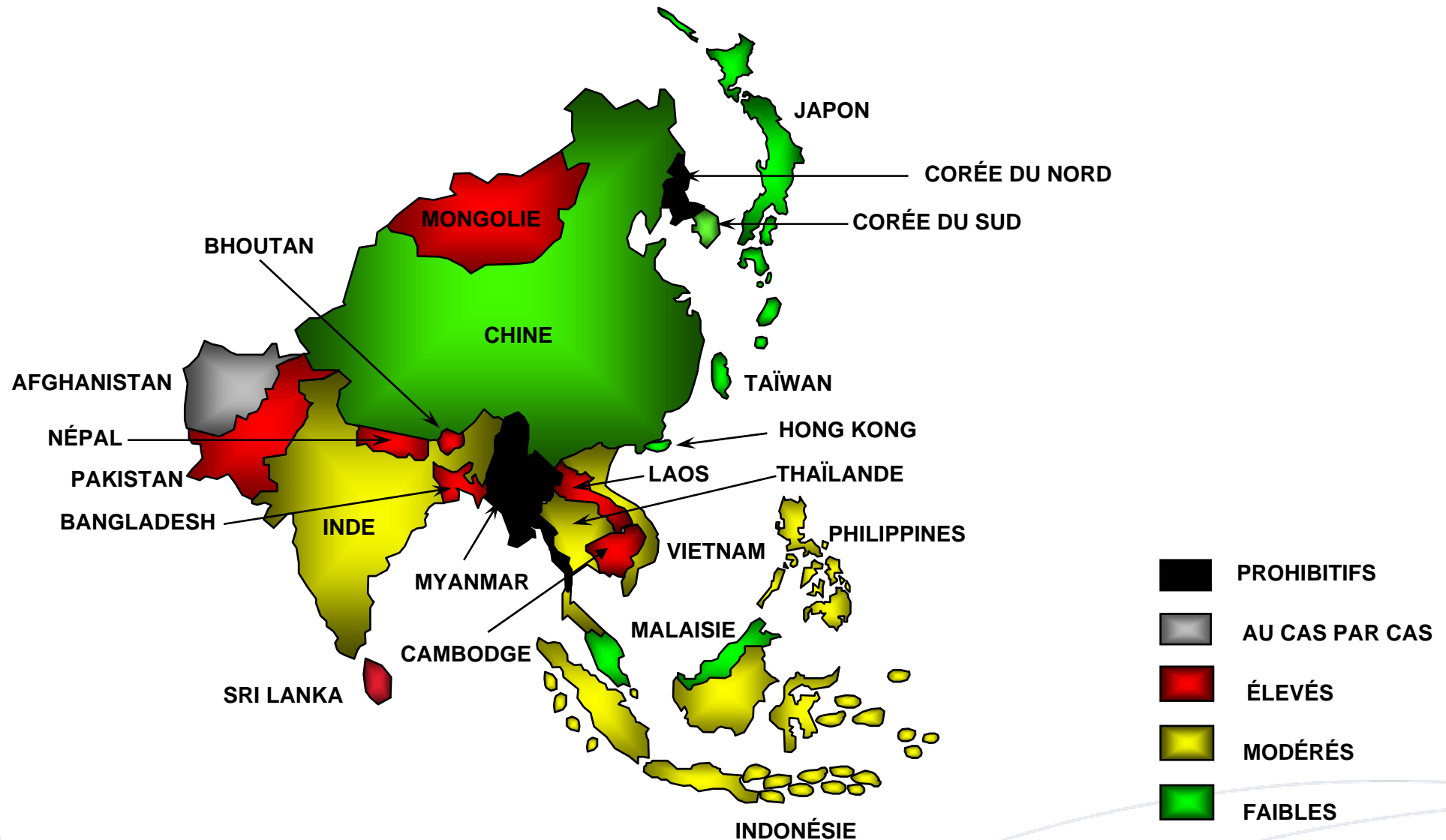
Antilles

Risques de non-paiement à moyen et à long terme



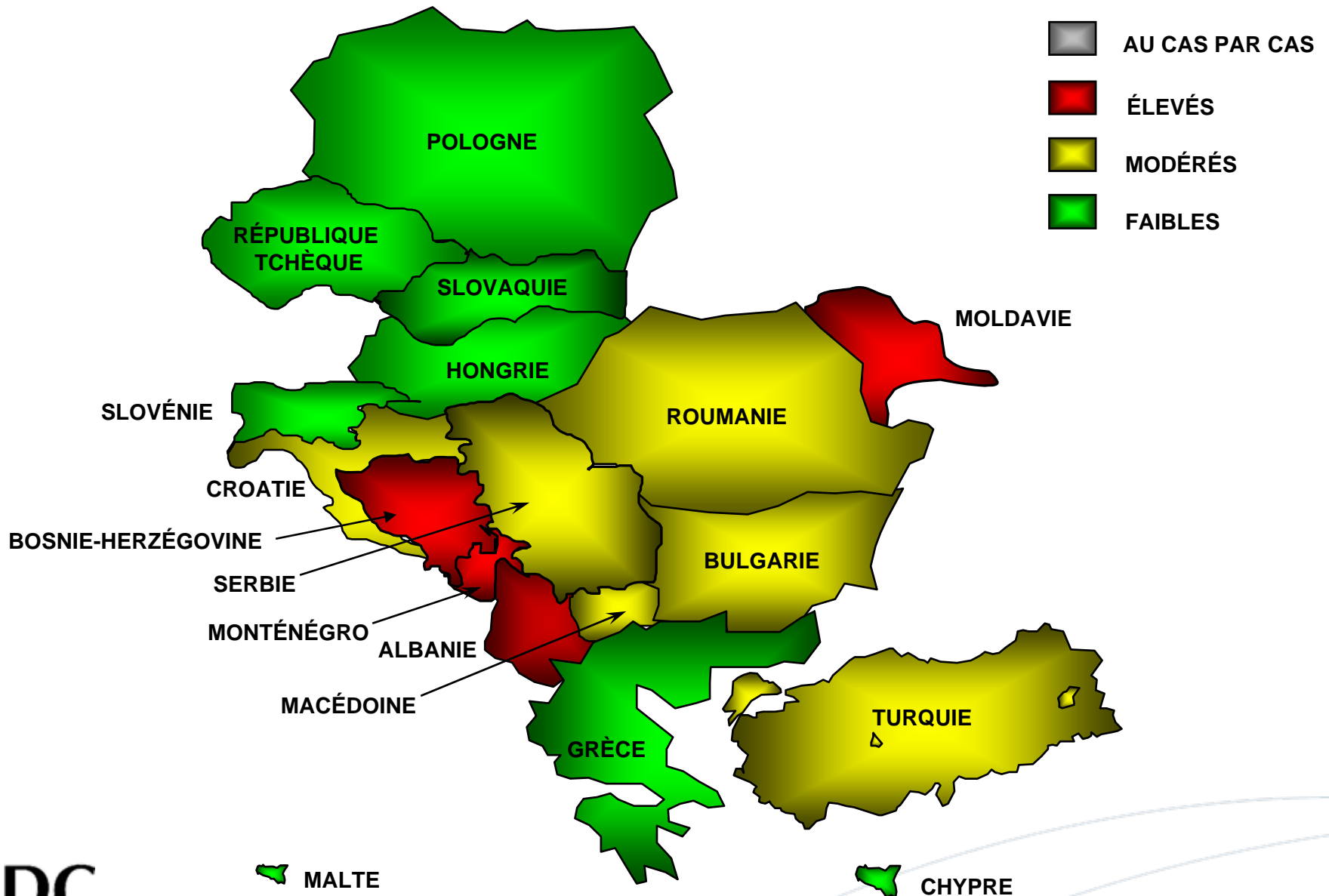
Asie-Pacifique

Risques de non-paiement à moyen et à long terme



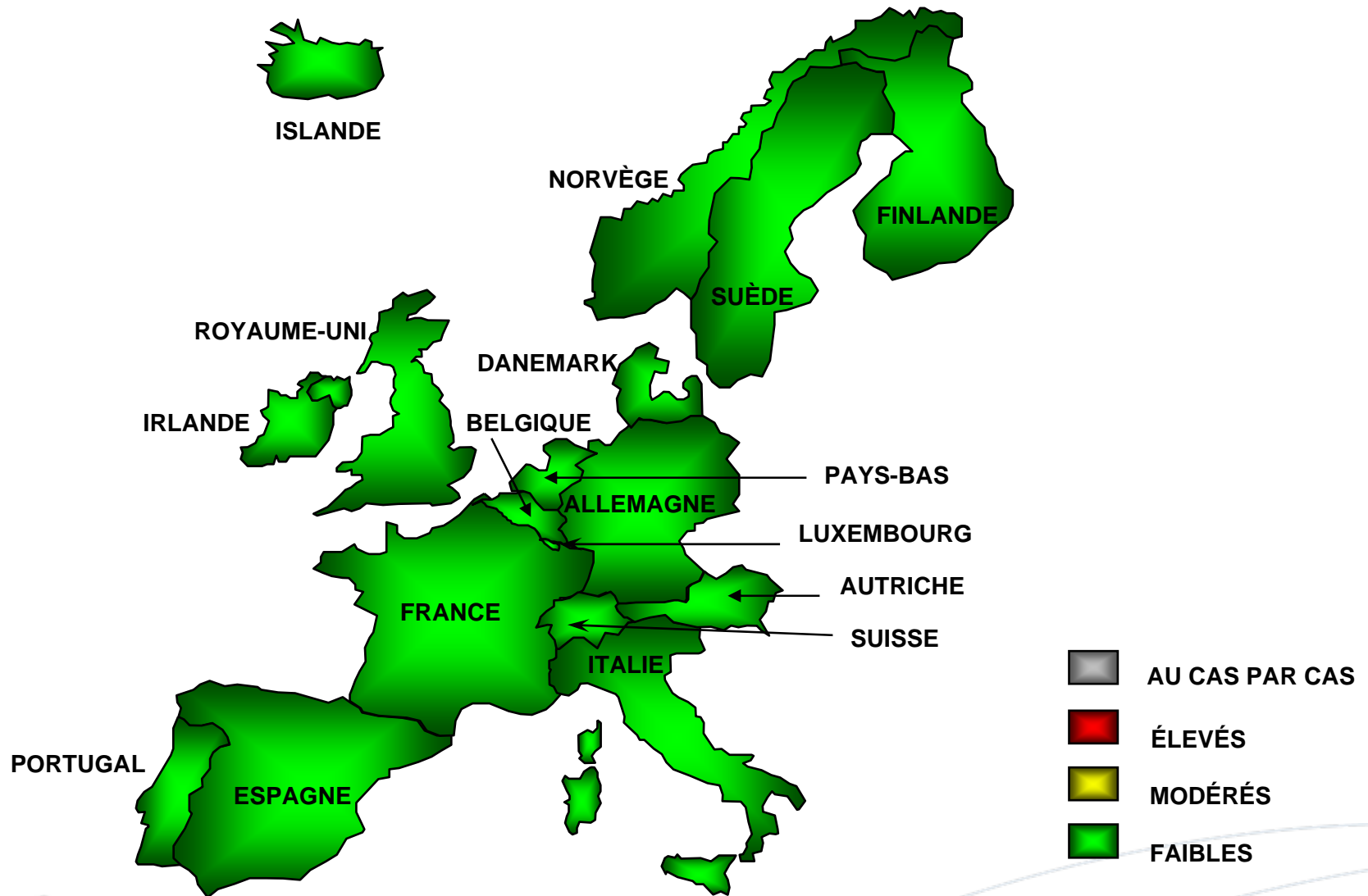
Europe centrale

Risques de non-paiement à moyen et à long terme



Europe occidentale

Risques de non-paiement à moyen et à long terme



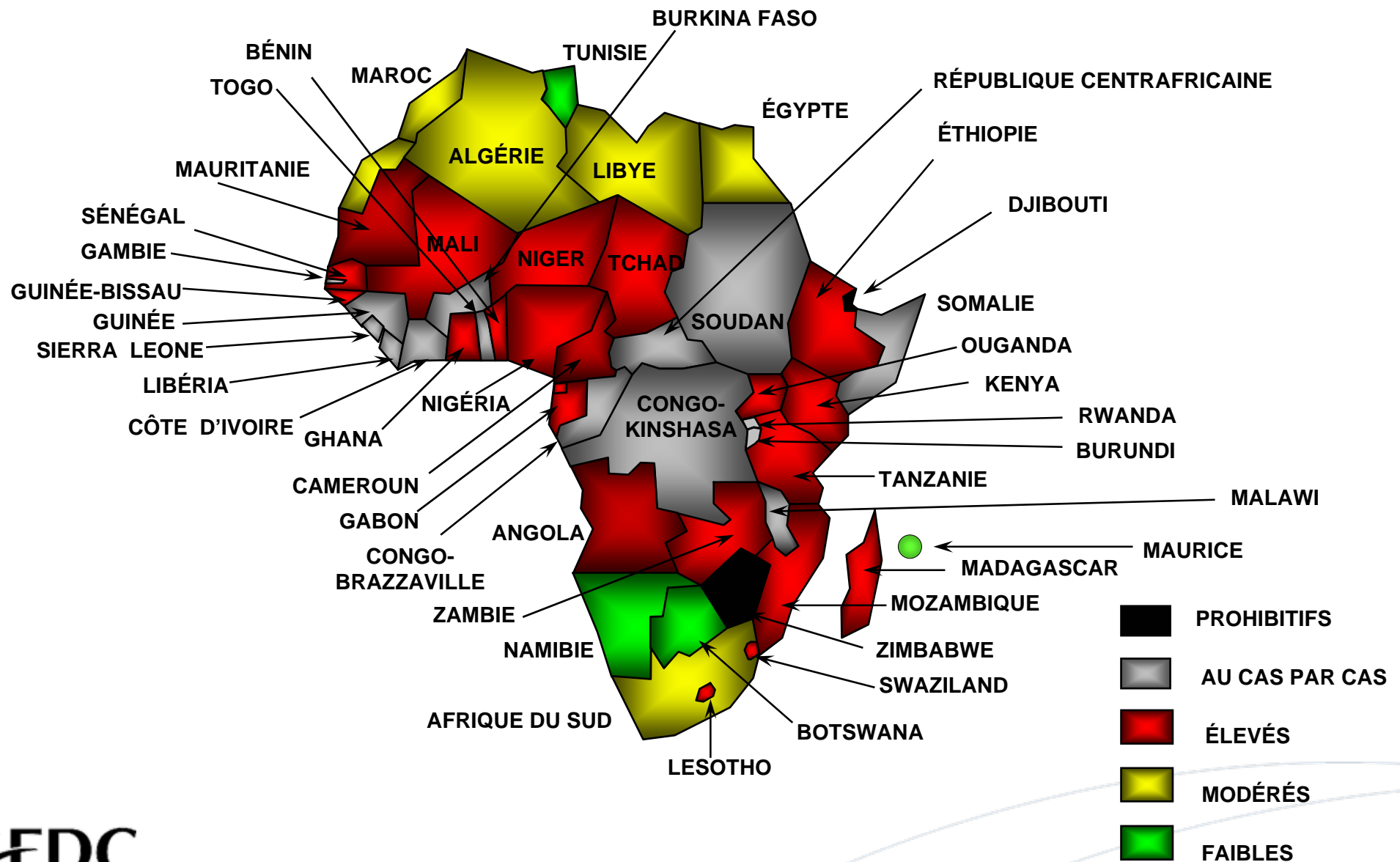
Ex-URSS

Risques de non-paiement à moyen et à long terme



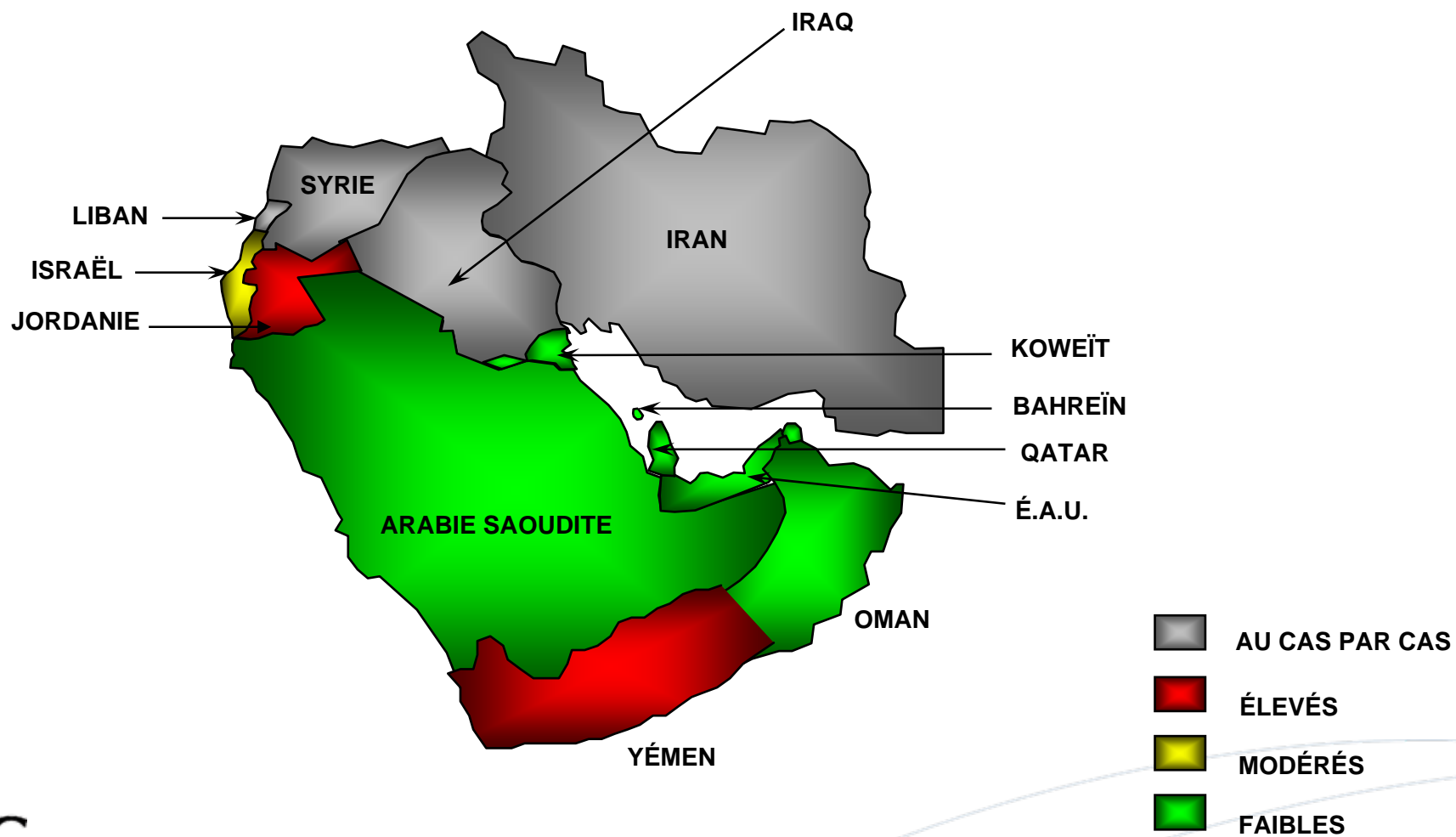
Afrique

Risques de non-paiement à moyen et à long terme



Moyen-Orient

Risques de non-paiement à moyen et à long terme



Cartes des risques de non-paiement à moyen et à long terme

Évaluation valable à la date de diffusion, sous réserve de modifications ultérieures.

Vérifiez la situation actuelle auprès des Services économiques d'EDC.

Visitez notre site Web à www.edc.ca.economie